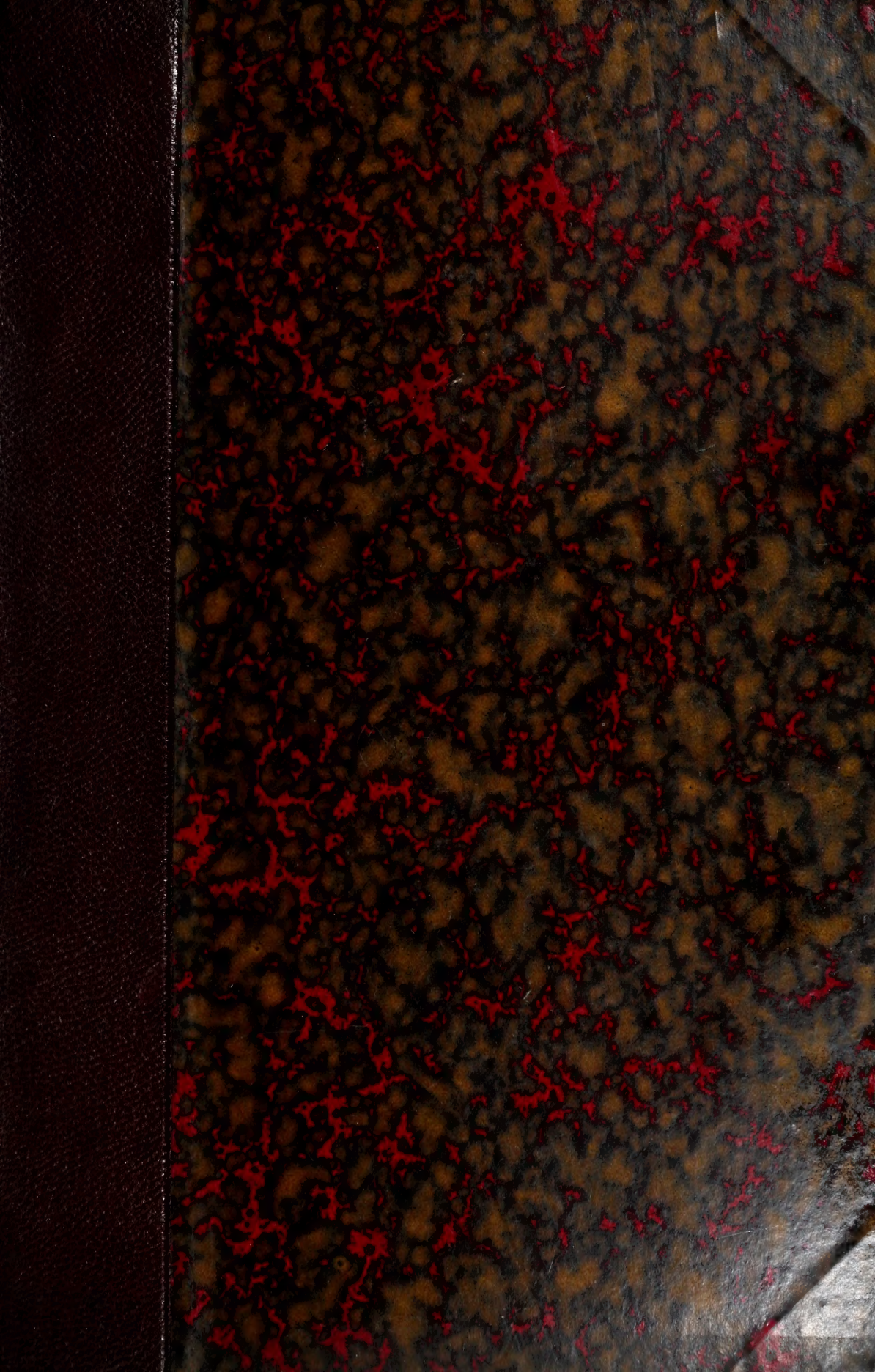


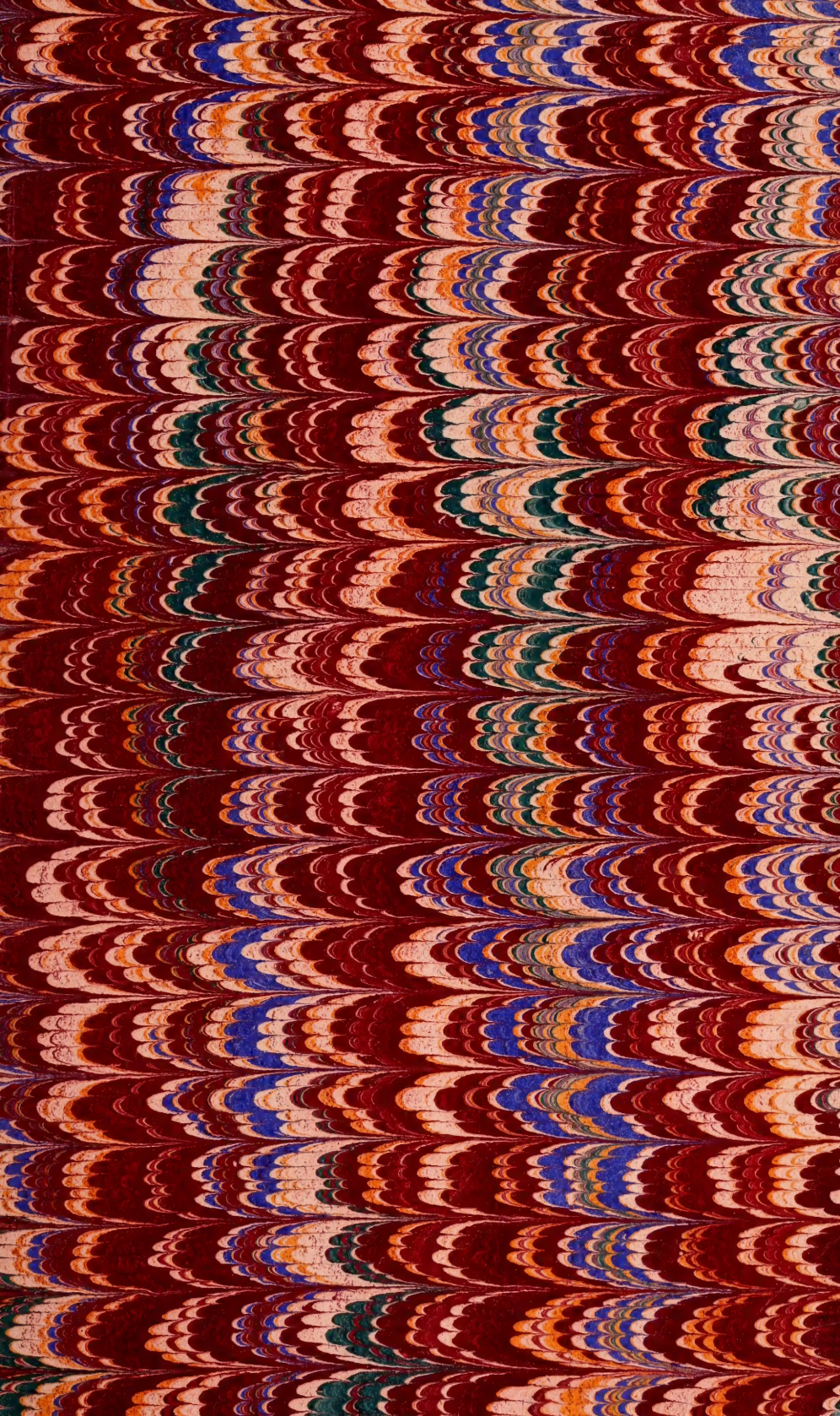


THE GETTY CENTER LIBRARY

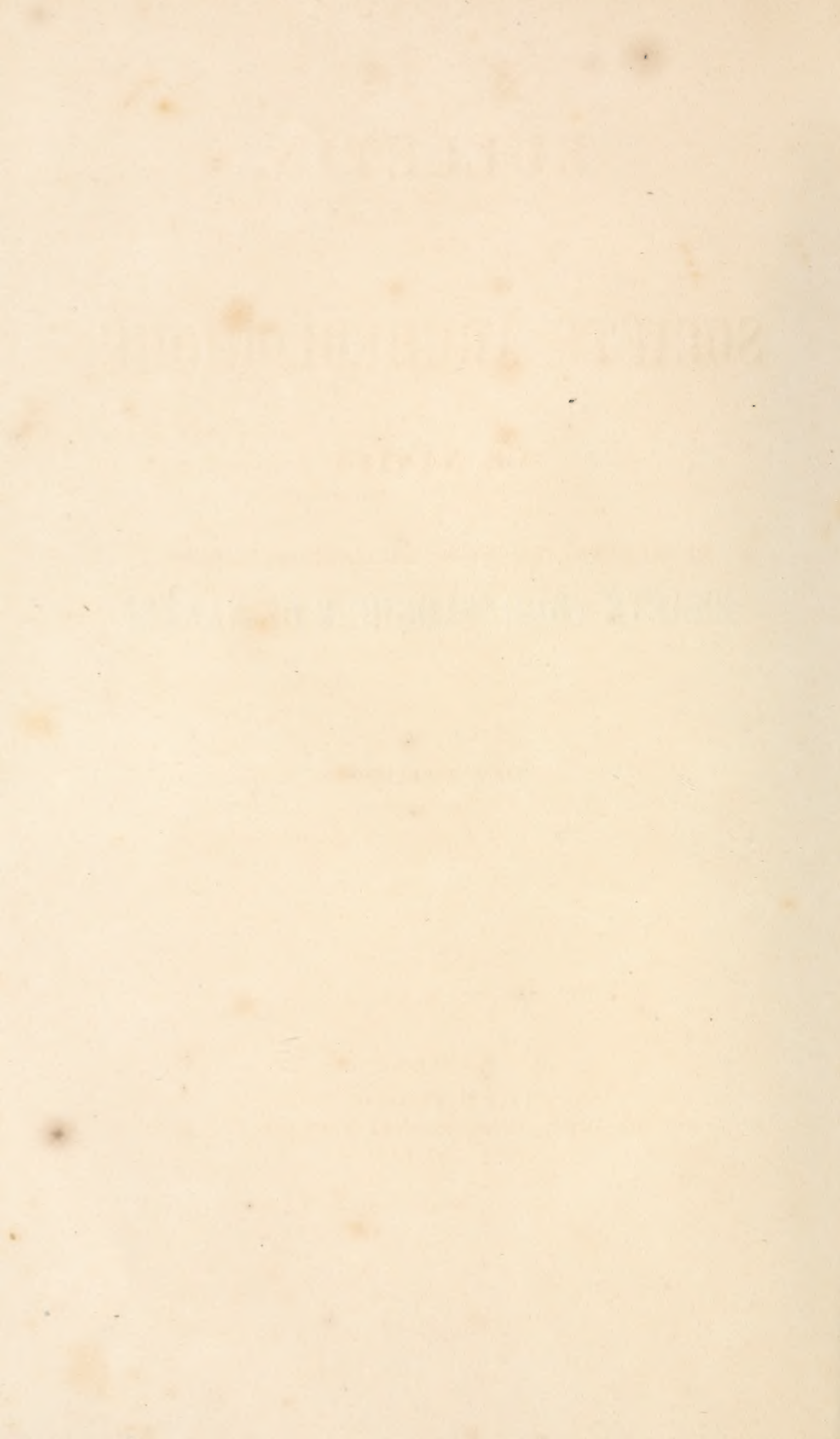


*Why ask for the moon
When we have the stars?*

AS



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE NANTES

ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

TOME TROISIÈME.

ANNÉE 1863.

NANTES,
A. GUÉRAUD & C^{IE},
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE,
PONT D'ORLÉANS.

1863.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES.

EXTRAITS

DES

PROCÈS - VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1863.

Présidence de M. Th. Nau.

M. le Président a reçu une lettre de M. Léon Mougenot, auteur de plusieurs brochures qui sont déposées sur le bureau; deux, entre autres, intitulées, l'une : *Recherches sur le véritable auteur du plan des fortifications de la ville neuve de Nancy, et de la Conservation de la porte Saint-Nicolas de Nancy*, et l'autre : *Dé l'Emplacement de la nouvelle église paroissiale de la ville vieille et du Type architectonique qui devrait obtenir la préférence à Nancy*. M. Mougenot demande que la Société veuille bien lui accorder le titre de membre correspondant. Cette admission, mise aux voix, est accordée.

La Société a reçu : 1^o le troisième trimestre de 1861 du *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*; 2^o un numéro de la *Revue des Beaux-Arts*.

M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Huette une lettre par laquelle notre collègue déclare ne plus pouvoir se charger de ses fonctions de trésorier.

M. Parenteau, archiviste de la Société, a la parole pour faire connaître les objets dont la Bibliothèque de la ville consent à faire le dépôt au Musée. Ce sont : 1^o 180 pièces de monnaie romaines en mauvais état; 2^o une

grande médaille commémorative en bronze, reproduisant les états de service du comte d'Erlon ; 3° le sceau de Jean II, en parfait état de conservation, et certainement la pièce de beaucoup la plus intéressante du dépôt ; 4° une médaille commémorative en bronze de la fondation de Saint-Nicolas ; 5° quelques médailles relatives à la Bretagne, entre autres une mérovingienne ; 6° une bague en argent doré avec chaton en cristal de roche ; 7° enfin, une série de médailles modernes en bronze relatives à l'histoire de France, qui ont été gravées par un artiste nantais, *Caqué*, ce qui leur donne encore plus d'intérêt.

M. Le Lièvre de la Morinière lit son rapport sur la brochure de M. Jéhan (de Saint-Claviers) ⁽¹⁾. M. Jéhan, pour ce qui est des fouilles et découvertes, se borne à donner quelques mots d'une lettre de M. le docteur Fouquet, de Vannes, lui annonçant brièvement qu'une grotte sépulcrale a été reconnue sous le grand tumulus de Carnac nommé le Mont-Saint-Michel. Ce n'est donc point là la partie importante et nouvelle de son travail. Le point capital est l'étymologie qu'il donne au mot Carnac. M. Jéhan le fait venir de *Carn* ou *Cairn*, qui, en irlandais, veut dire hauteur, éminence. Carnac, selon M. Jéhan, voudrait dire : *où il y a des carns*. M. de la Morinière ne partage pas cette manière de voir, ou du moins ne se sent pas assez éclairé par la discussion de M. Jéhan et par les textes qu'il produit, pour se déclarer partisan de ces idées nouvelles. Il donne un aperçu rapide des opinions diverses des archéologues du Morbihan sur ce sujet, entre autres de la brochure de M. Louis Galles, et il termine en invitant les membres présents à étudier la question et à émettre leur opinion.

M. de Kersabiec pense que M. Jéhan est dans le vrai. Selon lui, on va chercher très-loin ce qui se trouve fort près. Il n'y a rien de plus explicite sur cette question des pierres levées, dolmens, tumuli et autres monuments de ce genre, que ce qu'on lit dans la Bible. Pour lui, les men-hirs ne sont pas des tombeaux, comme le pense M. Galles, mais des pierres commémoratives. Les dolmens sont les cavernes funèbres des sépultures et, en plus d'un cas, des autels. Leur nom même de *table* de pierre (dol-men) correspond assez à l'expression de sainte *table*, dont nous nous servons nous-même ; comme celle de *peul-ven*, donnée aux men-hirs, correspond à *colonne élevée*. Pour ce qui est des carns et de Carnac, il pense que *carn* voulant dire, suivant M. de Blois, *rocher* (art. Carnoët, dans le Dict. d'Ogée), a, par extension, la signification de hauteur, colline, une colline ou montagne étant formée de rochers entassés, et que Carnac a dû en tirer son nom. Pour lui encore, le monument principal de Carnac et qui, dès lors, a dû donner son nom au

(1) *Carnac en Bretagne. — Fouilles et nouvelles découvertes. — Controverse sur l'origine et la destination des Carns. — Vritable étymologie du mot Carnac*, par L.-F. Jéhan, de Saint-Claviers, brochure in-8°, Tours, Gallier.

lieu qu'il rendait célèbre, c'était le tumulus, la colline artificielle, le *carn*. On sait que les peuples primitifs sacrifiaient sur les *hauts lieux*, d'où est venu le nom d'*altare*, autel. Et à qui sacrifiaient-ils ? Aux âmes des morts, du mort enfoui sous le tumulus. Ces mânes apparaissaient, et les lieux célèbres par ces oracles devenaient le rendez-vous des peuples. M. de Kersabiec croit qu'à Carnac il y avait un carn célèbre, un haut lieu vénéré entre tous, et il explique les men-hirs nombreux qui entourent le Mont-Saint-Michel comme autant de colonnes commémoratives, de gigantesques ex-voto dressés là par les générations. Il trouve dans le patronage de l'Archange victorieux de Satan, imposé à ce haut lieu, comme au mont célèbre de la Normandie, comme au mont Gargano en Italie, la preuve du culte qu'on y rendait, dans l'antiquité, à l'Ange déchu, et des manifestations qui s'y produisaient. Ce jurement populaire, *Garn, sacré Garn*, que répètent à l'envi nos paysans, sans savoir le sens qu'ils y attachent, lui paraît être un débris du culte des carns et des hauts lieux. Il fait aussi cette remarque que la contrée la plus célèbre des Gaules, le pays des *Carnutes*, où l'on vénérât la *Vierge qui doit enfanter*, tradition des temps primitifs, semble tirer son nom du même mot. D'où il suit que le mot et la chose, s'il peut ainsi s'exprimer, nous ramènent à la Bible.

Dans le courant de la discussion, M. de Kersabiec ayant dit qu'il pensait que le fer et l'usage des métaux étaient connus de toute antiquité, et qu'il croyait que les classifications en âge de pierre, âge de bronze et âge de fer étaient plutôt supposées que réelles, MM. Parenteau et Laurant relèvent cette assertion et sont d'un avis tout différent.

L'ordre du jour appelle les membres présents à voter pour le renouvellement du Bureau et des membres du Comité central.

M. Nau prend la parole et déclare que, président depuis dix-sept ans, il pense qu'il est temps de remettre cette charge, d'ailleurs très-honorable, à un autre. Il tient donc à dire que si quelques membres pensaient à le réélire, il ne pourrait accepter ; que sa résolution est bien prise, et qu'il croit d'ailleurs qu'en agissant ainsi, c'est pour le plus grand bien à venir de la Société. On proteste contre cette manière de voir du Président, et un premier tour de scrutin lui prouve que les pensées et les paroles sont d'accord : sur dix-sept votants, M. Nau est réélu président par dix-sept voix. M. Nau, malgré les vives instances de l'Assemblée, persistant à se retirer, force est d'avoir recours à un nouveau vote. — M. le V^{te} de Kersabiec obtient huit voix ; M. Laurant, deux ; M. Parenteau, deux ; deux restent fidèles à M. Nau ; une est donnée à M. l'abbé Fournier, et deux s'abstiennent. M. de Kersabiec est nommé président. — Pour la vice-présidence, M. l'abbé Cabours, à un premier tour de scrutin, obtient huit voix ; M. Gautier, quatre ; MM. Parenteau, de la Nicollière, de Wismes, Martineau et Laurant, chacun

On passe à un second tour : M. l'abbé Cahours est nommé vice-président par douze voix ; M. Gautier en obtient deux ; MM. de la Nicollière, Parenteau et de Wismes, chacun une. — M. Émile Gautier est nommé secrétaire général par dix suffrages ; — MM. de la Nicollière et Martineau, secrétaires adjoints, le premier par douze votes, et le second par neuf ; mais M. Martineau ayant déclaré qu'il ne pouvait continuer ces fonctions, par suite de ses occupations nombreuses et qui le rendent souvent forcément inexact, M. Le Comte de la Morinière le remplace, ayant obtenu sept suffrages. — M. Parenteau est nommé par acclamation archiviste, charge qu'il a remplie déjà avec tant de zèle et de dévouement. — M. Chesneau devient trésorier, grâce à huit voix qui le désignent pour ce poste ; MM. Van-Iseghem et Pradal en obtiennent sept chacun, et M. Perthuis une. — Enfin, sont appelés à faire partie du Comité central : MM. Van-Iseghem, Laurant, Bⁿ de Wismes, Pradal, Martineau et Perthuis. — M. Nau est acclamé président d'honneur.

La séance est levée.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1863.

Présidence de M. le vicomte de Kersabiec.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. l'abbé Cahours prend la parole, pour remercier la Société des votes et des voix qui l'ont porté à la vice-présidence ; honneur qu'il considère comme un hommage rendu au caractère dont il est revêtu, et qu'il s'efforcera de justifier.

Le Président signale dans la publication intitulée *le Collectionneur breton*, un article de M. de Blois, sur les Carns ou Cairns celtiques.

M. G. Yerger demande ensuite à M. de Kersabiec la rectification d'une assertion contenue dans son intéressante *Étude sur N.-D. des Dons*, dans laquelle il a été dit que le propriétaire avait négligemment laissé s'augmenter l'état de dégradation ou de ruine de cette chapelle, fait contre lequel il croit devoir protester, comme n'étant pas conforme à la vérité. M. de Kersabiec répond qu'il n'a nullement cherché à faire une personnalité ; qu'il est prêt, du reste, à laisser le passage objet de la discussion, mais que cependant il fait rapport à la correspondance déposée à l'évêché, qui lui a fourni la preuve que les soliveaux de cette chapelle furent offerts par le propriétaire à M. le curé de Treillières, qui ne crut pas devoir les accepter.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Coutant, qui, vu ses occupations nombreuses, envoie sa démission de membre de la Société.

Quelques numéros de la *Revue des Beaux-Arts* et la *Liste des sociétés savantes des départements* sont déposés sur le bureau.

Après ce dernier document, sur 96 départements, y compris Alger et

Constantine, la Seine exceptée naturellement, voici la répartition des sociétés :

1	Le Calvados en compte.....	12.....	12.
1	Le Nord, —	10.....	10.
1	Les Bouches-du-Rhône, ...	7.....	7.
2	Départements, —	6.....	12.
7	— —	5.....	35.
8	— —	4.....	32.
8	— —	3.....	24.
24	— —	2.....	48.
28	— —	1.....	28.
10	N'en ont pas. —	».....	»».
90.			208.

M. le Président lit une circulaire du Ministre de l'instruction publique ayant pour objet de recommander la conservation, pour la collection anthropologique du Muséum d'Histoire naturelle, des ossements humains que les fouilles archéologiques ou les découvertes dues au hasard font rencontrer dans le sol. Ces débris, trop souvent dédaignés, doivent autant que possible être recueillis avec le plus grand soin, offrant, pour les études anthropologiques, un intérêt égal à celui que présentent pour l'archéologie, les médailles, les armes, les bijoux. Des détails sont donnés sur le mode d'envoi ainsi que sur les mesures à prendre.

M. A. Chesneau présente, pour le Musée, un clou provenant de la découverte du Veillon. Cet objet, portant deux P gravés en creux sur la tige, serait, d'après M. Mauduit, un ornement destiné au pommeau d'un pistolet. Il porte sur sa tête un masque ciselé, dont le faire paraîtrait indiquer la première moitié du xvi^e siècle, et le rendrait ainsi contemporain de la fontaine élevée en cet endroit vers la même époque.

Dans une allocution bien sentie, M. de Kersabiec rappelle brièvement les services rendus à la Société par M. Nau, sous la présidence duquel deux faits remarquables se sont produits, la création du Musée et la publication du *Bulletin*. Désireux de suivre les traces de son honorable prédécesseur, et de mériter de même que lui l'approbation de ceux qui seront appelés à lui succéder, tous ses efforts tendront à mettre en pratique cette belle maxime de Tacite : *Et majores vestros et posteros cogitate*.

L'ordre du jour donne la parole à M. Parenteau, pour la lecture de son travail sur les Monnaies des Namnètes. Jusqu'à ce jour, les numismatistes n'en ont pas attribué à cette peuplade. Le premier, par ses observations savantes, ses patientes recherches, ses investigations constantes et éclairées, il est parvenu à fixer pour notre pays, d'après des types trouvés sur son territoire, comme un signe, une lettre monétaire, le génie debout, qui lui

permet de classer ces pièces dans la numismatique de la Gaule armoricaine. Deux monnaies d'attribution moins certaine, quoique des contrées de l'Ouest, portent un cavalier dont le faire prouve sans réplique un art fort avancé chez ces peuples. En outre, deux autres pièces portant l'effigie d'Hercule, avec un Σ , trouvées à l'est du département, vers Ancenis et Candé, marches de l'Anjou, viennent appuyer les textes de Strabon, Ptolémée, etc..., et donner raison à l'existence des Samnites, si vivement contestée par plusieurs historiens.

Trois planches admirablement gravées chez M. H. Charpentier accompagnent cette consciencieuse étude, écoutée avec une profonde attention, justifiée par son importance toute locale et le mérite de l'auteur.

SÉANCE DU 3 MARS 1863.

Présidence de M. le vicomte de Kersabiec.

La Société reçoit pour sa bibliothèque les publications suivantes :

- 1° *Les Beaux-Arts, revue de l'art ancien et moderne*, tome VI, 4^e livraison.
- 2° *Congrès scientifique de France; 30^e session, à Chambéry. Programme des questions proposées.*
- 3° *Congrès archéologique de France; XXVIII^e session, année 1861. Un vol. in-8°.*
- 4° *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1862, nos 2, 3 et 4, avec supplément.
- 5° *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 4^e trimestre 1862.

Divers objets sont offerts pour le Musée, et prendront place dans ses collections.

Il convient de citer deux jetons de Nuremberg et un douzain de Henri II frappé à Rouen et trouvé au carrefour Casserie, donnés par M. Th. Nau.

Une reproduction en relief, par M. Guilbaud, de la Tour de Pirmil, offerte par M. Pilon, à qui la Société vote des remerciements, tout en discutant sur le plus ou moins d'exactitude de cette reproduction, qui semble manquer de proportion dans les détails et notamment dans le développement du donjon principal. M. Petit propose de communiquer à la Société divers dessins qu'il possède de la tour de Pirmil, et cette proposition agréée met fin au débat.

M. Parenteau exhibe un manche de couteau en bronze ciselé et émaillé, trouvé dans des fouilles à Nantes et dont il a fait l'acquisition pour le Musée. Cet objet, d'un travail curieux, de la fin du XVI^e siècle, attire à plusieurs reprises l'attention de la Société.

Le Président rappelle à ses collègues que la réunion des délégués des Sociétés savantes aura lieu à Paris, à la Sorbonne, les 9, 10 et 11 avril, et, sur la proposition qui lui est faite, il décide que M. Coutant, membre corres-

pendant de la Société, demeurant à Paris, sera prié de vouloir bien la représenter à ce congrès.

M. Guignard a la parole pour donner lecture de son étude sur saint Donatien et saint Rogatien. Ce travail, fruit de recherches nombreuses, rempli de déductions ingénieuses et savantes, est écouté avec une attention soutenue, et donne lieu à des discussions auxquelles prennent surtout part M. le vicomte de Kersabiec et M. l'abbé Cahours. Les assertions émises par M. Guignard sont l'objet d'un débat soutenu de part et d'autre avec les textes à l'appui et les citations des auteurs qui ont écrit sur l'introduction du christianisme dans les Gaules.

M. Guignard, en terminant sa lecture, annonce que le travail qu'il vient de lire n'est que l'introduction d'un autre plus considérable qu'il compte consacrer aux origines de l'Église de Nantes.

La séance est levée.

ANALYSE DES PROCÈS-VERBAUX

DES

SÉANCES DU 7 JUIN 1854 AU 3 AVRIL 1855.

(Suite. — Voir Tome second, p. 164.)

SÉANCE DU 7 JUIN 1854. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Vandier lit un travail sur les Grands Jours, notamment sur ceux qui furent tenus au Puy-en-Velay. C'étaient, dit-il, des tribunaux omnipotents, embrassant le civil et le criminel, créés à des intervalles irréguliers par le souverain, dans le but de réprimer les abus des pouvoirs locaux et de fortifier l'autorité royale. L'histoire offre peu de documents sur cette juridiction irrégulière. En 1548, les Grands Jours du Puy, qui ont trouvé un historien en M. Paul Martory, eurent pour mission spéciale d'extirper le protestantisme. Ce tribunal prononça jusqu'à mille peines capitales, rendit de nombreux arrêts contre les usuriers, et réprima, avec le consentement de l'évêque, des abus ecclésiastiques. En 1666, les Grands Jours eurent pour mission de détruire les derniers obstacles que les usages provinciaux et les traditions féodales opposaient à l'autorité royale. M. Vandier signale, en finissant, les progrès de la puissance royale, et montre que sa force et l'état de la civilisation rendirent depuis lors les Grands Jours inutiles. — M. Thibeaud, avocat, pose cette question : La Bretagne a-t-elle eu ses Grands Jours ? Au temps de son indépendance, on les chercherait en vain ; mais depuis sa réunion avec la France, la question est douteuse. Le jurisconsulte Merlin dit qu'elle a eu ses Grands Jours, et l'on pouvait en effet considérer comme telles les commissions extraordinaires qui furent constituées à diverses époques. — M. Bizeul ajoute que ces sortes de tribunaux étaient destinés aux provinces qui n'avaient pas de parlement. Avant la constitution de son parlement sédentaire, la Bretagne n'était pas abandonnée à l'arbitraire au point d'être étrangère à l'organisation judiciaire, ce premier besoin des peuples civilisés. Lorsqu'une grave contestation surgissait, les ducs de Bretagne constituaient un tribunal *ad hoc* que l'on nommait parlement. On pourrait considérer comme les derniers Grands Jours, la commission qui jugea les quatre gentilshommes bretons

impliqués dans la conspiration de Cellamare. — M. Vandier répond à ces observations en contestant l'analogie qui vient d'être établie, et en montrant qu'on ne peut assimiler les Grands Jours à des commissions qui n'en avaient pas les caractères. — M. Driollet, chargé de faire la critique du système architectural de M. Boileau, commence par établir que la science et l'art ne sont pas unis par des liens de solidarité, et que si la science progresse toujours (ce qu'il démontre par l'histoire de l'architecture), l'art peut rétrograder au point de devenir méconnaissable. Le beau est sûrement atteint lorsque la science et l'art se donnent la main; mais cette heureuse alliance ne s'est guère manifestée dans l'antiquité qu'au temps de Périclès chez les Grecs, et au moyen âge pendant le ^{xiii}^e siècle. Aujourd'hui que l'industrie, fille de la science, semble vouloir dépasser les limites du possible, on est sans règle et sans frein. De ces réflexions découle naturellement cette conclusion que les progrès de l'industrie contemporaine ne doivent pas nécessairement jeter l'art dans une voie nouvelle. M. Boileau admet en principe que toute forme architecturale nouvelle doit dériver de la construction et doit, par conséquent, reproduire à l'extérieur les contours de l'intérieur, et que l'architecture est d'autant plus avancée qu'elle est plus évidée. Il critique le système des arcs-boutants et les grands combles du moyen âge, puis il propose d'admettre le ^{xvi}^e siècle comme point de départ de la nouvelle architecture, et demande à l'industrie moderne des moyens de construction. Le fer joue un grand rôle dans ses édifices, qui reposent uniquement sur de légères colonnettes de fonte. Les murs de clôture deviennent inutiles et sont remplacés par d'immenses verrières. Des sections de voûtes se contre-boutent et s'élèvent à chaque travée jusqu'à une coupole centrale. Enfin ce système de voûtes est révélé à l'extérieur par les ondulations d'une couverture métallique qui s'étend sur tout l'édifice. Cette architecture, suivant M. Driollet, pourrait convenir à une église de faible dimension; mais elle ne s'appliquerait pas avec succès à un grand édifice religieux, car les vices du système se montreraient d'une manière choquante. En effet, dans ce système, l'édifice manque d'unité et de simplicité, conditions indispensables du beau; il n'a pas un caractère suffisamment religieux, puisqu'il ne conserve pas le plan symbolique de la croix et qu'il représente aussi bien un palais de l'industrie ou une gare qu'une église. D'un autre côté, M. Boileau reconnaît que sous notre climat destructeur les voûtes ne doivent pas être en contact avec la couverture métallique, et condamne ainsi sa critique des grands combles du système ogival, car il agglomère sur ses édifices une imbrication de sections de chaudrons moustres. Il adopte l'ornementation ogivale, que rien ne justifie, tandis que le style de la Renaissance s'harmoniserait avec les courbes de ses voûtes. Cependant, M. Driollet exprime le désir qu'un édifice soit construit suivant les données nouvelles; car le système pourrait alors être mieux jugé, et les défauts signalés donneraient lieu à des perfec-

tionnements d'autant plus désirables que l'emploi du fer est conforme aux idées de notre époque. — La séance est terminée par des observations de M. Bizeul sur les mutilations faites sous prétexte de restauration au tombeau du grand connétable Olivier de Clisson, conservé dans l'église de Josselin. Quand donc la réparation de nos monuments historiques sera-t-elle confiée à des artistes habiles !

SÉANCE DU 4 JUILLET 1854. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Vandier énumère les objets découverts à Rezé et offerts par M. Sabot. — M. de la Borderie donne lecture de *Considérations sur la guerre de la succession de Bretagne au XIV^e siècle et sur la politique du duc Jean IV.* — M. Guéraud rappelle qu'il a fait apporter au Musée deux pierres tombales de la famille de Goulaine (XVII^e siècle), tirées de l'ancien château de Laudonnière, propriété actuelle de M. de Coëtus, et offre à la Société un médaillon représentant sur verre un crucifiement, style XVI^e siècle, et un petit bronze antique, venant de la Millassière, campagne de M^{lle} Deffier, située dans la commune du Clion.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1854. — *Présidence de M. Th. Nau.* — A l'ouverture de la séance, M. Dague-Dubois dépose sur le bureau une livraison du *Bulletin de la Société des Antiquaires de Touraine*, ainsi qu'une brochure in-4^e intitulée : *Nouvelle forme architecturale composée par M. Boileau, architecte*, ornée de planches. — M. le docteur Mauduit offre, au nom de M. le baron de Rudbeck, un très-curieux mémoire, accompagné de figures, sur certaines pierres runiques de Suède. Cette lecture donne lieu à la nomination d'une commission chargée d'examiner le travail de l'archéologue suédois et de lui adresser à ce sujet diverses questions. Enfin, la Société revise et complète ses *Statuts*.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1854. — *Présidence de M. Th. Nau.* — La Société, après avoir admis comme membre titulaire M. de Girardot, s'occupe du renouvellement de son bureau et de son comité central.

Bureau. — MM. Nau, *président*. — Bizeul père, *président d'honneur*. — L'abbé Fournier, *vice-président*. — L'abbé Rousteau, *secrétaire général*. — Blanchard-Merveau, Martineau, *secrétaires adjoints*. — Huette aîné, *trésorier*. — Vandier, *conservateur des archives et du Musée d'archéologie*.

Comité central. — Les membres du bureau en font partie de droit. — Sont élus : MM. Armand Guéraud, E. Pradal, Le Ray, de la Borderie, Parenteau, d'Izarn.

SÉANCE DU 9 JANVIER 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — La séance est à peu près remplie par une lecture pleine d'intérêt de M. Blanchard-Merveau sur Luçon. L'auteur, avec autant d'élégance que d'érudition,

passé successivement en revue l'origine de la ville, son histoire, celle des évêques, et termine par une description de la cathédrale, du cloître et de l'évêché. Ce travail, qui donne lieu à quelques observations curieuses de la part de MM. Parenteau et de Girardot, ne peut guère s'analyser, tant les faits y sont pressés.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Sont admis : comme membre honoraire, M. le baron de Rudbek, savant suédois, et comme membre titulaire, M. Méry, de Nantes. — M. Auguste Cahier adresse à la Société une notice descriptive, avec planches, sur le musée d'antiquités de Douai, dont il est le conservateur. — M. Vandier donne le relevé des objets qui ont augmenté le Musée archéologique de Nantes pendant l'année 1854, et montre par des faits que cette collection tend à acquérir une importance inattendue. — M. d'Izarn lit ensuite un travail où il présente quelques observations dans l'intérêt du progrès, sous le rapport des arts, des lettres, de l'histoire et des monuments, et demande la réalisation : 1° d'une carte monumentale civile, militaire et religieuse du département ; 2° d'une statistique locale qui serait le résultat d'une collection de mémoires ; 3° d'un ensemble de notices biographiques et bibliographiques ; 4° d'une publication périodique des travaux de la Société. — M. de Wismes communique un travail sur l'abbaye de Clermont, dont les ruines importantes et trop ignorées se voient encore dans la commune de Livré. Cette intéressante étude est destinée à paraître dans un magnifique ouvrage que l'auteur publie en ce moment, sous ce titre : *Le Maine et l'Anjou historiques, archéologiques et pittoresques*, accompagné de nombreuses lithographies. — Enfin, une lecture de la description monumentale du château de Blain, par M. Bizeul, termine cette laborieuse séance, dans laquelle plus d'une observation curieuse a été faite de vive voix et que nous ne pouvons rapporter dans cette simple nomenclature.

SÉANCE DU 6 MARS 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Pailloux est admis comme membre résidant, et la démission de M. l'abbé Briau, motivée sur ses trop nombreuses occupations, est acceptée. — M. le Président annonce que l'Institut des Provinces est sur le point de tenir sa session annuelle à Paris : M. Bizeul est prié d'y représenter la Société et d'y rendre compte de ses travaux pendant l'année 1854. — Les excavations opérées dans les rues de Nantes pour le placement des conduites nécessaires à l'installation du service d'eau, ont fait découvrir sur la place Saint-Pierre d'anciens tombeaux et quelques médailles. Une commission, dont M. Vandier sera le rapporteur, est chargée de suivre les travaux, et de faire connaître à la Société les découvertes qui pourront y être faites. — M. de la Borderie communique ses recherches sur la condition des classes inférieures

en Bretagne pendant le moyen-âge. Il se propose, dit-il, d'ajouter une connaissance de plus aux connaissances en circulation, et de combattre les préjugés entassés par les trois derniers siècles sur cette époque de notre histoire nationale. La longueur et la diversité des matières de cette intéressante étude ne nous permettent pas d'en rendre compte. — M. Parenteau montre à la Société plusieurs sceaux : 1° un cachet républicain de 1793 ; un second présentant la figure de saint Donatien et de saint Rogatien, avec ces mots : *Sigillum domûs cartulensis* (M. l'abbé Rousteau possède une assiette d'étain provenant de la maison des Chartreux de Nantes, où se voit une empreinte semblable); un troisième, le scel des contrats de Tiffauges, pour Gilles, seigneur de Rais; un quatrième, celui des marchands de Rennes au XVIII^e siècle. — Enfin, M. A. Guéraud termine la séance par la lecture de la première partie d'une notice sur Gilles de Rais, destinée à paraître dans la *Biographie bretonne* publiée par M. Levot, de Brest.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président donne lecture d'une note sur l'enceinte de Guérande. Il s'agirait, dit-il, de la démolir, d'abattre les arbres du boulevard, de raser le terre-plein et de vendre les terrains aux spéculateurs qui pourraient avoir la fantaisie de construire. Cependant c'est à ces anciens murs que Guérande doit sa physionomie particulière et son intérêt. Si leur conservation devait imposer des sacrifices à la commune, elle y trouverait encore avantage ; car Guérande moins ses murailles, moins ses fossés et ses boulevards, sera la dernière des petites villes et parfaitement oubliée des étrangers, qui se rendront désormais au Croisic par un chemin direct, laissant Guérande au nord. Espérons donc que l'Autorité saura repousser l'idée d'un projet si défavorable aux intérêts du pays. — M. Guéraud achève sa notice sur Gilles de Rais, et démontre que ce monstrueux personnage n'a pu servir de type au Barbe-Bleue de Perrault, et, de plus, qu'il a commis tous ses crimes sans avoir perdu la raison, ce qui établit sa criminalité et la justice de son châtiment. — M. de Wismes lit ensuite une élégante notice sur Notre-Dame de la Roe, destinée à faire partie du grand ouvrage qu'il publie en ce moment sur le Maine et l'Anjou. — M. de la Borderie décrit la jolie chapelle de Kernascleden, monument de la piété bretonne du XV^e siècle envers la sainte Vierge. Cette œuvre de la famille de Rohan, située sur la route du Faouet à Guémené, est surtout remarquable par l'abondance des décorations et par des peintures de l'époque de sa construction, terminée en 1464.

(La suite prochainement.)



CHARTES

RELATIVES

AU PRIEURÉ DE PONTCHATEAU

(DIOCÈSE DE NANTES);

PAR

M. DE BREHIER.



Il serait fort à désirer que les diverses sociétés savantes de notre province s'occupassent d'une manière particulière de faire imprimer les documents anciens qui parviennent à leur connaissance. Combien de renseignements précieux pour l'histoire demeurent inconnus, faute de publicité? Le nombre en est sans doute incalculable, et la plupart des originaux sont inévitablement destinés à disparaître dans un temps plus ou moins éloigné.

Ce sont ces considérations qui nous ont décidé à adresser à la Société archéologique de Nantes quelques-unes des antiques chartes relatives au prieuré de Pont-Château, qu'un heureux hasard et la gracieuse obligeance de M. du Fresne ont amenées dans nos mains. Puisse ce vénérable ami recevoir ici l'hommage de notre sincère et respectueuse reconnaissance.

Bien des personnes s'étonneront sans doute que, nous livrant inutilement à l'ennui d'un travail d'écolier, nous ayons fait suivre le texte de chacune de ces pièces d'une traduction. Comment, diront ces critiques, mais c'est une injure faire aux archéologues passés, présents et à venir! — Loin de nous, loin de notre intention une semblable pensée. Une épreuve tentée au sein d'une Société d'érudits est venue nous convaincre néanmoins que si, dans ces

réunions, tous les membres sont dignes d'y figurer par l'étendue de leurs connaissances, beaucoup du moins, et c'est le plus grand nombre, n'aiment pas à prendre la peine de traduire un document, quelque facile que soit pour eux ce travail. Cette considération, jointe aux conseils de quelques amis qui avaient été frappés de cette paresse des lecteurs, nous a seule déterminé à mettre en français ce vieux latin corrompu, qui n'offre d'autres difficultés que ses innombrables barbarismes.

TITRES RELATIFS AU PRIEURÉ DE PONT-CHATEAU, DÉPENDANT DE MARMOUTIER.

I.

Anno ab incarnatione Domini millesimo nonagesimo sexto post pascha Domini. Abbas Bernardus majoris monasterii venit Nannetis in domum suam apud Sanctam Radagundem. Ibique, Benedictus episcopus ejusdem civitatis, investivit eum per misalem quemdam de æcclesiâ de Ponte Castelli cum omnibusque pertinent ad eam. Videntibus istis testibus : Alano filio Rivaloni, Herberto preposito, Evano clavato, Ascodio de Sancto Petro, Radulfo archidiacono. Post paucos vero dies ivit dominus abbas ad superdictum castellum ibi etiam idem episcopus iterum investivit eum de supra dictâ æcclesiâ per cordam (*sic*) campanæ æcclesiæ ibi quoque, dedit Daniel dominus ejusdem castri decimam molendinorum suorum et piscariarum suarum, et quandam partem ejusdem castri ab æcclesiâ usque ad portam quæ est juxta domum Helie versus orientem. Hoc donum auctorisaverunt uxor ejus, et filii ejus. Helias quoque auctorisavit domino abbati et monachis sui feudum Roaldi ex integro sicut ipse tenebat solutum et quietum. Horum omnium quæ apud predictum castrum facta sunt testes sunt isti : Dauiel de Ponte, Jarnogonius, Gauffredus, Judicaël filii Danielis de Ponte, et Agnes uxor ejus; Paganus de Lieuresac, Biam de Ponte, Juhalis Villicus, Bili Luppus, Daniel

filii Coharti, Ascodius de Sancto Vitali, Helias filius David, Ale-
nius filius Heliae, uxor ejus Marmita et Paganus frater ejus;
Grossinus piscator, Rannulfus presbiter, Rogerius nepos Roaldi,
Guillelmus, filius Arsmeli, Gaufredus de Sancto Vitali.

TRADUCTION.

En l'an de l'incarnation du Seigneur 1096, après la Pâque du Seigneur. Bernard, abbé du grand monastère (Marmoutier), vint à Nantes en sa maison, près de l'église Sainte-Radégonde, et là Benoît, évêque de cette ville, l'investit, par le don d'un missel, de l'église de Pont-Château et de toutes ses dépendances. Les témoins présents furent : Alain, fils de Rivalon, Herbert, apocrisiaire, Évain, portier, Arskoit de Saint-Pierre, Ranulphe, archidiacre. Peu de jours après, le seigneur abbé se rendit en ladite ville, et là le susdit évêque l'investit de nouveau de l'église susnommée, par la corde de la cloche de cette église. Là aussi, Daniel, seigneur de Pont-Château, lui donna la dime de ses moulins et de ses pêcheries, plus une certaine partie de la ville, depuis l'église jusqu'à la porte située près de la maison d'Hélie, du côté de l'orient. Sa femme et ses fils approuvèrent ce don. Hélie céda aussi au seigneur abbé et à ses religieux les droits qu'il avait sur le fief de Roaldus, entièrement et tels qu'il les possédait, sans charges ni contestations. Acte a été dressé de toutes ces conventions en ladite ville, et les témoins sont : Daniel de Pont-Château, Jarnogon, Geoffroy et Judicaël ses fils, et Agnès sa femme; Payen de Liffré, Biam ou Briand de Pont-Château, Jubel, métayer, Bili le Loup, Daniel, fils de Cohart, Arskoit de Saint-Vital, Hélie, fils de David, Alain, fils d'Hélie, et sa femme Marmita, et son frère Payen; Grossin, pêcheur, Ranulphe, prêtre, Roger, neveu de Roald, Guillaume, fils d'Armel, Geoffroy de Saint-Vital.

NOTA. — Cette chartre n'est qu'un résumé de celle rapportée dans les actes de Bretagne. (Voir dom Morice, *Preuves*, tome I^{er}, col. 471, 472 et 473.) Il a néanmoins semblé qu'elle pouvait éclaircir quelques points demeurés obscurs jusqu'à ce jour. Elle nous fait connaître premièrement l'année précise de cette investiture, qui eut lieu peu après la mort du donateur et fondateur Rodoaldus, qui s'était fait moine à Marmoutier, se séparant ainsi de sa femme Ovène et de son fils Ulric, alors en très-bas âge.

Hélie de Pont-Château, dont ses biens relevaient, et qui avait d'abord refusé de sanctionner la donation de son vassal, abandonne enfin tous ses droits en faveur des moines, de même que Roger, neveu du fondateur, l'un des parents opposants qui se laissèrent convaincre par l'éloquence de l'évêque. Le titre transcrit dans les actes de Bretagne ne fait non plus aucune mention de la seconde investiture par la cloche de l'église : cette circonstance pouvait être

bonne à noter. Le sceau a disparu, et les lemmisques sont seuls demeurés au bas du parchemin. Quoique beaucoup plus étendu, le titre qui se trouve dans le premier volume des *Preuves* de la grande histoire de Bretagne de dom Maurice, mentionne à peine les deux faits par Hélié de Pont-Château.

Le nom de Bili Lupus se transforma en Bilicus, de même que dans la chartre qui va suivre. D'ailleurs, les noms de famille n'étant point encore régulièrement constitués à la fin du XI^e siècle, il est peu probable que ce soit un membre d'une des familles de ce nom, soit que l'on en fasse honneur aux Le Bleiz, famille éteinte, dont le nom avait, en langue bretonne, la même signification, ou aux Le Loup actuellement existants, et qui, quoique fort anciens à Paris, où ils habitaient anciennement, ne se sont établis en Bretagne qu'au commencement du quinzième siècle, lorsque Yves Le Loup, seigneur de Tachan, se maria en cette province. Tout le monde sait qu'un de ses descendants, Michel Le Loup, seigneur du Breil, et alors maire de Nantes, résista courageusement aux ordres du gouverneur de Bretagne, et sauva ainsi les calvinistes nantais du massacre de la saint Barthélemy. Plus tard, deux braves marins de cette famille firent dire au bon Henri IV : « Avec le Loup, il n'y a pas de jeu. » Royal calembourg que leurs successeurs conservèrent pour devise.

II.

DONATION D'UN PRÉ ET DE BOIS, ETC., FAITE PAR FRIOLD DE DONGES AUX MOINES DE PONT-CHATEAU. (XII^e SIÈCLE.)

Notum sit presentibus et futuris quod Frioldus Draolii filius pro animâ suâ et parentum suorum dedit monachis Sancti Martini majoris monasterii apud Pontis Castrum habitantibus Guihunmaro et Cavallonio terram ad opus duarum carracarum inter planum et boscum (*sic*) ad extirpandum faiello (*sic*) concessit etiam eis ut acciperent de boscis suis tam ad edificandum quam ad omnia alia opera sua facienda, quantum quoque eis opus fuerit. Dedit etiam eis locum ad faciendum molendinum et prata que ibi abebat (*sic*) in dominio suo. Dedit quoque pastionem ad pascendos porcos quotquot habuerunt ita quod nullum pasnagium inde reddent. Hee omnia dedit eis ita soluta et quieta sicut ipse habebat. Ita libere ut in perpetuum non requirat ipse ut heres ejus aliquam exactionem ut consuetudinem ab ipsis monachis qui habitabunt ibi. Concessit quoque eis ut hospitentur ibi hospites quotquot poterunt hospitari ita quietos ut ex eis nichil (*sic*)

unquam ab eo consuetudinis requiratur. Habuit etiam ipsis monachis hanc convenientiam quod quando capella esset facta eorum et divinum officium celebraretur in ea ipse faceret illuc venire uxorem suam et filios suos, nec non etiam fratres suos et faceret eos concedere ipsum donum ita libere et quiete sicut ipse illud fecerat. Dominus autem Cavallonius et dominus Guihunmarus monachi revestiverunt eum de beneficio majoris monasterii ex parte abbatis et ceterorum fratrum. Hoc viderunt comuniter ex utraque parte atque audierunt. Hemenosius capellanus monachorum, Dago, Bilicus filius Rufini et Rodaldus frater ejus, Evanus carpentarius (1), Gaudinus, Brientius, Rothbertus de Brivollat, Gaufredus de Faiello.

TRADUCTION.

Sachent ceux présents et à venir que Friold, fils de Draolouis, a donné, pour le salut de son âme et pour celui de ses parents, à Guihomar et à Cavallonius, moines de Saint-Martin, du grand monastère, demeurant à Pont-Château, un terrain (de la contenance) de deux journées de charrue, entre la plaine et le bois, pour y couper des fagots. Il leur a aussi accordé de prendre dans ses bois toutes les pièces nécessaires pour terminer la construction qu'ils élèvent et pour leurs autres travaux, en aussi grande quantité qu'ils en auront besoin. Il leur donna de plus un terrain pour y construire un moulin, et les prairies qu'il possédait en ce lieu. Il leur donna encore un terrain pour y faire paître tous leurs pourceaux, sans qu'ils dussent fournir le pâturage à nul autre. Il leur donna toutes ces choses libres et sans charges, comme il les possédait lui-même, libres et pour toujours, de telle sorte que lui-même ni aucuns de ses héritiers ne puissent jamais exiger des moines demeurant en ce lieu aucun droit ni rente. Il leur cède ces propriétés à la charge d'accorder l'hospitalité en ce lieu à autant d'étrangers (voyageurs) qu'ils le pourront, et cela sans exiger d'eux aucune rétribution. Une autre clause de ce contrat, c'est que lorsque les religieux auront achevé la construction de leur chapelle et qu'on y célébrera l'office divin, Friold y fera venir sa femme, ses fils et ses frères, et les fera confirmer cette donation ainsi que la reconnaître libre de charges, ainsi que lui-même l'a fait. Ces deux religieux, le seigneur Cavallonius et le seigneur Guihomar lui accor-

(1) Le mot *carpentarius*, qui signifie charron, paraît plutôt désigner ici le charpentier chargé des travaux de construction des moines, lequel était appelé à choisir les pièces de bois nécessaires pour terminer cette œuvre.

dèrent, au nom de l'abbé et des autres moines, les privilèges du grand monastère. Les autres personnes qui virent et entendirent cet arrangement furent : Hemenosius, chapelain des moines, Dagon, Bilic, fils de Rufin, et Roaldus son frère, Évain, charpentier, Gaudin, Briant, Robert de Brivolat, Godefroy de Faielle, ou plus probablement du Fail.

NOTA. — 1^o Cette pièce, peu chargée d'abréviations et d'une écriture presque semblable à celle de la fondation qui précède, paraît être fort rapprochée de la date de cette fondation et doit appartenir, soit aux deux dernières années du x^e, soit aux premières du siècle suivant. Comme il n'y a ni annonce ni nulle trace de sceau, on pourrait peut-être supposer que c'est une copie du temps faite pour le prieuré, en faveur duquel avait été faite la donation du vicomte de Donges, et que l'acte primitif était conservé au chartrier de Marmoutier. Ce qui confirmerait cette supposition, ce sont les négligences évidentes qui se remarquent dans ce titre; le clerc qui l'a transcrit a eu soin de placer trois points sur des mots qu'il avait déplacés, cela sans doute pour aider à la construction. Il est aussi évident que la donation de Friold est fort rapprochée de l'acte de Jarnigon de Pont-Château en faveur des vassaux des moines, puisque les mêmes personnages, Cavallonius et Hemenovis, figurent dans les deux pièces.

Ce même Friold de Donges est le fondateur du prieuré de Saint-Nazaire et de celui de Donges; il confirma aussi un présent fait par lui à Marmoutier, lequel don était contesté par Ascodius, fils de Denerdus. Il est assez difficile de savoir s'il s'agit ici de la construction d'un moulin à vent ou d'un moulin à eau. Cependant, le voisinage des prairies peut faire supposer un cours d'eau. D'ailleurs, les moulins à eau, connus à Rome dès le temps d'Auguste, comme le prouve la description qu'en fait Vitruve, étaient communs dans les Gaules dès la fin du quatrième siècle.

2^o Le don d'un terrain pour y faire paître les pourceaux avait alors une grande importance; il est reconnu que la chair de ces animaux était la principale nourriture de toutes les classes au moyen âge, et l'on pourrait citer, entre autres faits, cet approvisionnement que l'on amenait au camp anglais devant Rennes, et qui fut si ingénieusement attiré dans la ville affamée; puis ces troupeaux immondes gardés dans les rues mêmes de Paris, se repaissant des cadavres qu'amassaient les sanglantes luttes entre les Armagnacs et les Bourguignons. Plusieurs chartes, et, entre autres, une de Caron de Bodégat (voir dom Morice, *Preuves*, tome I, col. 960), font mention de concessions analogues à celle de Friold. Si l'on remonte à une époque bien autrement reculée, M. Ferret a retrouvé dans l'aire des huttes gauloises de la cité de Limes une grande quantité d'os de porc ou de sanglier mêlés à des coquilles de moules. D'ailleurs, ce n'est pas en vain que le *sus* figure sur un grand nombre de monnaies de cette période, et qu'il est même considéré comme une sorte d'emblème national. Nos paysans bretons, si attachés aux usages de leurs pères, se nourrissent encore presque exclusivement de la

III.

EXEMPTION DU SERVICE MILITAIRE ACCORDÉE AUX VAS- SAUX DES RELIGIEUX, DE MÊME QUE DE TOUS DROITS SUR UNE VIGNE QU'ILS ONT NOUVELLEMENT ACHETÉE. (DE 1110 A 1130.)

Notum sit presentibus et futuris quod Jarnigoius dominus Pontis Castri concessit monachis majoris monasterii apud idem castri commanentibus solutam et quietam absque ullâ requisitione vineam quæ fuit Judicialis Corvesiarii quam ipsi monachi emerant a quodam burgense ejusdem castri Cornoldo nomine. Concessit quoque ipse idem Jarnigoius, ut homines et hospites ipsorum monachorum in tantum essent quieti et liberi ut ipse Jarnigoius non requireret ab eis, ut ire in hostem et ut talliacam reddere, et ut omnino aliquam consuetudinem; exepta talliaca Comitis. Et propter hoc, quod si forte rumperet pons, ipsi homines adjuvarent ad reficiendum pontem. Propter ea quod decima molendini atque piscariæ essent monachorum. Donationes autem sive concessiones istas misit ipse Jarnigoius super altare sancti Martinii ejusdem castri. Porro propter hæc dedit ei dominus Guihunmarus prior ejusdem loci unum equum. Hæc viderunt et audierunt eis monachis : Guillelmus et Cavallonius et capellanus eorum Hemenovis. Ex parte vero Jarnigoii : Barbotinus miles ejus, Petrus vicarius, Mainguisius præpositus⁽¹⁾, Judicialis pellitarius et Rainaldus frater ejus, Juhellus, Arsmellus, Evanus filius Ricardi, Hugo.

TRADUCTION.

Sachent tous présents et à venir que Jarnigon, seigneur de Pont-Château, a accordé aux moines du grand monastère demeurant en ladite ville, qu'une vigne qui fut à Judicaël Corvaisier serait libre et déchargée de toute redevance, cette vigne ayant été achetée par les religieux d'un certain Cornold,

(1) Nous pensons que le mot *præpositus* ne peut être pris ici que dans le sens de *major-domus*, et celui de *pellitarius* dans celui de *peltifer*.

bourgeois de cette ville. Jarnigon leur a aussi accordé que leurs vassaux et leurs hôtes seraient à l'avenir tranquilles et libres, et que lui, Jarnigon, n'exigerait point d'eux, soit de le suivre à la guerre, soit de payer la taille ou toute autre redevance, si ce n'est l'impôt du comte; et, dans le cas où le pont viendrait à se rompre, ces hommes aideraient à le réparer, parce que la dime du moulin et de la pêcherie appartient aux moines. Jarnigon déposa l'acte de ces concessions sur l'autel de Saint-Martin, en cette ville. Or, pour cela, Guihomar, prieur du lieu, lui a donné un cheval. Ceux qui ont vu et entendu ces choses sont, pour les moines : Guillaume et Cavallonius, ainsi que leur chapelain Hemenovius; du côté de Jarnigon : Barbotin, son écuyer, Pierre, son vignier, Mainguy, intendant, Judicaël, porte-large, et Raynaud son frère; Juhel, Armel, Évain fils de Richard, et Hugues.

NOTA. — 1° Ce titre, écrit sur un fort petit morceau de parchemin, de même que tous ceux que nous transcrivons ici, conserve, dans le bas, les lemnisques de cuir blanc qui soutenaient le sceau de Jarnigon; mais la cire a complètement disparu.

On lit au dos de l'acte et en écriture fort rapprochée du temps où il a été tracé : *De quietudine hominum et hospitum Pontis Castri et de alia vineta qua nobis concessit Jarnigovius dominus ipsius castri*. Au-dessous, en gros caractères : BRITANNIA.

2° L'indication de la province pourrait faire penser que ce titre est sorti du chartrier même de l'opulent monastère de Marmoutier, dont les biens, répandus dans toute la France, devaient exiger un classement par province.

3° La close relative à l'impôt ducal doit faire croire que, sans cette réserve expresse, la charge en fût retombée sur le seigneur, quoi qu'il eût cédé tous ses droits sur les biens sus-mentionnés.

4° S'il faut en juger par les objets ou les droits cédés pour un cheval, comme on peut le voir en un grand nombre de chartes telles que celle ci-dessus et celle par laquelle Jarnitin cède, pour un cheval, un vaste terrain fertile sur les bords de la rivière d'Oult, en la commune de Guillac, on peut se faire une idée de la valeur d'un bon cheval de bataille pendant toute la période du moyen âge. Il en était ainsi du prix d'une armure, et l'enlèvement des armes d'un chevalier vaincu était pour lui une perte souvent presque irréparable, ou qui ne pouvait l'être qu'au prix de grands sacrifices. Pendant cette époque toute guerrière, les objets servant au métier des armes avaient une valeur exceptionnelle.

IV.

DONATION FAITE PAR ANGERS AU COUVANT DE MARMOUTIER. (XI^e SIÈCLE.)

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris veri Dei

cultoribus maxime que successores nostros non lateat quod Angervis homo Alvretli veniens in capitulum Sancti Martini majoris monasterii meruit fratrum societatem adipisci et eorum beneficio orationum elemosinarum aliorum que operum bonorum participari. Cujus rei, grata dedit in conventu ipsorum Sancto Martino, terram unius carrucæ in loco qui dicitur Tallavitus, ita absolute sicut eam a supra dicto domino suo tenebat cum omnibus videlicet consuetudinibus quæ terræ illius pagi conpeunt, et tantum pratorum quæ reddant quot annis decem carra onerata fæno. Hanc etiam donationem ipse Alvretlus dominus ejus firmavit. Hujus rei testes hic suscribuntur.

ROBERTUS cellarius.	GUARINUS quoquor (<i>sic</i>).
ROBERTUS camerarius.	GUARINUS dericus (ou plutôt
HILDEBERTUS quoquor (<i>sic</i>).	clericus) (²).
ARNULFUS frumentinus.	GAUFRIDUS quoquus.
BOSELINUS pistor (¹).	GIRALDUS frater oblate.
ARNULFUS sartor.	

TRADUCTION.

Qu'il soit connu de tous, tant présents qu'à venir, adorateurs du vrai Dieu, et surtout que nos successeurs sachent qu'Engervis, vassal d'Alvretlus, étant venu en la chapelle de Saint-Martin du grand monastère, demanda à être associé aux frères et à participer à leurs prières, aumônes et bonnes œuvres; en reconnaissance de quoi il a donné à leur monastère de Saint-Martin un terrain d'une journée de charrue, dans un lieu nommé Tallavit, sans charges, et tel qu'il le tenait de son seigneur, avec tous les revenus que cette terre rapporte, et, de plus, des prairies qui rendent chaque année dix chariots de foin. Le seigneur Alvretlus ratifia cette donation, et les témoins soussignés sont :

ROBERT, cellierier.

ROBERT, camérier.

(1) Le mot *pistor* a été traduit de diverses manières. Ainsi, dom Morice semble le prendre dans le sens de boulanger, et quelquefois meunier, broyeur de grain. Comme étant dérivé du verbe *pinsere*, *pinso*, l'abbé Trevaux, dans sa *Vie des Saints de Bretagne*, s'appuyant sur la racine, traduit par broyeur ou apothicaire.

(2) Le nom *dericus*, placé dans la colonne des qualifications, pourrait bien être mis, par erreur de copiste, pour *clericus*.

HILDEBERT, cuisinier.

GUARIN, cuisinier.

ARNULPHE, chargé des greniers.

GUARIN, deric (ou plutôt clerc).

BOSELIN, broyeur de blé (ou peut-être boulanger).

GODEFROY, cuisinier.

GIRALD, frère oblat.

ARNULPHE, tailleur.

Nota. — 1^o On lit au dos, et en écriture du temps ou d'une époque très-rap-prochée : De terra Tallaviti ; et au-dessous : Pontecastrum. Il n'y a ni annonces de sceau, ni lemnisque, ni aucune trace qu'il en ait jamais existé. Les abrégés sont peu nombreuses, et le genre de l'écriture permettrait de faire remonter cette charte vers la moitié du XI^e siècle.

2^o Il est remarquable que cette donation, faite par un vassal, n'a pour signataires ou témoins que les personnages subalternes du couvent. Elle prouve aussi qu'il existait dès ce siècle des vassaux ou colons libres. Un siècle plus tard, l'Eglise élevait la voix, par l'organe du concile de 1167, puis par une bulle d'Alexandre III, pour réclamer la liberté de tous les chrétiens.

V.

CESSION DES DROITS QUE GUILLAUME, SÉNÉCHAL (OU PEUT-ÊTRE MAJORDOME) DU DUC ALAIN FERGENT, AVAIT SUR UNE PARTIE DE LA FORÊT DE PUZERLES. (VERS 1105 OU 1106.)

Notum sit omnibus tam futuris quam presentibus, quod, Alanus consul Britanniae dedit deo et sancto Martino majoris monasterii, et monachis ejus : la foret (*sic*) de Puteo Herles in qua Guillelmus ejus dapifer habebat quoddam fenum scilicet forasteriam (*sic*) quem ipse dedit et concessit supra dictis monachis sancti Martini. Concedente uxore sua et filiis suis et fratres ejus. Pro hoc autem dono dederunt ei monachi supradicti, sex libras nummorum, et insuper eum de beneficio suo participem constituerunt. Qui Guillelmus firmavit eis dando fidem suam quatinus ipse hoc donum teneret et defenderet (*sic*) pro posse suo contra omnes homines. Hanc conventionem fecerunt, isti duo monachi Hamelinus de monasteriis et Gilo ; et isti testes viderunt et insuper plegii fuerunt : Guillelmus de Campania, Hamo frater ejus, Guofridus Odonis filius, Guofridus filius Reginaldi, Pinson de Beis, Rotanudus Saccus Avenæ, et plures alii.

TRADUCTION.

Sachent tous, tant à venir que présents, qu'Alain, comte de Bretagne, a donné à Dieu et au monastère de Saint-Martin, et à ses religieux, la forêt du Puits-Herles (Puzarles), dans laquelle son sénéchal Guillaume avait une propriété, c'est-à-dire un bois, qu'il cède aussi lui aux moines de Saint-Martin, avec le consentement de sa femme, de ses fils et de son frère. En reconnaissance de ce don, les susdits moines lui donnèrent six livres d'argent monnayé, et, de plus, l'associèrent à leurs bonnes œuvres. Guillaume affirma avec serment qu'il maintiendrait cette cession et leur en garantirait la jouissance contre tous. Cette convention fut faite par deux moines des monastères (de l'ordre), Hamelin et Gilon. Les témoins, qui avaient préalablement prêté serment, furent : Guillaume de Champagné, Hamon son frère, Geoffroy fils d'Eudes, Geoffroy fils de Réginald, Pinson de Beis, Rotanud Sac-d'Avoine, et plusieurs autres.

NOTA.— 1^o Ce titre doit être antérieur à celui transcrit par dom Morice, *Preuves*, tome 1^{er}, col. 523, puisque c'est l'acte de donation du sénéchal Guillaume, et que, dans l'acte rapporté par le savant bénédictin, on parle de cette donation comme étant un fait accompli. La charte rapportée par dom Morice est une charte de tradition ou investiture ; celle que nous publions est une donation. On lit au dos de cette charte, qui semble être une copie du temps et ne porte pas de sceau : *Forêt de Pusarles*. Cette annotation, en écriture du x^{ve} siècle, a sans doute été mise par quelque moine chargé de classer les titres du monastère.

2^o Le nom contracté de Puzarles n'offre aucune signification ; mais celui de *Puits-Herles* dérive peut-être de *puteus-herilis*, sinon d'*hermes*, *hermæ*, ou bien encore d'*hermes*, *hermeis*. Ce serait, suivant cette dernière supposition, le puits de la borne ou le puits de Mercure. Est-il donc impossible, ou même improbable, qu'une fontaine consacrée à Mercure eût existé en cette forêt. Dans le premier cas, il s'agirait d'une borne semblable à celle dont Juvénal a dit : « Trunco que similimus hermæ. » Dans la seconde hypothèse, ce nom conserverait le souvenir d'une des nombreuses sources consacrées ou fatidiques qui existaient anciennement dans les Gaules, et les pères de l'Eglise eux-mêmes engagent les fidèles à se défier des démons cachés dans les eaux : « Quia immundi spiritus aquis incombunt. » Le christianisme ne se vit-il pas forcé de transiger avec la superstition, en consacrant aux saints les fontaines sacrées ? Tout ceci, il est vrai, ne repose que sur une conjecture étymologique, fondement bien chancelant ! Il est encore vrai que, plus tard, nous trouvons, dans des chartes des actes de Bretagne, ce nom métamorphosé en *Puteo-Arlesi* ; mais il ne faut pas perdre de vue que la plus ancienne version doit avoir conservé plus pur le nom primitif.

VI.

TRANSACTION FAITE EN PRÉSENCE DE L'ARCHEVÊQUE DE
TOURS, AU SUJET DE LA DISCUSSION QUI S'ÉTAIT ÉLEVÉE
ENTRE L'ÉVÊQUE DE NANTES ET L'ABBÉ DE MARMOUTIER,
RELATIVEMENT A LA NOMINATION DES CURÉS DE PONT-
CHATEAU ET DE LA CHAPELLE - LAUNAY. (DE 1156
A 1169.)

Ego Bernardus dei gracia Nannetensis episcopus notum fieri volo tam presentibus quam futuris quod inter me et abbatem majoris monasterii super ecclesia beati Martini de Pontecastri et ecclesia Capellæ de Launeio controversia diu habita vertebatur sicut enim abbas majoris monasterii asserebat electio sacerdotum et presentatio in duabus prædictis ecclesiis ad se de jure pertinebat. Quid nos e contrario negabamus et in eisdem ecclesiis episcopum Nannetensem deberet sacerdotes eligere dicebamus..... adversus abbatem et fratres nostros majoris monasterii monachos occasionem et materiam litigandi. Penitus a nobis removere volebamus. De hac contentione facta concordia cum eisdem in presentia domini Turonensis archiepiscopi, Joscii denique Andegavi, Gaufredi et domini Stephani Redonis episcopus taliter composuimus electionem..... sive presentationem presbiterum quam abbas et monachi in duabus præfatis ecclesiis reclamabant. Eis deinceps habendam et in perpetuum quiete possidendam assensu archidiaconorum nostrorum Gaufredi atque Roberti necnon Isoredi decani nostri concessimus. De obligationibus vero prædictarum ecclesiarum et decimis ad presbiterium pertinentibus duas partes sic ab antiquo accipere solent monachis adjudicamus, sacerdotibus tertiam præter officium defunctorum quod ad sacerdotes pertinet. Et ut hæc pax et concordia firma et inviolabilis permaneret scriptum istud fieri precepimus et sigilli nostri insigniri patrocinio precepimus Testes hujus compositionis fuerunt Ernaldus de Castrocelso, et Drogo Nannetensis canonici, Gaufredus Papin, Bertannus clericus decani, Radulfus Redonis archidia-

conus, Alanus de Apincio; ex parte monachorum Robertus abbas majoris monasterii, Stephanus bajulus ⁽¹⁾, Galterius abbas sancti Maximini, Haimericus hospitalarius, Hannerius prior Cambiaci, David notarius, Robertus Ermeline; de famulis, Christianus hospitalarius, Hugo hospitalarius, Eschinardus, Simon famulus, Gaudfredus Rossel vicinus, Landricus et alii multi.

TRADUCTION.

Moi Bernard, par la grâce de Dieu, évêque de Nantes, sachent tous, présents et à venir, qu'une contestation a longtemps existé entre moi et l'abbé du grand monastère, touchant les églises de Pont-Château et de la Chapelle-Launay; car l'abbé du grand monastère soutenait avoir le droit d'élection des curés et de la présentation auxdites églises, ce que nous nions au contraire, assurant que l'évêque de Nantes doit nommer auxdites églises.....
..... étant une occasion et matière de discussion approfondie contre l'abbé et nos frères les religieux du grand monastère, nous avons évoqué l'affaire devant nous. L'accord suivant a été ainsi convenu avec eux, en présence du seigneur archevêque de Tours, de Josse aussi d'Angers, de Geoffroy, et du seigneur Étienne, évêque de Rennes; nous avons ainsi réglé l'élection et la présentation des curés de ces deux églises, que l'abbé et les moines réclamaient : Nous leur accordons d'en jouir désormais pour toujours, de les posséder paisiblement, avec l'avis de nos archidiacres Geoffroy et Robert, et de notre doyen Isored. Quant aux rentes et dîmes ecclésiastiques appartenant à ces mêmes églises, les moines en recevront deux parts, selon leur ancien usage, et la troisième reviendra aux curés, parce qu'ils sont chargés de réciter les prières pour les morts. Afin que cet accord et arrangement demeure stable et inviolable, nous avons ordonné de le mettre par écrit et commandé d'y apposer notre sceau comme étant une garantie. Les témoins de ce traité furent : Hernault de Châteauceau et Drogon, chanoines de Nantes, Geoffroy Papin, Bertrand, clerc du doyen, Raoul, archidiacre de Rennes, Alain d'Apigné. Et, du côté des moines : Robert, abbé du grand monastère, Étienne, porte-crosse, Gauthier, abbé de Saint-Maximin, Hémerig, frère hôtelier, Hanneric, prieur de Cambon, David, notaire, Robert Hermeline (sinon de L'Hermine); puis les frères laïcs Chrétien, hôtelier, Hugues, hôtelier, Échinart, Simon, domestique, Geoffroy Roussel, voisin, Landri et plusieurs autres.

(1) *Bajulus*, cette qualification qui accompagne le nom du second dignitaire du couvent qui vient après l'abbé, ne signifiant à la rigueur que porteur, nous a paru indiquer le porte-crosse qui accompagnait le chef des religieux.

NOTA. — 1^o Le sceau de l'évêque pendait à une lanière de cuir blanc qui est demeurée nouée au bas de l'acte ; mais, malgré la précaution que l'on avait prise de l'envelopper d'un petit sac d'étoffe, ce cachet est réduit en poussière. Comme il est facile de voir qu'il n'a jamais existé qu'un seul lemnisque au bas de ce parchemin, il est évident que l'évêque diocésain, dont le sceau est annoncé, scella seul cette charte.

2^o L'évêque ne conclut cet arrangement qu'avec l'avis de ses archidiacres et du doyen du chapitre. Ces premiers fonctionnaires étant alors spécialement chargés de l'administration du temporel des évêchés, devaient être naturellement consultés dans cette circonstance. Le pouvoir des archidiacres était fort étendu en France ; mais l'abus devint tel en Allemagne, que les évêques ne furent plus que de petits princes fainéants.

3^o S'il nous était permis de risquer encore une conjecture étymologique sur l'origine du nom de Cambon, que l'on croit généralement dérivé de *Campum bonum*, nous dirions qu'il nous semble au moins aussi naturel de lui donner pour racine le verbe *cambire*, *cambio* (trafiquer), et, à l'appui de cette opinion, nous citerions les triens frappés dans cette localité. Deux d'entre eux portent pour revers une barque chargée de deux personnages. Il arrive aussi assez souvent de rencontrer de véritables pirogues creusées dans un seul tronc d'arbre, enfouies dans les tourbes des marais de Cambon et de Drefféac, qui est sur la rive opposée. Nous voyons aussi, par deux des chartes conservées par dom Morice, qu'il existait des écluses sur le Brivé, dont le produit avait été donné à diverses églises, sans qu'il soit dit nulle part que ces écluses fussent destinées à retenir les eaux d'un moulin. Elles servaient donc, suivant toute apparence, pour la navigation. Pour toutes ces considérations, nous sommes porté à croire que la population ancienne de Cambon, tant pendant la période gallo-romaine que dans les siècles suivants, était entièrement livrée à une sorte de commerce de cabotage, reliant, au moyen du Brivé, les côtes de la mer avec l'intérieur des terres. Ce commerce devait être fort important à une époque où les routes romaines, seules praticables, commençaient à se détériorer, tandis que les chemins qui leur ont succédé n'existaient pas encore. De même que le collège des Évrisses, ou bateliers de la Seine, paraît avoir eu une grande importance pour le commerce de l'ancienne Lutèce, les bateliers du Brivé devaient seuls fournir un moyen de trafic pour ces contrées. La charte ci-dessus écrit *Cambiacus*, et les triens cités plus haut portent pour légende : *Cambidonno*, *Cambidoïnno* et *Camdonno*. Ces diverses versions du nom antique nous semblent pour la plupart plus favorable à la racine *Cambire*, *Cambio*, qu'à celle de *Campum bonum*. Nous n'attachons cependant aucune importance à cette remarque étymologique, que quelque nouveau document peut venir confirmer ou détruire.

4^o Quoique cette charte ne soit point datée, l'année ne peut varier que de trois ans. En effet, Etienne de Fougères, l'un des témoins de cette transaction, fut élu évêque de Rennes en 1156, et Bernard, qui occupait le siège de Nantes, mourut en 1159.

VII.

EUDES DE PONTCHATEAU DONNE SON FIEF DE SION AU PRIEURÉ DE BÉRÉ. (VERS 1190.)

Omnibus lectoris litteras has et auditoris. Eudo de Pontis-
castro in Domino salutem quem dictis et exemplis precedentium
patrum elemosinis peccata nostra redimere salubriter ammo-
nemus et evangelio Salvatoris fideliter edocemus ut luceat lux
nostra coram hominibus et Judeant opera nostra bona et glori-
ficient patrem nostrum qui in cœlis est. Status instinctu divino
aliquid beneficii Christi pauperibus impetiri ut eorum beatitu-
dinis particeps merear effici. Noscant igitur tam presentes quam
futuri me concessisse concilio et assensu amicorum meorum, Deo
et monachis majoris monasterii Deo servientibus in cella Beria-
censis pro salute animæ meæ, et parentum meorum et omnium
fidelium, ut predicti monachi in pace possideant libere et abso-
lute sine exactione aliqua decimas elemosinas, prata et que-
cumque a predecessoribus meis habuerunt et quæ habent in
tempore meo in fido meo de Sion.

Et ut donum istud sit ratum in perpetuum, presentem cartulam
sigilli mei caractere feci insigniri. Testibus his quorum nomina
hic scribuntur, de parte monachorum fratres histi : Alanus
prior, Radulfus sacrista, Petrus de Coenio, Hubertus Decorba,
Matheus presbiter de Sion, Josephus presbiter de Sancto-Sul-
picio ; de parte laicorum sunt hiis : Gaufredus de Enguinia, Gil-
linus Gaufredi filius, Garinus venator et alii plures.

TRADUCTION.

A ceux qui les présentes lettres voient et oïront, Eudes de Pontchâteau
les salue dans le Seigneur. Comme nous savons par les exemples et les pré-
ceptes de nos pères, et que nous apprenons par l'Évangile du Sauveur que
nous sommes obligés d'observer fidèlement, que les aumônes rachètent nos
péchés ; et afin que notre lumière (charité) brille aux yeux des hommes,
qu'ils jugent nos actions bonnes et en glorifient notre père céleste. Poussé
par la divine inspiration et pour obtenir quelques grâces par les prières des

pauvres de Jésus-Christ, et participer à leur béatitude. Sachent donc ceux présents et à venir que, d'après le conseil et les encouragements de mes amis, j'ai donné à Dieu et aux moines du grand monastère qui le servent dans le prieuré de Béré, pour le salut de mon âme, et de celles de mes parents ainsi que de tous les fidèles, et afin que lesdits moines en jouissent à jamais en paix librement et sans aucunes redevances, les dîmes, aumônes (rentes), prairies et tout ce que mes prédécesseurs possédèrent et qu'ils ont encore dans le fief de Sion.

Et afin que ce soit concédé pour toujours, j'ai fait sceller cet acte du sceau de mes armes. Les témoins (présents) dont les noms suivent sont, du côté des religieux : les frères Alain, prieur, Rodolphe, sacristain, Pierre de Coen, Hubert Decorba, Mathieu, curé de Sion, Joseph, curé de Saint-Sulpice. Pour les laïques, ce sont : Godefroy d'Enguignac, Guillin (ou peut-être Gilles), fils de Godefroy, Garin le Veneur et plusieurs autres.

NOTA. — Non-seulement cet acte annonce l'apposition du sceau qui pendait à des cordons de soie verte et jaune encore attachés au bas du titre, mais il semble indiquer d'une manière formelle que ce sceau portait les armoiries du seigneur de Pontchâteau, telles probablement que nous les présentent les gravures de l'histoire de Bretagne, chargé de trois croissants, ou, comme dans un acte plus récent, avec un chef et trois croissants en pointe, chargé sur le tout d'une croix fleurdelisée. Nous remarquerons à ce sujet qu'un des piliers de l'ancienne église de Pontchâteau présente un alias de ces mêmes armoiries. L'écu est chargé d'un pal accompagné de trois croissants, le dernier surchargeant le bas du pal. Il serait à souhaiter que ce curieux écusson fût sauvé d'une destruction certaine, lors de la prochaine démolition de cette église. La fondation de Béré remonte, comme on le sait, à Briant de Châteaubriant, en 1050.

VIII.

DANIEL DE PONT-CHATEAU RENONCE A SES DROITS SUR LES VASSAUX DES MOINES HABITANT LA TENUE DE TRE- LEURON ET LA VIGNE DE COETROSIC. (1222.)

Ego Daniel de Ponte Castri dominus de Beene omnibus Christi fidelibus presentes, cartulam inspecturis notum fieri volo quod ego pro salute animæ meæ et animarum antecessorum meorum quitam monachis de Ponte Castri omnia Jura et alias exactiones que asserebam habere ab hominibus eorum super tenementum de Treleuron et super, campum de vinea de Coetrosic. Ipsi

vero monachi mihi et antecessoribus meis defunctis concesserunt participationem omnium bonorum et orationum quæ fient de cetero in abbatiâ majoris monasterii et in domibus ei pertinentibus, et ut hoc ratum permaneat presentem cartulam sigilli mei munimine roboravi.

Actum anno gratiæ M° CC° XX° secundo.

TRADUCTION.

Moi Daniel de Pont-Château, seigneur de Bénéd, fait savoir par la présente charte, à tous les fidèles chrétiens que, pour le salut de mon âme et de celles de mes prédécesseurs, je remets aux moines de Pont-Château tous les droits ou autres rentes que j'avais coutume de prélever sur leurs vassaux de la tenue de Treleuron et sur le champ de vigne de Coëtrosic. De leur côté, les religieux m'ont accordé, ainsi qu'à mes ancêtres morts, de participer, à l'avenir, à toutes les bonnes œuvres et prières qui seront faites dans l'abbaye du grand monastère et dans les diverses maisons qui en dépendent. Et afin que cet (arrangement) demeure stable à l'avenir, j'ai authentiqué ce titre par l'apposition de mon sceau.

Dont acte, l'an de grace 1222.

NOTA.—1° Le joli nom de Coëtrosic (bois des Rosiers), qui appartient à la langue bretonne, ainsi que la plupart de ceux des communes situées sur la rive droite du Brivé, tandis que plusieurs noms de l'autre côté de la rivière semblent affecter de préférence une forme latine, serait-il donc un indice que le Brivé servit de limite sur ce point à l'émigration bretonne du v^e et du vi^e siècle ? Nous soumettons cette question à ceux qui ont étudié ce grand mouvement qui rejeta la population bretonne sur le continent.

2° Une tradition veut que le nom primitif de la paroisse de Béné fût d'abord *Vindunet*, qui, se changeant en *Bindunet*, aurait enfin dégénéré en *Béné*. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette île dans les marais portait déjà le nom qu'elle conserve de nos jours dès l'année 1116, comme on peut le voir par l'acte de donation de cette église au monastère de Redon, où il est écrit Bethéné, puis Bénéd dans la charte qu'on vient de lire.

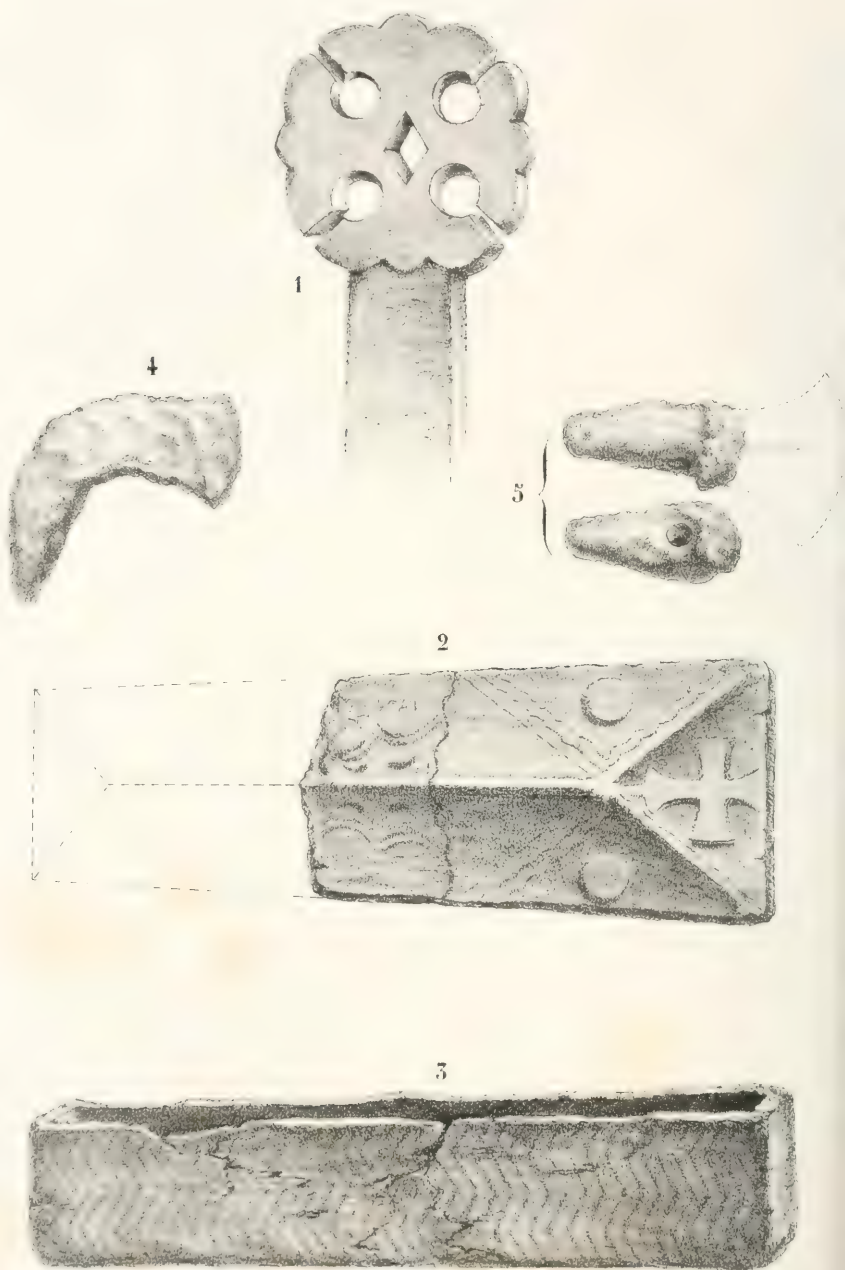
Si quelqu'un a eu la patience de nous suivre jusqu'ici, nous lui demanderons de vouloir bien nous accompagner encore dans une petite excursion qui ne pourra que le désennuyer de la lecture de ces transcriptions et dissiper un peu la poudre des vieux parchemins. Nous osons espérer qu'il trouvera chemin faisant plus d'un objet propre à occuper son esprit et à toucher son cœur s'il est chrétien. C'est en effet sur cet îlot de granit que vécut, au temps de saint Félix, un pieux laboureur qui, non content de féconder le sol par ses sueurs,

répandait aussi la saine doctrine parmi ses grossiers concitoyen, dont les railleries ne servirent qu'à faire briller la sainteté de *Friard*, lorsque ses prières délivrèrent ses compagnons de l'aiguillon brûlant des guêpes. Laissez-moi vous guider, à travers les rochers qui percent partout le sol, vers cette modeste chapelle placée à la limite de la terre ferme : le pluvier des marais se repose sur son toit, et la sagittaire dresse ses feuilles aiguës autour de ses murailles, comme un ancien régiment de piquiers. Une plaine immense, dont le sol mouvant participe autant de l'eau que de la terre, s'étend à perte de vue, mélancolique et froid désert dont le silence n'est interrompu que par le cris du vanneau, ou le frôlement du vent qui courbe les roseaux. Là tout est calme et repos, et l'âme se recueille loin du bruit, loin des fiévreuses agitations du monde ; jamais on ne rencontra sans doute une solitude plus propre à la méditation que celle où Secondel, le fervent disciple de *Friard*, bâtit son ermitage. Cueillez des fleurs dans ce gracieux parterre, que cultivent avec un respectueux amour les jeunes gens de la paroisse, et qui fournit jadis au cénobite les racines qui l'empêchaient de mourir de faim. N'est-ce pas lui que je vois au milieu des fleurs, vêtu de son froc et appuyé sur sa bêche ? Ce n'est que son image, qui, grâce au talent de l'artiste, au zèle du pieux clergé et à la libéralité des bons habitants, le fait revivre à nos yeux. Le temps nous presse ; marchons et quittons quoiqu'à regret ce lieu, où l'on voudrait vivre en paix, comme lui le regard élevé vers les cieux.

Voici sur notre route la source qui, placée entre les deux cellules, désaltérait les deux anachorètes ; c'est près de cette fontaine qu'ils se rencontraient et que le saint paysan enseignait à son disciple la rude science de la pénitence. Tout ici parle encore de l'éternité, et le trop-plein des eaux est reçu dans un antique cercueil de granit, funèbre coupe qui, veuve des tristes restes qu'elle enferma, déborderait bientôt si elle recevait les eaux amères de la vie. Nous pourrions vous conduire au singulier amas de roches à cuvettes connu dans le pays sous le nom de cuisine du diable ; mais nous ne poussons pas assez loin l'amour des contrastes, pour vous conduire d'un saint à un démon. Remarquons donc seulement en passant que ces bassins, de même que les gorges qui se rencontrent un peu au-dessus du sol, à la base de plusieurs des blocs granitiques de *Béné*, sont si évidemment le résultat d'une désagrégation naturelle, qu'ils sont bien propres à infirmer la croyance de quelques érudits qui se font encore les champions des bassins creusés de main d'hommes et destinés à recevoir, suivant eux, le sang des victimes, ou tout au moins des libations. Cette observation s'applique surtout aux cavités signalées sur des pierres de granit peu compacte. C'est assez nous occuper de ce phénomène géologique ; nous touchons aux premières maisons du bourg, et la flèche du clocher se dresse devant nous. Voici le mur du cimetière rustique, le sol sillonné prouve que bien des générations sont endormies sous cet épais gazon.

Salut, bois consacrés ! salut champ funéraire,
Des tombeaux du village humble dépositaire ;
Je bénis en passant tes simples monuments.

(LAMARTINE, *Méditations, le Temple*).



Depuis combien de siècles cette lourde croix de pierre, d'un travail plus singulier que gracieux, sert-elle ici de borne au domaine des morts, sur lequel elle projette son ombre protectrice?..... S'il existe des trésors en cette église propre et décente autant que simple, ce ne sont pas de ceux qui peuvent tenter la cupidité; entrez donc, la porte est ouverte, et quand nous nous serons un moment recueillis dans une muette adoration, je vous conduirai au fond du sanctuaire et derrière l'autel, au-dessous du reliquaire où sont enfermés les précieux ossements des saints de Béné : vous trouverez les deux auges de pierre qui, d'après une tradition respectable et non interrompue, ont reçu leur corps mortifiés, lorsque leur âme s'est envolée dans les cieux.

L'un de ces cercueils est d'une nudité absolue; l'autre, qui est actuellement rompu, est décoré à l'extérieur de stries formant une suite de zigzags, qui de loin offrent assez l'aspect de l'appareil connu sous le nom d'*opus spicatum*.

Si la vertu d'hospitalité est si admirablement pratiquée par le clergé breton, elle ne prit jamais des formes plus aimables qu'à Béné. Entrons donc au presbytère, et d'abord venez dans ce coin de la cour. Baissez-vous, je vous prie; regardez maintenant cette large pierre placée au-dessus de votre tête, et destinée à servir de pont pour entrer dans un poulailler; la partie tournée vers vous ne vous laisse, par sa forme saillante au centre et aplatie sur les deux côtés de même qu'aux extrémités, aucun doute sur son usage primitif : c'est un beau couvercle de cercueil en granit, sur lequel le ciseau a tracé de nombreux ornements, d'abord une croix pattée et haussée dans le genre de celles qui se rencontrent sur quelques rares menhirs, et qu'un archéologue de mérite considère, sous le nom de lechs, comme étant les cippes funèbres des premiers chrétiens bretons; puis des cercles, des lignes ondulées et des sillons obliques. Notons ici, et seulement pour mémoire, un long cercueil de pierre, mais n'offrant rien de remarquable, qui gît dans un des jardins (1).

Si vous voulez saluer monsieur le curé, nous le prions de nous montrer quelques titres intéressants qu'il conserve. C'est, d'abord, une bulle originale d'Innocent X, et datée de l'année 1501, par laquelle ce pontife approuve la confrérie établie en l'honneur de saint Friard, et accorde de nombreuses indulgences aux associés; puis une lettre confirmative de l'évêque de Nantes, Gabriel de Beauveau, sous la date de 1642; une autre de son parent et successeur, Gilles de Beauveau, dans le but de stimuler le zèle des membres de cette confrérie. Vient ensuite un acte notarié par lequel les habitants s'engagent, en présence du vénérable père de Montfort, à ne plus faire enterrer leurs morts dans l'intérieur de l'église sans l'autorisation de l'évêque, et cela dans la crainte,

(1) Voir la planche ci-jointe.

Avec la croix du cimetière de Besné et les tombeaux mérovingiens, si bien rendus par M. de Brehier, se trouvent une tête de hache et une hache rencontrées en compagnie de monnaies du Bas-Empire. La dimension et la forme de cet instrument sont assez en rapport avec celles découvertes en Normandie par M. l'abbé Cochet; mais le poids en est infiniment plus considérable. Elle fait partie du cabinet de l'auteur. (*Note de la Rédaction.*)

est-il dit, de scandaliser les nouveaux convertis. S'agit-il des pécheurs rappelés à Dieu, ou de quelques derniers représentants du calvinisme en cette paroisse ? on l'ignore.

Si vous êtes curieux de connaître la rédaction d'un monitoire, vous pouvez lire celui que messire Gautron, chanoine de Nantes, lança en 1732 contre les pillards inconnus qui avaient nuitamment ravagé la vigne du curé.

Si j'ai promis de vous épargner la société de Satan, je regrette cependant de ne pas vous parler de ses amis les sorciers, et un proverbe local dit que tant qu'il y aura des rochers à Rosivan, il y aura des sorciers à Pimpenel et au Bran, noms de deux villages appartenant l'un à la commune de Béné, l'autre à celle de Pont-Château, mais voisin de la première paroisse. Nous ne voulons point abuser de votre complaisance ; n'oublions pas, en partant, la statue du bienheureux *Friard*, qui, placée en avant de l'église et au centre de la bourgade, couverte d'un seillon grossier en forme de froc, la barbe longue, rustique et le regard inspiré, semble veiller encore sur la peuplade dont il est le protecteur. Honneur à l'artiste qui a su comprendre le caractère de son modèle ; c'est la rude écorce du paysan, mais du paysan transfiguré.

Vous voilà bien loin de vos chartes, nous crie-t-on ; revenez à vos moutons. Pardon, bienveillants conseillers, mais vous nous fournissez vous-mêmes la transition : y a-t-il donc si loin des moutons au parchemin fait de leur peau, tel que celui sur lequel est tracée la charte numéro IX ?

IX.

ACCORD ENTRE LES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES DE CONSTANCE DE PONT-CHATEAU ET LE PRIEUR DE CE LIEU. (1263.)

Universis presentes licteras inspecturis abbas monasterii Albæ Coronæ, dominus Eudo de Ponte et dominus Guillelmus de Frenayo ejus frater milites exequentores testamenti defunctæ Constantiæ quondam dominæ Pontis Castris salutem in Domino. Noverint universi quod cum contentio esset coram venerabilis viro officiali Nannetensis inter nos ex una parte et priorem Pontis Castri nomine suo et dieti prioratus sui ex altera super eo quod idem prior dicebat et proponebat contra nos dictos exequentores quod præfatus prioratus Pontis Castri fuerat in possessione vel quasi habendi et percipiendi singulis annis usagium suum plene et libere in foretâ Pontis Castri et quod dicta Constantia ipsum prioratum de possessione ejus modi spoliaverat

seu spoliari fecerat minus juste quare petebat idem prior nomine suo et dicti prioratus nos dictos exequutores sententialiter condemnari ad restituendam dicto prioratu plene et libere possessionem usagii supra dicti presertim cum dictam forestam teneremus racione testamenti Constanciæ supradictæ. Inter nos ex una parte et dictum priorem nomine suo et dicti prioratus sui ex altera coram dicto officiali gratanter extitit concordatus quod testes ex parte dicti prioris coram dicti officiali super hoc plano et sine strepitu litigii produceretur et examinaretur. Et si dictus prior intentionem suam super premissas per ipsos testes probare posset quod nos dicti exequutores dicto prioratu restitueremus nomine dictæ Constanciæ plene et libere possessionem usagii supradicti. Testibus igitur ex parte dicti prioris nomine suo et dicti prioratus productus super hoc coram officiali predicto et de consensu nostro..... et examinatus diligenter eorum cujus modum publicatus quia nobis constitit evidenter per actestationes dictorum testium dictum priorem interventionem suam super premissas legitime probavisse possessionem suam dicti usagii plene et libere ex hunc restituimus prioratu supradicto ipsum prioratum in corporalem possessionem dicti usagii inducens in cujus rei testimonium presentibus lieteris sigilla mea diximus apponenda.

Datum mense octobri anno millesimo CC^o Sx^o III.

ALANUS.

TRADUCTION.

Que tous ceux qui voiront ces lettres sachent que l'abbé de Blanche-Couronne, Eudes de Pont-Château et Guillaume son frère, chevaliers; comme exécuteurs testamentaires de Constance, dame de Pont-Château, salut en Notre Seigneur. Ils font savoir à tous qu'une contestation a eu lieu entre eux, d'une part, et le prieur de Pont-Château, tant en son nom qu'au nom de son prieuré, d'autre part, par-devant le vénérable official de Nantes; pour ce que ledit prieur disait et affirmait, tant en son nom qu'au nom de son prieuré, contre l'affirmation desdits exécuteurs, que ledit prieuré était en possession de prendre librement et entièrement chaque année sa provision de bois dans la forêt de Pont-Château, de laquelle possession ladite Constance avait dépouillé ou fait dépouiller le prieuré, contre toute justice. C'est

pourquoi ledit prieur demande, tant en son nom qu'au nom de son prieuré, que lesdits exécuteurs soient contraints à rendre au prieuré la libre jouissance de cet usage, principalement comme tenant cette forêt par suite du testament de ladite Constance.

Entre nous, d'une part, et le sieur prieur en son nom et au nom de son prieuré, de l'autre, a été convenu l'arrangement suivant, que, de plein gré et sans procès, le prieur produirait et ferait examiner devant l'officiel les preuves de ce qu'il avance. Que s'il prouvait ses droits sur les prémices et par des témoignages, nous exécuteurs testamentaires nous rendrions audit prieuré, et d'après les dépositions, la pleine et libre jouissance du précédent usage, au nom de la susdite Constance. Donc de la part du prieur, en son nom et au nom de son prieuré, et avec notre consentement, cette affaire a été soigneusement examinée en présence de l'officiel, jusqu'à arriver à l'évidence que, d'après la déposition des témoins, la réclamation du prieur est justifiée touchant la possession libre et entière des prémices de cet usage. En foi de quoi nous avons fait apposer notre sceau aux présentes lettres.

Donné au mois d'octobre mille deux cent soixante-trois.

ALAIN.

On est frappé, à la lecture de ces vieux titres, de la brièveté et de la loyale clareté qui caractérisent les actes des ^x^e et ^{xii}^e siècles; il est impossible de douter de la bonne foi des contractants. Si la Justice présidait aux transactions, la Chicane, son enfant adultère, n'était pas encore née. A partir de cette époque, les précautions dont on s'entoure pour bien établir l'identité des personnes, les détails où l'on entre au sujet des objets concédés, prouvent que le monstre commençait à répandre son venin.

Une autre remarque, c'est qu'au moyen âge, alors que la loi, appuyée sur la base solide de la foi, eût rougi de se dire athée, elle se montrait beaucoup plus soucieuse de conserver le patrimoine des familles que la loi moderne, qui se vante de son scepticisme. Ainsi voyons-nous que toutes les donations faites aux moines ou aux églises avaient besoin, pour être valables, de la sanction de tous les membres de la famille qui pouvaient élever quelques prétentions sur les biens concédés.

Nous voyons souvent les couvents contraints de restituer aux héritiers ce qu'ils avaient reçu sans leur consentement. Pour n'en citer qu'un exemple, entre mille :

Les frères de Joston de Porhoët obtinrent un jugement émanant d'une sorte de jury composé de l'abbé de Marmoutier lui-même, de Rivallon, évêque d'Aleth, de Marbode, évêque de Rennes, dont les vers satiriques mais peu authentiques flattent peu son troupeau, des abbés de Saint-Melaine, de Saint-Sauveur de Redon et de Saint-Meen, puis d'un nombre considérable de seigneurs, par lequel les religieux de Saint-Martin du prieuré de Josselin furent dans l'obligation de rendre aux vicomtes Geoffroy I^{er} de Porhoët et Alain de Rohan, de même qu'à Bernard leur autre frère, la vaisselle d'or et d'argent que leur aîné avait donnée au moines en mourant.

Cette disposition protectrice de la loi ancienne est d'autant plus remarquable, que le plus souvent les dons aux églises n'étaient que des restitutions. La faute commise par Charles Martel, qui ne craignit pas de jeter en pâture à ses leudes les biens ecclésiastiques, devait bientôt porter ses fruits. La spoliation appelle le vol, comme l'anarchie appelle la licence; et bientôt, à la faveur des troubles et des guerres des VIII^e et IX^e siècles, les bénéfices religieux furent presque tous usurpés par des hommes couverts de fer, dont la violence était la seule loi. Plus tard, à l'époque des chartes qu'on vient de lire, la société tendait à se raffermir sur sa base; les grands principes d'ordre et de foi trouvaient d'éloquents défenseurs, à la tête desquels se place Yves de Chartre. Le concile de Clermont, présidé par Urbain II en personne, en 1095, fulmine contre ces ravisseurs les canons III^e, VI^e et XVI^e, et exige par le VII^e que les églises ou les autels donnés même à des moines ou à des congrégations, pour y entretenir *une personne* ⁽¹⁾ ou desservant, rentrent entre les mains de l'évêque, à la mort du titulaire. Mais cette auguste

(1) *Neutreu, personne*, signifie encore, en langue bretonne, Monsieur le curé. Cette expression remonte au temps des malheureux desservants à la portion congrue. Cette modique rente, sans doute suffisante lors de son établissement, était devenue un brevet de misère par suite de la vulgarisation du numéraire, tandis que les rentes solides des églises revenaient en entier aux moines, qui ne les desservaient point.

assemblée, qui d'un mot souleva l'Occident, pour le lancer comme une meule de fer sur l'Orient, broyé sous son poids, était trop faible contre l'avidité cupide des usurpateurs. Beaucoup cependant, cédant au cri de leur conscience, désiraient l'apaiser en rendant au clergé au moins une partie de ce que leurs pères lui avaient enlevé. L'état de dégradation où les prêtres séculiers étaient tombés dans ces siècles, mettait obstacle à ce mouvement qui se dirigea naturellement vers le clergé régulier des monastères, chez lequel la pure doctrine, la science et les mœurs avaient trouvé un refuge. De là ces innombrables donations aux moines qui remplissent presque seules les anciens chartiers.



ÉGLISE ROYALE ET COLLÉGIALE DE NOTRE-DAME DE NANTES

Monographie Historique & Archéologique,

PAR

Stéphane DE LA NICOLLIÈRE.

(Suite. — Voir Tome II, p. 184.)

CHAPITRE IV.

Le duc Pierre II et Françoise d'Amboise. — Fondations de ce prince. — Son testament. — Son tombeau à N.-D. — Part des chanoines dans les nominations aux emplois de l'Université. — Érection de la Chantrerie. — Fondation du festage de la mi-août. — Cimetière de la Collégiale. — Place des Orbeaux. — Bref pour la consécration de la nouvelle église. — Le tombeau d'Alain Barbe-Torte et N.-D. de la Rose. — Pardon de N.-D.

Le règne de Pierre II marque dans l'histoire de la Collégiale une époque prospère et florissante. Au nom de ce prince, désigné avant son avènement sous le titre de seigneur de Guingamp, de Châteaubriant et de comte de Benon, de même qu'à celui de la pieuse et sainte duchesse Françoise d'Amboise, dame de Thouars, sa femme, se lient étroitement les grands travaux de reconstruction et d'embellissement qui s'exécutèrent alors.

Suivant les hagiographes bretons (1), ce fut en mémoire du vœu par lequel les deux époux s'étaient promis mutuellement

(1) Albert Le Grand, *Vie de la B. Françoise d'Amboise*, p. 552. — D. Lobineau, *Vie de la même*, p. 319.

que celui qui survivrait à l'autre embrasserait la vie religieuse, ou que, s'il demeurerait dans le monde, il ne se remarierait jamais, qu'ils firent réparer Notre-Dame, fondèrent une messe solennelle pour tous les jours, avec un anniversaire perpétuel, et préparèrent leur tombeau dans le chœur de cette église, comme l'indique l'épithaphe commune gravée sur la tombe, à laquelle il ne manquait que la date du décès.

Tels sont les termes de cet acte, daté du 29 avril 1443 (1) :

« Mondit seigneur a choeisi et esleu, choeist et elist son enterement et sépulture en nostre cueur de ladite église, ou melieu plus hault et honeste lieu, sans ce que jamaiz soit riens ensépulturé au-dessus de luy en tombe eslevée, excepté prince ou princesse de ce duchié de Bretagne, ou leur heritier presumptif.

« Item sera dit une messe cothidienne en celle église o note, a diacre et soubz-diacre, adournez de tunique dalmatique bien solemnement et collegialement par lesdits chevecier et chanoines, chappelains, bacheliers et vicaux gaignans les distribucions de ladite église, celebrée sur le grant autier de ladite église; durant laquelle messe aura sur ledit autier deux chandeliers d'argent garniz de chacun son sierge, et sera le soubz-chantre ou celui qui tendra le letrin revestu de chappe de soye, etc.....

« Et au jour que avendra l'enterrement de mondit seigneur, à jamais, perpetuellement d'an en an, celebreront les dessurdiz ung anniversaire sollempnel, en ladite église, à placebo et vigiles de mors à neuff leezons, à la plus grant solempnité acoustumée, tant de sonnerie, chappes, lumineaire, stacion et libera, avecques les oraisons y pertinentes. Durant lequel service lez ladiete sépulture aura quatre cierges. Et avant commancer lesdictes messes, tant ou vivant de mondit seigneur que après son deceis, sera sonné doze gobetz par la plus grosse cloche de ladite église, à suffizante intervalle comme d'ung Ave Maria.

(1) Arch. départ., E. B. XXIII, et *Fonds de Notre-Dame*, liasse des *Fondations*.

« Item feront lesdits chevecier et chanoines par chacun dimanche de l'an, à la stacion de ladicte église, solemnellle commémoration de mondit seigneur, son espouse, ses predecesseurs et successeurs, et sera fait mencion de ladite fondation de mondit seigneur à haulte et entendible vouez. »

Une somme de quatre mille écus d'or ⁽¹⁾ est versée au Chapitre au nom du prince, pour assurer à perpétuité cette fondation. A peine assis sur le trône de Bretagne, Pierre II songe encore à Notre-Dame. Par acte du 5 novembre 1454 ⁽²⁾, il change la destination de la messe, qui, pendant sa vie, devait être de l'office de la Vierge, en un service pour son frère le duc François I^{er}, et augmente la première somme affectée à cette pieuse destination de deux mille six cents écus d'or, « à être celui profit
« distribué et départi entre les chevecier, chanoines, chappe-
« lains, clercs, queureaulx et autres suppotz d'icelle église pre-
« sens et assistans ausdits services, et non autrement, le nombre
« de six vings dix (130) livres de rente annuelle et perpetuelle
« par chacun an. »

Trois ans plus tard, le 5 septembre 1457, le duc faisait son testament. Dans cette pièce, suprême expression de sa volonté, sa dévotion et sa libéralité envers l'église de Notre-Dame se trouvent nettement exprimées. Après avoir renouvelé ses intentions formelles pour sa sépulture et celle de sa femme, il recommande l'exécution de tous les ordres qu'il avait donnés relativement à la Collégiale, à laquelle il lègue les objets suivants :

« Donnons à ladite église de Nostre-Dame les vestements, c'est assavoir : chappe, chasuble diacre, sous-diacre et parement d'autel de drap d'or gris qui servent à nostre chappelle, avec une austre chappelle et vestements de velours cramoisis bordez à plumes de paon; c'est assavoir : chappe, chasuble diacre, sous-diacre, et

(1) En évaluant, d'après Leber (*Appréciation de la Fortune privée au moyen âge*), le prix de chaque écu d'or à 25 sous, ce qui donne 5,000 livres tournois, cette somme représenterait aujourd'hui, au pouvoir actuel de l'argent, 187,500 francs.

(2) Arch. départ, E. B. XXXV.

parement d'autel de tapisserie d'Arras, qui furent achetés de Guillemain de Launay estant à imageries de la Passion, et esquelz sommes nous et notre compaigne en presentacion. Item y ordonnons autres menus tableaux d'or où il y a plusieurs reliques de la vraye croix et de la robe de Nostre Seigneur, lesquelz tableaux sont devers nous et en nostre garde.

« Item y ordonnons l'image Monsieur St Vincent, lequel est en nostre garde; ouquel image est un des doigts de la main dextre de mondit sieur St Vincent, enchâssé en or, a ung balloy dessus ledit doigt tenant à une chaisne d'or. Item ordonnons à ladite église un joyau d'or à histoire Nostre Dame de Pitié, où nous et nostre compaigne sommes en presentacion, lequel joyau achetâmes de nos deniers ⁽¹⁾. »

Le 22 du même mois, Pierre II mourait au château de Nantes, et le lendemain ses funérailles se célébraient solennellement à l'église de Notre-Dame, dans le chœur de laquelle il était inhumé, au milieu d'un grand concours d'évêques, d'abbés, de barons, de comtes, de chevaliers, de clergé et de peuple ⁽²⁾.

Le monument qui reçut les dépouilles mortelles du prince se trouvait placé au centre du chœur, en avant de l'autel, Il était élevé depuis longtemps; car dès 1443, époque de sa première donation, Pierre en avait décidé la construction, et, dans son testament, le duc s'exprime ainsi à ce sujet : « Nous voulons et
« ordonnons nostre corps estre baillé à la terre benoiste, mis et
« ensépulturé en l'église collégiale de Nostre-Dame de Nantes,
« en laquelle avons fait faire et préparer le lieu de nostre
« sépulture. »

L'aspect de la dalle funéraire est parfaitement d'accord avec ce qui précède. Sous un dais d'un style un peu lourd, que

(1) Arch. départ., N. C. XXVIII. — D. Morice, *Pr.*, t. II, col. 1703.

(2) *Die veneris 23 septembris humatus fuit et sepultus in choro B. M. Nannetensis, Petrus dux Britanniae cum magna solemnitate episcoporum, abbatum, baronum, comitum, militum, cleri et plebis qui die hesterna inter horam 9 et 10 ante meridiem migraverat a saeculo.* — *Tiré des actes capitulaires de l'église de Nantes.* — (D. Morice, t. II, col. 1709.)

dominent quatre petits anges, les époux, jeunes encore, reposent endormis dans la mort. De chaque côté des coussins qui supportent leurs têtes sont représentées leurs armoiries, savoir : l'écusson en bannière, c'est-à-dire carré, aux armes de Bretagne brisées d'un lambel à trois pendants semé de fleurs de lis, pour le prince ⁽¹⁾; l'écu en losange, mi-parti, au 1^{er} du précédent, au 2^e coupé de Thouars et d'Amboise, pour la princesse ⁽²⁾. Un simple cercle sans fleurons entoure la tête de Pierre, empreinte d'un caractère monacal auquel ajoutent encore le capuchon rabattu sur le cou, les mains jointes, le long manteau dont les larges plis enveloppent le corps, et l'escarcelle attachée au côté droit. Les pieds s'appuient sur un lion ⁽³⁾.

D'une stature plus élevée que celle de son mari, Françoise d'Amboise a la tête recouverte de la coiffure du temps, ornée de nombreuses pierreries; son cou porte un massif collier, sa taille est vêtue d'un riche corsage d'hermines. Les mains sont également jointes, et les manches étroites de sa longue robe boutonnées jusqu'au coude. Le bras gauche soutient la queue du grand manteau de cérémonie. Chacun des pieds repose sur un chien.

(1) Le lambel d'*azur* n'était chargé d'aucune pièce pour le fils aîné de Jean V, comme il est facile de le voir par son sceau. Pierre, le second, pour se distinguer de son frère, chargea le lambel des fleurs de lis de sa femme, de même qu'il avait pris le titre de comte de Benon, de cette seigneurie, apannage de la princesse.

(2) Thouars, d'or semé de fleurs de lis d'*azur* au franc canton de gueules; Amboise pallé d'or et de gueules de six pièces.

(3) On peut se convaincre du peu d'exactitude des gravures des Bénédictins, en comparant le dessin donné de cette statue de Pierre II par le père Bernard de Montfaucon, *Monuments de la monarchie française*, t. III, p. 263, planche LI, copié par M. Guépin dans son Histoire de Nantes. Dans le premier de ces ouvrages, on trouve, d'après les vitraux de la Collégiale, Pierre II revêtu de son armure, agenouillé sur un coussin, et Françoise d'Amboise dans le costume que nous venons de décrire. Le lambel placé sur la cote d'armes du prince, indique que ces deux figures sont contemporaines de la pierre tumulaire, c'est-à-dire faites du vivant des personnages qu'elles représentent et avant leur avènement à la couronne ducal.

Autour était inscrite, en gothique allongée, l'épithaphe suivante :

Cy gist tres hault et tres puissant seigneur
mons^r Pierre de Bretagne Sr de Guingamp et
de Chasteaubrian conte de Benon, filz de très
hault prince mons^r le bon duc Jehan duc de
Bretaigne, qui trespassa en l'an de grâce mil
cccc le

Cy gist tres haulte et puissante dame Fran-
çoise d'Amboise sa compaignie, fille aînée de
Louis viconte de Thouars, qui trespassa l'an
mil cccc le ⁽¹⁾

Souvent, les fidèles agenouillés dans l'église de Notre-Dame voyaient, surtout le matin, venir s'incliner sur cette pierre une noble et angélique figure, qui, longtemps prosternée, les édifiait par sa ferveur et excitait l'admiration par sa profonde et touchante piété : c'était la veuve de Pierre II, la bonne duchesse, la bienheureuse François d'Amboise, fondatrice du monastère des Couëts et du prieuré du Bon-Don. C'est là qu'elle aimait à implorer Dieu pour la conservation du duché de Bretagne, lorsque, par une inspiration prophétique, elle en avait prédit la fin à son cousin François II. C'est là qu'elle se rendait quand ce dernier, irrité de ses remontrances, la fit brutalement arrêter.....

Déjà celle dont le culte, authentiquement reconnu à Rome, doit être bientôt solennellement réhabilité dans les lieux où s'écoula sa vie, était un objet de vénération et de respect pour ses contemporains. Aussi voyons-nous, à la mort de la bienheureuse, arrivée le 4 novembre 1485, les chanoines de N.-D. faire tous leurs efforts, employer tous les moyens, pour obtenir que les restes de la sainte duchesse fussent réunis à ceux de son mari, suivant les intentions formelles de celui-ci. Mais rien ne put vaincre l'opposition et la résistance qu'ils éprouvèrent de la part

(1) T. I, folio 103, *Collection Gaignières*, conservée à la Bibliothèque bodleienne d'Oxford. — Voir la planche II.

des religieuses des Couëts, si jalouses de la possession des précieuses reliques de leur fondatrice, qu'elles parvinrent à conserver.

Cette modeste pierre tombale, en marbre blanc, si loin des monuments des prédécesseurs de Pierre II, et surtout du splendide chef-d'œuvre de Michel Colomb, était posée sur une base en marbre noir élevée d'environ un mètre. Elle mesurait à peu près deux mètres cinquante centimètres de longueur, sur un mètre cinquante centimètres de largeur. L'inscription n'a jamais été terminée, sans doute parce que Françoise n'y fut pas déposée. Le tombeau subsista jusqu'à la fin du siècle dernier, puisqu'il en est question en 1780 ⁽¹⁾, et fut détruit pendant la période révolutionnaire; probablement lorsqu'on transforma l'église en un établissement industriel. Il s'y rattache une particularité qui mérite d'être examinée et étudiée avec quelque attention.

L'ingénieur Pierre Fournier raconte ainsi l'ouverture du caveau de Pierre II ⁽²⁾ :

« J'ignore s'il lui fut érigé un monument, et même s'il fut placé une pierre tombale sur le lieu de sa sépulture. Cette église ayant été considérablement réparée et pavée à neuf au commencement du dernier siècle, il ne restait aucune trace de tombeau lors de la démolition de l'église, en 1803. Mais il est constant que 13 ans après la mort de ce prince, en 1470, on commença à travailler à un monument, et que l'on fit construire un caveau pour y déposer ses restes, qui ne furent point exhumés ou négligés, et, pour y suppléer, l'on fit un mannequin que l'on revêtit de riches habits et que l'on plaça dans un cercueil de bois de chêne, découvert en effet cette même année 1803. 333 ans après, des ouvriers ouvrirent le caveau; j'y descendis, et je reconnus, sur quatre barres de fer, un cercueil en bois tombant en pourriture, dans lequel était un mannequin vêtu suivant l'usage du temps où il vivait (*sic*).

« Il avait un pantalon en drap rouge, des demi-bottines, une

(1) *Cérémonial de l'Église de Nantes*, au sujet de la procession de la Fête-Dieu.

(2) *Notice sur les Antiquités de Nantes*, p. 115. Mss. Bibioth. publique.

soubreveste en soie brodée, un manteau dont on n'a pu déterminer la forme. Il était ceint d'une épée en fer : sur l'un des côtés de la coquille, très-bien travaillée et à jour, se voit une hermine passante, et, derrière elle, un petit drapeau placé debout. A la place de la tête, un casque commun en fer, la visière baissée, rempli d'étoupes. Aucune inscription n'accompagnait cette effigie.

« J'ai seulement reconnu, continue Fournier, sur le mur du côté droit, en caractères gothiques et tracés avec de la pierre noire ou du charbon, et d'une main très-hardie, les noms ci-après, placés dans l'ordre suivant :

+

Iq. le Poze
die tres + Aprilis
anno m. cccc. lxx.
Robertus Carnoz. Macé Grinnel.
Jacques Morelet.
Roland Tenorisse.
otz Menard.
p. Maliert.

« Du côté gauche, gravé légèrement dans la pierre avec une pointe de fer, en écriture courante et de la même main :

Jaques le Poze.

« Le millésime paraît indiquer l'époque du dépôt du manequin, et les sept noms écrits à la main être ceux des hommes qui auront placé le cercueil; car les annales de Nantes ne donnent aucun renseignement sur la mort d'un personnage de considération enterré à cette époque.

« Les motifs qui ont donné lieu à cette substitution sont aisés à concevoir : pour consacrer ce monument, le Chapitre de Notre-Dame aura exigé qu'on fit un service solennel, et, après les cérémonies d'usage, le simulacre du prince aura été descendu dans le caveau, sous les fondations duquel vraisemblablement reposent ses cendres. »

L'interprétation donnée par Fournier d'une rencontre aussi étrange n'est pas appuyée de raisons très-concluantes. D'abord, il avoue qu'il ne restait aucune trace de tombeau, et ignore même qu'il en avait été érigé un. Des ouvriers découvrent fortuitement un caveau, dont il ne prend aucun soin de préciser la situation. Il y descend, et, sans hésitation, le reconnaît pour celui de Pierre II, mais élevé treize ans après la mort du prince, ce qui dément toutes les données historiques, basées sur de bonnes preuves, qu'on vient de lire, et se trouve par conséquent inadmissible, de même que l'emploi attribué au simulacre dans un service solennel, circonstance purement hypothétique.

A quels indices Fournier a-t-il reconnu une sépulture ducale? Il n'en cite aucun. Sur ce mannequin, nul témoignage, nulle attribution de la dignité souveraine. L'hermine passante gravée sur la coquille de l'épée se rencontre sur les halberdars des archers de la garde, et prête à cette arme la même destination. Les noms écrits sur la muraille, légèrement altérés par la lecture de Fournier, appartiennent aux officiers du bas chœur de la Collégiale, comme l'indiquent ceux de Jacques (Morelet), pour Morzelles, secrétaire du Chapitre, et de Guillaume Rolland (ténoriffe), pour ténoriste. Pas un chanoine, pas un personnage marquant parmi eux.

D'ailleurs, il répugne de penser que l'illustre Françoise d'Amboise venait, pour ainsi dire prier chaque jour, sur le vain cénotaphe d'un duc de Bretagne son mari, libéral bienfaiteur d'une église et d'un chapitre qui tenaient à honneur de posséder ses cendres, descendues en présence d'une immense et noble assemblée dans un monument préparé longtemps d'avance. Peut-on supposer, en outre, que le corps capitulaire eût consenti à placer près d'un mannequin le cercueil de la vénérable supérieure des Couëts?....

Puis, n'est-il pas permis de suspecter l'exactitude et surtout la véracité de Fournier, qui, après nous avoir positivement affirmé qu'il ne connaissait aucune pierre tombale de Pierre II, nous

donne, comme provenant de la Collégiale, une inscription ornée d'une date fausse ?.... (1).

En résumé, il nous paraît beaucoup plus rationnel de croire qu'au milieu du grand nombre de tombes, d'enfeux, de caveaux de toutes sortes dont était rempli le sol de la Collégiale, l'ingénieur Fournier, égaré par le souvenir de la sépulture du duc Pierre, se sera trompé d'attribution, en prenant pour la tombe de ce prince un emplacement plus ou moins rapproché, qu'il n'a point déterminé, et dans lequel avait été faite une inhumation simulée, constatée seulement par le bas chœur, dans un but ou pour un motif aujourd'hui inconnu.

Plusieurs fois les ducs de Bretagne avaient tenté des démarches pour établir une université dans leur province. En 1461, François II eut enfin l'honneur de terminer cette affaire, et une bulle du pape donna au nouveau corps l'institution apostolique. Le Chapitre de la Collégiale eut une large part dans les fonctions créées alors : le chefcier Thomas de Metz fut le premier recteur, Jean Huand, chanoine et curé de Saint-Vincent, le premier scribe (secrétaire), avec Raoul Le Moine, son confrère, pour

(1) « Cy dedans || gist le corps du || duc Pierre second || de ce nom || lequel trespassa l'an || MCCCCLVII le XXVII || de septembre et fut || ceans ense-pulturé. ||

« Table de marbre noir incrustée sur marbre blanc. » (*Histoire lapidaire de Nantes*, p. 15.)

L'étude sérieuse et approfondie de l'*Histoire lapidaire*, où figurent quantité d'inscriptions fausses, tandis que les véritables n'y sont pas, démontre que l'œuvre de Fournier n'est qu'un tissu de mensonges ; d'autant mieux qu'on n'a jamais pu retrouver une seule de ses nombreuses inscriptions déposées, suivant lui, à la Mairie. Déjà, en 1856, dans une petite brochure intitulée *Une Rectification historique : François I et le Sanitat de Nantes*, M. de la Borderie en était arrivé aux mêmes conclusions, ainsi exprimées : « A part quelques épitaphes, les prétendues inscriptions recueillies par l'ingénieur Fournier, sous le titre d'*Histoire lapidaire de la ville de Nantes*, sont manifestement apocryphes ; son recueil est une mystification insigne, en trois volumes in-folio, dont le bon ingénieur fut l'artisan ou la dupe, je ne sais, mais où la fraude crève si grossièrement la frêle enveloppe de ses puérils artifices, qu'on ne peut rabaisser la science à discuter sérieusement de pareilles fadaises. »

adjoint, Jacques de La Motte, premier syndic, et Jean Guilton, bientôt après chanoine, fut nommé receveur ⁽¹⁾.

La même année, le pape Pie II érigea l'un des canonicats de N.-D. en dignité de chantre, et en pourvut celui qui possédait la prébende ⁽²⁾. Malgré l'opposition du Chapitre de la Cathédrale, opposition qui cessa par un accord signé en 1468, Pierre L'Épervier en prit de suite possession. Travers ⁽³⁾ cite Guillaume Strabon comme chantre de N.-D., à la date de 1456. C'est, pensons-nous, une erreur de date. Pierre L'Épervier eut pour successeur Guillaume Le Borgne, en latin *Strabo*, de la puissante famille des sires de Montrelais, et c'est de lui qu'il a voulu parler.

En 1464, le 13 juillet, maître Jehan Symon, chanoine, fonde, sous la dénomination de *festaiqe de la me-aougst*, un repas auquel doit assister tout le clergé de la Collégiale, pour la dépense duquel il donne la somme de quatre-vingts vieux écus d'or à la couronne, nécessaires à l'achat de sept livres dix sous de rente. L'acte de fondation spécifie formellement « que ceulx des dessus dits de ladite église qui ne seront es premières vespres, matines et la messe celebrées et dictes en ladicte église la vigille et jour de ladicte feste, ne seront point receuz au disner dudict festaiqe, soient chanoines, chappellains, bacheliers ou choreaulx d'icelle si ils ne paient leur sié (*écot*) au miseur, ainsi que s'il n'y eust point de festaiqe. Et s'il advient qu'il en y ait aucuns qui aint esté pour partie esdites heures, ilz seront receuz comme cy après ensuit. Savoir ceulx qui ne seront es premières vespres de ladite feste et se presenteront au disner, en lieu de pain blanc seront serviz de pain de seigle, et s'ils deffaillent à matines ilz n'aront que pain de seigle et eau, et de la viande comme les autres. Et si ilz deffaillent à la grant messe dudict jour ils ne seront servis de nulle cuysine, et ne leur sera baillé que pain et vin, pourvu qu'ils aient esté es aultres dictes deux heures. Et les dessus dits

(1) Travers, t. II, p. 121.

(2) *Ibid.*, *id.*, p. 122.

(3) *Ibid.*, p. 230.

ainsi deffaillans seront separez d'o les aultres et serviz comme dessus a une aultre table touz par eulx. Et a l'issue dudit disner après que les serviteurs aront prins leur refection sera donné et distribué le relief aux pœuvres, pour l'amour de Dieu, qui pour lors se rendront. Et puis ceulx chevecier, chanoines, chappellains, choreaulx et bacheliers, resasiés et refectionnez, ilz rendront grâces a Dieu en priant pour le fondateur. »

Du linge pour le service de la table était laissé par Jean Symon, qui, le 8 janvier suivant, avait institué un autre repas le jour de l'Ascension, pour lequel il donne en outre « soexante dix escuelles, et quinze platz d'estain, quatre estamaulx (?) d'estain et quatre davantaulx (tabliers) de quannevaz (1). »

Les repas ainsi pris en commun, après la célébration de prières ou d'offices prescrits par le fondateur, sont fréquents à cette époque. Le *Livre des Anniversaires* en offre encore, entre autres exemples, la fondation des OÖZ, par le chanoine Georges Nourry, c'est-à-dire des antiennes *O Adonai*, *O clavis David*, *O Rex gentium*, qui se chantent pendant l'Avent. A ce repas, imitation des agapes chrétiennes, on devait « faire la potacion du vin du pays et dehors pays, et la comestion de dragée ou aultre comestion, selon l'occurance du jour, honnestes et sans exceix, à l'ordonnance et discrécion du Chapitre, es chanoines, chapelains et choristes y estans, et qui y seront en leurs draps et habits d'église. »

En 1470, au mois de septembre, Amaury d'Acigné, évêque de Nantes, bénit le cimetière de la Collégiale, situé sur l'emplacement maintenant occupé par la rue Ogée et les maisons bâties à gauche en se rendant à la rue Royale.

Tout ce quartier a bien changé d'aspect. A droite de la rue que nous venons de nommer, c'est-à-dire en comprenant le massif de maisons derrière l'hôtel des Cariatides donnant sur la place Saint-Pierre, et bâti vers 1674 sur l'emplacement de l'ancienne Psallette de la Cathédrale, était la place et promenade des

(1) *Livre des Anniversaires*, folios LXIX, LV, et MXXXVI.

Orbeaux, mot anciennement employé pour désigner un ormeau (1). Sur cette place, où donnaient le manoir de la Chefcerie, la Psallette, ainsi que plusieurs maisons prébendales de N.-D., on voyait une croix monumentale. Toute cette enceinte, désignée alors comme à présent sous le nom de *cloître de Notre-Dame*, était fermée au nord par une porte placée auprès du grand portail de l'église, du côté gauche, et par une seconde porte donnant sur l'issue du haut de la rue (Notre-Dame) qui conduit à la place Saint-Pierre.

Depuis Pierre II, on travaillait toujours à la Collégiale. L'abside, le chœur et le clocher avaient été terminés. La flèche, en pierres de tuf, à six pans, flanquée à sa naissance de six clochetons, et mesurant plus de deux cents pieds de hauteur, était l'édifice le plus élevé de la ville. Elle était construite, dit Guimar (2), de manière qu'elle pouvait s'écrouler sans renverser sa charpente, comme celle-ci peut s'affaisser sans nuire à la maçonnerie. A diverses reprises elle fut frappée du tonnerre, notamment en 1601, et presque détruite (3), et en 1656 il fit un vent si furieux, qu'il emporta la croix et la girouette placées sur le clocher (4).

François II, continuant l'œuvre de son cousin, avait fait bâtir l'aile droite du chœur. Bon nombre d'autels avaient été déplacés, refaits ou réparés. Une nouvelle consécration de l'église était donc devenue nécessaire : le Chapitre s'adressa au pape, qui, par un bref daté de novembre 1471, accorda l'autorisation demandée.

C'est évidemment à ces travaux que doit se rapporter la restauration du tombeau d'Alain Barbe-Torte. Il était situé un peu au-dessous de l'autel de la paroisse, appliqué contre la muraille de la nef.

(1) En vertu d'une délibération du Chap. de N.-D., en 1617, on vendit les derniers de ces arbres. — Ces divers détails sont tirés d'un procès-verbal existant aux Arch. départ. (*Fonds de N.-D.*, titres divers.)

(2) *Annales nantaises*, p. 633.

(3) *Nota quod fulmen cecidit super ecclesiam B. M. Nannetensis et demolita fuit pinaculum sive pyramidum dicte ecclesie.* (Arch. du Chap. de Saint-Pierre *Reg. de 1601*, fol. 3.)

(4) Arch. municip., *Registre de l'aumônerie de Toussaint*.

L'inscription suivante, peinte en lettres d'or gothiques, sauf la dernière ligne, en majuscules romaines, et que, par ce motif, on peut croire ajoutée ensuite, se lisait sur le retable de Notre-Dame-de-la-Rose :

Alani cognomento Garbe-Corte
Britonum ducis illustrissimi,
Iustitiæ cultoris acerrimi
Paganorum profligatoris infestissimi
Hujus basilicæ magna cura et impensa
Restauratoris munificentissimi
Domui militiæ que strenuissimi
Monumentum.

LUX DIU LATERE NON POTEST. (1)

Le tombeau d'un homme qui n'est pas reconnu saint, dit avec raison l'abbé Travers, ne doit pas servir d'autel. A ceci, il est permis de répondre que le mausolée, imitation d'un monument plus ancien, ne contenait plus les dépouilles du héros du x^e siècle; que l'épithaphe, purement commémorative, n'avait d'autre but que de perpétuer les titres de l'illustre guerrier. Par un touchant rapprochement, ingénieuse et naïve expression de la reconnaissance du clergé et du peuple nantais, les fidèles vinrent adresser leurs vœux, offrir leurs prières à la Reine du ciel, désignée sous le gracieux vocable de *Notre-Dame-de-la-Rose*, là même où la tradition immémoriale attachait le souvenir de l'un de ses plus dévoués serviteurs, du fondateur de son église, du restaurateur de son culte et du régénérateur de la cité. On peut même ajouter que l'agrandissement de ce sanctuaire, devenu une basilique renommée, grâce aux libéralités des ducs ses descendants, fut reporté jusqu'à lui, comme l'indiquent ces mots : *Hujus basilicæ magnâ curâ et impensâ restauratoris munificentissimi*.

Diverses donations avaient pour objet l'entretien et la décoration de N.-D.-de-la-Rose. En 1672, Marguerite Olivier voulut être inhumée devant cet autel. En 1686, Michel Le Lou, chevalier,

(1) Travers, t. I, p. 161.

seigneur de la Motte-Glain, et Louise-Renée Guichardi, son épouse, fondent, le 25 mars, jour de l'Annonciation, en l'honneur de N.-D.-de-la-Rose, savoir : l'exposition du très-saint Sacrement au grand autel, et une grand'messe à l'autel de N.-D.-de-la-Rose par le bas chœur, procession, station, et exposition sur ce même autel. Ils assignent cinq cent cinquante livres pour leur fondation, « pour ce que lesdits sieurs du Chapitre leur permettroient à eux et aux leurs de faire prescher ledit jour, en l'honneur de ladite cérémonie, par quelque prédicateur qu'ils agreeroient, et à l'heure qu'ils marqueroient ⁽¹⁾. »

Pour une cause que nous ignorons aujourd'hui, peut-être par défaut d'achèvement des travaux de reconstruction, le Chapitre n'avait pu consacrer son église. Il fixa enfin cette cérémonie au dimanche 12 mai 1476, et l'on se prépara d'une manière splendide à lui donner tout l'éclat dont elle paraissait susceptible. La célébration des offices était pompeuse à Notre-Dame. Un nombreux clergé, de riches et somptueux ornements, des chants choisis qu'exécutaient des choristes exercés et instruits, accompagnés par divers instruments auxquels se mêlaient harmonieusement les accords de plusieurs jeux d'orgues, contribuaient à la solennité des fêtes religieuses. Un grand pardon avait été annoncé, et un immense concours de peuple se rendit à Nantes, afin de gagner les indulgences accordées à cette occasion. Denis de la Lohérie, évêque de Laodicée, suffragant du siège de Nantes, fut le prélat consécrateur ⁽²⁾.

Comme les Français, en guerre avec la Bretagne, cherchaient à se rendre maîtres de la ville, des mesures de précaution et de défense furent employées pour éviter toute surprise. Les habitants reçurent l'ordre de faire le guet pendant deux nuits.

(1) Arch. départ., *Fonds de N.-D.*

(2) Outre la signification de grande fête religieuse, on entendait autrefois par le mot *pardon* la salutation angélique adressée à la Vierge, au son de trois petits coups de cloche, le matin, à midi, et le soir, pour gagner des indulgences. *Voilà le pardon qui sonne*, c'est-à-dire l'avertissement de faire cette prière, appelée autrement l'*Angelus*.

Geoffroy Galoppin, garde et concierge de l'artillerie, fournit aux arbalétriers et aux canonniers les pièces et munitions ci-après détaillées :

« Savoir, à Pierres Foutin et Denis Guillet canonniers deux canons et deux coulevrines o leurs pierres plommées et pouldres et à Jehan Fleury quatre arballestres avec ung cinquante de trect pour la garde de la porte S^t-Pierre.

« A Jehan Boullaye et Mathieu Blanchard deux autres canons et deux coulevrines o leurs pouldre pierres et plommées et à Michel Legenz quatre arballestres avecques ung cinquante de trect pour la garde de la porte S^t-Nicolas.

« A Allain Gabart et son frère, deux autres canons et deux coulevrines o leurs pierres pouldre et plommées et à Estienne Prevost quatre arballestres o ung cinquante de trect pour la garde de la porte Poissonnière.

« A Michel Ernault deux coulevrines o leurs pouldre et plommées et à Olivier Le Bret quatre arballestres avecques ung cinquante de trect pour la garde de la Grosse-Tour ⁽¹⁾. »

Au dos de cet acte sont les reçus des canonniers, qui mentionnent les canons connus sous le nom d'*Enfants de Jacob*, des *Douze Apôtres*; les coulevrines sous celui des *Cordellières*, etc.

Le compte des dépenses faites par le miseur de la ville à l'occasion du pardon de Notre-Dame est fort rassurant pour le bon ordre, que rien ne troubla pendant toute la durée de cette fête, qui a laissé des traces dans les annales religieuses et municipales de la cité. Le seul dégât commis se borna à quelques verres rompus, et l'appareil militaire déployé alors suffit pour assurer la tranquillité à l'extérieur comme à l'intérieur :

« Premier fut baillé au cappitaine Charles du Parc, logié chez l'évesque pour couchier ses gens, et pour faire du feu durant les deux jours et deux nuyts dudit pardon, six sommes de paille, deux rouartés de boys et demi cent de fagots ; le tout vault. xx^s »

(1) Archives de la Mairie, carton *Fêtes religieuses*.

« Item a esté baillé aux cannoniers qui ont esté a
asseir et a porter ladite artillerie (*sic*), pour partie de
leur salaire à valloir sur celui. VI^s »

« Item à Robert Filleul, notaire, pour avoir escript
les gens qui avoient esté ordennés à faire les portes et
guet, pour lesdits jours du pardon, et faire aultres
escriptures ou il a vacqué ung jour et demy pour ce. II^s VI^s

« Item pour vin et depense faicte chez Monseigr le
Connestable en faisant et escripvant l'ordonnance des
portes du guet de la ville et reguet. II^s VI^s

« A Martin Chouette et Geoffroi Guibert sergens,
pour avoir aiourné par deux jours les gens de la ville
ordonnés à faire le guet surdit et les portes. V^s »

« A Gillet Lebreton pour avoir pareillement fait
savoir à partie de cieulx de la ville et de la Fosse à
faire le guet et portes durant ledit pardon. III^s III^s

« A Jehan Garreau pour pain, vin, poines et verres
rompuz données par les deux nuytz du pardon au guet
de la ville ou estoient Messires Nouel de....., lieute-
nant du cappitaine, Bertrand, le lieutenant de Mon-
seigneur le Bastard, le connestable de Nantes, et
plusieurs bourgeois de ceste ville de Nantes; pour
tout ce XL^s II^s

« A Bonnabes Jusset, ciergier, pour xxi flambeaux
à conduire ledit guet et les cappitaines, chacun flam-
beau vallent (3 sous 4 deniers). LXX^s »

« Expédié audit conseil en la maison de ladite ville le cinquieme
jour de juign l'an mil iiij^e soixante saeze.

Signé « Da. MISSENT (1). »

(1) Archives de la Mairie, carton *Fêtes religieuses*.

CHAPITRE V.

Cierge du sacre. — Fondation du moulin du Chapitre. — Le signet de François II. — Tombeau de Pierre Landais. — Messe de l'Université. — Fondation de la duchesse Catherine de Luxembourg. — Bibliothèque de la Collégiale. — Luminaire. — Les cloches. — Le chant, les orgues et la Psalette de N.-D. — Statuts du Chapitre.

Le 13 mai 1482, Pierre Rouxeau, prêtre, choriste de la Collégiale, fonde à perpétuité, afin de participer aux prières de l'église « ung cierge ardent du poys de doze livres de cire, au grant aultier, devant le corps Nostre Seigneur, par tous les jours et nuytz de la fête du Sacre et des octaves, » pour l'entretien duquel il assigne la somme de quarante sous de rente ou celle de quarante livres une fois payée ⁽¹⁾.

Le duc François II avait, nous l'avons vu, une dévotion toute particulière et une vive affection pour Notre-Dame. La reconstruction s'était faite grâce à son concours comme à ses largesses, dont la Cathédrale eut également une bonne part. Mathurin Rodier, maître de l'œuvre de l'église de Nantes; Geoffroi Pasquier, maître de l'œuvre de la réparation de l'enceinte de la ville; Guillaume Chausse, ouvriers industriels, habiles et entendus dans leur art, présidaient à ces grands travaux ⁽²⁾. Il fonda

(1) *Livre des Anniversaires*, fol. xvi.

(2) Mathurin Rodier magister operis seu edificationis ecclesie Nannetensis, Gaufridus Pasquier magister operis reparationis closure civitatis Nanne-

aussi une messe quotidienne entre celle de son cousin Pierre II et celle du jour à laquelle « les chevecier, chanoines, chappellains et choristes de la dite église, vestuz en leurs habitz ecclésiastiques, selon les saisons du temps, seront et assisteront chantans et respondans à la dicte messe, et deux des dits chanoines en chappes et deux enfans choristes en habitz de domacres (dalmatiques), tenans deux cierges ardens en chandelliers conduisans tant à l'autier que au revestuaire (sacristie) o les dictz chandelliers et cierges ardens les ditz officians ainsi qu'est acoustumé de faire es messes solempnes dictes et célébrées dans la dicte église, et durant la dite messe seront les ditz deux cierges ardens sur l'autier. Et à la consécration du corps Nostre Seigneur aura deux torches alumées que tendront deux choristes de la dite église. »

Pour la dotation de ce service, le duc cède sur le grand pont de Nantes, ainsi nommé, situé entre le pout de pierre où se trouve la belle croix et la chapelle de N.-D. de Bon-Secours, un emplacement de quarante pieds de longueur sur vingt-quatre de largeur, y compris une voie et passée, pour y construire un moulin à eau avec toutes ses appartenances et dépendances, sans que cet établissement, nuisible aux pêcheries de la Loire et diminuant ainsi les revenus du duc, puisse jamais être attaqué. Outre l'emplacement si généreusement concédé, Pierre Landais⁽¹⁾, trésorier général, reçut l'ordre de verser 1200 livres monnaie pour cette construction, que le Chapitre s'engage à réparer et entretenir en bon état. 1400 livres sont encore comptées pour convertir en rentes. François II nomma lui-même ce moulin « le moulin pour le pain du chapitre de Notre-Dame de Nantes, » et affranchit le boulanger de « tout fouages et subcides. »

Cet acte, daté du 14 août 1483, est signé de la main même

tensis, et honorabilis vir Guillelmus Chausse civis Nannetensis. Lathomii industriosi expertes et intelligentes in materia questionis sue. (Arch. départ., *Fonds de N.-D.*)

(1) Ou mieux LANDOYS, selon sa signature; mais l'orthographe précédente étant communément adoptée, nous l'avons suivie.

de François II et scellé du grand sceau en cire verte que les Bénédictins ont reproduit.

Au sujet de la signature de François II, il se présente une observation bonne à noter, surtout à notre époque où l'étude de la sigillographie prend une extension que justifient son importance et son attrait. Les actes émanés de la chancellerie du dernier prince breton, mêlé à presque toutes les affaires de son temps, sont aussi nombreux que ceux de presque tous ses prédécesseurs. C'était un travail ingrat et peu agréable, que la signature chaque jour répétée des pièces multipliées que nécessitaient l'administration de sa province et les relations extérieures qu'entretenait sa politique.

L'apposition du sceau suffit d'abord pour authentifier un acte, mais bientôt on y joignit le seing manuel du souscrivante. Jean IV et Jean V se bornèrent à écrire : PAR LE DUC. Ce dernier inscrivit aussi son nom, JEHAN, coutume que conservèrent ses successeurs. Enfin, François II, pour se soustraire à l'ennui et à la perte de temps qu'occasionnait cette machinale et continue opération, fit graver et imprimer, en février 1482, son signet aussi conforme que possible aux caractères qu'il avait l'habitude de tracer au bas des mandements, lettres, états de finances, rôles, décharges, etc...⁽¹⁾

Cependant, on s'aperçut bientôt que la signature ducale était tronquée et incomplète. Le paraphe manquait, car l'ouvrier

(1) Lettre de l'impression du signe du duc François deux^e de ce nom, autorisée depuis le premier jour de février mil III^e III^{xx} deux, tout ainsi que s'il avoit signé de sa propre main, etc.... (Arch. départ., arm. N, cas. II, N^o XXXI.)

Dans les éléments de sigillographie placés en tête du magnifique ouvrage de M. Douet d'Arcq (*Collection de Sceaux, etc.*, t. I, p. xxxvii), le savant auteur cite un passage qui établit l'usage du signet, maintenant appelé *griffe*, dès le commencement du x^v^e siècle en France.

Un inventaire des joyaux de Charles VI, de l'an 1418, établit une différence entre les sceaux et le signet. « Sceaux d'or estans ou dit coffre. Premièrement, un petit seel d'or pendant à une chayne où est gravé un aigle; et est esmaillé des armes d'Évreux, pesant une once. Signez d'or estans ou dit estude. Premièrement, un petit signet d'or longuet, au bout duquel est taillé *Johannes*, et l'autre bout une fleur de lis. »

chargé de ce premier essai avait exécuté son travail, dit le duc, « sans y imprimer le chiffre que avons accoustumé à faire et apposer après notre nom. » Il fut donc gravé une seconde griffe, complète cette fois, et, par mandement donné à Nantes, le 6 mai 1483, François II ordonna que « es dittes lettres ainsi expédiées et signées soit gardé estat et autant de foy et effect estre adioustez, comme si icelles estoient signées de *sa main*. » Recommandation qui prouve qu'antérieurement, on n'avait jamais usé d'un semblable moyen à la cour de Bretagne.

Le moulin fut promptement construit; puisque, le 14 février 1483 (1484, n. s.), le duc ordonne à Pierre Quiole, chargé des réparations de la ville de Nantes, de faire enlever sans retard les bois et escappes qui entravent le cours de la Loire, près du moulin du Chapitre récemment construit. Le même jour, Landais, par une pièce tout entière écrite de sa main⁽¹⁾, ajoute à la recommandation du duc sa propre autorité.

En 1695, lors des impositions mises sur les biens du clergé, le Chapitre remontra au marquis de Bechameil⁽²⁾ qu'étant de fondation royale, il devait être compris dans le nombre des églises que le Roi exempté de payer, et que, malgré ce privilège, on lui a signifié, par exploit du 20 mai dernier, d'avoir à verser la somme de 600 livres, plus les 2 sous pour livre, en raison du moulin qu'il possède sur le pont de la Belle-Croix. Alors, tout se faisait par fermes, l'État ayant besoin d'argent, et les fermiers, âpres à la recette, ne laissaient pas facilement échapper l'occasion de rentrer dans leurs avances. L'affaire fut portée au parlement de Rennes, au mois de juin, et, malgré les assertions du sieur Martin, qui soutenait que cette donation ne pouvait être considérée comme royale, puisque le duc de Bretagne était inférieur au roi de France, qui, du reste, ne l'avait point confirmée, le Chapitre n'eut point à déboursier la somme demandée.

Quelques années après, le Chapitre adressa une nouvelle

(1) Archives de la Mairie.

(2) Archives départ., *Fonds de Notre-Dame*, titres divers.

requête au présidial de Nantes. Le moulin, qui dans le temps que son exploitation était libre et facile, avait été affermé 1500 et même 2000 livres, ne l'était plus depuis fort longtemps qu'à peine deux cent cinquante, et souvent moins, somme très-insuffisante pour les réparations ordinaires et extraordinaires nécessitées par les glaces ou les débordements d'eau, et surtout les sables qui entravent sa marche. D'un autre côté, les secousses continuelles qu'il imprimait, en tournant, aux arcades et piliers contre lesquels il était attaché, pouvaient en déterminer la chute et causer de graves accidents par l'écroulement de ces arcades, si l'on n'y avait déjà plusieurs fois remédié. Ces inconvénients décidèrent le Chapitre à demander qu'il lui fût permis de changer cet état de choses, et de faire bâtir sur l'emplacement de ce moulin des magasins, boutiques et habitations qui, loin de diminuer ses revenus, les augmenteraient au contraire de beaucoup.

Après un examen d'experts, le tribunal accorda la demande, et des maisons, comprenant soixante-quatre pieds de long sur quarante de large, démolies vers la fin du siècle dernier, remplacèrent le moulin du chapitre de Notre-Dame.

Le 19 juillet 1485, le trésorier Pierre Landais, ministre et favori tout-puissant du duc François II, était pendu au gibet de la prairie de Biesse. La haine de ses ennemis, satisfaite de la mort tragique à laquelle n'avait pu le soustraire la pusillanimité du souverain breton, se laissa toucher par les larmes de sa veuve et de sa fille la dame de la Bouvardière, qui obtinrent le corps du malheureux supplicié pour l'inhumer, sans pompe, au bas de la nef de la Collégiale.

Cependant, le duc ne tarda pas à réhabiliter la mémoire de son trésorier et à restituer ses biens confisqués à sa famille. Alors, on donna une sépulture plus honorable à ses restes, en les déposant dans l'enfeu de la chapelle de Saint-Jacques et Sainte-Madeleine, construite et décorée par ses soins. Près de lui, sa veuve Jeanne de Moussy, de même que plusieurs de ses parents, furent successivement enterrés, et le Chapitre, auquel il avait donné plusieurs beaux ornements, entre autres un calice

connu sous le nom de calice de Landais, existant encore en 1638, célébra chaque semaine, jusqu'en 1790, une messe basse pour le repos de son âme.

Le 8 mai 1491, l'Université décida que le jour de la Saint-Yves, son patron (19 mai), elle ferait une procession de la Cathédrale à Saint-Nicolas, qui, passant au retour par la rue de la Clavurerie, entrerait dans la chapelle du saint, rue des Halles, et viendrait ensuite à la Collégiale entendre la messe solennelle qu'elle y avait fait célébrer les années précédentes. La dépense assez modique se montait à 4 livres 8 sols 4 deniers, un franc de plus que l'année précédente, ainsi que l'apprennent les comptes de l'Université, qui donnent aux chantes 20 sous; pour la tapisserie, 7 sous 7 deniers; pour les feuilles et les jones répandus sur le pavé de l'église, 15 sous; pour la messe, 3 sous 4 deniers; pour les cierges, 20 deniers; pour le sacriste, 2 sous : total, 3 livres 8 sous 7 deniers⁽¹⁾. La Collégiale fut en possession de célébrer cette fête jusqu'à ce que, par la fondation d'Yves du Quérisec, vers 1507, elle fut transférée à la Cathédrale.

Catherine de Luxembourg, duchesse de Bretagne, veuve du connétable Arthur III, fonda, par son testament, daté de 1491, un *libera* avec les oraisons ordinaires que le chapitre de N.-D. devait chaque année aller chanter sur sa tombe dans l'église des Chartreux. En conséquence, par délibération du corps capitulaire, en date du 14 mai de cette même année, il fut résolu que le clergé de Notre-Dame se joindrait à celui de la Cathédrale, pour la procession générale qui se rendait le lundi des Rogations à la paroisse de Saint-Donatien, et entrerait à la Chartreuse dire les prières pour le repos de l'âme de la duchesse. Cet usage de chanter le *libera* sur la tombe des défunts était alors fort répandu, et ce devait être un singulier coup d'œil, et

(1) Travers, t. I, p. 237. On voit, remarque l'auteur de l'*Histoire des Evêques de Nantes*, qu'on jonchait le sol des églises de jones et de feuilles aux fêtes solennelles après Pâques, usage qui s'est conservé pour la procession de la Fête-Dieu, et que, l'hiver, ces herbes étaient remplacées par de la paille.

même quelquefois des motifs de désordre, que de voir une portion du clergé marchant processionnellement, se détacher ainsi pour entrer dans une des églises ou des nombreuses chapelles échelonnées sur le parcours du cortège, et là, après une station, reprendre sa marche. Ceci se pratiquait surtout aux Rogations, ainsi que l'apprennent les titres de Saint-Saturnin, Saint-Clément, Sainte-Croix, Saint-Vincent, Saint-Denis, etc.....

La Collégiale possédait alors une bibliothèque, au sujet de laquelle nous avons rencontré quelques détails épars dans le *Livre des Anniversaires* et que nous réunissons ici.

En mars 1396, Pierre Brient, en son vivant recteur des écoles de grammaire de Nantes, donna à la Collégiale, pour servir au grand autel, un livre nommé Missel qui lui avait coûté quarante livres. En 1436, Raoul Mauvoisin, curé de Chantenay, donna un Missel, bon et complet, en lettres de forme, à l'usage de Nantes.

Le 6 août 1453, Jean d'Aulnay, paroissien de N.-D., qui mourut le 8 février 1458, donna pour commencer et former la bibliothèque de la Collégiale, quarante volumes de droit civil et canonique, et des différentes sciences divines et humaines, avec un volume contenant la Bible et la Légende dorée ⁽¹⁾.

En 1459, Jehan Symon, chanoine, donne un livre intitulé *Henri Bohic* ⁽²⁾, complet, en deux volumes écrits sur parchemin, avec un autre livre des Gloses clémentines, un Processionnal vulgairement appelé *Trophier* ⁽³⁾, et un autre petit livre propre à réciter les

(1) Johannes de Alneto, parochianus ecclesie B. M. certos libros suos tam juris civilis canonici quam certarum aliarum diversarum et divinarum scientiarum, qui libri tam de pargameno quam in papirio scripsi sunt pumeroque quadraginta cum voluminum in hoc comprehensum Biblia et Legenda aurea, et quos libros idem magister Johannes nobis et ecclesie nostre predictae pro inchoatione et inceptioe librarie dictae ecclesie libenter dedit. (*Livre des Anniversaires*.)

(2) BOMC (Henri), célèbre jurisconsulte du XIV^e siècle, conseiller du duc Jean IV. L'ouvrage sur lequel est fondée sa réputation est intitulé : *In quinque decretalium libros commentaria*, etc.... (Voir *Biographie Bretonne*, par LEVOT.)

(3) TROPHARIUM, *liber continens trophos*, c'est-à-dire les strophes ou versets qui se chantent à l'office. (DUCANGE.)

offices du chœur. En 1478, un autre chanoine, Georges Nourry, lègue un ouvrage intitulé *Opus insigne sancti Thome*. Enfin, par son testament du 24 janvier 1485, Georges Moreau, chefcier, lègue trente livres monnaie de Bretagne, applicables, à la construction de la bibliothèque de la Collégiale, que le Chapitre se propose, avec l'aide de Dieu, de bâtir dans peu de temps et non sans de grandes dépenses (1).

En 1500, Pierre Thomas, chanoine de Saint-Malo, recteur de la Bourdinière, au diocèse de Nantes, donne un certain nombre de livres de théologie, de médecine, de droit civil et canonique, et de grammaire, tels au surplus qu'ils sont désignés dans l'inventaire fait à ce sujet.

En citant le testament de Pierre II, l'abbé Travers (2) dit que, d'après cet acte, « deux cierges, en deux chandeliers d'argent, faisaient alors tout le luminaire du grand autel de la Collégiale. » C'est une erreur, qu'il pouvait éviter en se reportant à la fondation de l'office de la Présentation par Jean V, en 1430, dans laquelle il est expressément parlé de « treize cierges de cire ardents par chacune desdites heures dudit service. » Il s'agissait seulement des flambeaux des deux acolytes placés sur l'autel pendant la messe, au lieu de l'être sur des crédences, comme nous le voyons aujourd'hui. Outre les candélabres ou grands chandeliers rangés sur l'autel, il y avait dans le chœur le grand et le petit râteau, ordinairement en bois, dont le nom indique assez la forme pour qu'il soit inutile de le décrire, sur lesquels, suivant la solennité du jour ou des offices, on allumait plus ou moins de cierges. Le nombre en était fixé, et c'est pourquoi, dans les fondations, il n'est le plus souvent question que des quatre cierges allumés sur la tombe du défunt.

La fondation du double de Saint-Donatien et Saint-Rogatien

(1) *Summam trigenta librarum monete Britannie quam dedit et concessit ut per nos converteretur in edificationem et constructionem librerie dicte ecclesie, quam Deo dante in brevi edificari et construi facere non sine magnis expensis speramus. (Livre des Anniversaires, fol. III^{xx} XII.)*

(2) T. I, p. 408.

en 1447, par Jean Bouschart, prêtre originaire du Marchix, contient les recommandations suivantes : « Aux quatre heures principales, on allumera les cierges du râteau, quatre grands cierges seront placés devant le pupitre et au grand autel, selon l'usage, et deux pilets dans les candélabres (1). » Par acte du 19 juillet 1474, le Chapitre s'engagea envers les exécuteurs testamentaires de G. Nourry, « à faire servir, continuer et maintenir ou temps à venir à jamais en perpetuel, le rasteau du cueur garny et remply de vingt cierges de cire allumés et ardens durant les offices des fêtes et solemnités de la Purificacion, Annunciation, Visitacion, Nativité et Concepcion Nostre-Dame. » Peine pour laquelle le sacriste touchera chaque année dix sous de rente. Enfin un acte de 1485 mentionne encore les cierges allumés sur les candélabres et les râteaux (2).

A la fin du xv^e siècle, nous ne savons au juste ce qu'était la sonnerie de la Cathédrale, qui plus tard fut très-renommée (3).

(1) Cerei rasti accendantur in quatuor principalibus horis, et ponantur quatuor magni cerei coram pulpito et maius altare, ut predictis festivitibus, et duo pileti in candelabris, et thus ponatur et detur sicut consuetum est et etiam cum sono maiorum orgalium. (*Livre des Anniversaires*, fol. XLVII.)

(2) Cum cereis ad candelabra ac rastellis ardentibus. — In rastello seu ligno transversali choris hujus ecclesie. (*Ibid.*)

(3) Voici le mémoire de la sonnerie de la Toussaint 1691, payé par M. Bécigneul, intendant de la fabrique de la Cathédrale : (Archives du Chapitre.)

Pour 27 hommes qui ont sonné les clas (*sic*) des premières vespres matines et secondes vespres du jour et fête de Toussaint, à raison de 10 sous chaque homme, ce sont 13^{fr} 40^s

Pour l'appeau du sermon. 00 40

Sur quoi MM. les sacristes payent deux livres, ainsi M. l'intendant ne paye que douze francs pour la sonnerie cy-dessus.

Pour les cinq clas des morts qu'on sonne pendant les vespres à huit heures du soir, pendant les matines à l'entrée et à la sortie de la grande messe, qui se payent à 39 hommes qui doivent sonner ou relever les autres, à raison de 15 sous chacun. 29 05

Pour deux appeaux dont on sonne le premier avant les vespres, l'autre devant la messe. 1 00

Pour deux livres de chandelles. 00 10

44^{fr} 15^s.

Ainsi la sonnerie du jour de la Toussaint coûtait annuellement 44 livres 15 sous.

A cette époque, celle de Notre-Dame n'était pas sans quelque mérite, sinon sous le rapport du poids ou de la dimension des cloches, au moins sous celui du nombre et de la beauté du son. Il y avait d'abord les deux grosses cloches (*majores seu grossæ campanæ*), désignées souvent sans plus de détails. Une troisième se nommait Marie, c'était celle qui servait à réunir le Chapitre pour ses assemblées et les offices ordinaires; deux autres s'appelaient les Terseulz, soit du nom de leurs donataires, soit plutôt en raison de leur accord; puis venaient les trois petites (*minores seu parvulæ campanæ*). Plusieurs fois elles sont nominativement désignées dans les titres, ou réunies sous la dénomination de toutes les cloches, et dans presque toutes les fondations une somme est attribuée au sacriste pour cet usage. (*Omnia et singula cymbala seu tympana pulsabuntur seu trahentur.*)

Outre les joyeuses volées qui conviaient les fidèles aux fêtes sacrées, la *Tricotaine* annonçant les baptêmes, les glas funèbres invitant à la prière pour un agonisant, un trépassé ou un anniversaire, l'église de Nantes avait anciennement une manière de sonner qui lui était propre et particulière, ainsi que nous l'apprennent des actes de 1401 et 1432 du Livre des Anniversaires. « *Quod tenebitur idem sacrista, illa die more ecclesie Namnetensis pulsare* (1). » Alors, bien plus qu'aujourd'hui, on usait des cloches, et si l'on se reporte à la quantité des établissements religieux, à la multiplicité des offices, et aussi à la moindre étendue des villes, ce devait être tous les jours un assourdissant carillon, qui n'offusquait pas les oreilles de nos pères, mais que notre tympan délicat ne pourrait endurer aujourd'hui.

Dès l'an 1410, le chanoine Jehan de la Rive avait fait un legs aux professeurs de musique et de grammaire. La Psallette de Notre-Dame, rivale de celle de la Cathédrale, existait évidemment bien avant ce temps, où nous rencontrons la première mention écrite de son existence. Camille Mellinet, dans son ouvrage intitulé *De la Musique à Nantes*, ne cite pas à son sujet de

(1) Fol. xxiv et xxxiii.

pièce antérieure à 1772 (1). Le chœur de la Collégiale était nombreux et bien dirigé. On n'y était admis qu'après un sévère examen, sur la lecture, la psalmodie et le chant. En 1465, le Chapitre afferme, pour 40 sous par an, un jardin à « Missire Guillaume Rolland, presbtre TÉNORISTE, » sous la condition qu'il « fera résidence continuelle au service de ladite église. »

La désignation de ténor prouve qu'on employait à N.-D. différentes sortes de voix, et les statuts du Chapitre, qui contiennent un article spécial pour la Psallete, confirment cette assertion. En effet, ils ordonnent de ne choisir que des enfants propres à apprendre la musique et doués d'une voix pure et harmonieuse. Ils feront partie de l'institution de la Psallete pendant la durée de leur voix enfantine, mais seront admis au nombre des bacheliers aussitôt qu'elle commencera à muer. Aux dimanches et fêtes, ces enfants doivent chanter d'une manière douce et empreinte de piété, avec la solennelle et lente accentuation qui convient aux louanges du Seigneur, en évitant le ton léger et voluptueux de la musique profane, afin que leurs prières soient plus agréables à Dieu et aux hommes. « *Dulciter decantare habeant cum devotione et tractu moroso, sine quocumque lenitalis et dissolutionis signo, ut ipsorum laudes et preces esse possint Deo et hominibus gratiores.* »

Un article des mêmes statuts prescrit aussi, pour la psalmodie du chœur, de chanter avec ensemble, et de se conformer au rythme suivant l'usage des différentes solennités. Les choristes doivent surtout avoir soin d'observer la consonnancé, de ne pas oublier les syncopes, ni d'aller trop vite. Ils doivent chanter les psaumes intelligiblement et distinctement, en faisant une pose convenable à la mesure ou au milieu du verset, et ne jamais commencer une strophe avant que de l'autre côté du chœur la précédente soit terminée.

Avant 1447, il n'est aucunement parlé des orgues de Notre-Dame, ce qui cependant ne veut pas dire qu'elles n'existaient pas, car ces instruments étaient connus à Nantes antérieurement à

(1) Volume in-18, imprimé en 1837, p. 73 et suiv.

cette époque. On lit dans la fondation du double de la fête de St-Donatien et St-Rogatien (*etiam cum sono maiorum orgalium nostre ecclesie*), avec le son des grandes orgues de notre église, expressions qui démontrent naturellement l'existence de petites orgues, par opposition aux grandes. Depuis lors, on rencontre fréquemment la mention des orgues de la Collégiale, pour le jeu desquelles il était accordé à l'organiste dix deniers (par messe chantée).

La Psallette avait deux professeurs, dont l'un avait l'administration de la maison, longtemps composée de six enfants, puis enfin de quatre. L'un des professeurs était spécialement chargé de l'enseignement de la musique, toujours citée en premier lieu, et l'autre de la grammaire et des éléments des sciences. Par acte du 7 juillet 1464⁽¹⁾, le chanoine Jean Symon donna à cet établissement, alors que les enfants en étaient sortis, en raison de la peste qui sévissait à Nantes, « une maison, courtilz et vigne, joignant le tout ensemble, siis en la paroisse St-Donatien. La dite maison garnie d'une cuve essevante seix pippes de vin, deux grans tonneaux essevans cinq pippes de vin, troys grandes foullouères, lesquels sont touz neufs, deulx aultres foullouères faictes d'une pippe, deulx aultres petites foullouères faictes d'une buce, et ung petit prainsouer garni de ce qui lui appartient. Lesquelles quatre petites cuves sont pour servir au dit prainsouer. » Divers autres objets mobiliers, plus trente-sept sous de rente dus par plusieurs personnes, sont compris dans cette donation, faite à conditions de prières et oraisons par les enfants pour leur bienfaiteur⁽²⁾.

En 1467, Jean Bernard, également chanoine, lègue à la Psallette de Notre-Dame « son manucordion pour aprendre es enfans⁽³⁾. »

(1) *Livre des Anniversaires.*

(2) *Livre des Anniversaires.*

(3) Arch. départ., *Fonds de Notre-Dame.* — *Manichordion, manicorde ou claricorde*, instrument en forme d'épinette. Il a cinquante touches et soixante-dix cordes, qui portent sur cinq chevalets, dont le premier est le plus haut et les autres vont en diminuant. Il y a vingt cordes doubles à l'unisson dans les basses. Scaliger dit que le claricorde est plus ancien que le clavecin et que

Les statuts du Chapitre, dont il vient d'être question, ne sont que la seconde rédaction de ce code ecclésiastique. Nous ne possédons ni la première ni la troisième. La copie qui en existe encore est un manuscrit latin, datant de 1499, composé de xvii folios de parchemin, reliés dans le format petit in-quarto, couvert en peau jadis violette. Établis peu après l'érection de la Collégiale, réformés, augmentés et corrigés en 1499, adoptés le 21 août de cette même année, et soumis au visa épiscopal, ils restèrent en vigueur pendant deux cent quatre-vingt-neuf ans, c'est-à-dire d'août 1499 à août 1788. Alors, ils furent de nouveau l'objet d'une révision complète et de grands changements nécessités par les modifications importantes que subit la constitution organique du corps capitulaire de Notre-Dame.

Quoique particulier à la Collégiale, ce règlement renferme des détails inédits sur les usages ecclésiastiques, sur l'administration intérieure, et des renseignements qui sont loin d'être dépourvus d'intérêt. Dès les premières lignes, on remarque l'humble respect porté à l'évêque, et le souhait fraternel adressé aux autres lecteurs : « Reverenciam cum honore tanto patri debitam, ceteris vero salutem et fraternam ac mutuam in domino caritatem, etc.... » On y traite d'abord ce qui a rapport à la vie et l'honnêteté du chefeier, aux devoirs de sa charge, à sa résidence, à son pouvoir et au serment qu'il prêtait en prenant possession de sa dignité. Les mêmes observations se reproduisent à l'égard du chantre. Puis, viennent successivement les paragraphes concernant les chanoines, leur réception, les chapitres ordinaires et généraux, les chanoines non promus aux ordres sacrés, la résidence, les prébendes contentieuses, la garde des clefs et du sceau du Chapitre, le serment des chanoines, de la conservation des archives, la défense expresse de ne jamais vendre, aliéner, dissiper l'argent

l'épinette, mais il ne lui donne que trente-cinq cordes. En général, c'est le même instrument que l'épinette ; mais dont le son est étouffé, parce que les sautereaux sont plus garnis de drap. (*Essai sur la Musique ancienne et moderne*, Paris, 1780, t. I, p. 301.)

ou les domaines de l'Église, le secrétaire du Chapitre et du chœur.

L'article des distributions quotidiennes prescrit aux chanoines d'entrer au chœur avant la fin de la première oraison et de rester à la dernière oraison de la messe, pour l'assistance de laquelle ils toucheront deux deniers. De même pour les matines, où ils touchent quatre deniers, et pour les vêpres, où ils en touchent deux, ils doivent être présents avant la fin du premier psaume, et attendre pour se retirer la dernière oraison; autrement ils n'auront droit à rien. Aux offices de Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, l'Eucharistie (Fête-Dieu), la Toussaint, Noël, l'Épiphanie et toutes les fêtes de la Vierge, les distributions seront doublées. La même exactitude est ordonnée pour les messes et offices de fondation.

Comme il arrive souvent que des chanoines sont en même temps membres du clergé d'une autre collégiale ou cathédrale, afin qu'on ne reproche point aux prêtres de Notre-Dame le crime d'avarice, il est expressément défendu de recevoir les honoraires d'assistance aux offices de N.-D., si on y assiste dans une autre église, sous peine de restitution.

Après l'énumération succincte des raisons de légitimes excuses, se trouve indiquée la peine infligée à ceux qui pendant la durée des offices se permettent l'entrée du chœur sans le vêtement ecclésiastique ou au moins le surplis, qui sont pour les chanoines de dix deniers, quatre pour les chapelains, deux pour les bacheliers et la verge pour les enfants. (*Pueri vero per magistrum Psallite aut succentorem cum virga punientur.*)

Le moulin du pont de la Belle-Croix avait été donné pour le pain du Chapitre, c'est-à-dire le pain que tous les matins on distribuait à chaque chanoine. Il était de fine fleur de farine, et d'une consistance assez ferme, broyé et avec peu de levain.

Pour avoir part à cette distribution, chaque chanoine devait verser la somme de vingt-six écus d'or, et, après la mort de chacun de ceux qui avaient rempli cette formalité, les héritiers ou serviteurs devaient avoir part à cette même distribution pendant trente jours.

Le vicaire perpétuel, les maires chapelains, le sous-chantre, le sacriste, le prévôt ou receveur et intendant général de l'église, ont leurs attributions respectives définies et déterminées.

En ce qui concerne les habits ecclésiastiques, les chapelains et choristes de N.-D. sont tenus d'avoir et de porter des capes noires, depuis les secondes vêpres des Morts du jour de la Toussaint jusqu'aux vêpres de la veille de Pâques, sous peine de perdre tout droit aux distributions. Car il est convenable, disent les statuts, qu'un habit différent ne distingue pas ceux qu'un même esprit anime et rassemble dans le sein du chœur pour le service de Dieu. Le reste de l'année, ils porteront des surplis blancs et propres. Les maires chapelains, le sous-chantre et les prêtres attachés porteront des aumuces de peau d'écureuil. (*Almucias de pelliciis escuriorum*, gallice d'escureux.)

Si du chœur nous remontons aux chanoines, nous voyons que ceux-là seuls qui étaient dans les ordres sacrés pouvaient porter sur la tête l'aumuce grise (*almuciam griseam super caput deferre*), tandis que les autres devaient être tête nue et avoir le bonnet (*biretum*) sous le bras. L'aumuce, dit Travers ⁽¹⁾, fut plus tard remplacée par un riche camail. Le Chapitre n'approuvait pas que les chanoines se distinguassent par de riches aumuces, dont l'usage était réservé aux dignitaires, ou fissent usage de souliers pointus ou à bec d'oiseau (*salutares rostratos*). Le costume des chanoines de Notre-Dame était le même que celui des membres du chapitre de la Cathédrale.

(1) T. II, p. 81.



INTRODUCTION

A

L'ÉTUDE DES BIJOUX,

PAR

M. F^é PARENTEAU.



Les bijoux sont vieux comme le monde, et leur origine se perd dans le berceau de l'humanité. La *Genèse* nous apprend que l'homme, après sa chute, rougit de sa nudité, et que Dieu, plein de compassion pour ses misères, lui donna des fourrures pour se couvrir : « Fecit quoque Dominus Deus Adæ et uxori ejus tunicas pelliceas, et induit eos ⁽¹⁾. » Bien que les Livres saints n'en disent rien, nous pensons que le Créateur joignit à ce cadeau une boucle, pour que notre premier père pût attacher solidement sa tunique, et donna à la première Ève une agrafe qui lui permit de draper avec goût la sienne. Maintenant, que sont devenus ces bijoux empruntés à un écrin céleste? Nous l'ignorons. Peut-être sont-ils conservés au Musée du Louvre ou au Musée de Cluny? Nous avouons ne pas les avoir reconnus; mais nous avons l'intention bien arrêtée de nous adresser à M. l'abbé Cochet, le savant auteur de la *Normandie souterraine*, ou à M. Boucher de Perthes, l'heureux explorateur des silex de Moulin-Quignon, qui les découvriront sans aucun doute et nous renseigneront. En attendant que nous soyons édifiés sur ce point, quittant l'époque anté-historique et arrivant dans nos contrées de l'ouest de la France, comme point de départ, nous mentionnerons : 1^o les colliers en coquillages percés trouvés dans le tumulus de Bougon (Deux-Sèvres), aujourd'hui déposés au Musée de la ville de Niort : produits grossiers d'une peuplade sauvage; bijoux primitifs, on en conviendra. En second lieu, les beaux colliers et bracelets du tumulus de Tuniac

(1) *Genèse*, cap. iii, v. 21.

(Morbihan), qui enrichissent le Musée de la ville de Vannes : ce sont de petites poires en agates ou jades variées de couleurs et admirablement polies, bijoux dus à un art plus avancé et à une civilisation en progrès; l'âge de pierre est arrivé à son apogée.

On a voulu faire de belles dissertations sur la provenance des matières premières, jades ou agates, employées pour la confection des perles ou poires du tumulus de Tuniac; l'Irlande, l'Égypte et les rivages de la Méditerranée ont été mis à contribution. Nous ne saurions partager cette manière de voir, et pensons qu'il suffisait d'aller explorer les rives de l'Océan, en particulier Sainte-Marie et Préfaille, pour y trouver des galets identiques, chaque jour ramassés dans les sables par les baigneurs. L'Archéologie devrait toujours prendre la ligne droite : « *Linea recta brevissima*, » et laisser les chemins de traverse à la Poésie et à la Rêverie. Je possède deux haches celtiques faites avec les mêmes galets.

L'âge de pierre arrivé à son apogée, ainsi que je viens de le dire, les métaux ne sont pas loin : le premier en date, l'or, ne tarde pas à paraître ; nous le rencontrons à quelque distance sous les roches druidiques de Plouharnel, de Port-Saint-Père, etc. Ce sont des colliers d'or martelés, des bagues d'or à crochets sans soudure, des boucles d'oreilles formées d'un simple fil tordu : l'or est allié à l'argent ; c'est le produit des lavages des sables aurifères. Je possède deux ou trois bijoux de cette époque. — Puis vient le cuivre ; plus tard, le bronze, l'argent, et le fer, le dernier de tous par son rang, et le premier au point de vue des services rendus.

Arrivé à l'époque gauloise et aux premiers bijoux d'or, je tiens à constater que, depuis l'époque druidique jusqu'à nos jours, la chaîne n'a jamais été brisée, et que l'orfèvrerie est restée le premier des arts. Fidèles aux traditions de leur première mère, les filles d'Eve ont cherché à plaire, et les bijoux, on doit le reconnaître, leur ont été d'un grand secours dans cette noble et utile mission. Une collection de bijoux est chose curieuse : que de secrets elle peut révéler à ceux qui savent l'interroger !

Depuis vingt ans, je me suis imposé la tâche pénible, mais non quelquefois sans charmes, de réunir les bijoux qui forment ma collection. Plusieurs découvertes importantes soigneusement recueillies, des acquisitions et quelques échanges ont beaucoup contribué à l'augmenter. Si j'ai dû quelquefois reculer devant les exigences des détenteurs, les prix de certains objets n'étant pas en rapport avec les ressources restreintes de mon budget, ce sont là de rares exceptions. Puis, avouons que si tous les désirs étaient réalisés aussitôt que formés, les bonnes fortunes archéologiques perdraient bien de leurs charmes; on serait promptement blasé. — Ceci soit dit en passant, à titre de consolation.

J'ai pris soin d'enregistrer avec exactitude les diverses circonstances ayant accompagné la découverte des bijoux ou leur entrée dans mon cabinet. Ces notes m'ont été d'un grand secours pour la rédaction de mon Catalogue et les attributions. — Mes dessins seront faits sinon avec talent, du moins avec une conscience et une exactitude poussées au scrupule; ils pourront, jusqu'à un certain point, remplacer les bijoux eux-mêmes, s'ils venaient à disparaître : car, au moment où j'écris ces lignes, l'avenir est bien incertain et le présent nous appartient à peine. — Il y a quelques années, je montrais ma collection à un ouvrier sculpteur dans une maison d'ébénisterie de Nantes. Notre homme était élégamment vêtu, avait de bonnes manières et un langage facile. Naïvement, je croyais que la pratique du dessin avait dû le familiariser avec les objets d'art et les lui faire aimer; puis, je dois l'avouer, j'avais toujours eu la folle pensée de moraliser le peuple par les arts. Pour mon début, je tombai mal. Après quelques minutes d'examen, les yeux de mon homme s'animèrent, et il me dit avec cynisme : « C'est bien laid, tout cela; mais, après tout, je comprends, une collection de bijoux, ça a de la valeur, et, en les vendant au poids, on pourrait vivre quinze jours avec ! » J'en restai là de ma propagande; — mais, en vérité, ce n'est pas rassurant.

CHRONIQUE.

Le 24 juin 1861, dans le *Bulletin de la Société Archéologique*, page 469, je signalais à nos bienveillants lecteurs, un dépôt d'objets celtiques de l'âge de Bronze, découvert dans la commune du Port-Saint-Père. Depuis cette époque, deux autres découvertes d'objets identiques ont été faites dans notre Bretagne : je veux parler de la trouvaille de Questembert, dont M. le docteur C. de Closmadeuc a rendu compte dans le *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1^{er} semestre 1863, page 10, article accompagné de deux planches ; en second lieu, de la découverte de Plouguerneau, près Brest, dont personne n'a rendu compte, que je sache, et dont les épaves sont arrivées jusqu'à nous. Parmi les objets les plus curieux, je signalerai un peigne en bronze pour la crinière des chevaux, et la boîte en bronze pour le moyeu d'un char gaulois : elle ressemble beaucoup à nos boîtes de roues actuelles, j'allais dire aux essieux patents ; seulement, au lieu de se fixer avec une vis, elle s'adaptait à l'essieu au moyen d'une forte clavette ou goupille. Je crois cette pièce parfaitement inédite et d'un haut intérêt. La Société se réserve de la faire graver dans une des prochaines planches de son *Bulletin*.

Une remarque qui s'applique à toutes ces découvertes, c'est que tous les objets usuels qui les composent sont brisés et la plupart usés et hors de service. Je crois, dans tous les cas, qu'on doit y voir une masse de débris, attendant la fonte, le fondeur ambulant peut-être ? usage qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, dans les communes rurales, pour la fonte des cloches, et dans les habitations domestiques, pour la vaisselle d'étain.

Je ne pense pas qu'on puisse y reconnaître un mobilier funèbre brisé dans la crainte des violateurs de sépultures. Je me range donc complètement à l'avis de MM. Fillon et de Closmadeuc, sur ce point.

Un *aureus* d'Othon, au revers de *securitas*, une des pièces les plus rares de la série impériale, a été rencontré à quelque distance de Savenay, lors des fouilles du chemin de fer. Arrivé à Nantes, chez un orfèvre, il a été vendu à un marchand de monnaies de la Capitale.

Fé P.

EXTRAITS

DES

PROCÈS - VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1863.

Présidence de M. l'abbé Cahour, vice-président.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

La Société reçoit, pour sa Bibliothèque, les publications suivantes :

1° *Les Beaux-Arts, revue de l'art ancien et moderne*, tome VI, 4° livraison;

2° *Congrès scientifique de France*, 30^e session, à Chambéry. Programme des questions proposées;

3° *Congrès archéologique de France*, XXVIII^e session, année 1861, un vol. in-8°;

4° *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1862, nos 2, 3 et 4, avec supplément.

Après communication de la liste qui précède, le Président invite M. Petit à vouloir bien communiquer les divers dessins de la tour et du donjon de Pirmil dont il a été question à la séance de mars. Ces curieux dessins, qui donnent une idée très-exacte de la tour et de ses dépendances, sont appréciés comme il convient par les membres de la Société.

M. Parenteau dépose sur le bureau un tableau allégorique sur vélin, dont M. Theo, de Nort, son propriétaire, propose l'acquisition. La Société émet un avis favorable à cet achat, et charge M. Parenteau de traiter avec M. Theo, pour le mieux des intérêts de la Société archéologique.

M. Parenteau annonce que les objets provenant du Musée Campana, destinés au Musée d'Archéologie, sont arrivés à Nantes, sans accident, mais après avoir fait fausse route. Adressés à M. le Maire de Nantes, ils ont été transportés au Musée de Tableaux, déballés et installés comme propriété municipale, et il a fallu l'intervention du Ministre d'État pour que le Musée d'Archéologie n'en fût pas dépossédé, l'Administration municipale et la Commission du Musée de Peinture tenant fort à ne s'en point dessaisir, alors qu'elles n'avaient fait aucune démarche pour les obtenir.

L'incident est aujourd'hui vidé, et les objets en question vont prendre le chemin de l'Oratoire.

L'ordre du jour appelle la lecture de la note de M. l'abbé Cahour, sur SS. Donatien et Rogatien.

Dans ce travail, aussi élégamment écrit que judicieusement élaboré, M. Cahour s'applique à combattre les parties du Mémoire de M. Guignard qui tendent à établir que le christianisme ne pénétra dans nos contrées qu'au III^e siècle, et diverses assertions plus spécialement relatives aux saints martyrs. Étayant son opinion bien moins sur la tradition que sur les écrits qui nous restent, et surtout sur le texte d'Hélye ou Hélyas conservé, comme on sait, à la Bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris, M. Cahour ne peut admettre, quelque savantes qu'elles puissent être, les déductions nombreuses que M. Guignard a tirées des divers auteurs qui ont écrit sur cette question, si importante et si controversée, des origines du christianisme dans les différentes parties de la Gaule.

M. Guignard prend à son tour la parole pour soutenir sa thèse, en réfutant un à un les textes, y compris celui du chancre Hélye, dont M. Cahour a cru pouvoir appuyer son opinion, et, vu l'heure avancée, le Président prononce la clôture de la discussion.

M. Marionneau donne communication de notes archéologiques que lui ont fournies ses pérégrinations dans le Midi de la France et aussi dans nos contrées. C'est ainsi qu'il fait circuler parmi ses collègues des pointes de silex en forme de fers de flèche, connues sous le nom de Pierres d'orage, et trouvées dans les landes du canton de Castelnau (Gironde).

Revenant du pays de Médoc par Vertou, il raconte ses découvertes dans ce pays, en signalant à l'attention de la Société le dolmen de la Salmonnière, ou du moins les ruines d'un monument qu'il considère comme tel, puis encore le menhir de la Haute-Lande, au N.-E. de l'église des Sorinières.

La lecture de ces notes, écrites avec le style pittoresque et imagé bien connu de leur auteur, est écoutée avec une attention soutenue, et les remerciements de l'assemblée à M. Marionneau lui prouvent l'intérêt de sa communication.

La séance est levée.

SÉANCE DU 5 MAI 1863.

Présidence de M. E. de Kersabiec.

Sont déposés pour la Société, par M. le Président, les ouvrages suivants :

1^o *Revue des Sociétés savantes*, mois de Février 1863, dans lequel on cite une feuille de dessins et un Mémoire de M. Marionneau sur des antiquités trouvées à Vertou et à Saint-Nazaire, Loire-Inférieure ;

2° *Mémoires lus à la Sorbonne*, ces deux volumes envoyés par M. le Ministre de l'Instruction publique ;

3° Le *Bulletin de la Société polymatique du Morbihan* ;

4° Quatre livraisons de la *Revue des Beaux-Arts* ;

5° *Les Touaregs*, par M. l'abbé Ch. Loyer, ancien curé de Laghouat, membre de notre Société, etc...

Les Touaregs, dit notre savant confrère, sur lesquels nous avons lu, pendant leur séjour à Paris (mai 1862), des articles où de nombreuses erreurs se trouvaient mêlées à de très-rares vérités, forment une population d'environ 200,000 âmes, campée dans l'espace compris entre le 0° et le 15° degré de latitude septentrionale de l'Afrique. Avec une adresse et une constance qui l'honorent, autant qu'ils relèvent aux yeux des Arabes notre pays, M. le maréchal Randon, alors gouverneur de l'Algérie, réussit à s'aboucher avec ces hommes ombrageux, prévenus et fanatiques. Les résultats de ce succès sont précieux et immenses pour le commerce et la prospérité de notre colonie. Une digression historique des plus intéressantes, sur l'origine, les mœurs, les usages et le costume des Touaregs, terminée par une légende originale et inédite qui explique à sa façon *pourquoi les Touaregs se voilent le visage*, rend la brochure de M. Loyer aussi attrayante qu'instructive et amusante.

M. le Président lit une lettre de la Société d'archéologie de Constantine, annonçant sa formation. Il est décidé qu'on en accusera réception en demandant l'échange des Bulletins.

M. Van Iseghem prend ensuite la parole, au sujet de la démolition, dans les fossés du Château, d'un pan de mur ancien qu'il voit disparaître avec regret. C'est l'un des derniers jalons qui servaient à rattacher à la vieille forteresse, les murailles entourant jadis la Motte Saint-Pierre. Malgré les dessins et plans qui retracent encore l'aspect de ce côté des fortifications de la cité nantaise, il est malheureux de voir ainsi s'effacer les traces de cette enceinte. Plusieurs membres se rangent à cette opinion.

M. Marionneau ajoute quelques notes à son travail lu à la dernière séance, sur le canton de Vertou, et dépose sur le bureau une empreinte en cire rouge d'un sceau ecclésiastique du XVII^e siècle. Dans un écusson de gueules, sommé d'une mitre, se trouvent deux crosses adossées. La légende : SCEAU DE LA JURIDICTION DE MOUAIS, indique son usage.

M. de la Nicollière, inscrit à l'ordre du jour, lit l'Introduction de la monographie de l'Église Collégiale de Notre-Dame de Nantes.

SÉANCE DU 2 JUIN 1863.

Présidence de M. E. de Kersabiec, président.

Après avoir donné connaissance d'une allocation de 350 francs accordée

à la Société, par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à titre d'encouragement, M. le Président dépose sur le bureau :

- 1° Deux numéros du *Journal des Sociétés savantes*;
- 2° Les Mémoires publiés par la Société des Deux-Sèvres;
- 3° Une livraison de la *Revue des Beaux-Arts*;
- 4° Un numéro du *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*;
- 5° Plusieurs autres brochures.

M. Parenteau présente une hache au manche de fer, trouvée à Machecoul, dans des démolitions, et qui porte le caractère d'une époque assez reculée.

M. de la Nicollière offre au Musée une inscription qui se trouvait dans la vieille église de Bourgneuf, et dont il a obtenu la cession du curé de cette paroisse. Elle a déjà été publiée par M. Chevas, dans son travail sur l'arrondissement de Bourgneuf, mais d'une manière fautive. Voici sa vraie et bonne lecture :

Dame de bon port suy nomée
Aire au dimenche consacrée
De May estant le quatorziesme
Mil cccc cinquante outiesme
Artur duc de Bretaigne lors
René et Anne de Rays seignors
Raoul Morean Rector maist-scolle
De Nantes chanoine Dieu les absolle.

L'ordre du jour appelle la lecture, par le même membre, de l'histoire du prieuré de Toute-Joie, première institution de Notre-Dame, qui, au milieu du xv^e siècle, fut transporté dans la rue de Verdun, cédé aux pères de l'Oratoire, et supprimé en 1790, puis des commencements de la Collégiale, érigée en 1325, par l'évêque Daniel Vigier. De consciencieuses et longues recherches donnent à ce travail un intérêt tout local, qui excite au plus haut degré l'attention et la sympathie des auditeurs.

La séance est levée.

ANALYSE DES PROCÈS-VERBAUX

DES

SÉANCES DU 9 AOUT 1845 AU 7 DÉCEMBRE 1858.

(Suite. — Voir ci-dessus, page 12.)

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Mauduit présente une statuette de fer curieuse par sa forme assez grossière. Après un examen sérieux, on la croit d'une main moderne inhabile. — M. Bizeul offre, comme don de M. Thiollet, le moulage d'un vase à têtes en relief. La Société vote des remerciements au savant de l'Yonne. — M. Bizeul a vu à Paris un canon orné des armes de Richelieu, qui vraisemblablement présentait le même type que la célèbre Marie-Jeanne. M. de Bejarry avance, à cette occasion, que c'est à tort qu'on croit avoir possédé cette pièce historique au château de Nantes, car il est de tradition qu'elle fut coulée dans la Loire pendant les guerres de la Vendée. — Enfin, M. de la Borderie termine la séance par la communication d'un travail intitulé : *Considérations sur la géographie féodale de la Bretagne*, dont le but est de tracer l'étendue et la puissance des principales seigneuries de la province. Cette étude, pleine de recherches et d'enseignements, est écoutée avec une sérieuse attention.

SÉANCE DU 4 JUIN 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président dépose sur le bureau une Notice sur la cathédrale de Bourges par M. de Girardot et le tome XVIII^e des *Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy*. M. Nau fait hommage au Musée de briques émaillées, style xvi^e siècle, provenant de la chapelle du château de la Tour, en Orvault. M. Dague-Dubois présente des médailles romaines données au Musée par M. Germain, commissaire-priseur à Nantes, et M. Pradal en ajoute quelques autres au nom de M. Moriceau. M. Pradal montre ensuite un fragment de bas-relief en bois représentant un saint mitré et armé d'une discipline. Cette sculpture, qui provient de la ville d'Amboise, n'est pas sans mérite : on en décide l'acquisition. Des remerciements sont adressés aux donateurs de ces divers objets. — M. Bizeul rend compte d'un voyage qu'il vient de faire en Bretagne. Ses explorations ont porté successivement, dit-

il, sur Josselin, où l'on achève la prétendue restauration du tombeau de Clisson ; sur la Chaise, dont le château a été remplacé par une prairie et dont l'église offre quelques détails qui semblent du ^{xiv}^e siècle ; sur Régigny, qui croit avoir le tombeau de saint Clair, tombeau n'offrant du reste aucun caractère d'antiquité, et sur sa chapelle curieuse par ses deux nefs ; sur d'anciens retranchements situés à Vadenac, et les débris d'une voie romaine qui conduisait de Vannes à Corseul. Cette relation est écoutée avec un vif intérêt. — M. Nau demande des renseignements sur l'état d'une peinture murale de la chapelle de Clisson, à Josselin, qui représente une danse macabre. M. Bizeul apprend que cette fresque détériorée, dont on ne prend aucun soin, est aujourd'hui presque invisible. — M. le Président communique le programme du Congrès de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy, 4^e section, intitulée : *Archéologie et Histoire*. — M. Verger, chargé par la Société d'acheter à la vente Suc une tête moulée du général Charette, apprend que ses démarches ont été infructueuses, par suite d'un malentendu, qui, du reste, n'est pas sans remède. Le moule est aux mains de M. Grootaers, qui fera un exemplaire si la Société le demande. — M. le Président manifeste le désir qu'une société ayant pour but de collectionner les gravures faites dans le département ou dues au burin d'artistes de ce pays, se fonde à Nantes, à l'instar de celle qui existe dans le Bas-Rhin, qui, grâce à sa minime cotisation, compte nombre d'ouvriers parmi ses membres et possède déjà un cabinet d'une richesse extrême. Sans doute la Loire-Inférieure n'est pas placée dans des conditions aussi heureuses que le Bas-Rhin ; mais quelques efforts pourraient être tentés avec succès. Ce n'est là qu'une première ouverture, qui sera suivie, s'il y a lieu, d'une proposition sérieusement méditée.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Après avoir appelé l'attention de la Société sur les *Anciens Évêchés de Bretagne* (diocèse de Saint-Brieuc), de MM. A. de Barthélemy et Geslin de Bourgogne, et sur un dessin du *Bulletin monumental* de M. de Caumont représentant une espèce de baignoire de l'époque romaine, qui rappelle la découverte faite, il y a quelques années, dans la vigne de M. Duplessis, à Oudon, M. Bizeul communique une analyse de l'ouvrage de Fournier sur les fouilles faites à Nantes au commencement du siècle. Ce manuscrit, conservé à la Bibliothèque publique, présente un véritable intérêt au moment où chaque rue de la ville se trouve par hasard fouillée par l'ouverture des tranchées nécessaires à l'installation du service d'eau. — M. And Guéraud répond ensuite à certaines objections qui lui avaient été adressées au sujet de l'authenticité de la tradition relative au monument élevé sur le lieu du supplice de Gilles de Rais, dont on voit les ruines sur la chaussée de la Magdeleine de Nantes. Il

dit que ce petit édifice devait être un calvaire; car Alain Bouchart, qui vivait à la fin du ^{xv}^e siècle, indique le lieu du supplice de Gilles en la *prée de Bièce, joygnant les pons de Nantes, où est une croix de pierre* (*les Grandes Chroniques de Bretagne*, édition de 1532, p. 168); et Travers, qui perpétue la tradition, fixe de nouveau l'endroit en disant que l'on y voit *les images de la sainte Vierge, de saint Gilles et de saint Lau* (*Histoire de Nantes*, t. I^{er}, p. 539), sans dénommer le monument, preuve qu'il était en ruines dès cette époque. Un examen attentif des restes qui existent encore porte à les croire non ceux d'une chapelle, comme on l'a supposé, mais bien la base ornée de trois niches à dais d'un calvaire expiatoire érigé au ^{xv}^e siècle, époque à laquelle la Bretagne vit s'élever de nombreux calvaires du même style. — Enfin, M. And Guéraud lit une *Notice sur les châteaux de Verdelles et Juigné*, destinée à paraître dans le grand ouvrage que publie M. de Wismes sur le Maine et l'Anjou.

SÉANCE DU 7 AOUT 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — En réponse à M. Bizeul, qui, dans la séance précédente, avait dit n'avoir trouvé aucune trace de l'incendie de Nantes en 1118 dont parle Fournier dans un manuscrit, M. Thibeaud, avocat, indique plusieurs auteurs qui ont rapporté ce fait, et cite notamment Lebeau et d'Argentré. — M. Dague-Dubois soumet à la Société un panneau sculpté qui semble du ^{xvi}^e siècle, présentant divers sujets de la Genèse, et auquel adhère une serrure remarquable. — M. le Président communique une lettre de M. le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Inférieure annonçant l'approbation, en date du 15 mai 1855, du projet de *Statuts de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure*. — M. Vandier lit un Rapport sur les fouilles de Nantes. Il rappelle qu'au 1^{er} mars dernier, lors de l'exécution des travaux pour l'établissement des conduites d'eau, une commission fut nommée pour surveiller les découvertes qui pourraient y être faites. Nommé rapporteur, il vient rendre compte du résultat de ces fouilles. Trois tombeaux, formés de blocs de tuf contenant des ossements humains et quelques vases funéraires d'une terre assez ordinaire, ont été trouvés sur la place Saint-Pierre, mais ils ne semblent pas remonter au delà du ^{xvi}^e siècle. Sur le témoignage de Fournier, qui rapporte que cette place fut jusqu'en 1611 occupée par un cimetière, M. Vandier a fait à ce sujet d'intéressantes recherches. Il démontre que l'église Saint-Jean a réellement existé avant le ^{xvi}^e siècle, et qu'elle était située avec son cimetière non loin de la cathédrale. Des monnaies, des briques, des poteries romaines, ont été trouvées dans les tranchées, mais aucun objet remarquable n'a été recueilli. — Enfin M. Parenteau parle de découvertes faites à Vairé (Vendée), et présente à la Société un anneau de bronze, un bijou d'or et une agrafe provenant d'un tombeau gallo-romain.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président présente un tuyau de chaleur en argile qui semble avoir appartenu à une chambre de bain d'une villa romaine. M. le curé d'Arthon (Loire-Inférieure), qui a découvert cet objet dans sa commune, l'adresse au musée de la Société. — M. Nau offre de plus une brique romaine vernie et quelques fragments d'autres briques de formes différentes provenant d'un tumulus situé près de Bois-de-Cené (Vendée). — M. Huette fait hommage de deux médailles de bronze, dont l'une assez fruste, à l'effigie de Vespasien, recueillies dans les fondations de la tour du Râteau, à l'embouchure de l'Erdre, en 1815. — M. Fournier, curé de Saint-Nicolas, fait don d'une griffe de l'époque Louis XIII. — La Société admet, comme membres résidants, MM. Lelièvre, ancien secrétaire de la Société archéologique de Vannes, et Perthuis, qui s'occupe de numismatique; puis, comme correspondants, MM. Coutant et l'abbé Cochet, tous les deux auteurs de plusieurs ouvrages. — M. de la Borderie a la parole sur la correspondance des bénédictins qui ont écrit l'histoire de Bretagne. Il lit plusieurs passages d'un travail inédit de dom Lobineau (n° 42 de la collection des Blancs-Manteaux). Ce bénédictin répond avec une spirituelle vivacité aux attaques dirigées contre le *Traité de la Mouvance de Bretagne*, par l'abbé de Vertot, auquel M. de la Borderie restitue son véritable nom de René Aubert. Le même manuscrit contient aussi une réponse de dom Lobineau aux attaques de dom Liron. Le premier historien de la Bretagne, comme le prouvent ses lettres et ses écrits, n'était pas seulement un érudit; il cultivait encore la littérature et même la musique. Il a traduit quelques passages d'Aristophane, donné une édition des Pères de l'Église et composé des chansons. Enfin, il ressort d'une lettre de lui, datée de 1726, que sa retraite à Saint-Jacut avait été causée par l'état de sa santé, et qu'il n'est pas mort en 1727 exilé dans ce monastère, comme on l'a prétendu. — M. de la Borderie fait aussi connaître des lettres de DD. Lobineau, Audren de Kerdrel, Veissière, etc., qui contiennent de curieux documents sur les relations de ces bénédictins avec M. de Gaignières, gentilhomme de la duchesse d'Orléans, le laïque, après Ducange, le plus érudit du XVII^e siècle. Ce savant leur avait fourni ses idées sur l'histoire de notre province et la manière de l'écrire, en un opuscule intitulé : *Plan de l'Histoire de Bretagne*. Cette communication, écoutée avec une attention soutenue, a reçu les éloges de la Société.

SÉANCE DU 6 NOVEMBRE 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Bizeul rend compte du Congrès tenu à Brest au mois d'octobre par la classe d'Archéologie de l'Association Bretonne. Les études et les travaux importants de cette session sont successivement passés en revue avec beaucoup d'entrain et appréciés par l'éminent écrivain, dont la science solide et raisonnée donne avec tact et justesse les éloges et les encouragements que chacun mérite.

MM. de la Borderie, Aymar de Blois, de la Villemarqué, Paul de Champagny, Pol de Courcy, Levot, l'abbé Brune, le docteur Halleguen, noms marquants dans l'étude de nos antiquités bretonnes, ont fourni un large contingent dans les discussions de cette importante assemblée, qui, ne se bornant pas aux travaux de cabinet, est allée visiter les ruines de l'antique abbaye de Landevenec, et constater *de visu*, qu'une partie des murailles du vieux château de Brest appartenait à l'époque gallo-romaine.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1855. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Parenteau, inscrit à l'ordre du jour, lit un Mémoire des plus intéressants sur une découverte de cent vingt deniers du XIII^e siècle, trouvés dans la commune des Échaubrognes. Les deux limites extrêmes de cette découverte, de la monnaie la plus ancienne à la plus récente, s'étendent de Philippe-Auguste à la fin du règne de saint Louis. Deux monnaies excessivement curieuses font partie de ce groupe : 1^o un denier de Jean I le Roux, duc de Bretagne, à l'écusson carré ou en bannière, et 2^o une pièce inédite du même prince, unique dans la découverte, présentant au droit : = JONES DUX et au revers, BRITANNIE; dans le champ, une nef surmontée d'une croix, type tout à fait nouveau dans la numismatique baronale. En rapprochant ce denier au navire des deniers tournois de la même époque, on voit que c'est une sorte de trompe-l'œil. Les cordages de la nef affectent la forme du fronton du portail des tournois. C'est une tentative timide, si l'on veut, mais c'est le premier pas fait dans cette voie d'imitation des monnaies royales, où les ducs de Bretagne, malgré tout leur orgueil, ne craignirent pas de s'engager.

En raison de la coïncidence du 1^{er} janvier 1856 avec le premier mardi, la séance de ce mois n'a pas eu lieu.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Vandier, dans un rapport pour 1855, énumère les objets dont le Musée s'est enrichi pendant l'année, en indiquant leurs provenances et les noms des donateurs; puis, il présente le sommaire des travaux de la Société. M. le Président, appréciant l'utilité de ce compte rendu, adresse à l'auteur des remerciements, et le prie de vouloir bien se charger pour l'année prochaine du même travail. — M. de Wismes lit une notice sur les seigneurs et le château d'Apremont. — M. le docteur Priou offre un ouvrage : *Découvertes faites à Rennes*, par M. Toulmouche, un poids espagnol et une petite monnaie de Louis XIII; il donne ensuite lecture d'une note sur les rapports et l'origine commune, suivant lui, des noms d'*Héloïse* et de *Louis*. — M. Phelippes-Beaulieux fait don d'une quantité de pièces, dont quelques-unes peuvent avoir de l'intérêt. — M. de Wismes lit une notice sur le château féodal de Lassé (province du Maine), encore d'une parfaite conservation.

SÉANCE DU 4 MARS 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. L'abbé Hillereau, ancien grand-vicaire à Constantinople, est admis comme membre titulaire. — M. Vandier, revenant sur le passé, lit, pour l'année 1854, un rapport semblable à celui qu'il a communiqué dans la séance précédente. — M. de la Borderie lit la première partie d'un travail intitulé : *Observations sur la conspiration et sur la mort du marquis de Pontcallec*, dans laquelle il retrace, d'après les registres des États et la correspondance du maréchal de Montesquiou, gouverneur de Bretagne, l'histoire de la lutte engagée par ce gouverneur contre les États, en 1717 et en 1718. Le but du maréchal, suivant lui, était de détruire les libertés garanties à la Bretagne par l'acte de son union à la France, et les Bretons, après avoir épuisé contre cette entreprise toutes les voies de la résistance légale, se trouvaient dans la nécessité de laisser détruire la constitution de leur province ou de recourir à une résistance extra-légale. — Enfin, M. de Béjarry rappelle une légende qu'on pourrait intituler le *Sonneur de Saint-Amand*, qui se rattache à une chapelle située à Saint-Amand, sur les bords de la Sèvre. (Voir t. I^{er}, p. 70.)

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Th. de la Villemarqué, directeur de l'Association Bretonne, assiste à cette réunion. M. Th. Nau, président, rend compte des travaux d'appropriation qui s'exécutent à l'ancienne chapelle de l'Oratoire, dans le but d'y établir le Musée archéologique. — M. le docteur Priou offre le buste de M. Delaville, ancien négociant. — M. de Wismes achève sa notice sur le château de Lassé, destinée à son grand ouvrage : *Le Maine et l'Anjou pittoresques*. — M. de la Borderie, dans la seconde partie de son étude sur le marquis de Pontcallec, établit que, par le but comme par les dates, la conspiration bretonne fut entièrement distincte de celle de Cellamare, dans laquelle on a coutume de l'englober; il donne ensuite de nouveaux détails sur l'histoire et la composition de la Chambre royale instituée en octobre 1719, pour juger les conspirateurs bretons; il insiste surtout sur le rôle peu honorable joué dans cette affaire par Gérard Mellier, qui en retira la mairie de Nantes. Enfin, venant à l'exécution des quatre gentils-hommes, qui eut lieu sur la place du Bouffay, le 26 mars 1720, M. de la Borderie compare entre elles deux relations, l'une écrite par l'un des confesseurs des condamnés, le carme Nicolas, publiée en 1828 dans le *Lycée armoricain*, et plus complètement par M. Pitre Chevalier; l'autre, reproduite fidèlement par M. Colombel, dans un article de la *Revue des provinces de l'Ouest* (1^{re} année, 1853-54, p. 155-162), et donnée comme anonyme, mais qui, suivant une pièce découverte par M. de la Borderie, doit être l'œuvre d'un nommé Germain, premier huissier de la Chambre royale. En appliquant à ces deux relations les règles ordinaires touchant

la valeur des témoignages, M. de la Borderie conclut que le récit de l'huissier doit être rejeté quand il contredit celui du carme, et termine en citant le beau chant populaire sur la mort de Pontcallec, publié par M. de la Villemarqué.

SÉANCE DU 6 MAI 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — MM. Alex. de Couffon, Eugène Boismain, Coutant, Meuret père, Chaumouillé, Citerne et Denys ont été admis comme membres titulaires. — Des gravures sont offertes par M. de Girardot, et une livraison du *Bulletin archéologique du Limousin* est envoyée par le ministre de l'instruction publique. — M. l'abbé Luçon fait don au Musée de deux portes provenant de l'ancienne église des Minimes de Nantes, et M. de Rascas, d'une *Pieta* qui ornait la chapelle du château de la Tour, en Orvault. — M. le Président annonce que l'ancienne chapelle de l'Oratoire a été mise en état, et que le transport du Musée archéologique s'y effectuera très-promptement. — M. Bizeul présente une très-curieuse étude sur l'enceinte romaine de Nantes. — M. de la Borderie communique des notes recueillies dans divers voyages de Bretagne, et rectifie plusieurs erreurs commises par les écrivains.

SÉANCE DU 3 JUIN 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — On procède d'abord à l'élection de MM. Le Mesle, Couprie, Impost, Marionneau et l'abbé Dubois en qualité de membres titulaires; puis M. le Président propose à la Société de décider qu'elle fera abandon au département de son Musée archéologique, et de sanctionner ainsi l'avis que le Comité central a déjà émis à l'unanimité sur ce sujet. Après quelques observations présentées par divers membres, l'assemblée adopte également à l'unanimité les conclusions de son Président. — M. Dague-Dubois dépose sur le bureau divers objets gaulois ou romains, tels qu'un bracelet et des monnaies. — M. Nau offre également deux briques émaillées, provenant de l'ancien hôtel de Sécillon, en Piriac. — M. Vandier fait ensuite part de plusieurs dons : par M. l'abbé François Cottineau, un couvercle de tombeau de l'époque mérovingienne, trouvé dans l'église de Saint-Donatien; par M. Le Mesle, un coffret de la Renaissance, en bois sculpté; par M. de Kersabiec, un fragment de mosaïque découvert à Pompéïa; par M. Dugast-Matifeux, un vase vernissé du XIV^e siècle, venant de Montaignu; par M. Moriceau, entrepreneur, un bout de solive, décoré d'une fleur de lis. — Cette énumération terminée, M. Armand Guéraud donne la description d'un missel nantais du XVI^e siècle conservé à la bibliothèque du Mans. — M. A. de la Borderie lit la suite des notes prises pendant un voyage en Bretagne.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Admission, comme membres résidants, de MM. Hyrvoix et Guignard. — Dons : d'une

tapisserie chinoise, par M^{me} A. Fleury; de quatre portraits de bourgeois nantais, par le docteur Guépin; de plusieurs ouvrages, par M. de Caumont. — M. Richard Perrott fait deux communications : l'une, relative à une pierre runique trouvée à Marseille et chargée d'une inscription; l'autre, ayant pour objet les appareils acoustiques dans les églises. L'auteur a vu de ces appareils à Saint-Julien de Landerneau; ils consistent dans des pots en terre cuite encastrés dans l'épaisseur des murailles et disposés de manière à donner plus de volume et d'intensité au son. M. Phelippes-Beaulieux cite ceux de la chapelle de Bon-Garant, en Sautron (Loire-Inférieure). — Enfin, M. Bizeul fait part d'un travail sur les restes de la langue celtique dans le pays des Nannètes (1).

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Admission, comme membres résidants, de MM. Bacqua et Hubin de la Rairie. — Dépôt, par M. le Président, d'une médaille commémorative de la pose de la première pierre du nouvel Hôtel-Dieu de Nantes, offerte par la Commission des hospices. — Dons : par M. Plauzolles (d'Indret), d'un cachet aux armes de France; par M. Tristan Martin, d'un manuscrit de lui, se rapportant aux antiquités des Mauges et du Bas-Anjou; par M. Blanchard-Merveau, de deux médailles; par M. Odorici, d'un bas-relief moulé sur l'original déposé au musée de Dinan; par M. l'abbé Meynier, de dessins représentant des tombes du Pallet (Loire-Inférieure); par MM. Bizeul et de Caumont, de divers ouvrages. — Exposition sur le bureau des objets découverts près de Talmont (Vendée), et achetés au nom de la Société par MM. Hyrvoix et Nascimento (2). — Compte rendu, par M. Bizeul, du dernier congrès de l'Association Bretonne tenu à Saint-Brieuc. — M. A. Guéraud appelle l'attention de la Société sur un monument romain de Saint-Gervais (Vendée), auprès duquel le propriétaire, M. Tacconnet, se propose de faire prochainement des fouilles. — M. B. Fillon décrit une médaille faite par Michel Colomb, rappelant le passage de Louis XII à Tours. — M. de Wismes signale la démolition, à Nantes, de maisons de bois dont les sculptures seraient dignes d'être conservées.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1856. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Dons : par M. de Girardot, de vingt-neuf feuilles de papier filigrané, dont quelques-unes portent des armoiries ou marques bretonnes, et de sept planches représentant plusieurs objets découverts dans le cimetière gallo-romain de Sérancourt, près Bourges; par M. Nau, d'une plaque en tôle peinte, représentant saint Similien et saint Isidore, attachée jadis au cierge

(1) Ce travail a été inséré dans la *Revue des provinces de l'Ouest*, III^e année, p. 667.

(2) Voir le *Rapport* inséré dans la *Revue des provinces de l'Ouest*, IV^e année, p. 36.

d'une confrérie, avec la date de 1771; par M. l'abbé Cochet et M. Marionneau, de diverses brochures. — M. Marionneau fait le compte rendu de la session du Congrès scientifique de France à la Rochelle (1). — M. Bizeul parle des résultats qu'on pourrait espérer de fouilles faites avec intelligence à Nantes, dans les parties romaines du sol de cette ville. L'utilité de ces fouilles semble prouvée d'avance par les succès obtenus dans celles de 1580, 1777 et 1805. Les travaux de ce genre exécutés à Sens, Bourges, Tours, Angers, viennent à l'appui de cette opinion. — M. Le Ray annonce la démolition d'une maison sise quai du Port-Maillard, sur l'emplacement de l'ancien mur de la ville. — M. Nau présente quelques observations sur la colonne Louis XVI. Le plan de ce monument est entre les mains de M. Douillard jeune, architecte, et ce plan démontre que la colonne telle que nous la voyons aujourd'hui, n'a subi aucune modification dans ses détails d'ornementation, encore bien que quelques personnes aient avancé une opinion contraire. — Proposition, par M. Bizeul, à la Société, d'acheter un certain nombre de médailles romaines trouvées dans le pays de Guérande. — Lecture par M. de Wismes d'une notice de M. Eugène Beryer, sur le château de Montsoreau; ce travail est destiné au grand ouvrage que publie M. de Wismes, sur le Maine et l'Anjou.

SÉANCE DU 6 JANVIER 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — Installation de la Société dans sa nouvelle salle des séances, à l'Oratoire. M. Th. Nau, président, prononce à ce sujet l'allocution suivante :

« MESSIEURS,

« En prenant enfin possession de ce local destiné à réunir la Société dans ses séances générales, nous complétons une appropriation inaugurée déjà avec un certain éclat lors de l'ouverture de notre Musée dans cet établissement. Au mois de juin dernier, à la fin de la session du Congrès archéologique de France, la chapelle de l'Oratoire, transformée en musée, était ouverte au public empressé. C'était le onzième anniversaire de notre fondation, Messieurs, que nous célébrions ainsi. Ces onze années ont-elles été perdues ? Nos efforts ont-ils amené quelque résultat ? Corps d'élite et d'avant-garde destiné à aller au-devant de certains dangers, à décider un succès en se jetant du bon côté, notre Société a-t-elle fonctionné dans ces conditions, et le centre auquel elle appartient a-t-il suivi lui-même l'entraînement général de notre époque vers la régénération de l'art par l'archéologie ? A ces questions je réponds de la manière la plus affirmative; car il ne faut pas que les émotions de la lutte nous fassent oublier nos victoires.

« Votre action et votre influence, Messieurs, se sont exercées de la façon la plus salubre.

(1) Voir la *Revue des provinces de l'Ouest*, IV^e année, p. 442.

« Ces ruines réparées et nous donnant aujourd'hui un assez confortable abri, l'asile honorable donné à votre Musée, les fouilles faites aux frais de la ville de Nantes et qui ont amené la découverte de bornes milliaires dont plusieurs chargées d'inscriptions, le Catalogue du musée si promptement improvisé, et cette Exposition d'objets d'art que nous avons dû prolonger au delà de toutes les limites probables, tant était grand l'empressement à la visiter, n'est-ce pas là le résultat de votre action ?

« Et puis-je mieux signaler votre influence qu'en rappelant les murailles du château de Nantes, naguère impitoyablement mutilées par ceux qui avaient la charge de les conserver et de les entretenir, aujourd'hui réparées avec cette sollicitude que l'on attendrait de l'un de nous ; cette tour ensevelie sous le bastion Mercœur et dégagée de son tombeau, moyennant le concours de plusieurs grandes administrations ; le grand logis dont on rasait les belles cheminées il y a peu d'années, et dont la restauration vient d'être commencée d'une façon qui me paraît mériter au moins beaucoup d'éloges et qui donne des garanties pour l'avenir.

« L'enceinte de Guérande n'a-t-elle pas été conservée au moment où le marteau avait déjà commencé sa destruction ?

« N'êtes-vous pas témoins des efforts que l'on fait de toutes parts autour de nous pour rentrer dans les heureuses traditions de l'art français, efforts que je vous laisse apprécier, ne pouvant me placer à la fois et sur la scène et au point de vue ?

« Je puis donc dire, Messieurs, que votre action n'a pas été nulle, que votre influence n'a pas été stérile.

« En conclurai-je que notre Société a rempli son mandat, que chacun de nous lui a prêté le concours qu'elle en pouvait attendre. Ici, Messieurs, c'est à chacun à se mettre la main sur la conscience. Les beaux exemples ne nous ont pas manqué : des travaux du plus haut intérêt vous ont été offerts, vous avez été unanimes à le reconnaître ; mais je crois qu'ils ont plus excité votre admiration que votre émulation.

« Permettez-moi de le redire encore une fois, ce sont les observations isolées, les notes, qui nous manquent, celles surtout qui, réunies à d'autres notes, à d'autres observations, établiraient peu à peu les bases d'une bonne statistique monumentale de ces contrées.

« Je regrette, pour ma part, de voir ici tant d'hommes capables qui ne se sont pas encore décidés à nous communiquer leurs observations ; mais je suis bien éloigné de croire leur influence nulle. Je reconnais qu'ils travaillent au but que nous poursuivons tous : la décentralisation de l'art en France, ou sa diffusion, ce qui est la même chose.

« Des hommes à idées mesquines et ignorants du passé se sont donné la mission de répéter sur tous les tons que la culture des arts est impossible

en province, et, comme il arrive toujours, ils ont rencontré des badands qui se sont plu à répandre ces fadaïses en hochant la tête.

« Votre présence ici, Messieurs, est une protestation contre ces niaiseries. L'archéologie n'a pas la mission de faire l'histoire d'un art défunt; son but est plus grand et plus noble: elle suit l'histoire de l'art, il est vrai; mais pour signaler son élévation ou son affaissement et afin de renouer au présent la chaîne des temps anciens. Nous travaillons à étendre les limites du domaine des arts, à reconstituer les écoles provinciales qui jadis ont illustré la France. Nous nous associons en cela aux efforts du Gouvernement, qui, par la direction des monuments historiques, par celle des édifices religieux, par la création du Comité des Arts et Monuments, imprime, autant qu'il dépend de lui, le même mouvement favorable aux arts, soit dans les départements, soit dans la Capitale, tout en subissant, bien entendu, l'effet fâcheux d'institutions environnées de beaucoup de gloire, je le veux bien, mais qui datent d'une époque de décadence et que nous sommes forcé d'envisager comme l'origine d'une funeste centralisation.

« Non, l'art n'est pas impossible en province: si Érard et Boffrand, tous deux enfants de Nantes, vont chercher la célébrité à Paris et à Rome, Ceyneray reste à Nantes; il y construit des palais qui l'emportent, à quelques égards, sur les édifices que l'on élevait à Paris à la même époque. Ceyneray imprime à Nantes le goût des belles constructions; il trace un nouveau plan de la ville; il bâtit la Chambre des comptes, et laisse ici, pour son successeur, le célèbre Mathurin Cruey. Je vous le demande, Messieurs, la carrière de Ceyneray est-elle donc au-dessous de celle de ses deux devanciers?

« Aujourd'hui, les artistes ne manquent pas: les villes de province s'imposent des sacrifices pour en augmenter le nombre; sacrifices bien désintéressés, car ces élèves nourris par la province restent à Paris et y vendent leurs petits tableaux, leurs statuettes, sans plus de souci de la ville qui les a formés. Ce fâcheux état de choses cesserait si le patronage des arts était mieux organisé dans les provinces. Des voix généreuses se sont élevées pour en indiquer les moyens. M. de Chénevières, au Congrès des Sociétés savantes, en a signalé quelques-uns; l'infatigable M. de Caumont a consacré sa vie à cette cause.

« Marchez, Messieurs, sur ces nobles traces. L'art en province a besoin d'être soutenu, d'être encouragé, d'être illustré; soyez à la fois ses patrons et ses historiographes. »

M. le Président dépose ensuite sur le bureau quelques publications et diverses médailles offertes au Musée. — Un droit de diplôme de dix francs pour chaque nouveau correspondant de la Société est voté à l'unanimité. — M. de Wismes lit une notice sur le château de Mortier-Crolles (Mayenne) dont

l'histoire réveille les noms illustres de Du Guesclin, de Clisson, de Pierre de Rohan (maréchal de Gié), et autres. — Un travail sur les Monnaies vendéennes est ensuite communiqué par M. Parenteau (1). — M. de la Borderie termine la séance par un compte rendu de la *Vie de saint Yves*, par Sigismond Ropartz.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Henri Gilée est admis comme membre résidant. — M. Vandier donne lecture d'un compte rendu des travaux de la Société pendant l'année 1856. — M. Th. Nau signale dans l'église de Pierrie (Loire-Inférieure), destinée à tomber, une peinture murale du *xv^e* siècle, qu'il serait bon de conserver. — Après avoir offert au Musée deux tabliers de franc-maçon du *xviii^e* siècle, M. de Wismes lit un intéressant travail de l'un de ses collaborateurs, sur la cathédrale d'Angers. Cette notice fera partie de son ouvrage : *Le Maine et l'Anjou pittoresques*.

SÉANCE DU 3 MARS 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Lucien Coutant offre deux brochures, et M. Bizeul dépose divers matars trouvés dans le département, dont l'un en fer lui a paru faire exception à toutes les variétés connues. La Société fait l'acquisition de ces objets pour le Musée. — M. F. Cailliaud donne deux médailles de bronze à l'effigie d'Alcinoë, qu'il a lui-même rapportées d'Égypte. — La relation d'un voyage fait par M. Vandier en Belgique et en Allemagne est ensuite écoutée avec intérêt. — M. Th. Nau, sur l'invitation de l'auteur, ajoute quelques détails artistiques sur les monuments religieux de Cologne, de Mayence et de Trèves, qui complètent les études de M. Vandier. — M. Parenteau annonce que des fouilles ont été faites à Rezé à l'occasion de la construction d'un pont, et que divers débris romains y ont été trouvés, tels que poteries, meules, monnaies. M. le Président engage les membres de la Société à aller visiter de temps en temps les travaux, et fera les démarches nécessaires pour obtenir les objets importants qui pourront être découverts.

(1) Inséré dans la *Revue des provinces de l'Ouest*, IV^e année, p. 406.

(La suite prochainement.)



NOTRE-DAME DES DONS

EN TREILLIÈRES,

PAR

M. le V^{te} E. DE KERSABIEC.



C'est près de Nantes, dans une pauvre et obscure paroisse de campagne, vers une ruine abandonnée, que je me propose de conduire ceux qui me lisent, et non vers l'antique et célèbre cathédrale d'Avignon, qui vit les splendeurs du pontificat suprême et conserve sous ses dalles la poussière des papes qui y ont vécu, loin de leur siège, maintenus là par la turbulence des Romains et par la politique des rois; cette basilique n'a de commun avec notre oratoire nantais que la ressemblance du nom; l'orthographe est différente (1).

Si modeste qu'elle soit, notre ruine a néanmoins son histoire, non pas retentissante sans doute, mais cependant digne d'intérêt, puisqu'elle se mêle à l'histoire des derniers jours de la cour bretonne, et que nous verrons tour à tour paraître dans son enceinte les différents personnages de ces temps troublés.

La chapelle des Dons est en Treillières. Parmi nos communes, il en est peu de moins connues et sur lesquelles les statisticiens et les géographes gardent un plus morne silence. Si j'ouvre Ogée, je suis promptement à bout de renseignements. Je crois cependant devoir donner un aperçu rapide de son passé; car tout le monde en a un, même les plus petits : et puis Treillières est le cadre de mon tableau.

(1) La cathédrale d'Avignon se nomme Notre-Dame des *Doms*.

I.

Treillières est un territoire fort anciennement habité : j'y trouve des noms et des monuments, celtiques d'abord, puis gallo-romains. Des noms celtiques, dans celui que porte le ruisseau qui arrose, en se tordant comme un serpent, tout ce territoire, le *Gesvres*; dans l'appellation de *Menardais*, donnée au grand village qui, posé sur un coteau pierreux, domine le vallon du *Dominic*, où se trouvait un peulvan disparu seulement dans ces derniers temps; dans les noms de *Noë* et *Naies* portés par des villages et des pièces de terre ⁽¹⁾. De leur côté, le vallon et la coulée du *Dominus*, dont je viens de parler, me semblent conserver encore leur nom gallo-romain. J'ajouterai qu'il y a une voie romaine qui longe tout ce territoire, qu'il y a des retranchements en terre, des camps, comme on dit, à la *Guittonais* et au *Fort-l'Évêque*, sur le bord de cette voie, et qu'on a trouvé une grande quantité de médailles au village de la Noë-Violin. Tout prouve donc que la population de Nantes, en ces temps reculés, avait essaimé de ce côté, ou tout au moins y avait des villas et des champs cultivés.

Comme communauté religieuse ou paroisse, Treillières dut se constituer de bonne heure. Ce qui me le fait penser, ce sont ses limites, que j'appellerai naturelles, et son patron gallo-romain. En considérant, en effet, comme relativement modernes les

(1) *Gesvre* est le même mot que *gasvre*, *gâve* et *gover*, *a* se prononçant encore *e* en anglais : *gôvér* ou *gaïvér* veut dire en breton cours d'eau.

Le *Gesvre* a été l'objet d'une superstition populaire qui rappelle le culte des eaux, auquel se livraient les peuplades païennes de nos contrées. J'ai été moi-même le témoin d'un dernier acte de ce genre : par un temps de sécheresse, on ordonna des prières publiques et une procession ; mais les paysans furent fort scandalisés de ce que, suivant l'usage, leur curé ne voulut pas se diriger vers le ruisseau et y plonger le pied de la croix pendant qu'on priait.

Menardais, de *Men* ou *Maën*, pierre. C'est au bas du coteau, dans la vallée du *Dominus*, que se trouvait le peulvan connu sous le nom de *Galoche de Gargantua*, qui a été enlevé lors de la construction du canal de Nantes à Brest ; on en a fait le montant d'une porte d'écluse.

paroisses de la Chapelle-sur-Erdre et de Grand-Champ, ce qu'elles sont en réalité, je vois que Treillières était borné d'un côté par la rivière d'Erdre, et de l'autre par la voie gallo-romaine de Nantes à Blain, qui la sépare dans toute sa longueur des deux très-anciennes paroisses d'Orvault et de Vigneux ⁽¹⁾. Le patron de Treillières est saint Symphorien, l'illustre Gallo-Romain d'Autun, martyrisé à la fin du II^e siècle, sous l'empereur philosophe Marc-Aurèle. Au V^e siècle, je crois que les Bretons de Warroch vinrent y faire leurs vendanges, car il me semble que les pays en deçà de la Loire où les vins se récoltaient en abondance, devaient être surtout ceux qui méritèrent les noms de Vallée d'Or, *Orvault*, et de Pays des Treilles et des Vignes (*Treillera* et *Vigno*). Qui sait même si ce retranchement dont j'ai parlé plus haut, qui, dominant un vaste horizon, commandait la voie romaine et a conservé, jusqu'au jour où il a été détruit, le nom de *Fort-l'Évêque*, ne fut point alors ainsi baptisé en souvenir de quelque rencontre entre les messagers de paix de l'évêque saint Félix et les ravageurs du prince breton ⁽²⁾? C'est une conjecture, je le veux bien; néanmoins je ferai remarquer que les mœurs et la nourriture très-primitive des habitants, composée de préférence de bouillies de sarrasin, d'avoine ou de mil, et de lait caillé, rappellent cette invasion bretonne et les habitudes des peuplades demeurées les plus celtiques des environs de Vannes, comme aussi celles de l'Irlande, de l'Écosse et j'ajouterai de la Lithuanie ⁽³⁾. L'histoire, d'ailleurs, ne nous montre

(1) Cette voie était encore très-reconnaissable sous la lande, il y a quelques années; elle apparaissait près de la première tour du télégraphe, au village de la *Raudière* ou *Rouaidsière*, endroit où la route de Rennes construite par le duc d'Aiguillon au dernier siècle, sur le tracé primitif, s'en séparait pour suivre une nouvelle direction. — *Raudière* et *Rouaidsière* sont des noms d'origine celtique, *Road* (prononcez *rôde*) veut dire en anglais route, chemin: la *Raudière* ou *Rouaidsière*, c'est le village ou la maison *sur la route*.

(2) Voir Grég. de Tours, dans son *Histoire des Francs*.

(3) J'ai eu l'occasion de passer quelque temps avec un jeune Lithuanien revenant d'un pèlerinage à Sainte-Anne d'Auray: ce qui l'avait le plus frappé, c'étaient ces ressemblances entre les mœurs et la nourriture de nos Bretons, et celles de son propre pays; la race de nos petits chevaux et de nos vaches de lande l'avait aussi particulièrement intéressé, il y trouvait les mêmes rapports.

Treillières que comme dépendant toujours immédiatement de la métropole et du fief de l'évêque.

En 1123 ⁽¹⁾, la seizième année de son règne, le roi Louis VI confirme l'évêque de Nantes Brice dans la possession de l'église de Treillières. S'il confirme cette possession, c'est donc qu'elle existait déjà. En 1282, Durand, autre évêque de Nantes, unit à son église et au chapitre les dîmes qu'il percevait à Treillières; ils en jouissaient encore en 1789. L'église paroissiale, qui était très-ancienne, a été malheureusement restaurée en 1613 et reconstruite a peu de frais en 1836. Non-seulement elle n'est pas remarquable, mais elle n'a conservé aucun caractère. Je n'y connais de curieux que les fonts baptismaux, consistant en une cuve octogone en granit, supportée par un pied unique aussi octogone et de même matière. Les angles de cette cuve sont ornés de figures au trait d'un dessin assez barbare. Ce baptistère est de la plus haute antiquité.

Treillières a eu des seigneurs portant son nom. Leur trace dans l'histoire n'est pas bien lumineuse; nommons cependant: en 1245, *Hervé de Treillières*, cité à comparaître devant Élie, doyen de la Roche-Bernard, présidant pour l'évêque d'Angers dans une assemblée convoquée à Nantes, pour juger le différend survenu entre les ducs Pierre-Mauclerc et Jean Le Roux, et l'évêque de Nantes Galeran ⁽²⁾. En 1268, *Guillaume de Telières*, qui, envoyé par le même Jean I^{er} en commission d'achat de chevaux en Gascogne, alla lui en rendre compte à Quimperlé, où ce duc était alors ⁽³⁾. En 1360, un siècle après, *Catherine de Trelières* épousa Simon Lespervier, et porta à cette famille au moins la seigneurie de la Houssaie, des Fosses, du Lin, de l'Ouinière et de la Noë-Violain.

En 1402, la duchesse douairière Jeanne de Navarre, veuve de Jean IV, s'étant remariée à Henri IV d'Angleterre, Philippe

(1) *Hist. de Bretagne, Preuves*, t. I, p. 547.

(2) *Dict. d'Ogée*, art. Nantes.

(3) *Hist. de Bretagne, Preuves*, t. I, p. 1007. *Die sabbati sequenti computavit Guillelmus de Telières de equis emptis in Vasconia.*

le Hardi, duc de Bourgogne, obtint la tutelle des enfants mineurs du feu duc : Jean V, Arthur, Richard et Gilles, et les emmena à Paris, accompagnés de nombreux officiers. Dans les comptes de Jean Le Breton, trésorier, on trouve une somme de VIII écus donnés au sire de Trelières, qui avait suivi le prince, afin qu'il pût s'en retourner dans son pays. Ce sire de Trelières était-il de la famille Lespervier? Je crois qu'on ne peut en douter en voyant les terres seigneuriales de Treillières possédées alors par cette maison, qui sans doute les tenait par suite du mariage dont j'ai parlé plus haut. Plus tard, le duc de Bourgogne dressa l'état de maison de son pupille, et il nomma escuyer de cuisine le sire de Trelières et messire de Buleon, et leur assigna « à chacun VI livres x^s par mois, et bouche à court pour leur personne du temps qu'ils serviront ⁽¹⁾. »

En 1405, *Guillaume de Trelières* était huissier de la chambre du duc; de 1409 à 1411, il passa dans la maison de la duchesse Jeanne de France, en qualité d'écuyer tranchant; on le retrouve en 1414, écuyer et huissier de la chambre, et encore en 1421. Le manoir seigneurial était alors la Houssaie, aujourd'hui ferme nouvellement rebâtie et sans caractère : la Houssaie, ai-je déjà dit, s'était annexé les seigneuries des Fosses, du Lin, de l'Ouinière et de la Noë-Violain. Elle resta dans la maison Lespervier jusqu'en 1566, que Bonaventure Lespervier, s'étant mariée à François de la Noue, père du célèbre la Noue Bras-de-Fer, la porta à cette famille, où elle ne resta que peu, puisqu'elle fut vendue pour payer la rançon du grand capitaine, prisonnier des Espagnols ⁽²⁾. Une nouvelle terre s'était

(1) *Hist. de Bretagne, Preuves*, t. II, p. 737 et suivantes.

(2) La *Houssaie*, les *Fosses* et le *Lin* furent, dans la suite, annexées à la seigneurie du Pont de Gesvres; elles sont toujours depuis demeurées membres de cette terre. L'Ouinière et la Noë suivirent d'autres destinées. La seigneurie des *Fosses*, en Treillières, est la première des quatre sergentises féodées principales et nobles tenues prochainement de l'évêque de Nantes à foi, hommage et rachapt. Les trois autres étaient la *Hunaudaie* ou *Fief-Gaubert*, en Mauves; la *Bigottière* ou *Fief-Gentil*, en Orvault, et la *Bourdinière*, en Malville.

formée qui devait peu à peu absorber l'autre en partie, et la remplacer au premier rang, ce fut le *Pont de Gesvres*, ainsi nommée de la situation du manoir sur le ruisseau de ce nom. Le Pont de Gesvres appartint successivement, en 1428, à Tristan de la Lande; en 1543, à Bernardin d'Espinose; en 1638, à Michel Poulain; en 1653, à César Renouard, sieur de Drouges, trésorier général des états de Bretagne, qui y bâtit le château actuel, l'orna de jardins, de bois d'agrément et d'eaux courantes et jaillissantes; il obtint le redressement de la route, qui alors passait tout près de sa demeure et qui fut reportée où on la voit aujourd'hui. En 1775, cette terre, qui avait droit de haute justice, était au marquis de Rosmadec : elle passa aux Talhouët Grattionnays, fut vendue et parvint aux Haentjens, et, de là, par mariage, elle fut divisée entre MM. de la Brosse et Maës. C'est enclavée dans ce domaine que se trouve la chapelle des Dons, à laquelle il est grand temps de revenir.

II.

J'ai longtemps hésité à entreprendre ce travail, et surtout à le publier, puisqu'il ne peut être que très-incomplet, n'ayant eu pour base où l'appuyer que quelques dates sans plus d'explications, et encore n'ai-je pu les vérifier. Mais je sais la main qui les a copiées incapable de tromper. Les originaux existent; ils sont, à n'en pas douter, aux archives du château de Gesvres. Je souhaite que d'autres plus heureux que moi puissent un jour lire et publier ces titres précieux pour l'histoire. Ogée, d'ailleurs, s'accorde avec mes renseignements, sauf en ce qu'il attribue la fondation de cette chapelle au duc François II, tandis que j'ai des raisons de croire à une simple réparation ou reconstruction.

Si je me rappelle l'aspect du pays, non-seulement aux temps les plus anciens, mais encore à une époque très-rapprochée, je vois, jadis, une immense forêt qui, partant du coteau de l'Erdre, là-même où s'est bâtie depuis la paroisse suburbaine

de Saint-Similien, gagnait sans s'interrompre les grandes masses de Héric et du Gâvre, et, dans les temps présents, les membres de ces grands bois formant les forêts de Sautron, les bois des Harmonières et des Bretonnières en Treillières, ceux de Marigni en Grand-Champ, séparés entre eux par de vastes landes, qui n'étaient elles-mêmes que des bois abroutis par les troupeaux sans nombre qui y paissaient de temps immémorial. Je parle de ce que j'ai vu, et je me souviens encore des jours de mon enfance, ou plus d'une fois, le soir, le fermier, Polyphème rustique, se plaçant sur le seuil de sa bergerie, faisait passer entre ses jambes son maigre troupeau, afin de voir si le loup n'avait point prélevé son tribut dans la journée. Ces landes sont maintenant cultivées, et troupeaux et mœurs antiques ont disparu.

Au moyen âge, ces bois servaient aux plaisirs de nos ducs : en y allant chasser la grosse bête, ils ne faisaient que suivre les traditions du passé ; car nul doute que les Gallo-Romains de Nantes et avant eux les Celtes indigènes ne s'y livrassent à la chasse de l'aurochs et du sanglier. Dans la suite, d'autres hôtes et des combats plus sérieux eurent ces bois pour théâtre : il y a tout lieu de penser que, dans les temps de la persécution qui valut à nos Enfants-Nantais la couronne du martyr, les chrétiens de Nantes et saint Similien (1), le pontife, à leur tête, s'y réfugièrent. L'antique église dédiée à ce saint, qui s'élève sur le coteau de l'Erdre, en face du vieux Nantes gallo-romain, et autour de laquelle se groupent tant de souvenirs un peu vagues si l'on veut, mais très-persistants, d'une primauté momentanée et d'une chaire cathédrale, en seraient au besoin les indices. Les chrétiens triomphèrent, et ce fut aux faux dieux et à leurs prêtres à reculer ; ils se réfugièrent à leur tour dans

(1) Les actes de SS. Donatien et Rogation disent seulement : « Le prêtre étant en fuite. » Rien n'indique positivement que ce prêtre fût saint Similien ; cependant, rien non plus n'infirmé cette croyance et cette tradition, suivie par beaucoup d'auteurs. Grégoire de Tours ne sépare jamais ces trois saints dans ses récits. Ce souvenir de saint Similien consacré par une église en dehors de l'ancienne cité et sur la lisière de la vieille forêt, a bien aussi sa valeur.

ces mêmes ombres, et s'y défendirent longtemps avec succès. Je crois trouver un autre souvenir très-vivant de ces luttes dans la *chapelle de Miséricorde* et dans la légende que chacun connaît. Peut-être le serpent qui désolait ces contrées n'est-il qu'une allégorie, peut-être fut-il très-réel; sans m'arrêter à discuter ici le pour et le contre, au risque de ne pouvoir conclure ni dans un sens ni dans un autre, je rappellerai les êtres fantastiques et les illusions dont les Pères du désert furent souvent les victimes dans les premiers siècles, et dont la réalité nous est attestée par saint Athanase, leur biographe, à l'intelligence et à la véracité de qui l'on voudra bien ajouter foi. On ne sait au juste l'époque de la fondation et du culte si populaire de *Notre-Dame de Miséricorde*. Il se perd dans les ombres qui enveloppent le berceau de l'église nantaise, et il en est ainsi pour l'église de Saint-Similien, et pour les chapelles de *Notre-Dame des Anges* en Orvault, de *Notre-Dame de Bon-Garant* en Sautron, et de *Notre-Dame des Dons* en Treillières; seulement on voit ces petits oratoires de tout temps fréquentés, et la très-sainte Mère de Dieu pieusement honorée et invoquée comme une puissante et miséricordieuse protectrice sous les vieux arbres de la forêt fatidique.

Je n'ai aucune donnée sur la chapelle des Anges, en Orvault. Il n'en est pas ainsi pour Bon-Garant. Lorsqu'en l'an 1038, Budic, comte de Nantes, et sa femme, Adoïs, voulurent contribuer au rétablissement du monastère de Saint-Cyr de Nantes, ils lui donnèrent entre autres biens : « Bois-Gragunderram *quæ est inter Oisraldum et Vigno, supra aquam Alsentia, cum cultis et incultis, et silvis et pratis*. — Bois-Garant, qui est situé entre Orvault et Vigneux, sur le cours d'eau d'Aulxence ⁽¹⁾, avec ses terres cultivées et incultes, ses bois et ses prés. » Mathias, comte de Nantes,

(1) Nous l'appelons aujourd'hui le *Cens*; mais nos paysans, dont nous rions fort à tort, sont bien plus dans le vrai en l'appelant l'Aulxence : ils ne disent pas le *Pont du Cens*, mais le *Pont d'Aulxence*. Pour ce qui est de *Bon-Garant*, j'ai choisi l'appellation usuelle. On voit que, conformément aux titres, on devrait dire *Bois-Garrant*, ou *Bois-Gondran*; mais l'usage contraire a prévalu. — Pour ce qui est de la citation, voir *Preuves de l'Hist. de Bret.*, t. I.

transféra Saint-Cyr et Bois-Garant à l'abbaye du Roncerai. Ogée se trompe donc quand il dit que la chapelle du Bois-Garant fut bâtie par François II, bénie et dédiée le 6 juin 1464 par le coadjuteur de Rennes. C'est rebâtie qu'il faut dire; comme pour la chapelle des Dons, qui existait certainement avant cette date, qu'Ogée lui assigne aussi. Deux raisons me semblent mettre ce point hors de doute : l'une, c'est que dans le relevé des biens et droits de l'évêque de Nantes dans la paroisse de Treillières⁽¹⁾, il est parlé d'un champ grevé d'une rente, par suite d'un contrat de 1452, et il est relaté dans cet acte que ce champ est situé au-devant de la chapelle des Dons, qui, dès lors, existait avant François II; l'autre, c'est que nous verrons ce duc venir avec sa cour y faire un pèlerinage officiel, et dans un but quasi-politique; or, on ne fait pas un pèlerinage à un autel qu'on élève soi-même, il faut que déjà des grâces obtenues aient rendu ce lieu célèbre entre tous.

Ces réserves faites, ouvrons Ogée. A l'article Treillières, il me dit : « La chapelle des Dons, bâtie par les ducs de Bretagne, est remarquable par une assemblée qui s'y tient tous les ans, la seconde fête de Pâques. » Voilà tout. Mon guide, qui est l'ancien curé de Treillières, le respectable M. Rigaud, critique d'ailleurs très-exercé, est plus explicite; dans une note statistique sur sa paroisse, il s'exprime en ces termes : « Une chapelle, dédiée sous le vocable de Notre-Dame des Dons, située à 3 kilomètres sud du bourg, est le seul monument auquel s'attachent quelques souvenirs historiques qui peuvent offrir de l'intérêt. — Construite en 1460, par François II, duc de Bretagne, elle a été, depuis sa construction jusqu'à la Révolution de 93, un lieu de pèlerinage célèbre. » Ainsi, voilà une date positive, et cette date est confirmée par les caractères architecturaux du monument, quoique cependant je doive faire observer que les fenêtres rappellent bien plus le style ogival rayonnant, que les formes tourmentées de la fin du xve; ce qui peut être une raison de plus de ne croire qu'à une restauration. La date de 1460, donnée

(1) Archives du département.

par M. Rigaud, s'harmonise bien d'ailleurs avec l'époque de réédification de Bon-Garant, dédiée, suivant Ogée, en 1464, et par conséquent commencée au moins deux ou trois ans plus tôt. C'est donc par la même main et sous l'empire de la même pensée que ces chapelles ont été réparées. Cherchons si l'histoire nous donnera quelques indices sur ces motifs. En 1460, François, comte d'Étampes, fils de Richard de Bretagne et de Marguerite d'Orléans, occupait depuis deux ans le trône de Bretagne, où l'avait appelé la mort d'Arthur III, son oncle (25 décembre 1458). Après avoir fait hommage simple au roi de France, Charles VII, à Montbazou, pour son duché, dans les derniers jours de mars 1459, il avait fait son entrée solennelle à Nantes, le 30 du même mois. Il y trouva une somme de mille saluts d'or, provenant probablement de décimes que le Pape Jean XXIII avait autorisé jadis Jean V à lever, et qui étaient destinés à des usages pieux. François consulta le pape sur ce qu'il devait en faire, et Pie II, alors régnant, répondit d'en employer mille aux réparations de Saint-Pierre de Rennes, et le reste à la fondation d'une université, qui fut celle de Nantes, et à d'autres fondations perpétuelles. (Travers et Meuret). — Les chapelles qui nous occupent, et qui toutes furent réparées ou reconstruites en ce temps, sont-elles un produit de ces libéralités pieuses? Je suis très-porté à le croire.

Ce duc François avait au plus 25 ans : élégant et noble de sa personne, d'un esprit gracieux, facile, mais trop peu appliqué, il aimait plus les plaisirs que les affaires, et fut toute sa vie le jouet de ceux qui voulurent le dominer ; il n'y trouva ni le repos, ni le bonheur, ni l'espoir d'un long avenir pour sa race. Il avait le cœur bon sans doute, puisque jusqu'au dernier jour, et quelque imminente que fût sa ruine, il fut toujours aimé de ses peuples ; mais ses mœurs légères et sa passion pour une indigne favorite le rendirent dur envers sa douce et pieuse femme, la duchesse Marguerite de Bretagne. Je sais qu'on a voulu ennoblir la demoiselle de Villequier, c'est le nom de la favorite, en faisant étalage du dévouement qu'elle aurait eu en de fâcheuses circonstances ; je sais aussi qu'on a rehaussé Landais. Je crois que ces

deux personnages, qui se soutiennent et se complètent l'un l'autre, ont été bien jugés. Ce n'est pas ici le lieu d'en donner la preuve. Je dirai seulement que la demoiselle de Villequier, pour moi, n'était qu'une ambitieuse et banale coquette, bien plus occupée d'intrigues que d'amour, et beaucoup plus instrument que pensée dirigeante. Fille de Jean, dit Tristan, seigneur de Magnelais, et de Marie de Joui, cousine germaine d'Agnès Sorel, elle avait pris modèle sur la célèbre amie de Charles VII, et finit par la supplanter. Vers 1449, environ six mois avant la mort d'Agnès, morte dit-on de dépit, on dut la marier à André de Villequier, auquel on donna une charge à la cour. Celui-ci mort (19 avril 1456), Antoinette se retira à Cholet, qu'elle avait acheté des libéralités du duc François; car elle avait su attirer vers elle ce jeune prince élevé à la cour de France, où, on le voit, elle avait mené de front deux intrigues à son profit⁽¹⁾.

Cholet, sur les frontières de France et de Bretagne, à proximité des deux cours, était fort habilement choisi. On y menait la vie la plus joyeuse : ce n'étaient que tournois et fêtes galantes, et François était sans cesse sur la route. C'est en s'y rendant ou en en revenant, qu'il apprit la mort de Charles VII, le 22 juillet 1461, et l'arrivée au trône de Louis XI, que sa haine des favoris et des favorites avait depuis longues années éloigné de son père. Tout ce monde galant et intrigant émigra en Bretagne, et le château de Nantes devint le refuge des amis et soutiens d'Antoinette : son influence s'en accrut; néanmoins elle habitait toujours Cholet, et le domicile conjugal demeura respecté.

Le 29 juin 1463, le duc eut un fils qu'on nomma le comte de Montfort. Ce fut une grande joie. Le bonheur de mère et les espérances d'épouse que cette naissance avait apportés à la duchesse furent de courte durée; l'enfant mourut le 25 août suivant. Le 27 mai précédent, comme pour insulter la femme légitime, l'heureuse mère en espérance, et mieux marquer l'antagonisme et la lutte, Antoinette donna publiquement sa terre et

(1) D. Morice, *Preuves*, t. II, p. 1690.

châtellenie de Cholet, « qu'elle a achetée du grand nombre de finance qu'elle reconnaît avoir reçu de haut et puissant prince François, à présent duc de Bretagne, » à François, fils naturel dudit duc, et à ses hoirs.... Ladite dame, ne s'oubliant pas, s'en réservait d'ailleurs la jouissance par usufruit sa vie durant. Cet acte est scellé du sceau d'Antoinette, et de ceux de Jean de Lévy, comte de Villars, et de Tannegui du Chastel.

En effet, Tannegui du Chastel, brouillé avec le nouveau roi de France, s'était réfugié à Nantes; il suivait la fortune d'Antoinette, qu'il connaissait d'ailleurs de longue date, ayant été lui-même un des favoris de Charles VII. Tannegui devint très en faveur immédiatement; il fut nommé capitaine de Nantes le 13 novembre 1461, et grand maître de l'hôtel du duc. A côté et dans l'ombre, s'essayait et par eux dominait le duc, Pierre Landais, dans le principe valet garde-robier, ce qui était un titre honorifique équivalent à celui de premier valet de chambre du prince, et déjà trésorier et receveur général au 1^{er} janvier 1461.

Donc, le duc était comme tenu en chartre privée, conduit et dirigé par ces trois personnes, ou seulement par une seule, Landais, qui, trop peu assuré encore de son pouvoir pour rester le premier en scène, consentait à paraître la créature d'Antoinette et de Tannegui, en attendant qu'il pût les détruire l'un par l'autre. Cette camarilla de la favorite fut la source d'intrigues déplorables et de toutes les guerres, en résumé fort malheureuses, qui troublèrent les derniers jours de Bretagne. Mais, je le répète, ce n'est point ici le lieu de nous étendre; qu'il suffise de savoir que dès lors l'infortunée duchesse Marguerite vécut isolée et solitaire dans le château de Nantes, abandonnée par son indigne mari et ne trouvant de consolation que dans l'ardente charité de sa cousine la duchesse Françoise d'Amboise. Je ne doute pas que l'épiscopat de Bretagne et le peuple ne fussent fort scandalisés. Albert de Morlaix nous dit clairement qu'on détestait la favorite et les siens, et qu'on supportait impa-

tiemment ce spectacle; la haine persistante et aveugle de la cour contre l'évêque de Nantes, les violences de Tanneguy du Chastel, me sont une preuve de ce que j'avance. On ne pourrait s'expliquer autrement la folie de François II, et de Landais, son ministre, aussi intelligent que peu scrupuleux, qui, pour une question de régale, déjà vidée précédemment, ne craignit pas d'attirer en Bretagne les armes et l'influence de Louis XI. Les origines de la guerre du Bien public en ce qui regarde la Bretagne, sont là tout entières; on sait que cette guerre fit le plus grand honneur aux talents et au courage du roi, et qu'il n'en fut pas ainsi pour ses adversaires. Antoinette de Magnelais, en grande partie cause première de ces malheurs, fit étalage de dévouement; elle envoya sa vaisselle et ses bijoux à la Monnaie: c'était bien le moins; n'était-ce pas sa propre cause qu'elle défendait; elle semait pour mieux recueillir; quel meilleur moyen de calmer les haines populaires et de répondre aux reproches de dilapidation? On se hâta de l'imiter. La bataille de Montlhéry eut raison de cette révolte.

Sur ces entrefaites, mourut la mère du duc (24 avril 1466), et arriva à Nantes la demoiselle de Magnelais. Le scandale fut à ce point que le peuple en murmura et que plusieurs des conseillers du duc, au nombre desquels il m'est doux de nommer du Chastel, alors en disgrâce par suite des intrigues de la courtisane, durent chercher les moyens d'y mettre fin. Le joug d'Antoinette était d'ailleurs insupportable. On ne crut mieux faire que d'écrire à Vannes, à la bienheureuse duchesse Françoise d'Amboise, qui venait d'y bâtir un couvent de carmélites, où elle habitait sans être cloîtrée encore. Françoise envoya à son cousin des lettres, dont Albert de Morlaix nous a conservé deux admirables fragments, et qui sont pleines à la fois d'affection, de charité, de patriotisme et d'une fermeté toute évangélique. Quelle grande âme que cette âme de sainte!! N'obtenant point de réponse, la noble femme arriva à Nantes. Le duc envoya au-devant d'elle des seigneurs de sa cour, qui l'amènèrent au château, où elle séjourna quinze jours. Elle parvint à en chasser

la favorite, qui trouva néanmoins un refuge en ville. Françoise voulait qu'on la renvoyât en Normandie : elle lui offrit même de l'argent pour l'y décider, ce qui prouve le cas qu'on faisait de cette femme ; mais elle fut traversée par des seigneurs qui, au moyen de la demoiselle de Magnelais, dominaient leur maître et qui l'entraînèrent à l'aller voir en ville. L'ayant su, Françoise d'Amboise comprit qu'il n'y avait rien à faire désormais ; elle retourna donc à Vannes, après avoir pleuré et prié avec l'infortunée duchesse. Ce séjour de Françoise en nos murs est du mois de septembre 1466, et, en cette même année 1466, se trouve la date précise d'un pèlerinage de Marguerite de Bretagne à Notre-Dame des Dons. Qu'allait demander la pauvre femme à la Reine des martyrs ? La conversion de son époux, avant la venue de Françoise d'Amboise et les derniers efforts tentés par elle, ou bien le repos après sa retraite ? Je n'ai qu'une date ; mais, on le voit, cette date laisse beaucoup à penser. Quant aux seigneurs qui traversaient les projets de Françoise, on devine quels ils furent, du moins leurs chefs : il n'est pas à douter que Landais soutenait Antoinette, et il est à croire que l'hôtel de Briord fut son refuge momentané ? Il est certain qu'à partir de cette époque, Antoinette de Magnelais devint la première personne de la cour. Le cinquième compte du Trésorier, allant du 1^{er} octobre 1466 au premier octobre de l'année suivante, débute par ces mots, qui indiquent assez cette haute situation :

« Monsieur le Bastard, jouit de Hédé. La duchesse Francesoise, jouit pour cause de son domaine de Saint-Aubin, etc. » Donc, au premier rang, comme héritier présomptif en quelque sorte, Monsieur le Bastard, premier personnage de Bretagne, puis les autres membres de la famille ducal à la suite.

Cependant, les intrigues continuant entre le duc de Bretagne, le comte de Charolais et le duc de Normandie, frère du roi, réfugié en Bretagne, ces princes armèrent contre Louis XI, qui confisqua les biens d'Antoinette de Magnelais, Saint-Sauveur-le-Vicomte, la Guerche, Estableu, Montrésor et Cholet, évidemment parce qu'elle était l'âme de ces intrigues ; et, afin de rendre la chose

plus piquante, le roi Louis était malin, il en fit don à Tanneguy, dépouillé par la dame. Cette confiscation est de 1468. En cette même année 1468, je vois Antoinette venir en pèlerinage à la chapelle des Dons. Pourquoi? Est-ce hasard? Un jour, accompagnant le duc à son manoir du Bois-Thoreau, en Sautron, l'aura-t-elle suivi à quelque chasse, et, passant près des Dons, aura-t-elle voulu donner le spectacle d'une piété officielle. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les scandaleux et les rebelles aux lois de la morale et de l'Église, se piquent d'être aussi réguliers, mais d'une piété plus éclairée, que ceux qui les condamnent. Toujours est-il que la favorite vint à la chapelle des Dons, et fit inscrire son nom sur le même registre où sa victime avait écrit le sien. C'était être déjà presque duchesse; bientôt, sans doute, elle se crut certaine de ce haut rang, quand, l'année suivante, l'infortunée Marguerite mourut de douleur, le 22 septembre 1469.

Marguerite, « sang royal de Bretagne et d'Écosse, » comme l'écrivait sa bienheureuse cousine Françoise, était une sainte et pieuse femme, épouse parfaitement noble et digne dans son malheur; le peuple la plaignait et l'aimait, et détestait la favorite. Il se forma contre cette dernière un parti puissant, à la tête duquel se trouvait Françoise d'Amboise. Mais le duc, entièrement dominé par la demoiselle de Magnelais, s'était livré aux créatures de cette femme, devenue à cette époque créature elle-même de Landais. On a fort critiqué la noblesse bretonne, on a fort exalté Landais à son détriment; on a dit que seul il comprit son époque et aima son pays, que les seigneurs bretons étaient vendus à l'étranger. C'est le contraire qui est vrai. Qui voyons-nous, en effet, autour du duc, administrant et gouvernant la patrie bretonne? Une maîtresse étrangère, Antoinette, et des favoris étrangers, MM. de Lescun, de Villars, de Tiercelin, tout cela vivant aux dépens du duc, absorbant les fonds du Trésor, livrant le pays aux hasards de guerres ruineuses et d'une politique sans foi et grosse d'orages sans cesse renaissants. Qu'on parcoure les comptes de Landais, la dame de Villequier, ses bâtards, y sont à toute ligne; ce sont des sommes sans cesse renouvelées qu'on leur alloue: les unes

pour des achats spécifiés de draps de soie ou de laine, que fournissent Martin Anjorant et Jehan de Moussi, le beau-père du Trésorier ; les autres, avec cette annotation : « Qu'il n'en sera pas autrement parlé à la Cour des Comptes. » Du 1^{er} octobre 1468 au 30 septembre 1470, je trouve qu'Antoinette et son fils, le sire de Clisson, sont portés sur les comptes pour une somme de 20634 livres, tandis que la duchesse Isabeau d'Écosse n'y est portée que pour 3000 livres, et la duchesse régnante, pour ses dépenses 6500 livres, et 500 pour ses épingles.

Les honnêtes gens, ce que j'appellerai moi le parti vraiment national et Breton, durent se réfugier en France, au moins les chefs, le vicomte de Rohan, beau-frère du duc, Tannegui du Chastel et Payen Gaudin, seigneur de Martigné et grand-maître de l'artillerie. On fit faire leur procès. Parmi les commissaires, on ne trouve que les fonctionnaires de Landais, entre autres un Lespervier, peut-être le père de celui qui, un jour, épousa la fille du Trésorier, peut-être celui-là même. Or, l'extrait de ces enquêtes est curieux à consulter. Que reproche-t-on à Payen Gaudin, par exemple, le plus chargé des accusés ? De s'être plaint : « de ce que les étrangers gouvernaient le duc et qu'ils étaient trop puissants en son conseil, et par-dessus tout Madame de Villequier ; d'avoir dit qu'elle empêchait le duc d'avoir des enfants de la duchesse ; d'avoir dit que les grands seigneurs étaient bien lâches de souffrir ladite dame et les étrangers auprès du duc, et qu'ils devaient les mettre hors du pays. » Payen Gaudin ne nia point ces paroles, et il ajouta ces mots significatifs, que le roi lui ayant dit, par manière de reproche : « Vous autres Bretons, êtes tous Anglais ou Bourguignons, il répliqua : *Sire, nous sommes et serons toujours bons Bretons et bons Français.* » Landais et ses complices n'en pouvaient dire autant (1).

Il y avait donc lutte, et lutte ardente, entre les Bretons et les étrangers, à la cour de François. Sur ces entrefaites, et tandis qu'on faisait ces procès, Antoinette mourut, un an et deux mois

(1) D. Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne.*

après la duchesse Marguerite, le cinquième jour de novembre, et fut enterrée en l'église de l'hôpital de Cholet, où son épitaphe, ainsi conçue, se lit encore : « *Ci gist noble et puissante demoiselle Anthoynette de Magnelays, en son vivant dame de Villequier et de Magnelays, vicomtesse de la Guierche en Touraine et de Saint-Sauveur-le-Vicomte, dame de Montresor et de Menetou-Salon, des Isles, de Marennes, d'Oleron et de cette ville de Cholet, qui trépassa le Vio de novembre, l'an MCCCCLXX. — Dieu en ait l'âme. Amen.* » (1).

On s'occupait de marier de nouveau le duc, lorsque cette mort arriva ; chacun s'y était mis, et c'est par suite d'un projet arrêté et déjà assez avancé, qu'Antoinette s'était retirée à Cholet. La princesse Marguerite de Foix avait réuni tous les suffrages. Le cardinal son frère, fort connu de la bienheureuse Françoise d'Amboise, auteur principal de ce dessein, avait, dit-on, le premier indiqué ce choix ; Lescun, l'un des favoris, gascon lui-même, voyant dans l'arrivée d'une princesse du Midi une assurance de fortune, y donna les mains. Landais, n'y trouvant rien qui pût balancer sa fortune, puisque ses amis restaient au pouvoir, y applaudit. Ce mariage se fit donc sous les plus heureux auspices. Il eut lieu à Clisson, le 27 juin 1471, dans la chapelle de Saint-Antoine. L'année suivante (1472), François et Marguerite vinrent en pèlerinage aux Dons, et l'objet de cette visite est spécifié. On lit dans les archives de la chapelle, dit M. le curé Rigaud, que le but de ce pèlerinage fut d'obtenir, par l'intercession de Marie, le don d'une postérité. Ce vœu ne fut exaucé que quelques années plus tard, et le don fut Anne de Bretagne, deux fois reine de France.

Si l'ordre était rentré dans le ménage ducal, il n'était pas rétabli dans le conseil. Les influences rivales continuèrent de se livrer bataille : d'un côté, les bâtards, et à leur tête Landais, faisant alliance avec l'Angleterre et la Bourgogne ; de l'autre, Chauvin et les grands seigneurs, qui comprenaient fort bien

(1) Je dois cette épitaphe à l'obligeance de M. l'abbé Boutillier de St-André, par l'entremise de M. de la Barbée.

l'imprudence qu'il y avait à intriguer sans cesse contre la France, vers laquelle, en définitive, la Bretagne était beaucoup plus attirée que vers sa rivale. Bientôt, les appuis du duc ou plutôt de Landais lui manquèrent : les ducs de Normandie et de Bourgogne moururent ; Lescun passa du côté des Français. Loin de s'arrêter, le Trésorier poussa son maître dans les bras de l'Angleterre ; la guerre s'ensuivit, et le duc y perdit son comté d'Étampes. Chauvin alors fut député vers le roi ; il conclut le traité de Luxeul, le 21 juillet 1477, qui nous valut deux années de paix, après lesquelles de nouvelles intrigues de Landais firent pencher le duc vers Maximilien d'Autriche, alors en guerre avec la France. Louis XI répondit à ces hostilités par un coup de maître, il acquit de Nicole de Bretagne les droits de la maison de Penthievre au trône ducal : assez triste résultat, on en conviendra, de cette politique qui amène sans cesse de nouveaux démembrements. Néanmoins, Landais s'entête, et précipite son maître dans cette voie ruineuse. François II, à son instigation, répond par le don de la baronnie d'Avaugour, membre de Penthievre, à son bâtard François, déjà sire de Clisson. Les bâtards et Landais dominent la cour. Ils vont jusqu'à proposer le mariage d'Anne de Bretagne, enfant de quatre ans, avec le prince de Galles, fils d'Édouard V, afin d'avoir l'alliance anglaise. Ce projet honteux livrait la Bretagne aux insulaires. En même temps, Landais fait arrêter Chauvin, et l'on sait la suite de cet inique procès. Le clergé fut le seul recours du chancelier, qui l'avait opprimé jadis, au nom des lois. Dieu permet ces retours, la magistrature montra une faiblesse honteuse : abandonné de tous, Chauvin mourut de misère dans la prison d'Auray, dont Landais avait le gouvernement, et le bâtard de Bretagne fut pouillé dans les biens confisqués de la victime.

Landais, pendant ce temps (1482), venait à son tour faire un pèlerinage aux Dons. Dans quel but ? À quel propos ? Était-ce, comme précédemment Antoinette, pour tromper les peuples par un étalage d'hypocrite dévotion ? Était-ce par hasard, en suite de quelque visite faite à ce Lespervier, qui était alors seigneur de

Treillières, et qui était au moins son allié, sinon son gendre ? Les conjectures sont permises. Toujours est-il qu'il ne parut pas avoir recueilli beaucoup de fruits de ce pèlerinage ; car, loin de renoncer à ses exactions ou de mettre quelque moralité dans ses desseins, il continua de telle sorte, que les seigneurs bretons se retirèrent en France. L'indignation contre le favori et sa politique toute anglaise s'accrurent : on s'irrite de voir le duc toujours au pouvoir des étrangers, dominé par eux, faisant bien plus leurs affaires que celles du pays ; on se ligue, on accuse tout haut le Trésorier. Je trouve dans l'énumération des griefs qu'on articule, cette phrase qui en dit fort long : « Il a voulu faire tomber le duché à d'autres qu'aux légitimes héritiers. » Qu'est-ce à dire ? S'agirait-il ici des bâtards ? Enfin, après des péripéties qu'il est inutile de rappeler, Landais, arrêté au château, est jugé, condamné et pendu, le 19 juillet 1485, ne laissant qu'une fille, mariée au seigneur de la Bouvardière, de la famille Lespervier, et des neveux, comme lui gens fort habiles. Mais il laissa aussi des souvenirs funestes, et des préjugés dans l'esprit d'Anne, la future duchesse. Ces préjugés et les restes du parti de Landais, dominant la cour, eurent une influence déplorable dans la suite ; car Anne, élevée au milieu de ces luttes, envisagea toujours un peu la France comme un pays ennemi. Destinée à la couronne des Lis, elle se fit conquérir et contraindre à l'accepter, tandis qu'abandonnée à elle-même, sa haute intelligence lui eût fait comprendre que là était non-seulement sa gloire, mais encore la paix de ses peuples et la fin naturelle de sa dynastie toute française.

Anne vint à son tour à la chapelle des Dons ; mais quand ? Dans une de ses lettres du 9 septembre 1841, M. le curé Rigaud me dit : « Les légendes de la chapelle des Dons sont la source où j'ai puisé. Dans ces légendes on lit : « François II, duc de Bretagne, « après son second mariage avec Marguerite de Foix, vint à cette « chapelle en 1472, solliciter de la Vierge des Dons, le don « d'une postérité illustre, et la glorieuse duchesse Anne fut « le fruit de ses prières et le gage de la protection de Notre- « Dame. » Notre bonne duchesse Anne vint en 1491 à cette

chapelle demander le succès de ses armes, avant d'engager la dernière lutte de la Bretagne contre la France. Le mauvais succès de cette guerre fit perdre à la vérité aux Bretons leur nationalité, mais éleva notre princesse sur le plus beau trône du monde, par son mariage avec le roi de France, Charles VIII. » Ailleurs, le même M. Rigaud a écrit : « Notre bonne duchesse Anne, devenue reine de France par son mariage avec Charles VIII, y vint pendant son veuvage. » Voici deux assertions qui, au premier abord, semblent se détruire, mais qui en réalité n'ont rien de contradictoire. Il en résulterait seulement qu'Anne est venue aux Dons à deux fois différentes, et s'il y a erreur, c'est uniquement dans la date de son premier pèlerinage. Je dis dans la date, et non dans le fait ; car les circonstances mêmes me permettent de découvrir et de réparer l'erreur. Anne n'a pu venir aux Dons en 1491, car cette année n'est pas celle où commença la lutte, ce fut au contraire l'époque qui en vit la fin. Anne passa tout ce temps enfermée à Rennes, elle n'en sortit que pour aller à Langeais, où le mariage eut lieu le 6 décembre, et de là faire son entrée à Paris. Mais si nous nous reportons à deux ans plus tôt, nous voyons tout coïncider avec les énonciations de M. l'abbé Rigaud.

En effet, vers le milieu de 1489, Anne se trouvait à Redon, ville ouverte et sans défense, lorsqu'elle eut peur qu'un parti de Français qui tenait Montfort, ne tentât de l'enlever. Elle résolut de se réfugier à Nantes, et, pour cela, elle le fit savoir au maréchal de Rieux, lui mandant de la venir joindre ; puis, accompagnée de Dunois, elle vint coucher à Blain. Là elle apprit qu'au lieu d'obéir, le maréchal cherchait à soulever la ville. Nonobstant ces nouvelles, l'intrépide jeune fille poursuivit sa route, la vieille route gallo-romaine de Nantes à Blain, qui passe à quelques pas au nord de la chapelle des Dons, et s'arrêta à la Pasquelaie, en Vigneux, sur les confins de Treillières. Elle y séjourna plusieurs jours, jours d'angoisses, de difficultés sans cesse renaissantes, de pourparlers avec de Rieux et ses complices, d'ingratitude à subir, de graves décisions à prendre. On avait grand besoin de conseils, et l'on était bien

près de Notre-Dame des Dons. On était si près, qu'on dut y aller demander aide et secours, et qu'on y alla. C'est ce que dit positivement M. l'abbé Rigaud, qui, en analysant très-bien les archives qu'il a lues, a mal rapporté la date.

Quant au second voyage d'Anne aux Dons, il ne put avoir lieu que de la fin de novembre 1498 aux premiers jours de janvier suivant, époque à laquelle la duchesse-reine se remaria. On comprend qu'en cette circonstance, près d'engager une seconde fois sa liberté et de quitter son cher pays, Anne ait voulu faire ses adieux au petit sanctuaire où son père et sa mère avaient prié, l'avaient obtenue de Dieu, et où sans doute elle était venue plus d'une fois avec eux dans son enfance.

Pour en finir avec les pèlerinages, mon curé ajoute ces lignes, dont je regrette la brièveté : « Dans des temps plus rapprochés du nôtre, nous lisons dans les archives de cette chapelle, le catalogue des personnes illustres qui y vinrent en pèlerinage. » J'exprime encore ici le regret de n'avoir pu parcourir ces archives et connaître ces noms ; ils eussent fourni plus d'un indice intéressant : espérons toujours que d'autres seront plus heureux.

III.

Telle fut Notre-Dame des Dons dans le passé. Elle eut, on le voit, sa splendeur et ses fêtes. Cette gloire continua-t-elle ? Qu'est-elle aujourd'hui ? Hélas ! il faut bien le dire, Notre-Dame des Dons fut fort négligée depuis l'union de la Bretagne à la France et le départ de la cour. Seuls, les habitants du pays contiguèrent à venir honorer la sainte Vierge dans son oratoire, et les populations voisines à chômer la fête du lieu, le mardi de Pâques. Il y avait en ce jour grand concours de pèlerins, un *pardon* célèbre par tout le pays Nantais. On y recevait de nombreuses offrandes, dont le montant était partagé entre la fabrique de Treillières, les bénéficiers et l'évêque de Nantes. Ogée, si l'on se le rappelle, a eu bien soin de le noter dans son Dictionnaire.

A cette chapelle était attaché un petit bénéfice ; je ne sais au juste à quelle nomination, probablement à l'Ordinaire. Ce que je trouve dans les archives de la paroisse, c'est, avec le relevé des ornements spécialement affectés à Notre-Dame des Dons, fait par les évêques ou leurs délégués dans les visites pastorales, la preuve qu'au commencement du siècle dernier la chapelle était abandonnée par les titulaires. Je transcris ici les deux délibérations suivantes, que j'extrais des registres de la paroisse :

« L'an mil sept cent huit, le deuxième septembre, environ les onze heures du matin, à l'issue de la grand'messe, dite et célébrée en l'église paroissiale de Treillières, ont comparu : M. le Recteur, Julien Thomaré, Denis Bernard, Pierre Grelier, Marseu, Bernard, Pierre Jarnet, Jacques Briant, Jan Grelier, Jullien Davy, Jan Gergaud, Pierre Chesneau, Jan Bretesché, Jean Thomaré, Pierre Briand, Pierre Thomaré, Jullien Choismet, M^e François Jacob, Jan Langlois, Denis Ragot, Jan Choismet, Vincent Praud, Antoine Rincé, Pierre Brard, Jan Chesnaud, Jullien Rouziou, Nicolas Briand, etc...., faisant la plus saine et entière partie de la ditte paroisse, lesquels, ayant connaissance certaine que les titres et fondations, inventaires et procès-verbaux de la chapelle des Dons se dissipent et perdent, par le peu de soin et mauvais gouvernement qu'en font Messieurs les Chapelains de la ditte chapelle, dont la perte est la cause que les fondateurs et titulaires sont frustrés du fruit de leurs vœux, et les dits fidèles notamment refroidis dans leur dévotion envers la sainte Vierge ; à ces causes et pour plusieurs autres, les ci-dessus nommés, délibérant, sont d'avis : que pour remédier à ces inconvénients, après y avoir mûrement considéré, ils n'ont point trouvé de remède plus propre et plus utile que d'obliger les chapelains de la ditte chapelle de les remettre aux archives de l'église de Treillières, conformément à l'article 3 du chapitre 18 des ordonnances de ce diocèse, afin que le nombre des messes et autres services y annexés puissent être affichés dans une carte, dans la sacristie, conformément à l'article 1^{er}, chapitre 5, des ordonnances ci-dessus, et pareillement les inventaires et procès-verbaux

des dits ornements seront mis dans le coffre des archives, pour y avoir recours autant que besoin sera.

Signé : « AMÔCÉ, recteur.

« JACOB, etc. »

Le 24 février 1715, le mal existant toujours, les notables se réunirent de nouveau et prirent les résolutions suivantes :

« Le vingt-quatrième février mil sept cent quinze, à l'issue de la messe paroissiale de Treillières, en la conséquence du chapitre assigné dimanche dernier par Monsieur le recteur de cette paroisse, qui, en vertu de ses droits et du plein pouvoir que nous, paroissiens de Treillières, lui avons donné en mil sept cent huit par chapitre, pour les ligements des titres, fondations, inventaires, procès-verbaux des ornements et appartenances de la chapelle de Notre-Dame des Dons, de notre paroisse, après plusieurs propositions, les présentes instances par-devant Messieurs les juges de l'officialité de Nantes, pour les ligements et recouvrements des dits titres et ornements, a reconnu et nous a fait connaître, par l'aveu du s^r Bêzeau, prêtre de chœur de St-Vincent de Nantes, et par les inventaires que le sieur recteur lui a demandé et forcé de lui apparaître, que la meilleure partie des dits ornements ont été dissipés et divertis, partie par le feu sieur Bonnet, partie par le dit sieur Bêzeau, qui est condamné en privé nom d'en répondre, se disant chapelain de la dite chapelle des Dons. Entre autres ornements dissipés et divertis : un soleil d'argent servant à exposer le Très-Saint Sacrement, un ciboire aussi d'argent, avec son pavillon de velours rouge orné de dentelles d'or et d'argent, une lampe d'argent, deux petits orceaux d'argent, une couronne d'argent ciselé servant à mettre sur la tête de l'image de la Vierge, une petite Nostre-Dame d'argent, une autre petite couronne d'argent servant à mettre sur la tête de l'Enfant-Jésus, un messel, une aube, une chasuble noire, des nappes et devant d'autel, plusieurs autres ornements marqués dans les inventaires, qui ne se trouvent, que nous trouvons estimés valoir la somme de cinq cents livres ou plus. Pour ces

causes et plusieurs autres à nous connues, nous nous sommes assemblés capitulairement au son de la cloche, les dits jour et an, M. le Recteur, M^e François Jacob, avocat à la Cour, etc... , faisant la plus saine partie des paroissiens, où nous avons délibéré et arrêté, sauf le jugement qui interviendra par l'officialité de Nantes, que, au cas que les dites choses défailtantes ne se trouvent pas en espèces existantes, l'équivalent soit appliqué aux plus urgentes réparations de la dite chapelle et de ses appartenances, par M. le Recteur, les frais déduits et sauf, si bon semble, le recours vers les héritiers du dit feu sieur Bonnet. Arrêté, le dit jour et an, etc... »

Je ne sais au juste quelles suites eurent ces délibérations; mais il y en eut, puisque la chapelle fut quelque peu restaurée : le retable de mauvais goût qui surmonte encore l'autel et bouche tout le bas de la belle fenêtre ogivale du fond, accuse à la fois et l'époque de décadence qui l'a plaqué là, et le peu de ressources que l'on avait. Du moins avait-on toujours de la bonne volonté et un amour constant pour Notre-Dame des Dons. On arriva ainsi aux jours de 1789, et à la mise à exécution des fameux principes de liberté religieuse proclamés par les philosophes devenus législateurs. Après avoir fait élire au scrutin un évêque pour un siège qui n'était pas vacant, le département résolut d'envoyer dans les paroisses des curés de la même provenance. Treillières eut le sien; non qu'elle l'eût demandé, mais on lui en fit besoin, et, pour la mieux persuader qu'ainsi l'exigeait sa liberté, on envoya, le 12 juin 1791, un détachement de 100 hommes armés, pour aider au curé constitutionnel à chanter sa messe dans l'église vide⁽¹⁾. On ne dit pas s'il en chanta plusieurs à la suite : ce qui est certain, c'est que l'intrusion ne prit pas racine dans ce pays de la sainte Vierge; mais la sainte Vierge, par contre, y perdit ses biens, sinon son autel.

Voici ce qu'on lit aux archives de la Préfecture de la Loire-

(1) Voir Mellinet, *Commune et Milice de Nantes*.

Inférieure, Registre des ventes des biens appartenant aux Églises :

« Séance du mercredi quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-douze, sur les midi;

« Tenue par Noël-François Coiquaud, président; Jean-Alexandre Bazille; Pierre-Jean-Marie Sotin; Jean-Joseph-Anne Lecomte, et François Chaillou, administrateurs formant le directoire.

« En présence de Julien Le Febvre, procureur syndic.

« L'Administration, après avoir entendu le procureur syndic en ses conclusions, pour le procureur général syndic du département, a fait annoncer à son de trompe que les dernières enchères étaient ouvertes, pour parvenir à l'adjudication d'une petite maison et jardin, situés paroisse de Treillières, dépendant ci-devant de la chapellenie des Dons, dont est fermier le nommé Choismet, ainsi qu'il est porté par les bannies qui ont été publiées et affichées, et aux charges et conditions du sumptum arrêté en tête du présent registre.

« Lecture faite à haute voix par le secrétaire d'une des dites bannies et du sumptum ci-dessus, M. le Président a fait allumer un premier feu, et, procédant à la réception des enchères au-dessus de la somme de cinq cent vingt-huit livres portée par les premiers, à l'instant a été offert par le sieur Debruyne la somme de cinq cent quarante livres;

« Par le sieur Marquès, la somme de cinq cent soixante livres;

« Par le sieur Huguet, la somme de six cents livres.

« Ce feu éteint, sans qu'il ait été mis d'autre enchère, l'adjudication provisoire est demeurée au dit sieur Huguet.

« M. le Président ayant fait allumer un second feu et annoncé au public qu'au cas qu'il ne fût porté aucune enchère pendant la durée d'icelui, l'adjudication ci-dessus demeurerait pure et simple, ce feu a brûlé et s'est éteint sans que personne ait voulu enchérir. En conséquence, l'Administration a adjugé et adjuge définitivement, au nom de la Nation, au dit sieur Joseph Huguet, ci-devant trompette de cette ville, tant pour lui que pour autres qu'il

pourra nommer dans le temps accordé par les décrets, les biens dont il s'agit, moyennant la somme de six cents livres payables entre les mains du trésorier de ce district ; savoir : dans le délai de quinzaine, la somme de soixante-douze livres pour l'à-compte de douze pour cent du prix de la présente adjudication, et le surplus dans les termes et de la manière exprimée au sumptum, si mieux n'aime le dit sieur Huguet accélérer sa libération par des payemens plus considérables et plus rapprochés, ou même se libérer entièrement à quelque échéance que ce soit ; auquel cas il lui sera fait déduction des intérêts, compris les annuités restantes, suivant les proportions requises, et remise de ses obligations du montant des dites annuités, au cas qu'il en ait fourni.

« Arrêté, sous les signatures du Président, des membres du Directoire, du procureur syndic et du dit sieur Huguet, adjudicataire, les jour et an ci-dessus.

Signé : « COIQUAUD, président ; HUGUET, CHAILLOU, LECOMTE, BAZILLE, P.-J.-M. SOTIN, Julien LEFEBVRE, procureur syndic ; GAINCHE, secrétaire. »

Ainsi, la petite maison et le jardin dépendant de la chapellenie des Dons furent adjugés à un spéculateur de bas étage ; mais la chapelle, entourée par ce jardin sur trois côtés, mais indépendante, et s'ouvrant directement sur un placis joignant un chemin public, la chapelle a été réservée, la chapelle n'a jamais été vendue (1). La chapelle est donc demeurée dans le domaine public, et si une discussion pouvait s'élever pour savoir à qui incombe le soin d'une restauration que tout le monde désire, ce ne pourrait être qu'entre la commune de Treillières et la fabrique. Cette dernière, en effet, quand vint l'Empire et le décret qui remettait aux

(1) Les biens vendus nationalement furent achetés par M. Renaud, ancien procureur fiscal des biens de Gesvres, sous M. de Talhouët de la Grationnays, et intendant de M. Drouet, nouveau propriétaire de cette terre, pour ce dernier, moyennant la somme de six cents francs, ce qu'ils avaient coûté primitivement au sieur Huguet. Quant à la chapelle, Huguet, ne l'ayant pas achetée, n'a pu la vendre.

fabriques leurs biens non aliénés, négligea la formalité de la demande de l'envoi en possession; il est vrai qu'elle la possédait en réalité, et que personne n'annonçait vouloir la troubler dans la jouissance de ce droit incontestable, et qu'aujourd'hui encore la commune ne conteste pas. La fabrique use de son droit toutes les fois que bon lui semble. Quand les biens furent vendus, la chapelle fut pillée, mais non pas par l'acquéreur de la maison et du jardin : les traditions ont conservé le souvenir de ceux qui firent cet acte sacrilège; ils n'étaient pas de la paroisse, mais la répulsion les a suivis au delà des limites. C'est qu'en Treillières, tous les cœurs sont attachés à ces pierres consacrées; c'est que la population garde un long souvenir de ceux qui honorent ou dédaignent Notre-Dame des Dons; et cela est bon et doit être encouragé, puisque cela repose sur le respect dû à Dieu et aux ancêtres.

Il me reste à décrire ce qui nous demeure après tant de vicissitudes. La chapelle est située à trois kilomètres au sud du bourg, tout près de la route de Rennes, derrière le village de la *Chédorgère*. Il faut être dessus pour l'apercevoir, tant ses murs couverts de lierre se confondent avec les châtaigniers et les ifs qui l'environnent. La toiture et les chevrons ont été enlevés; le carrelage a été emporté, pour être placé dans l'église paroissiale : acte de propriété assurément regrettable; mais la nature pieuse a réparé ce mal en faisant pousser un moelleux tapis de mousse et de graminées. L'autel seul subsiste sur sa base en maçonnerie; il est formé d'une seule belle pierre blanche : c'est l'autel du x^e siècle, aux pieds duquel furent déposés les prières et les dons de nos ducs.

La chapelle, qui n'est plus ainsi qu'une ruine ouverte, est orientée du sud-ouest au nord-est : on y entre par une grande porte ogivale en granit, s'ouvrant dans la façade sévèrement ornementée et surmontée d'un petit clocher maintenant tout couvert d'une touffe de lierre qui le dissimule; il y avait une porte latérale au côté nord-ouest, en grande partie démolie maintenant, mais à laquelle on arrive encore aujourd'hui par un couloir indé-

pendant du jardin vendu nationalement. La chapelle a donc ainsi toutes ses issues. Sur le côté opposé à cette petite porte, on distingue avec peine, cachées dans les lierres, deux fenêtres ogivales sans meneaux, dont la pointe est trilobée ⁽¹⁾. Ce qu'il y a sans contredit de plus remarquable, c'est la très-belle fenêtre du chevet, dans le style du xv^e siècle, peut-être du xiv^e, tant les contours des colonnettes et des rosaces sont purs et bien profilés; elle est à un meneau, et a 3^m,10 de hauteur sur 2^m,15 de largeur. Malheureusement, ainsi que je l'ai dit, on l'a gâtée en la maçonant par le bas pour y accoler, au siècle dernier, le retable misérable dont j'ai parlé, et qu'il serait à la fois facile et bon de faire disparaître en cas de restauration. Dans la sacristie ⁽²⁾, qui est au nord-ouest, se trouve une autre fenêtre ogivale également bien appareillée. A ce même côté gauche, est une petite chapelle carrée ayant son autel, qui communique avec la grande au moyen d'une large baie en anse de panier pratiquée dans le mur, ce qui annonce une construction plus récente. Des paysans âgés ont dit à M. l'abbé Gaignard, qui les interrogeait, et qui a relaté ces souvenirs dans des notes que je consulte, que cette petite chapelle était sous le vocable de sainte Marguerite, et c'est là encore une trace nouvelle du pèlerinage de nos duchesses. Ogée et M. le curé Rigaud ne se seraient donc pas absolument trompés lorsqu'ils ont attribué au duc François II, époux successivement de Marguerite de Bretagne, puis de Marguerite de Foix, la fondation de la chapelle des Dons. François aurait réparé la chapelle primitive et lui aurait accolé une autre petite, qui est bien, elle, dans le style de la décadence ogivale, et qui a conservé le nom de la patronne de ces princesses. Cette petite chapelle a 2^m,96 dans un sens, et 3^m,70 dans l'autre;

(1) Hauteur, 1^m,85; largeur, 1^m,18.

(2) La sacristie a 3 mètres, sur 1^m,63; la fenêtre ogivale qui l'éclaire, 2^m,10 sur 1^m,73. Elle a deux portes : une ogivale intérieure a 80 centimètres de large; une extérieure plus récente, ronde, sans caractère, qui a 1^m,50 de haut, sur 68 centimètres de largeur.

c'était un véritable oratoire, réservé sans doute, dans la pensée du fondateur, au duc, à la duchesse et à leur famille.

La chapelle principale a 15^m,65 de longueur sur 5^m,50 de largeur. La hauteur des murs latéraux est de 5^m,30 ; celle de la façade, de 8^m,75 ; celle du pignon du chevet, un peu dégradé au sommet, est de 6^m,68. Cet édifice sans doute était loin d'être magnifique, la maçonnerie en est commune ; néanmoins, les ouvertures sont soignées et en matériaux choisis, le style en est bon : sous le rapport de l'art, il est plus remarquable que les chapelles de Notre-Dame de Bon-Garant, en Sautron, et de Notre-Dame des Anges, en Orvault.

Pour en finir avec le monument tel que le pillage l'a laissé, je dirai qu'on ne voit plus parmi les débris de son ancienne ornementation intérieure, qu'une jolie crédence et piscine en pierre blanche dans le mur à droite, faisant face à la porte de la sacristie ; deux supports de statues bien travaillés à droite et à gauche de l'autel, dont l'un, composé de feuilles de choux frisés, porte encore des traces de peinture et peut-être de dorure ; les tronçons d'une grande croix en pierre d'ardoise, et deux statues mutilées dans l'une desquelles M. l'abbé Gaignard croit découvrir saint François d'Assises, le patron du duc, avec sa barbe et sa corde autour des reins — c'est au moins sûrement un solitaire — et dans l'autre sainte Marguerite, avec une couronne fleurdélisée. Pour cette dernière, que je crois me rappeler en effet, je l'ai vainement cherchée à une visite récente que j'ai faite aux Dons ; je ne l'ai plus retrouvée. Près de la porte, une maçonnerie grossière supporte un informe bénitier en granit.

Je n'ai pas encore parlé de l'objet principal, je veux dire de la statue de la Sainte Vierge honorée en ce lieu. Ce n'est pas qu'il ne soit curieux ; mais il a été tellement mutilé par des réparations successives, qu'il est vraiment impossible de s'en faire une juste idée : c'est un assemblage de granit, de marbre et de plâtre, recouvert de peintures et de dorures, auquel nul caractère artistique n'est demeuré, mais qui a conservé tout son pieux empire sur nos braves et fidèles paysans. La Vierge mère est assise sur un exèdre

en granit, sans dossier; elle a le sein découvert et allaite son divin Enfant, qui se détourne un instant et sourit à ses adorateurs. Le sein de la mère et tout l'Enfant sont en marbre, la tête de la Vierge, très informe et beaucoup plus moderne, est en plâtre. Qu'y a-t-il sous ce plâtre, et comment toutes ces matières diverses sont-elles soudées ensemble? Voilà ce qu'il serait curieux d'étudier, mais c'est à y renoncer. On ne pourrait toucher à la statue de Notre-Dame. Déjà, vers 1815, M. Chesnard, ancien curé, trouvant que la chapelle n'était plus convenablement entretenue, ayant voulu transporter cette image en son église paroissiale, ne put effectuer son projet que la nuit et en secret; il y eut une grande rumeur dans toute la paroisse quand on apprit que *la bonne Vierge avait disparu des Dons*. Depuis, cependant, on s'est habitué à la voir à cette nouvelle place; mais permettrait-on une restauration aussi radicale que celle qu'il faudrait pour enlever cette tête affreuse, récente et sans caractère? Il est permis d'en douter. C'est que, telle qu'elle est, cette statue est un témoin des mauvais jours écoulés et de la piété éprouvée des habitants de Treillières. A l'époque de la Révolution, quand on sut l'approche des détrousseurs d'église, des mains pieuses cachèrent cette statue, et la cachèrent où? Dans le creux d'un des deux ifs énormes ⁽¹⁾ qui ornent le placis au-devant de la chapelle, et c'est là, dans cette refraite préparée par la nature, qu'elle attendit des temps plus heureux, en recevant les hommages constants de ses fidèles. Aujourd'hui, les murs dépouillés et les vieux ifs voient encore des pèlerins, pieusement attardés, présenter à Dieu leurs prières et s'en retourner un rameau vert au chapeau.

Une nouvelle statue provisoire a été posée sur l'autel nu: les personnes des environs y récitent le chapelet; on y fait rustiquement les exercices du mois de Marie; la paroisse y vient en procession aux Rogations, et, le mardi de Pâques, fête de la chapelle,

(1) Énorme est bien le mot; car cet if, entièrement creux, mesure quatre mètres de circonférence à l'intérieur.

l'ancien pardon des siècles passés, un marguillier s'y tient toute la journée, pour recueillir les offrandes des pèlerins qui s'y rendent : de telle sorte que le jour où cet oratoire béni sera rétabli dans toute sa splendeur, on pourra dire en toute vérité que rien n'aura pu interrompre le pèlerinage de Notre-Dame des Dons.

*Benignè fac Domine in bonâ voluntate tuâ Sion ut edificentur
muri Jerusalem !*



Le Comité a pensé être agréable aux membres de la Société archéologique, en faisant réimprimer dans le *Bulletin*, la liste des PRINCES ET COMTES SEIGNEURS DE NANTES, par l'abbé Travers.

Cette liste a été imprimée à la suite des *Étrennes nantoises et de la province de Bretagne pour l'année 1750*, dont elle comprend les pages 89 à 114. — Ces *Étrennes* (Nantes, Nic. Verger, 1750, in-24) sont fort rares, car on n'en connaît qu'un exemplaire, qui appartient à M. George Demangeat.

On n'en connaît aussi qu'un exemplaire tiré à part (in-32 de 32 pp.), dont M. F^é Parenteau, son possesseur, a généreusement fait don à la Bibliothèque de la ville. C'est celui que nous réimprimons, à titre d'ouvrage curieux et utile à consulter.

PRINCES

ET

COMTES,

SEIGNEURS

DE NANTES,

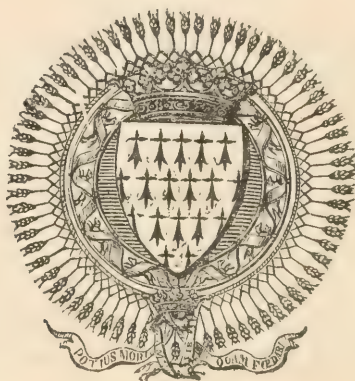
*Depuis les Romains jusqu'à
l'an 1750. avec la datte de
l'Entrée de plusieurs de ces
Princes dans ladite Ville de
Nantes.*

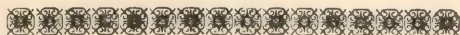


A NANTES,

Chez N. VERGER, Imprimeur du Roi,
de la Ville, et Libraire-Juré de l'Univer-
sité, Haute Grand'Ruë.

Avec Permission.





**PRINCES ET COMTES,
SEIGNEURS DE NANTES,**

*Depuis les Romains jusqu'à l'an 1750. avec
la datte de l'Entrée de quelques-uns de
ces Princes dans ladite Ville de Nantes.*

LA Cité de Nantes , appelée ainsi du fleuve de la Loire, qui l'arrose en la plus grande partie ; *Nant* est un mot Celtique, qui signifie Fleuve et eau courante, d'où l'on a dit *Nantes*, la Cité du Fleuve. Elle fut d'abord gouvernée par ses propres Magistrats, ainsi que les autres Communautés des Gaules, avant que les Romains y eussent entré ; mais les conquêtes de Caius Julius Cæsar 45. ans avant la Naissance de JESUS-CHRIST, en ayant fait une Province Romaine avec les autres Cités des Gaules : elle obéit aux Empereurs de Rome jusques vers la fin du 4e. siècle. Elle eut alors un Prince en Conan Meriadec, d'abord par la concession du tyran Maxime, et après sa défaite et sa mort l'an 391. par la permission de l'Empereur Theodose le Grand.

CONAN MERIADEC, qui constamment est la tige et la souche de tous les Princes qui ont régné en Bretagne, passa l'an 383. avec l'Empereur Maxime de la Grande Bretagne dans l'Armorique, à la tête d'une Armée de Bretons Insulaires. Geffroy de Montmouth les fait débarquer à un Port

peu éloigné de Rennes. Ils s'établirent dans l'Armorique par la concession de Maxime. Conan servit dans les Armées de ce Prince, et revint après sa mort dans les terres qui lui avoient été accordées depuis St. Mahé, fin de la terre, et le Mont St. Michel jusqu'à Nantes. Il porta la guerre dans l'Aquitaine, et s'y rendit maître du País de Retz vers l'an 405. il secoüa le joug des Romains l'an 410. et se fit un Royaume en Bretagne, dont Nantes fut la Capitale vers l'an 416. Ce Prince mourut l'an 421. ou environ, et fut inhumé à Leon avec cette Epitaphe, *Hic jacet Conan Rex Britonum*. Le Pere Toussaint de St. Luc dans ses Antiquités Bretonnes, lui donne une Medaille avec la legende *Conanus Rex Britonum*. Elle peut également être de Conan le Tors, qui prit la qualité de Roi des Bretons, et avoir été frappée à Nantes, dont il fut maître pendant quelque tems. L'Epitaphe *Hic jacet Conan Rex Britonum*, pourroit bien aussi être de Conan le Tors.

RIVVELIN ou HUELIN, surnommé MURMAC-CON, son Frere de même nom, et URBIEN dit KUNCAR, troisième Fils de Conan, gouvernerent l'Etat dans la vieillesse de leur pere. La grande Notice de l'Empire d'Occident fut rédigée l'an 400. avant que Conan fût bien affermi; la petite Notice des Gaules est du même siècle, et peu après.

SALOMON, dit Guitol, Guiton et Witric, fils d'Urbien et petit fils de Conan, succeda l'an 421. à son Ayeul, il fut tué à

5

Nantes l'an 434. dans une émotion populaire : elle fut suscitée par les Goths de l'Aquitaine, auxquels l'Empire avoit donné la Ville de Nantes et le Pais des environs.

GRALLON, dont Conan en sa vieillesse avoit épousé la sœur, regna à la mort de Salomon l'an 434. Le voisinage des Goths l'obligea à quitter Nantes et à se retirer en Basse-Bretagne. Il mourut vers l'an 445. Littorius Capitaine Romain battit les Armoricaïns l'an 439. Les Armoricaïns un peu rétablis, firent le siège de Tours l'an 444.

AUDREN, fils de Salomon l'an 445. mourut l'an 464. quelques uns mettent sa mort à l'an 471. son fils Erech lui succeda.

ERECH, dit Riothim et Riothame, l'an 464. Il fut défait dans le Berri à la tête de 12000 Bretons des bords de la Loire, c'est-à-dire, du Diocèse de Nantes, par Euric Roy des Goths allié de l'Empire, l'an 472. St. Sidoine lui a écrit quelques Lettres.

EUSEBE, l'an 473. il mourut l'an 490. Nantes étoit de sa dépendance, mais sa résidence ordinaire fut à Vannes. On le croit fils de Rivalon, d'autres le disent fils d'Erech.

BUDIC, fils d'Audren, l'an 490. il fut maître de Nantes, de Rennes, de Dol et du reste de la Bretagne. Il mourut à Nantes vers l'an 509. et fut inhumé à l'Eglise de S. Cyr qu'il avoit fait bâtir hors les murs. Les Saxons commandés par Marcil Chillon firent du tems de Budic le siège de Nantes sans la prendre, mais ils occuperent le Pais Nantois jusques vers l'an 515. Aij

6

HOEL dit le Grand, alla à la mort de son pere en Angleterre, solliciter des secours contre les Saxons : il reparut à Nantes vers l'an 512. Il étoit fils de Budic, il mourut vers l'an 545. après avoir chassé de Bretagne les Saxons et les Frisons, ou les avoir mis dans un état à ne pouvoir plus nuire. Marchil Chillon qui occupoit le Comté de Nantes depuis plusieurs années, fut battu en plusieurs rencontres par les Troupes d'Hoël, sous la conduite du Prince Jean son fils dit Jonas. Les cinq fils d'Hoël, sçavoir, Jean qui prit le nom d'Hoël, Conobre, Budic, Varoc et Macliau partagerent ses Etats et prirent le titre de Comte.

HOEL II. dit Jean Reith, ou le Roi Jean et Jona, fils aîné d'Hoël, fut tué par son frere Conobre l'an 547. son fils Judual se retira à la Cour de Childebert Roy de France, à Paris.

CONOBRE dit Comorre, Conaumur et Conobert, c'est-à-dire, Conan l'illustre ou Conan le Grand, Comte de Nantes et Roi de Bretagne par usurpation sur son neveu Judual l'an 547, périt l'an 560. dans le combat que Chramne livra au Roi Clothaire du côté de Guerrande.

JUDUAL fils d'Hoël II. tint l'an 557. une partie de Bretagne, ou plutôt du Païs de Retz. Il fit sa résidence dans les dernières années de sa vie à Penochen, c'est Penbœuf. *Pen* en breton signifie Tête, et *Ochen* signifie Bœuf.

THEODORIC, fils de Budic, troisième

7

fils d'Hoël le Grand , après avoir tué son oncle Macliau , et son cousin Jacob , fils de Macliau , occupa l'autre partie du Païs de Retz , dit Ratiâte.

CLOTAIRE I. Roi de France , s'empara de la Ville de Nantes au mois de Novembre 560. après la mort de Conobre Comte de Nantes , et la tint un an , étant mort en Novembre 561. Nantes se vit pour la première fois sous la domination des François. S. Felix Evêque, Gouverneur de Nantes.

CHILPERIC, Roi de France à Soissons en Novembre 561. jusqu'à la fin de Septembre 584. qu'il fut tué.

GONTRAM, en qualité de Tuteur de Clotaire II. âgé de 4. mois l'an 584. Theodoald qu'on dit fils de Judual , Gouverneur ou Comte de Nantes.

CHILDEBERT, Roi d'Austrasie, maître de Nantes l'an 593. après la mort de son oncle le Roi Gontram.

THIERRI fils de Childeberty, l'an 595 mourut l'an 612.

CLOTAIRE III. Roi de France, maître de Nantes en 612.

DAGOBERT Roi d'Austrasie, maître de Nantes en 623.

SIGEBERT fils de Dagobert , maître de Nantes l'an 633. mourut au mois de Février 654.

DAGOBERT fils de Sigebert , âgé d'environ 2. ans, pendant un mois et demi, au bout desquels le maire du Palais l'envoya secrettement en Irlande.

CHILDEBERT fils adoptif de Sigebert au commencement de 654.

8

CLOVIS II. Roi de Neustrie, sur la fin de 654. mourut l'an suivant.

CHILDERIC Roi d'Austrasie, fils de Clovis II. l'an 655. jusqu'à 673. qu'il fut tué.

DAGOBERT II. retourné d'Irlande l'an 673. âgé d'environ 35. ans, rétabli dans le Royaume de son pere Sigebert Roi d'Austrasie, fut tué l'an 680.

Voilà une suite de douze Rois depuis l'an 560. jusqu'à l'an 680. qui pendant six vingt ans ont possédé le Comté de Nantes.

Dagobert II. n'eut point de successeur et l'Austrasie point de Roi pendant quelques années; l'Etat fut gouverné par les Maires et les Seigneurs. Ce fut un exemple à plusieurs Provinces et aux Villes puissantes de se faire des Maîtres.

AGATHE'E, autrement **ASQUIER**, Evêque et Comte de Nantes l'an 680.

AMELON, Evêque et Comte de Nantes vers l'an 700.

ÆMILIEN, Evêque et Comte de Nantes, il fut tué l'an 725. par les Sarazins proche la ville d'Autun, où il portoit du secours.

SALVIUS, Evêque et Comte. Il se trouva l'an 732. à la Bataille que Charles Martel livra aux Sarazins d'Espagne.

HOEL III. Comte de Nantes du tems de Roi Charles-Magne. Il suivit ce Prince en Espagne avec 2000 hommes l'an 778. Il fut tué au retour à Roncevaux, de même qu'Arastagnus Roi de Bretagne, qui commandoit 8000 hommes.

DANIEL UVA, autrement **UNNA**, se

porta pour héritier d'Arastagnus et d'Hoël. La Chronique de Landtvenec citée par d'Argentré, livre 2. chap. 8. fait mention de ce Daniel à l'an 786. On croit que ce fut celui de sa mort.

CHARLES - MAGNE Roi de France, regarda la Bretagne et Nantes comme dévêtues et sans Princes, et pensa à s'en rendre maître. Il envoya à cet effet l'an 786. Audulfe, son Grand Sénéchal, avec une partie de son Armée. Ils lui soumirent une partie de la Bretagne.

WIDON, autrement **GUI**, Comte de Nantes et des Marches, par la concession de Charles-Magne. l'an 799. et avant.

GONDEBAULD, successeur de Widon dans le Gouvernement du Comté de Nantes du tems de l'Empereur Louïs le Debonnaire. Il le quitta pour se faire Moine.

LAMBERT I. l'an 827. sous l'Empereur Louïs le Debonnaire, qui le destitua l'an 831. pour avoir pris parti contre lui en faveur du Roi Lothaire.

RICHOVVEN, sous le même Empereur l'an 831. Il fut tué à la Bataille de Fontenay l'an 841. combattant pour Charles le Chauve.

RAINAUD, Comte d'Herbauge, fait Comte de Nantes par le Roi Charles le Chauve l'an 841. fut tué par Lambert l'an 843.

LAMBERT II. Comte de Nantes par violence, et contre la volonté du Roi Charles l'an 843. fut chassé l'an 849, par Nominoë à la prière du Roi.

10

AMAURI, Comte de Nantes l'an 849. nommé par le Roi Charles, sans effet.

NOMINOË, Roi de Bretagne et maître de Nantes l'an 850. Il mourut l'an 851.

ERISPOË, Roi de Bretagne et maître de Nantes l'an 851. son cousin Salomon fils de Rivalon, frere puiné de Nominoë, le tua l'an 857.

SALOMON, Roi de Bretagne et maître de Nantes l'an 857. tué l'an 874. par Pasquiten son gendre, et Gurvand gendre d'Erispoë.

PASQUITEN, se dit Comte de Nantes et de Vannes l'an 874. Gurvand le fut de Rennes.

ALAIN, fils d'une fille de Salomon, et qui depuis prit la qualité de Duc sous le nom d'Alain Rebré, c'est-à-dire, le Grand, se dit Comte de Nantes l'an 877. en qualité de Tuteur de GURMHAILON son Neveu fils de Pasquiten. Il y fut troublé d'abord par le Roi Charles, et ensuite par les Normans, qui successivement paroissent avoir été maîtres de Nantes jusques vers l'an 888. Il fut paisible possesseur l'an 889 que ses grandes actions contre les Normans le firent proclamer Duc de Bretagne. Il mourut l'an 907.

GURMHAILON, Comte de Nantes et de Vannes l'an 907. vécut peu ou ne put se soutenir, les Normans ayant été maîtres de Nantes et du reste de la Bretagne, depuis 910. jusques en 936.

ALAIN Barbetorte, Comte de Nantes et son réparateur, chassa les Normans l'an

11

936. Il mourut l'an 952. avec la qualité de Duc.

DROGON, fils légitime d'Alain Comte de Nantes l'an 952. d'abord sous la tutelle de Thibauld Comte de Blois son oncle maternel, et ensuite sous la tutelle de Foulques Comte d'Anjou, qui le fit périr.

FOULQUES, Comte d'Anjou, et après la mort de Drogon, Comte de Nantes par usurpation.

HOEL IV. fils naturel d'Alain Barbetorte Comte de Nantes l'an 965. Conan le Tors fils de Juhel, fils de Beranger, fils de Judichael, fils de Gurvand Comte de Rennes, le fit assassiner l'an 980.

GUERECH, frere d'Hoël IV. l'an 980. Conan le Tors le fit empoisonner l'an 987.

ALAIN III. fils de Guerech, Comte de Nantes l'an 987.

CONAN LE TORS, maître de Nantes l'an 990. fut tué à la Bataille de Concreux l'an 992.

JUDICHAEL fils de Guerech, Comte de Nantes l'an 992. sous la tutelle de Gui de Touars. Geffroi Comte de Rennes, fils de Conan le Tors, se saisit de Nantes quelques tems après sur Judichael, et la lui rendit à condition de relever de lui, et d'homage. Il fut tué l'an 1005. sur le chemin de Rennes, où il alloit voir le Comte Geffroi.

BUDIC, fils de Judichaël Comte de Nantes l'an 1005. mourut l'an 1037. sa sœur Judith épousa en 1026. Alain Cagnard, Comte de Cornuailles.

MATTHIAS, fils de Budic et d'Havoise, l'an 1037. mourut l'an 1051.

12

HOEL V. fils d'Alain Cagnard et de Judith, sœur de Matthias, lui succéda l'an 1051. il mourut le 13. Avril 1084. ses freres Quiriac et Benoit furent de son tems Evêques de Nantes l'un après l'autre. Hoël fut Duc de Bretagne l'an 1066. à cause de sa femme sœur de Conan II. Comte de Rennes et Duc de Bretagne mort sans enfans.

MATTHIAS II. dit Mathatias fils d'Hoel cinquième, et frere cadet d'Alain Fergent, qui succéda à la Duché à la mort d'Hoël, fut Comte de Nantes, comme puîné, l'an 1084. il mourut l'an 1104.

ALAIN FERGENT, fils aîné d'Hoël Duc de Bretagne le 13. Avril 1084. et Comte de Nantes à la mort de son frere Matthias, l'an 1104. se démit l'an 1112.

CONAN III. dit le Gros, Duc de Bretagne et Comte de Nantes l'an 1112. mourut l'an 1148.

HOEL VI. qui passoit pour fils de Conan le Gros sans l'être véritablement, fut Comte de Nantes l'an 1148. Les Nantois le rejetterent l'an 1156. et appellerent Geffroi d'Anjou. Hoël se maintint dans le País de la Mée, et se disoit Comte de Bretagne l'an 1163.

GEFFROI D'ANJOU, Comte de Nantes l'an 1156. mourut à Nantes au mois de Juillet 1158.

CONAN DE RICHEMONT, dit le Petit ou le Jeune, Duc de Bretagne dès l'an 1148, prit la qualité de Comte de Nantes l'an 1158.

HENRI II. Roi d'Angleterre, se dit

13

Comte de Nantes l'an 1158. comme héritier de Geffroi d'Anjou son frere.

GEFFROI II. fils du Roi d'Angleterre Henri II. prit la qualité de Comte de Nantes par stipulation de mariage avec Constance fille du Duc Conan le Jeune : Il mourut à Paris l'an 1186.

CONSTANCE, veuve de Geffroi, Comtesse de Nantes et Duchesse de Bretagne l'an 1187. Le Comté de Nantes depuis ce tems est toujours demeuré en la main du Souverain de Bretagne.

RANNULFE, Comte de Chestre en Angleterre, se dit Comte de Nantes et Duc de Bretagne, à cause de Constance qu'il épousa l'an 1197. Il étoit son parent, et l'avoit épousée malgré elle.

RICHARD, Roi d'Angleterre se dit Comte et Duc l'an 1199. comme héritier de son frere Geffroi premier mari de Constance.

GUI DE TOUARS, mari de Constance, l'an 1199. jusqu'à l'an 1201. qu'elle mourut ; son mariage avec Rannulfe avoit été déclaré nul.

ARTUR I. fils de Constance et de Geffroi d'Angleterre, à la mort de sa mere Constance l'an 1201. jusqu'à l'an 1203. que son oncle Jean Roi d'Angleterre qui l'avoit pris, le fit périr le 13. Avril.

GUI DE TOUARS, comme tuteur de sa fille Alix, autrement Adelaïde et Adeleis, sœur d'Artur I. l'an 1203. jusqu'à l'an 1213. qu'Alix épousa Pierre de Dreux.

PIERRE DE DREUX, que l'on surnomma MAUCLERC, mari d'Alix l'an 1213.

14

se démit l'an 1233. ou plutôt l'an 1237.

Le Bail de Bretagne et de Nantes pris par le Roi de France Louis IX. l'an 1233. jusqu'à l'an 1237. C'est le premier et le seul exemple, et qui lui fut contesté par Mauclerc.

JEAN I. dit le Roux, fils d'Alix et de Pierre de Dreux l'an 1237. mourut le 8. Octobre 1286.

JEAN II. Comte de Richemont l'an 1286. mourut le 18. Novembre 1306.

ARTUR II. l'an 1306. mourut le 27. Août 1312.

JEAN III. l'an 1312. mourut le dernier Avril 1341.

CHARLES DE BLOIS, à cause de sa femme Jeanne de Bretagne, fille de Gui frere de Jean III. et JEAN DE MONTFORT, et après Jean de Montfort, Jean Comte de Montfort son fils, se disputèrent la Bretagne et le Comté de Nantes, depuis l'an 1341, jusqu'à la bataille d'Auray le 29. Septembre 1364. Charles de Blois y fut tué. Il tint Nantes. Son competitor tenoit Guerrande.

JEAN IV. dit le Conquerant, l'an 1364. mourut le deux Novembre 1399.

JEAN V. l'an 1399. mourut le 28. Août 1442.

FRANÇOIS I. l'an 1442. mourut le 19. Juillet 1450.

PIERRE II. l'an 1450. mourut le vingt-deux Septembre 1457.

ARTUR III. frere de Jean V. l'an 1457, mourut le 26. Décembre 1458.

FRANÇOIS II. l'an 1458. mourut le 7. Septembre 1488.

15

ANNE, fille de François II. l'an 1488. mourut le 9. Janvier 1514. Cette Duchesse épousa en premières nœces Charles VIII. Roi de France, le 6. Décembre 1491. Il avoit fait son entrée à Nantes le 26. Mars. Ce Prince mourut le 7. Avril 1498. La Duchesse Anne, Douairiere de France, épousa en secondes nœces le 7. Janvier 1499. le Roi Louïs XII. Il fit son entrée le même jour ; la Duchesse avoit fait la sienne le 8. Novembre 1498. Ce Prince mourut le 1. Janvier 1515.

CLAUDE de France, fille d'Anne de Bretagne, et héritiere du Duché en Janvier 1514. mariée à François Comte d'Angoulême, depuis François I. Roi de France, le 1. Janvier 1515. mourut le 20. Juillet 1521. Elle fit son entrée avec le Roi le 20. Août 1518.

FRANÇOIS I. Roi de France, Usufruitier de Bretagne l'an 1521. mourut le 31. Mars 1547.

FRANÇOIS Dauphin de France, fut couronné et reconnu Duc de Bretagne au mois d'Août 1532. l'union de la Bretagne à la Couronne de France, se fit dans le même mois. François Dauphin de France et Duc de Bretagne, mourut le 12. Août 1536. Il parût à Nantes au mois d'Août 1532. avec le Roi et la Reine.

HENRI Dauphin de France, prit le titre de Duc de Bretagne à la mort du Prince son frere l'an 1536. On le trouve dans un Acte de l'an 1542. sous ces termes. HENRI, „ fils aîné du Roi, Dauphin de Viennois,

16

„ Duc de Bretagne, Comte de Valentinois
„ et de Diois, aux Sénéchal, Alloüé,
„ Prévôt et Lieutenant de Nantes, etc. le
„ 22. Novembre 1542. De même l'an 1546
et 1547. “ Il succéda à la Couronne de
France sous le nom d'Henri II. à la mort
du Roi François le 31. Mars 1547. Il vint
à Nantes avec la Reine le 12. Juillet 1551.
Il mourut le 10. Juillet 1559.

FRANÇOIS II. Roi de France l'an 1559.
mourut le cinq Décembre 1560.

CHARLES IX. l'an 1560. mourut le 31.
Mai 1574. Il fit son entrée à Nantes le 12.
Octobre 1565. On lui présenta les clefs des
portes de la Ville au nombre de quatre.
Elles étoient de fer et coûtoient 6 liv.

HENRI III. l'an 1574. mourut le deux
Août 1589.

HENRI IV. l'an 1589. mourut le 14. Mai
1610. Il ne fut reconnu à Nantes qu'au mois
d'Avril 1598. il y entra le 13. Avril.

LOUIS XIII. l'an 1610. mourut le 14.
Mai 1643. Il fit son entrée à Nantes le 16.
Août 1614.

LOUIS XIV. l'an 1643, mourut le pre-
mier Septembre 1715. l'an 72. de son regne.
Il vint à Nantes le 1. Septembre 1661.

LOUIS XV. le premier Septembre 1715.
est à la trente-cinquième année de son
regne.

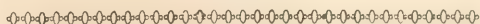


LISTES
DES
GOUVERNEURS
DE BRETAGNE,
*Depuis l'an 1346. jusqu'à
l'an 1750.*

ET DES
GOUVERNEURS
DE NANTES,
*Depuis l'an 560. jusqu'à la
même année 1750.*

B





LISTE

de Messieurs les Gouverneurs de Bretagne.

Depuis l'an 1346. jusqu'à l'an 1750.

L'On doit remarquer que sous les Ducs, les Gouverneurs de la Province et des Villes n'étoient point perpetuels, et n'étoient ordinairement institués que dans des tems de Guerre ou d'absence du Duc, et qu'ils cessoient, lorsque la necessité qui les avoit établis cessoit.

Néomene, qui dans la suite se fit Roi en Bretagne, fut le premier Gouverneur vers l'an 818. l'Empereur Louis le Debonnaire, l'établit.

La Bretagne dans les 4e. et 5e. siècles suivans, n'eut point d'autres Gouverneurs que ses propres Princes.

Robert Bertrand, sire de Bricquebec, Maréchal de France, Capitaine pour le Roi en Bretagne, au mois de Novembre 1341. après la mort du Duc Jean III. avant le Jugement des Pairs en faveur de Charles de Blois, contre le Comte Jean de Montfort.

Thomas Dagevvorth, Gouverneur de Bretagne l'an 1346. à la nomination d'Edouard

Bij

III. Roi d'Angleterre, Tuteur du Duc Jean IV. dit le Conquérant.

Willaume de Boham, Comte de Nortampton,
1348. ou environ, à la nomination du
même Edoüard.

Gautier de Bentelle, le 8. Septembre
1350. par Edoüard III.

Jean Avenel, l'an 1352. ou environ.

Thomas de Holland, l'an 1355. nommé
par Edouard III. Tuteur du Duc Jean IV.

Guillaume de Latimer.

*Henri Duc de Lancastre et Jean de Mont-
fort Duc de Bretagne,* Gouverneurs de Bre-
tagne instituez par Edoüard III. l'an 1356.

Robert de Herlé et Jean de Bukingham,
l'an 1359. à la nomination du même.

Le Duc d'Anjou et de Touraine, frere du
Roi Charles V. établi Lieutenant Général
en Bretagne bretonnant, et Bretagne gallo,
par Lettres de Charles V. du 18. Décembre
1373. le Duc Jean IV. ayant passé en An-
gleterre.

Esmon, Comte de Cantebrige, fils d'Edoüard
III. Roi d'Angleterre, et Jean IV. Duc de
Bretagne, établis Capitaines de Bretagne,
par Edouard, l'an 1374.

21

Le Duc de Bourgogne, Oncle et Tuteur du Duc Jean V. l'an 1402.

Le Vicomte de Rohan, pendant la détention du Duc Jean V. par les de Blois, en Février 1420.

Pierre de Bretagne, sire de Guingamp, Lieutenant du Duc François I. durant son voyage vers le Roi l'an 1447. et le 4. Septembre 1449.

Le Vicomte de Rohan, le 6. Décembre 1457. pendant le voyage du Duc Artur 3. vers le Roi.

Le sire Comte de Laval, par mandement d'institution de Lieutenant Général par tout le Duché, du 24. Mai 1472.

Jehan de Chalons, Prince d'Orange, Comte de Tonnerre, Gouverneur institué par le Duc François II. l'an 1488. Il continua sous la Duchesse Anne après la mort du Duc, et sous Charles VIII. par Lettres du mois de. . . 1492. Les Registres du Présidial de Rennes font mention de ce Gouverneur à l'an 1494. et les Titres de Nantes au 16 Janvier 1496. al. 1497.

Le Duc d'Alençon, l'an 1510. et avant.

Nicolas dit Guy XVI. Comte de Laval, Amiral et Lieutenant Général de Bretagne sous le Duc d'Alençon l'an 1510. et Gou-

Bijj

verneur à sa mort par lettres du Roi François I. du 27. Août 1526. Il mourut l'an 1531. avant Pâques.

Jehan, sire de Châteaubriant, de Montafiant, de Candé, de Derval et de Malestroît, Comte de Plorhan, institué Gouverneur le 9. Juin 1531. Il reçut en cette qualité au mois d'Août 1532. le Roi François I. la Reine Eleonor, et Mgr. le Dauphin François Duc de Bretagne, lors de leur entrée à Nantes. Il mourut l'an 1543. git à St. Nicolas de Châteaubriant.

Jean de Bretagne, Seigneur de Brosse, Comte de Penthievre, Duc d'Estempes, institué par lettres du 25. Février 1542. al. 1543. fit son entrée à Nantes le 8. Avril suivant, entra à la Cour le 10. Septembre 1555. Il mourut à Lambale l'an 1562.

Sebastien de Luxembourg, neveu de Mr. d'Estempes, Vicomte de Martigues, Comte de Penthievre, institué Gouverneur par lettres du 20. Mars 1562. présenta au Parlement ses provisions le 18. Mai 1564. entra à la Cour le 13. Avril 1565. vint à Nantes le 2. Juin suivant, fit le 4. l'entrée solennelle. „ Bastien de Luxembourg, Seigneur „ de Martigues, Comte de Penthievre, „ Chevalier de l'Ordre du Roi, et son Lieutenant Général en Bretagne, aux Officiers en la Justice, Maire et Echevins de „ Nantes, etc. A Nantes le 9e. jour d'Août „ 1568. signé, Bastien de Luxembourg. Et

„ plus bas : *Par mondit Seigneur, Cornillier.*
Regist. de la Ville de Nantes, fol. 29. et 30.

Mr. de Luxembourg fit ériger au mois de Septembre suivant le Comté de Penthièvre en Duché-Pairie. Il mourut au mois d'Octobre 1569. Ce Seigneur descendoit de Guy de Bretagne, second fils du Duc Artur II. Nous avons une lettre de lui du lendemain de la St. Barthelemi, il exhortoit de faire à Nantes ce qu'on avoit fait à Paris. Il ne fut pas obéi.

Loüis de Bourbon, Souverain de Dombes, Duc de Montpensier, fut nommé l'an 1569. le Maire et les Echevins de Nantes lui en firent compliment aussi-tôt. Il leur fit réponse le 14. Janvier 1570. Il verifia ses Lettres de Gouverneur le 20. Mars suivant; fit son entrée à Nantes le 23. Décembre 1572. entra à la Cour le 3. Mai 1578. Il se démit l'an 1582. la survivance qu'il avoit obtenuë l'an 1575. pour Henri de Bourbon, Souverain de Dombes, n'ayant pas eu lieu.

Philippe-Emmanuel de Lorraine, Duc de Mercueur, par Lettres du 5. Septembre 1582. sur la démission de Loüis de Bourbon, verifiées l'onze Octobre suivant. Ce Gouverneur fit son entrée à Nantes le 1. Septemb. 1583. entra à la Cour le vingt-deux Novembre 1583. Le Roi Henri III. revoqua le Duc de Mercueur le 24. Avril 1589. le Duc continua de se dire Gouverneur de Bretagne jusqu'en Avril 1598. que sous la retenue d'une grosse pension, il se démit en faveur de

Cesar Monsieur, Duc de Vandosme, fils d'Henri IV. Il étoit gendre de Mr. de Martigues, et beau-frere du Roi Henri III.

Henri de Bourbon, Prince de Dombes, petit fils du Duc de Montpensier, pourvû en survivance le 27. Mars 1575. et nommé le 24. Avril 1589. Lieutenant Général de Bretagne, verifia ses lettres le 14, Août suivant et entra à la Cour le même jour. Ses lettres ne lui donnent point la qualité de Gouverneur; et le Duc de Mercueur après cette nomination, fit fraper sur sa terre de Penthievre des quarts d'Ecu, avec l'Inscription *Pro Christo et Rege* 1589.

Cesar Monsieur, Duc de Vandosme, fils naturel d'Henri IV. nommé à Nantes au mois d'Avril 1598. verifia ses lettres le 14. Mai suivant; entra à la Cour le 27. Septembre 1608. et fit son entrée à Nantes le 27. Octobre suivant. Il se démit en 1626.

Pons de Lausieres, Marquis de Themines, Maréchal de France, nommé le trois Juillet 1626. verifia le 19. Janvier 1627. entra à la Cour le 27. Avril, et fit son entrée à Nantes le vingt Mai, avec une pompe qui ne convenoit pas à un mortel; il mourut à Aurai au mois d'Octobre de la même année.

Armand Jean du Plessis, Cardinal de Richelieu, l'an 1627. verifia le 17. Avril 1632. il mourut au mois de Décembre 1642. sans être entré en Bretagne depuis sa nomination au Gouvernement.

Anne d'Autriche, mere de *Louïs XIV.* nommée Gouvernante de Bretagne à la priere des Etats l'an 1643. verifia les 13. et 16. Juillet 1647. *Charles de la Porte, Duc de la Meilleraie*, Maréchal de France et Gouverneur de Nantes, fut le Lieutenant Général de la Reine Gouvernante, et sur sa démission l'an 1656. son fils unique *Armand de la Porte*, et après lui *le Duc de Chaulnes*. La Reine mourut au mois de Janvier 1666. la Bretagne fut 4. ans sans Gouverneur.

Charles d'Ailli, Duc de Chaulnes, pourvû le 24. Juillet 1670. verifia le 20. Octobre suivant, entra à la Cour le 4 Mai 1675. et se démit l'an 1695. Il parut plusieurs fois à Nantes sans y avoir fait d'entrée solemnelle.

Louïs-Alexandre de Bourbon, légitimé de France, *et Comte de Toulouse*, Gouverneur de Bretagne par lettres du 26. Mars 1695. sur la démission du Duc de Chaulnes. Son Altesse Serenissime passa à Nantes le 17. Avril 1704. allant à Brest, et logea à l'E-vêché.

Louïs-Jean-Marie de Bourbon, Duc de *Penthievre*, fils de S. A. S. Mgr. le Comte de Toulouse ; ses lettres sont du 31. Décembre 1736. Il fit son entrée à Nantes avec Madame le 7. Février 1747. à sept heures du soir.

Et Magnus apud... et acceptabilis plebi... querens bona populo... et loquens ea quæ ad pacem... vir magnus et inter primos Aulæ regiae. Esth. 10. 3.





LISTE

des Gouverneurs de Nantes.

S*AINTE FELIX*, Evêque de Nantes, est le premier que l'on peut dire avoir eu le Gouvernement de Nantes, il lui fut confié par le Roi Clotaire I. l'an 560.

Beppolen, autrement *Pappolen*, après la mort de St. Felix, l'an 584.

Theudoad, l'an 610. et avant.

Grippon, vers l'an 630. Ses Successeurs jusqu'à la fin du 8e. siècle ne sont pas connus ; la Ville probablement n'eut point d'autres Gouverneurs que ceux qui s'en dirent Comtes et Seigneurs.

Widon, autrement *Gui*, vers l'an 799.

Gondebault, vers l'an 820.

Lambert I. l'an 827. révoqué l'an 831.

Richovven, l'an 831. jusqu'à l'an 841.

Rainauld, l'an 841. jusqu'à 843.

Lambert II. depuis 843. jusqu'à 849. par usurpation.

Amauri, nommé par le Roi l'an 849. sans effet.

Il ne paroît pas que Nantes depuis ce tems jusqu'à l'an 990. ait eu des Gouverneurs de la nomination du Roi ou de quel qu'autre Prince.

Auriscand, Evêque de Rennes, mis par Conan le Tors, Comte de Rennes, qui s'étoit saisi de Nantes l'an 990. sur le Comte Judicaël.

Hugues, Evêque de Nantes, la même année, jusqu'à 992.

L'on ne trouve depuis ce tems jusqu'à l'an 1190. d'autres Gouverneurs de la Ville, que ceux qui s'en disoient Seigneurs et Comtes.

Jehan de Goulaine, Gouverneur de Nantes l'an 1190. et avant, sous Geffroi d'Angleterre, Comte de Nantes. Il est très-probable que c'est ce Seigneur qui a fait les Armes de la Maison de Goulaine, et qu'il prit moitié Angleterre à cause de Geffroi, et moitié France, à cause de l'amitié tendre que le Roi portoit à Geffroi. Ceux qui vinrent après Jean de Goulaine ne sont pas connus, jusqu'à Guy de Rochefort.

Guy de Rochefort, institué Capitaine du Château de Nantes par Charles de Blois en 1353. et avant. On appelloit Capitaine du Château et de la Ville ceux que nous appellons Gouverneurs ; l'usage a duré jusques dans le 16e. siècle.

Bertrand du Guesclin, l'an 1372.

Olivier de Clisson, l'an 1379.

Amauri de Clisson, la même année. Il défendit la Ville l'an 1380. contre les Anglois qui en formerent le siège.

Geffroi de Poutglou, l'an 1384.

Olivier de Mauni, vers l'an 1390.

Gilles Delbiest, en Juillet 1399. et 1415.

Tristan de la Lande, l'an 1417.

Bertrand de Dinan, Maréchal de Bretagne, Gouverneur de Nantes vers 1420.

Jean de Malestroit, Evêque de Nantes,

Chancelier de Bretagne, Gouverneur de Nantes en 1429. et 1434.

Le Sire de Chasteaubriant, en 1436. et 1437. etc.

Le Sire de Guemené Guingamp, Capitaine du Château de Nantes en 1444. et avant.

Maistre Loys de Kermené Guingamp, Chancelier de Bretagne, Gouverneur en 1445. Mademoiselle de Kermené son épouse, étant accouchée au Château de Touffou, pendant le Carême de cette année, la Ville aussi tôt qu'elle l'eut appris, envoya à cette Dame quelques vins de liqueur, et du meilleur poisson qu'on pût trouver, pour la fortifier dans son épuisement. L'usage de la viande pendant le Carême étoit banni entierement alors. *

* *Nota.* L'on observoit à l'Hôpital de Nantes de ne servir aux Malades aucuns bouillons de viande, ni viande, tous les Mercredis, Vendredis et Samedis de l'année, et en Carême ni œufs ni viande. La regularité continuoît encore l'an 1592.

On trouve que „ Le Samedi 14. du mois „ de Février audit an, fut donné Arrêt „ de la Cour, et banni à son de Trompe „ par les carroils (de la Ville de Rennes) „ où il est fait défense à toutes personnes „ de non manger de chair en Carême, et „ à tous Bouchers et Revendeurs d'en fournir, le tout sur peine *d'être pendus et* „ *étranglés*; et ce, sur l'avertissement que „ l'on en mange quasi publiquement.

La qualité de Maître donnée à Mr. de Kermené, et celle de Mademoiselle donnée à la

Dame son épouse, sont employées en des Actes de leur tems.

René Rouaud. Institution de Lieutenant au Gouvernement de Nantes, pour René Rouaud, 27. Septembre 1457.

Noble Homme Messire *Henri de Villeblanche*, nommé le 6. Janvier 1459.

Noble Homme *Tanguid du Chastel*, Ecuier, nommé le 15. Novembre 1461. il tenoit encore le Gouvernement en 1472.

Noble Homme Escuier. *Perrot d'Aidie*, en 1473. il étoit encore en place en 1481. et aux gages de cent liv. monn. sur les deniers de la Ville.

Jean de Challon, Prince d'Orange, l'an 1486. et suivante.

Jean, sire de Rieux et de Rochefort, Maréchal de Bretagne, Capitaine de Nantes en 1488.

Jean de Robien, commis à la garde du Château de Nantes le 14. Avril 1489.

Le Sire d'Albret, en 1490. et suivante.

Escuier Alain de Montmenard, Seigneur de Rochefort, en Novembre 1491.

Le Sire de la Trimouïlle, au mois d'Août 1492. On le trouve encore à l'an 1498.

Noble Homme *Artur l'Esprevier de la Bouvardiere*, institué le premier Novembre 1498. — 15. Décembre 1503.

Noble Homme Missire *Jehan de Montdragon*, le 26. Mars 1512. il étoit encore en place au mois d'Août 1518. et se trouva à l'entrée du Roi et de la Reine.

Le Seigneur de Bonnivet, Amiral de France 1522. et 1525.

Anne de Montmoranci, Grand Maître de la Maison du Roi, et Maréchal de France, étoit Gouverneur de Nantes en 1527. et encore en 1537. à Nantes.

Anne Duc de Montmoranci, Pair et Connétable de France 1540. 1563. 1565. Il se trouva le 12 Octobre de cette année à l'entrée du Roi à Nantes.

René de Sanzai. Charles IX. dans des lettres du 19. Décembre 1568. dit lui avoir ci-devant donné le Gouvernement de la Ville et Château de Nantes, c'est-à-dire, établi Lieutenant pour y commander en l'absence du Gouverneur. Le Roi a continué depuis de nommer à cette Place. Les Gouverneurs y nommoient auparavant et destituoient. Les Lieutenans prennent souvent la qualité de Gouverneurs sur les Registres et ailleurs sans aucune addition, ou avec ces mots, *Gouverneurs sous Mgr.* etc.

Albert de Gondi, Général des Galeres et Maréchal de France, Comte de Rais etc. nommé en 1568.

Charles de Gondi, Duc de Rais, Gouverneur en 1585. Il n'eut aucun commandement depuis l'an 1589. que le Duc de Mercœur s'empara du Château.

Hercule de Rohan, Duc de Montbazon, Pair et Grand Veneur de France, institué au mois d'Avril 1598.

Henri de Rochefort, en survivance l'an 1616. dit de Montbazon en 1620. ou 1621. se démit en 1632.

Armand-Jean du Plessis Cardinal de Richelieu, nommé le deux Mars 1632.

Charles de la Porte, Duc de la Mellerie, Maréchal de France, nommé à la mort du Cardinal l'an mil six cens quarante-deux, mourut l'an mil six cens soixante-quatre.

Armand de la Porte, Chevalier Seigneur, reçut en survivance l'an 1643. connu depuis sous le nom de *Duc Mazarini*, parut à Nantes au mois de Juillet mil six cens soixante-cinq. Il se démit au mois de Décembre de la même année.

Sebastien Comte de Rosmadec, Marquis de Mollac, etc. en Décembre mil six cens soixante-cinq, il mourut, en mil six cens quatre-vingt-treize.

Sebastien Comte de Rosmadec, succéda cette même année, il mourut l'an mil sept cens.

Jean Comte d'Estrées, Maréchal de France, Vice-Amiral, etc. au mois de Juin mil sept cens un, mourut le dix-neuf Mai mil sept cens dix-sept.

Victor-Marie d'Estrées, Grand d'Espagne et Maréchal de France, succéda l'an mil sept cens dix-sept. Il mourut le 28. Décembre 1737.

Louis-Toussaint, Duc de Brancas, etc. Grand d'Espagne, Maréchal de France, nommé le 1. Avril 1738. fit son entrée le 18. Septembre suivant.

Mr. le Marquis de Brancas fils, nommé le vingt-un Février mil sept cens quarante-sept.

FIN.

ANALYSE DES PROCÈS-VERBAUX⁽¹⁾

DES

SÉANCES DU 9 AOÛT 1845 AU 7 DÉCEMBRE 1858.

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, page 81.)

SÉANCE DU 7 AVRIL 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. de Wismes continue de lire une notice sur la cathédrale d'Angers, destinée à son ouvrage *le Maine et l'Anjou pittoresques*. Ce travail est de M. Belleuvre. — M. Parenteau donne la liste descriptive de quarante médailles découvertes à Blain et offertes par M. Bizeul, dont trois en or ont une véritable valeur archéologique; il présente ensuite divers objets, tels que poteries, agrafes, morceaux de verre et monnaies, découverts à Rezé. — Un plat de terre noire, trouvé à Rezé, est aussi offert par M. Van-Iseghem. — M. Nau, président, est chargé par la Société d'acquérir un poteau cornier d'une maison de bois située à l'angle de la rue des Carmélites, et destinée à être démolie.

SÉANCE DU 5 MAI 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président offre à la Société, au nom de M. de Girardot, un plan gravé de l'ancien Bouffay. — M. Guéraud lit un travail de M. Dauban, employé au cabinet impérial des médailles, sur une série des jetons des Maires de Nantes. M. Dauban regrette la suppression de l'ancienne devise de la ville : *Oculi omnium in te sperant Domine*, remplacée au XVIII^e siècle par celle-ci : *Favet Neptunus eunti* (2). — M. Nau, président, annonce qu'une porte des anciens Chartreux, des carreaux de la même maison et une vitre peinte lui ont été proposés pour le Musée.

SÉANCE DU 2 JUIN 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président lit une lettre adressée par M. le Maire de Nantes, qui renferme des

(1) Le présent numéro du *Bulletin* ne contient aucun extrait de procès-verbaux, les vacances de la Société comprenant, cette année, les mois de juillet, août et septembre.

(2) Ce travail a été publié dans la *Revue des provinces de l'Ouest*, V^e année, p. 705; et il en a été fait un tirage à part, 1858, gr. in-8°, 23 pp., avec 1 pl. lithogr.

propositions de vente d'une riche collection archéologique de Toulouse. — M. de Wismes donne lecture d'une monographie du château de Montflaux (Mayenne). — M. Bizeul présente : 1° le dessin d'un menhir situé entre Saint-Dizier et Joinville (Haute-Marne), par M. Pernot; 2° un plan et une vue d'une villa romaine découverte à Elven (Morbihan); 3° un dessin représentant une borne milliaire trouvée près de la chapelle de Saint-Christophe, et 4° un autre dessin représentant une statuette gallo-romaine, qui rappelle un objet semblable donné par M. Hubin de la Rairie au Musée.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. l'abbé Fournier présente la description d'un magnifique ostensor qui vient d'être exécuté pour l'église Saint-Nicolas, d'après les dessins du père Martin, chef-d'œuvre d'orfèvrerie dû à la munificence d'une famille de notre ville. — M. Fillon annonce la découverte d'un cimetière gallo-romain dans la commune de Frossay (Loire-Inférieure). Il a le projet de demander aux propriétaires l'autorisation d'y faire des fouilles, et engage la Société à se joindre à lui. Ce terrain appartient à MM. de la Biliais et Charette. — M. Fillon propose ensuite une série de questions relatives aux origines de la cathédrale de Nantes. On l'invite à les déposer aux archives de la Société. — Enfin M. de Wismes termine la séance par un compte rendu critique et élogieux tout à la fois de l'ouvrage de M. de Chergé, intitulé : *Vies des saints du Poitou et des personnages d'une éminente piété.*

SÉANCE DU 4 AOUT 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. de Caumont annonce la tenue du Congrès archéologique de France à Valence (Drôme), et celle du Congrès scientifique à Grenoble (Isère). Il indique que l'administration des chemins de fer accordera une diminution dans le prix des places aux personnes qui se rendront au Congrès et seront munies de leur carte. — M. Marionneau offre une brochure contenant l'histoire de deux églises fortifiées du xiv^e siècle, et M. de Girardot 27 empreintes de sceaux divers. — M. Charles des Dorides est admis comme membre résidant de la Société. — M. de la Borderie communique le résultat de ses recherches touchant les *Livres et les Bibliothèques en Bretagne pendant le Moyen Age*. Il cite un missel de 1420, acquis jadis par la collégiale de Vitré. — M. de Girardot annonce que les terrains de l'Oratoire ont été vendus, sauf la chapelle, consacrée aux collections archéologiques. Il fait part ensuite de son intention de réclamer, pour l'offrir au Musée, une porte d'un véritable intérêt artistique de l'ancienne église de Bourgneuf, qui est sur le point d'être démolie. La Société lui offre ses remerciements, par anticipation. — M. Parenteau lit une note sur le résultat des fouilles exécutées récemment à Rezé. Une salle souterraine, ayant 7 mètres sur 3, a été

découverte à 8 mètres de l'église. On a trouvé dans cette salle des restes d'une mosaïque et des débris de styles, de fibules et de poteries. Ces objets ont été recueillis avec soin par M. le secrétaire de la mairie de Rezé, et seront déposés au Musée. — La Société exprime le vœu que les deux rues adjacentes à la nouvelle église de Saint-Nicolas, fondée par M. l'abbé Fournier et construite d'après les dessins de M. Lassus, prennent les noms de ces deux hommes, auxquels la ville de Nantes devra l'un de ses plus beaux monuments.

Pendant les mois de septembre et d'octobre 1857, consacrés aux vacances, il n'y a pas eu de séances générales.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Vandier donne l'état des objets entrés au Musée dans les deux mois précédents. — M. le général Marion de Beaulieu invite la Société à s'associer à la demande qu'il forme et que lui a suggérée le travail de M. Dauban, de voir remplacer la devise : *Favet Neptunus eunti* par celle : *Oculi omnium in te sperant Domine*. La Société s'unit à M. Marion dans ce but, et charge M. Guéraud de faire des recherches pour trouver l'époque de la substitution des devises et les raisons qui l'ont motivée. — M. B. Fillon corrobore l'existence de l'ancienne voie romaine de Rezé à Jar, déjà indiquée par M. Bizeul, en citant les observations de M. l'abbé Aillery, du diocèse de Luçon, et de quelques autres prêtres, sur une étendue de plus de 12 lieues dans la Vendée. — Il annonce ensuite la découverte à Olonne (Vendée) de 40 bronzes d'empereurs romains, et aux Brouzils, même département, d'une assez grande quantité de monnaies du *xiv^e* siècle. Parmi ces monnaies se trouvent des *boucles* semblables à celles dont se servent encore les paysans pour attacher leurs chemises, et qui portent l'épigraphie : *Ave Maria gracia plena*. — Une troisième communication de M. Fillon a rapport à une monnaie du Berry, frappée au lieu nommé *Ratiatum*, traduit en français par Rezay, et situé à quatre lieues de Bourges ; ce qui doit nous porter à croire que Rezay, près de Nantes, a dû porter autrefois le nom latin de *Ratiatum Pictavorum*. — Enfin, M. Fillon présente à la Société : 1^o une curieuse lettre manuscrite de Henri IV adressée à l'un des membres de la famille de L'Épinay, dans le but de favoriser un mariage ; 2^o le *Compte des dépenses de la duchesse Anne de Bretagne* pendant son veuvage : il a fait don de ce précieux manuscrit sur vélin à la Bibliothèque publique de Nantes. — M. Guéraud lit un mémoire de M. Bizeul sur la ville principale des Nannètes, que l'auteur place à Blain ; et, à ce propos, le même auteur donne l'origine de la cité nantaise et l'époque de son développement. — M. Hubin de la Rairie a fouillé plusieurs puits romains de Rezé, et y a trouvé divers objets qu'il destine au Musée.

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1857. — *Présidence de M. Th. Nau.* — MM. le général Marion de Beaulieu et Guéraud, chargés de rechercher à quelle époque la ville a remplacé la devise : *Oculi omnium in te sperant Domine* par celle de *Favet Neptunus eunti*, annoncent qu'ils ont trouvé l'ancienne devise pour la première fois sur les jetons de la Mairie de 1582, et la nouvelle dans l'édition de 1754 du *Livre Doré de la Ville*. Lorsque Nantes reprit ses anciennes armes, en 1814, il ne fut pas question de la devise, ou du moins il n'en existe aucune trace dans les documents qui concernent cette affaire. — M. de la Borderie retrace l'histoire du Congrès breton tenu à Redon en 1857. Il rapporte avec détails les sujets de discussion traités dans les séances, et les résultats obtenus dans les investigations des courses archéologiques. — M. Vandier fait connaître le nombre et la nature des objets qui sont devenus la propriété du Musée archéologique, par dons ou acquisitions. Au 31 décembre 1856, le Musée possédait 4255 objets; au 31 décembre 1857, il en comptait 4771, ce qui porte à 516 ceux qui sont entrés dans l'année. Du 15 février 1857 au commencement de décembre, plus de quatre-vingt mille personnes ont visité le Musée : cette affluence peut être considérée comme le thermomètre de l'intérêt qu'inspire cette nouvelle collection.

SÉANCE DU 5 JANVIER 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — La lecture du procès-verbal de la dernière séance donne lieu de produire de nouveaux renseignements qui assignent à la devise *Favet Neptunus eunti* la date de 1750. — M. Vandier donne la liste des objets acquis au Musée comme propriété ou comme dépôt, dans le mois précédent; entre autres : quelques curiosités américaines offertes par M. Boisselot; un poteau cornier provenant d'une maison de la Grande-Rue, à Nantes; un-bas relief représentant la mort de la Sainte Vierge, légué au Musée par M. Gouray, curé de Pontchâteau; un certain nombre de briques, de petits prismes triangulaires, etc., offerts par M. Nau. — M. le président donne lecture d'une lettre du recteur de l'Académie de Rennes, dans laquelle on demande, au nom du chef de l'État, le concours de la Société pour l'exécution d'un travail de rectification et de développement relatif à la géographie romaine de la Bretagne. — M. Hubin de la Rairie lit une notice sur la fabrication du verre chez les anciens et les différentes classifications auxquelles cette industrie peut donner lieu, à raison de la variété de ses produits. — Dans un travail intitulé *Trésor de la rue des Caves*, dont il commence la lecture, M. de Wismes donne l'histoire d'un fait d'une haute importance pour l'archéologie locale : c'est la découverte fortuite par lui et M. de la Borderie d'une certaine quantité de pièces appartenant aux anciennes archives de la Chambre des comptes. Il raconte, à ce propos, de quelle ma-

nière ces objets se sont trouvés dispersés et comment le hasard les a mis à même de reconnaître ces précieux débris.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Échappé offre à la Société plusieurs briques émaillées provenant du château de Buron, en Vigneux (Loire-Inférieure), et de la collégiale de Champeau (Ille-et-Vilaine). — MM. Nau et Parenteau apportent différents objets provenant des fouilles de Rezé : fragments de poterie, de mosaïque, de mur peint, etc. — Invitation est faite par M. de Caumont à la Société d'envoyer quelques-uns de ses membres pour la représenter à la réunion des Sociétés savantes à Paris. — M. Vandier fait l'énumération des objets donnés en janvier 1858 ; entre autres, quatre médailles et une statuette en bois. — Il donne ensuite lecture du compte rendu des travaux accomplis par la Société pendant l'année 1857, qu'il termine par la liste des dons ou des objets déposés au Musée. La Société remercie M. Vandier de son travail si consciencieux. — M. de Wismes lit la suite de son attachante notice, le *Trésor de la rue des Caves*, dans laquelle il donne des détails sur la signification et la valeur historique des pièces de cette découverte.

SÉANCE DU 2 MARS 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Vandier donne l'énumération des objets reçus par le Musée dans le mois de février, parmi lesquels figurent dix fragments de mosaïque provenant de Rezé (Loire-Inférieure). — M. Bizeul donne communication d'un chapitre de son Histoire de Blain, dans lequel il est question de la première capitale des Nannètes, qu'il place à Blain. — M. de la Borderie commence la lecture d'un article intitulé : *Étude de la politique de Noménoé, fondateur de l'abbaye de Redon.*

La séance du 6 avril 1858 arrivant le mardi de Pâques, jour où une réunion deviendrait difficile, est renvoyée au premier mardi de mai.

SÉANCE DU 4 MAI 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. le Président offre pour le Musée un boulet en pierre de Kersanton trouvé près de l'Oratoire, dans les fondations de l'hôtel de Sesmaisons. — M^{me} de la Blanchardière fait remettre un écu de 3 francs frappé en 1776, parfaitement conservé. — M. Blanchard présente une hache en jade, de grande dimension, trouvée dernièrement dans les communs de la Plaunaie, commune de Haute-Goulaine. — M. Bizeul, dont on ne saurait trop louer le zèle chaque fois qu'il trouve occasion d'enrichir le Musée, a fait l'acquisition, au prix de 50 francs, d'un petit anneau romain, en or, orné d'une pierre taillée en creux, trouvé à Blain il y a deux mois environ, et ayant probablement servi à la décoration d'une statue. — M. le Président annonce que des fouilles seront faites inces-

samment sur l'emplacement de l'ancienne commanderie de Saint-Jean, où le vieux mur de l'enceinte gallo-romaine existe encore. — La séance se termine par la lecture d'une dissertation de M. Bizeul, sur la patère d'or trouvée à Rennes en 1774.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1858. — *Présidence de M. Vandier.* — M. Bizeul fait part de découvertes faites à Saint-Gervais (Vendée) dans un champ appartenant à M. Taconnet. Il s'agit d'une construction romaine d'un demi-mètre de hauteur et de quinze mètres de diamètre, qui paraît remonter au II^e ou III^e siècle de l'ère chrétienne. On y a trouvé des enduits peints de diverses couleurs et divers fragments de tuiles, qui, contrairement à ce qui a lieu d'ordinaire, ne sont pas rouges. — M. de la Borderie termine la lecture de ses savantes recherches sur Noménoé, que la Société écoute avec tout l'intérêt que mérite l'érudition de l'auteur.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. Parenteau a la parole pour décrire un cachet de médecin oculiste gallo-romain, trouvé dans l'ouche du Chiron, appartenant à M. Pelloquet, cultivateur aux Couëts (Loire-Inférieure), et acheté par le Musée archéologique. Il s'exprime en ces termes :

C'est un parallélogramme rectangle, en schiste brun très-compacte, ayant à peu près 42 millimètres de largeur en carré, sur une épaisseur de 9 millimètres; les deux faces principales sont ornées d'un cartouche portant, le 1^{er}, l'inscription suivante gravée en creux, PROI : *Procliani sigillum* ou *Indicium Procliani*; le 2^e, que des traits irréguliers, produits naïfs du jeune Pelloquet, qui, à six ans, fait la gloire de l'École mutuelle des Couëts.

Les quatre faces de l'épaisseur portent gravées en creux les noms des collyres de notre brave médecin. Sur le 1^{er}, nous lisons en deux lignes l'inscription suivante :

PROCLIANI

DIARHOD ° AD L.

Diarhodium de *Proclianus*, pour guérir la chassie.

2° En regard, toujours en deux lignes :

PROCLIANI . DI

ASMYR . POST . M.

Dyasmyrnum de *Proclien*, à employer après la guérison (sans doute comme préservatif).

3° Au-dessous :

PROCLIANI

DIAGESAM . AD . L^p.

Diagesam de *Proclien*, pour guérir la chassie ou la granulation des paupières.

4° Enfin :

PROCLI — JOUR
LIVM

Proclium Procliani — *Proclium* de *Proclien*, qui devait être sans doute le collyre, la drogue par excellence, puisqu'il avait jugé convenable de lui donner son nom.

Par la composition des collyres que nous venons de mentionner, nous voyons que nos médecins oculistes gaulois employaient la myrrhe, l'eau de roses, et sans doute les sels de cuivre, etc. Ceux qui voudraient en savoir davantage sur l'emploi des collyres dans l'antiquité, pourront consulter Gallien, Paracelse et, de nos jours, Tochon-d'Annecy et le docteur Sichel, qui a lui-même publié plusieurs cachets analogues au nôtre, provenant soit de l'Italie, de l'Allemagne, de la Gaule ou de l'Angleterre. Celui du Musée de Nantes est, je crois, le 41^e ou le 42^e connu; il doit, par son style, appartenir au III^e ou au IV^e siècle de notre ère. On sait qu'à cette époque les ophthalmies étaient fort répandues dans certaines contrées de la Gaule et en Germanie, car c'est là qu'on les rencontre de préférence. Les oculistes ambulants couraient les campagnes, j'allais dire les foires, en répandant leurs drogues, qu'ils marquaient d'une estampille, comme les pharmaciens de nos jours; peut-être notre Proclien, par exception, était-il fixé à Ratiæ, et sa clientèle s'étendait-elle jusqu'aux Couëts. En général, ils appartenaient aux classes inférieures de la société, souvent aux affranchis, et jouissaient de fort peu de considération, malgré les services réels qu'ils pouvaient rendre.

Les Couëts avaient-ils de l'importance à l'époque gallo-romaine? Oui, si l'on en juge par les substructions découvertes lors de la construction du pont. — Ils devaient être considérés comme un des faubourgs de Ratiæ. — Le Scottius du vase rouge trouvé cette année (1863) à Rezé, serait-il un habitant des Scoëts???

SÉANCE DU 3 AOUT 1858. — *Présidence de M. Parenteau*. — M. Devers, fabricant de faïences peintes à Paris, est admis en qualité de membre non résidant. — D'après l'ordre du jour, M. Bizeul prend la parole au sujet des fouilles qui se font pour l'établissement du pont de Saint-Clair, commune de Plessé, sur la rivière d'Isar. La route nouvelle traverse l'ancien CASTRUM-SEIUM (*Châteausé*), résidence d'Alain le Grand, duc de Bretagne. Le donjon se reconnaît encore : c'est une construction du VII^e ou VIII^e siècle. Rien de romain jusqu'à ce jour n'a été découvert dans les fouilles; point de briques dans la maçonnerie. La chapelle de Saint-Clair, dont le plan affecte la forme d'une croix grecque, est du roman de la fin du XI^e siècle. — M. Parenteau signale ensuite la reprise des fouilles de Rezé, au sud de l'église. Une nouvelle salle, adossée à celle qui fut découverte il y a dix ans, a été mise à jour. Sur le sol, pavé en mosaïques, a été trouvé la cuve ornée de pilastres et

d'arcatures dont les débris sont déposés au Musée, et dans laquelle on pourrait, si les renseignements fournis par les ouvriers sont exacts, voir un baptistère chrétien (une croix grecque inscrite dans un cercle). Cette dernière salle, de petite dimension, servait d'atrium ou de vestibule à la piscine; on y a recueilli la partie inférieure d'une colonne reposant sur un socle carré, détail qui jusqu'à ce moment n'avait pu être constaté.

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1858. — *Présidence de M. Th. Nau.* — M. l'abbé Loyer, ancien curé de Laghouat (Algérie), aujourd'hui demeurant à Pont-Château, est reçu à l'unanimité membre de la Société, sur la présentation de M. le baron de Girardot et de M. Nau. — M. Marionneau fait don à la Société d'une brochure intéressante dont il est l'auteur, intitulée : *Lettres de M. Louis, architecte du théâtre de Bordeaux.* — M. le Président lit ensuite une lettre de M. Sivanne, inspecteur de l'académie d'Auxerre, lettre charmante, pleine de bons souvenirs et d'affectueux sentiments pour la Société, dont il faisait jadis partie. — M. Nau entre dans de longs détails sur la carte des Gaules, ainsi que sur la publication et la confection du dictionnaire topographique de la France. — L'ordre du jour appelle M. le baron de Wismes à faire la lecture d'une notice de M. P. Marchegay sur le Plessis-Macé et ses seigneurs.

Ici se terminent les analyses des procès-verbaux, dont la publication intégrale a commencé avec le *Bulletin*, en 1859.



NOTICE HISTORIQUE

SUR

LES POSTES EN FRANCE

Depuis leur origine jusqu'en 1789;

PAR

M. LE LIÈVRE DE LA MORINIÈRE.



Qui pedibus volucres anteirent cursibus auras.
(MEZERAY, *Légende de la médaille des postes.*)

Un des plus charmants écrivains du siècle de Louis XIV, M^{me} de Sévigné écrit, dans une de ses lettres : « Par bonheur, « il y a messieurs les postillons, qui sont incessamment sur les « chemins pour porter et rapporter vos lettres; enfin, il n'y a « jour de la semaine où ils n'en portent quelqu'une à vous ou « à moi. Il y en a toujours à toutes les heures par la campagne. « Les honnêtes gens! qu'ils sont obligeants! et que c'est une « belle invention que la Poste! » Franchement, l'aimable marquise devait bien à la poste ce tribut d'éloges, et je me garderai bien de n'être point de son avis, trop heureux d'avancer dans cette étude avec une telle autorité.

S'il est curieux et intéressant de remonter dans l'histoire des peuples jusqu'à leur origine, il est aussi curieux et instructif de remonter jusqu'à la naissance des institutions que ces peuples possèdent. Dès que la civilisation s'introduit dans un pays, une à une les administrations se forment. Entre elles toutes, la plus ancienne et, sans contredit, une des plus utiles est celle des Postes.

Dès que l'on put s'écrire, dès que des besoins de correspondre

entre des hommes se firent sentir, soit pour le bien du pouvoir, soit pour les intérêts commerciaux, nous voyons cette institution se créer. C'est d'abord en tâtonnant que l'on avance ; bientôt, les lois se fixent, les règlements abondent : entre eux, il n'y a plus qu'à choisir ceux qui présentent le plus de garanties pour la sûreté de l'institution et pour le bien public.

Ce n'est que dans un état stable que les postes, résultat d'une civilisation avancée, peuvent se maintenir et progresser. Établies d'une façon qui paraissait solide et durable par Cyrus, par Auguste et par Charlemagne, elles tombent d'elles-mêmes, lorsque les empires sont démembrés sous les successeurs de ces princes. Chez les Perses, lorsque les petits-fils de Cyrus se partagent le royaume en s'adjugeant, celui-ci la partie asiatique du territoire, celui-là la Macédoine, nous voyons cette institution inconnue disparaître complètement, malgré les établissements coûteux construits par leur prédécesseur. A Rome, tant que l'empire fut gouverné par un seul homme, des lois consolidèrent cette administration. Lorsque Arcadius et Honorius, succédant à leur père Théodose, se partagèrent l'empire, ils ne firent rien pour le consolider, et Justinien apporte des règlements qui sont l'arrêt de mort de cette institution chez les Latins.

Lorsque, quatre siècles plus tard, le royaume des Francs fut divisé entre les petits-fils de Charlemagne, les postes ont en France le même sort que chez les Perses et chez les Romains, et, de Louis le Débonnaire à Louis XI, c'est-à-dire, pendant une période de quatre cents ans, on retrouve à peine quelques traces d'un service aussi utile.

Le transport des lettres ou des messages a dû se faire dès que l'on a pu assembler des caractères formant des mots, et se comprendre aussi bien par l'écriture que par la parole. Plusieurs historiens prétendent que, dans le principe, on dut employer les pigeons, les hirondelles et les chiens, avant que l'on eût trouvé un moyen prompt de se transporter d'un point à un autre.

Il est question, même dans la plus haute antiquité, de lettres,

de messages et de courriers. Il est de toute impossibilité de fixer l'époque à laquelle on a dû commencer à correspondre ainsi ; tout le monde connaît les lettres de Bellérophon, dans les temps héroïques, et ce que depuis on entend par cette expression.

On parle des coureurs de Salomon. — Artaxercès, l'Assuérus de l'écriture, aïeul de Cyrus, envoya des courriers, dans toutes les directions, porter à ses lieutenants l'édit par lequel il ordonnait d'exterminer tous les Juifs dans son royaume ; deux mois après, de nouveaux courriers étaient expédiés dans les mêmes directions, pour révoquer cet édit injuste et cruel. Mais ce n'est pas encore la poste.

D'après Xénophon, c'est pendant la retraite des Dix-Mille, 401 ans avant J.-C. que Cyrus aurait créé les postes ; mais elles étaient établies, chez lui, avec un si grand luxe et d'une manière si grandiose, que l'on doit penser qu'il dut attendre, pour mettre à exécution les idées qu'il avait conçues, la fin de son admirable expédition contre les Scythes. En effet, sur les routes de son royaume étaient élevés des établissements appelés gîtes ou mansions, logements spacieux et vastes, pouvant abriter une certaine quantité d'hommes et de chevaux ; c'était là que ses courriers venaient se relayer. Voici comment, sous ce prince, se faisait le transport des messages.

Cyrus avait fait chercher dans son royaume et dans les États voisins, de jeunes hommes agiles et prompts à la course : il remettait à l'un d'eux ses dépêches ; ce courrier, en arrivant à la mansion, trouvait un homme tout disposé à faire une route semblable à celle qui venait d'être faite, et ainsi de suite, de main en main, la dépêche arrivait à sa destination.

Mais bientôt ce service fut amélioré : des cavaliers furent substitués aux piétons ; Cyrus fit faire diverses expériences sur la vitesse des chevaux il jugea la rapidité de leur marche égale à celle du vol de l'oiseau « et, » prétend Montaigne, « disent aucuns que cette vitesse d'aller, vient à la mesure du « vol d'une grue. » Les stations étaient encore assez rapprochées les unes des autres : « De la mer Grecque ou Égée, dit Bergier.

« jusqu'à la ville de Suze, capitale du royaume des Perses, il y
« avait pour cent onze gîtes ou mansions de distance, de l'une
« desquelles à l'autre il y avait une journée de chemin. » Parmi
les successeurs de Cyrus, ce fut Xercès qui en profita davantage,
lorsque, fuyant en vaincu, il trouva à sa disposition les relais
échelonnés sur la route qui conduisait à sa capitale.

Chez les Perses, les postes devinrent un service forcé; de là, le
nom d'*angaries* qui leur fut donné, ce qui signifie corvée, chose
à laquelle on ne peut se soustraire. Les Romains en conservèrent
le nom, et ce service chez eux fut appelé *angaria* et *parangaria*.

Naguère, dans ce royaume où les postes autrefois étaient si
bien établies, lorsqu'un courrier était expédié par le souverain,
il s'emparait du premier cheval qu'il trouvait sous sa main, et
démontait tous les cavaliers à mesure qu'il les rencontrait;
ceux-ci abandonnaient leur monture sans rien dire, habitués
qu'ils étaient à de semblables exactions. Qu'il y a loin, chez les
Perses, des postes de Cyrus à celles de nos jours : on trouve
encore debout quelques-unes de ces splendides constructions,
mais leur usage n'est plus le même qu'autrefois.

Les Grecs ont-ils eu des postes? Il n'en est guère question,
bien que l'histoire nous indique quels étaient leurs moyens de
correspondre. Cornélius Népos (Pausanias) nous parle de la
scytale. C'est ainsi que, dans son *Dictionnaire d'antiquités*,
M. Antony Bich s'exprime au sujet de cet instrument : « La
scytale (σκυτάλη, mot grec qui signifie bâton); c'était un bâton
cylindrique, que l'on employait à Sparte, pour permettre au gou-
vernement de faire parvenir à ses généraux des dépêches secrètes;
on s'y prenait ainsi : on roulait obliquement, sur un cylindre de
bois, une bande de cuir, et, quand le bâton était couvert par cette
bande de cuir, on y écrivait, dans le sens de sa longueur, les
ordres que l'on avait à donner; de sorte que quand la bande de
cuir était déroulée et séparée du cylindre, elle ne contenait plus
qu'une série de lettres isolées, n'ayant aucun sens, ne formant
aucune suite. C'est dans cet état qu'on envoyait la bande de cuir
à l'officier spartiate, qui s'assurait des intentions de ses chefs

en la roulant de la même manière autour d'un cylindre de même diamètre qui lui avait été remis avant son départ. »

Nous savons encore que, chez les Grecs, le tabellarius romain s'appelait γραμματοφορος, c'est-à-dire porteur de lettres, et on appelait hémérodrome, ημεροδρομευς, un coureur de jour.

C'est sous Auguste que les postes furent créées dans l'Empire romain; ce prince, jaloux de bien gouverner ses États, et voulant savoir ce qui se passait chez toutes les nations soumises au peuple conquérant, imagina d'envoyer de tous côtés des émissaires pour porter ses lettres aux divers chefs d'armées, et pour s'enquérir des nouvelles de tous pays. Mais il reconnut que, pour donner plus de célérité à ses messages, il fallait employer plusieurs hommes qui pussent se relever et voyager jour et nuit. Dans ce but, il fit échelonner sur les routes militaires sillonnant l'empire, des jeunes gens agiles; on éleva des bâtiments que l'on nomma stations (*stationes*, unde *stationarii*). Les dépêches passaient ainsi de main en main, jusqu'à leur destination. Mais Auguste bientôt substitua les cavaliers aux piétons. Nous voyons que ce prince imite de bien près les postes de Cyrus; ce qui fait dire au commentateur du Code Théodosien : « Les historiens et les auteurs écrivent donc une chose douteuse, lorsqu'ils disent qu'Auguste a institué la course publique; il n'a fait que prendre chez les autres peuples leurs règlements et leurs institutions. »

Tout porte à croire que des courriers existaient sous la République romaine, et portaient le nom de *statores*. Cicéron parle de ses courriers (*statores mei*), ce qui pourrait faire supposer que quelques particuliers avaient des messagers à leur service.

Quoi qu'il en soit, à Auguste doit être attribué l'honneur d'avoir mis en vigueur cette institution, dont ses successeurs reconnurent la nécessité; des lois nombreuses vinrent même la consolider, et Justinien, par des ordonnances très-restrictives et malentendues, contribua à sa chute complète. A Rome, comme dans le royaume des Perses, comme nous le verrons sous Charlemagne, c'est la poste aux chevaux qui préoccupe surtout le gouvernement; le transport des lettres ne paraît être qu'un

accessoire. Parmi les nombreuses lois concernant l'institution, on n'en trouve point ayant trait directement à ce qui constitue principalement la poste aujourd'hui.

Les établissements affectés au service des postes, en outre d'un personnel suffisant et des vivres et des fourrages nécessaires, devaient avoir un certain nombre de chevaux, d'ânes, de mules et de bœufs, et des chariots en grand nombre ; les hommes et les chariots portaient différents noms, suivant l'usage auquel ils étaient destinés.

Le *tabellarius*, porteur de lettres, était un messenger par l'entremise duquel un particulier faisait parvenir des lettres à ses amis ; un gouvernement, des dépêches à ses délégués, ou *vice versa* : ce n'était pas un facteur de la poste, dans le sens que nous attachons aujourd'hui à ce mot, car les anciens ne connaissaient point la poste aux lettres organisée comme service public. (Antony Rich.)

Le *veredarius* était un messenger du gouvernement, qui portait les lettres dans une légère carriole trainée par des chevaux rapides (*veredi*), dont il y avait des relais disposés le long des grandes routes. (*Ibid.*)

Les *statores*, esclaves publics ou domestiques, payés par l'État, qui servaient dans les provinces les magistrats romains, et que l'on employait, surtout, pour porter des lettres, des messages et des dépêches ; cet emploi fut supprimé par Septime-Sévère, et les fonctions que remplissaient les *statores* furent confiées aux soldats. (Lampridius, *Alex. Severus*, 52.)

Le *cursor*, d'où vient le mot courrier, était un homme qui portait les lettres à pied ou à cheval.

C'est tout ce que nous trouvons sur le transport des lettres ; quant à la poste, ainsi qu'on l'entendait alors, le Code Théodosien, en nous montrant par quelles lois elle était régie, nous en trace l'histoire, son accroissement et sa décadence.

Nous avons vu que plusieurs animaux étaient affectés au service : il y avait en première ligne les chevaux ; puis, comme bêtes de charge, les ânes, les mules et les bœufs. Des lois particu-

lières concernaient ces derniers ; il était défendu, dans les cas les plus pressants, de distraire, même pour un moment, un bœuf quand il était employé au labourage, pour s'en servir comme moyen de transport. On distinguait aussi plusieurs espèces de chars, entre autres : l'*essedà* ; le *rheda*, chariot à quatre roues ; le *birotus*, char à deux roues ; le *carpentum*, etc., etc. La sollicitude minutieuse des empereurs romains s'attacha à fixer le nombre des chevaux devant traîner telle voiture, et de quel poids on devait la charger ; des peines sévères venaient atteindre les contrevenants.

A l'instar de Cyrus, Auguste avait établi dans les villes, cités et bourgades que traversaient ces magnifiques voies dont nous retrouvons de si merveilleux restes aujourd'hui, des stations, des gîtes, ou mansions ; pour l'entretien de ces établissements, les dépenses étaient prélevées sur les frais publics, et les hommes commis à ces stations n'étaient en droit, pour les services rendus, d'exiger de salaire de personne.

Victor rapporte que Trajan frappa d'un impôt les voyageurs qui se servaient des postes pour leur usage personnel. Spartianus nous apprend que l'empereur Hadrien, voyant les magistrats chargés de surveiller les postes taxer les voyageurs, aima mieux profiter de cet impôt, émit des lois sévères contre les fonctionnaires concussionnaires, et augmenta ainsi son trésor particulier. Ainsi, pour résumer, la poste, comme service public, fut instituée par Auguste, et ce furent Trajan et Hadrien qui, les premiers, songèrent à la grever d'un impôt. (Code Théodosien.)

Les magistrats chargés de surveiller ce service étaient, de préférence, les préfets du prétoire, les maîtres des chevaliers, les maîtres des offices, les proconsuls, les gouverneurs de province ; c'étaient ces magistrats, tant civils que militaires, qui avaient le pouvoir de donner ou de refuser la permission de se servir des chevaux publics. Cette permission était donnée au moyen de lettres d'évections (*evectiones sive diplomata*).

Né pouvaient se servir gratuitement de la poste que les députés du sénat et du peuple romain, ceux que les provinces délè-

guaient vers le prince, les députés des diverses provinces, les envoyés du prince, et ceux que les affaires publiques employaient dans l'intérêt général.

Il était expressément défendu à tout homme agissant comme simple particulier, fût-il un citoyen illustre ou l'un des premiers magistrats civils ou militaires, d'employer ce service dans ses intérêts privés, sans demander une lettre d'évection. Cette lettre était signée du prince ou du magistrat, et on y relatait le moment du départ, le lieu de destination et le temps que l'on devait rester en route. On ne pouvait passer à une autre personne la permission que l'on avait demandée pour soi; on était autorisé néanmoins à s'adjoindre un compagnon de voyage.

Il était défendu de presser ou de charger un cheval outre mesure, d'affecter à un emploi les animaux destinés à un autre, et de changer l'itinéraire tracé par le Gouvernement. On ne devait point se servir de bâtons pour exciter la marche des chevaux, mais seulement d'un fouet ou d'une badine.

Quoniam plerique, nodosis et validissimis fustibus inter ipsa currendi primordia animalia cogunt, quidquid virum absumere habent; placet, ut omnino nullus in agitando fuste utatur, sed aut virgâ, aut certe flagro cujus in cuspide infixus brevis aculeus, pigrescentes artus, innocuo titillo poterit admonere, non ut exigat tantum quantum vires valere non possunt ⁽¹⁾. (Comme on le voit par cette ordonnance, la loi Grammout n'est pas précisément d'invention moderne, et l'application en est renouvelée sinon des Grecs, du moins des Romains.)

Des peines sévères étaient infligées à ceux qui se rendaient coupables d'avoir exigé un salaire des voyageurs; il était permis néanmoins aux hommes de service d'accepter une légère récompense, pour prix de leurs peines.

On ne pouvait, de quelque dignité que l'on fût, traverser sans s'arrêter un lieu où était établie une mansion. Lorsqu'un lieutenant du prince était en route, il ne pouvait, sous peine d'une

(1) Code Théodosien.

amende de cinquante livres d'or, employer plus de trente ânes et de dix chariots.

Arrivé au terme de sa course, tout fonctionnaire, tant civil que militaire, avant de se livrer au repos, devait rendre ses lettres d'évection.

Une loi fixait le poids dont chaque voiture devait être chargée, d'après sa nature, d'après la quantité d'animaux, selon les saisons ou les accidents de terrain.

Comme on le voit, tout était prévu par le Code Théodosien. Presque tous les empereurs romains ont fait des lois *de cursu publico* ; ces lois réunies constituent une espèce de code postal, dans lequel ont dû bien certainement puiser Charlemagne et Louis XI. Ces règlements étaient exécutés avec la plus grande rigueur : on rapporte qu'un certain Pertinax, préfet de Cohorte, se rendant en Syrie pour remplir les devoirs de sa charge, ayant négligé de se munir de lettres d'évection, fut condamné par le magistrat d'Antioche commis au service de la poste, à se rendre à pied jusqu'à sa résidence.

Mais nous voyons peu à peu ces lois obtenir quelques adoucissements, surtout sous Théodose, et sous les règnes d'Arcadius et d'Honorius, ses deux fils ; mais alors l'empire se divisait, et ce que nous avons vu sous les successeurs de Cyrus, ce que nous verrons après Charlemagne, se réalisa : c'est que les postes, ainsi que je l'ai déjà dit, produit d'une civilisation avancée, ne peuvent être stables que dans un État stable lui-même, et qu'à moins d'être organisées comme elles le sont de nos jours, elles devaient succomber sous le souffle des révolutions.

Les postes romaines ont été en vigueur pendant une période d'environ cinq cents ans.

Si le Code Théodosien nous a fourni l'histoire des postes dans l'Empire romain, les *Capitulaires*, ce recueil des lois des rois francs, où, dit Anquetil, il n'y a point d'état qui n'y trouve ses devoirs, les *Capitulaires* nous diront également ce que fut en France cette institution.

Après avoir illustré son règne par de magnifiques conquêtes

territoriales, Charlemagne voulut conquérir aussi dans le domaine de l'intelligence ; ce grand monarque, qui maniait l'épée avec tant de courage, « essaya aussi, » dit Éginhard, « d'apprendre à « écrire, et il avait coutume de porter partout avec lui des « tablettes et du parchemin, qu'il plaçait sous le chevet de son « lit, afin de s'exercer, quand il avait un moment de libre, à « tracer des caractères ; mais il réussit peu dans cette étude, « pour l'avoir entreprise trop tard. » (Hⁱ Martin.) Avec l'aide du savant Alcuin, il fonda cette Université qui a traversé les siècles sans interruption jusqu'à nos jours. Que l'on nous pardonne cette petite digression, qui, cependant, n'est pas en dehors de notre sujet ; car l'Université contribua beaucoup à la création et au maintien des postes sous Charlemagne, et, si l'on trouve dans les siècles suivants quelques traces de cette institution, c'est à cette savante société qu'on en est redevable.

Charlemagne établit les postes principalement sur les routes d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne ⁽¹⁾ ; il employa ses troupes et ses sujets à réparer et remettre en état les magnifiques voies militaires construites par les Romains : les frais d'entretien étaient aux dépens des peuples.

Comme chez les Perses et chez les Romains, le monarque franc établit les mansions, que Ducange (*verbō* MANSIO) définit ainsi : « Lieu où nous demeurons ; d'où le mot maison, qui veut dire notre demeure. — Ce mot a plusieurs significations ; mais, néanmoins, chez les écrivains latins, son acception propre est : lieu où l'on se repose la nuit des fatigues du jour. » Dans le vieux français, on trouve le mot mansonnier pour signifier maître d'hôtel. Les mansions sont donc, à proprement parler, des hôtelleries. On y trouvait employés les stationnaires (*stationarii*), chargés de surveiller les soins donnés aux chevaux et en même temps de diriger les courses publiques.

Comme chez les Romains, les chevaux se nomment *veredi*, et

(1) Une charte de Louis le Pieux ordonne que tous ses messagers ou ceux de ses fils trouvent toujours des chevaux prêts sur la route d'Espagne.

les *veredarii* étaient les courriers spéciaux du souverain. Ces courriers, dont la marche était fixée par des arrêts sévères, ne devaient point descendre de cheval avant d'avoir accompli entièrement leur mission : ils portaient sur la tête un chaperon orné de plumes, afin que l'on comprît bien la rapidité indispensable de leur course ; ils ne devaient même point manger avant d'avoir fourni leur carrière, si ce n'est à cheval et en courant (*nec manducant, nisi super equo, antiquam perfecerunt.* — Capitul.) On employa aussi le mot *correarius*, pour signifier courrier ; mais, comme on le voit, ce mot est plutôt tiré de la langue romane que du latin.

Les époques de départ et de passage des courriers étaient indéterminées, et n'avaient lieu que lorsque le besoin s'en faisait sentir.

Charlemagne avait aussi imposé les lettres d'évection ; il y avait encore, en outre, à l'usage des clercs, une autre sorte de passeport, sous le nom de *litteræ commanditiæ*. — Un clerc ne pouvait voyager sans la permission de son propre évêque, et un autre évêque ne pouvait le recevoir sans l'exhibition de ses lettres de recommandation. Chez les Latins, ces lettres étaient appelées *litteræ formatæ* ; le savant Jacobus Firmondus, l'un des commentateurs des *Capitulaires*, pense que ce nom leur fut donné à cause d'une forme particulière ou de certaines notes, peut-être à cause de la forme du sceau qui y était ajouté (*presbyterium qui proprio loco dimisso, ad alium migrat litteras, habere debet in quibus sint nomina episcopi et civitatis plumbo impressa*).

Ainsi, les postes de Charlemagne sont basées sur le même mode que celles de Cyrus et d'Auguste ; mais il est à propos de dire ici un mot de l'Université, et de montrer le rôle qu'elle a joué dans le maintien et la conservation de cette institution.

Charlemagne, après avoir fondé l'Université, lui concéda le droit d'expédier à son profit, et toutes les fois que la sûreté du royaume n'y mettrait point obstacle, la correspondance des particuliers. On doit penser que ce privilège était d'une grande importance pour le docte corps qui réunissait tant d'hommes de tous

les pays. Ces hommes, absorbés par la science et par le désir d'acquérir, n'avaient point renoncé à toute communication avec le monde extérieur; de plus, pour propager la science, et c'était le constant mobile de Charlemagne, pour la répandre au dehors, il fallait nécessairement des émissaires, des courriers : les dignitaires de l'Université eux-mêmes devaient trouver des moyens faciles de transport, et nous savons que des relations s'étaient établies entre le royaume des Francs et ceux d'Angleterre et d'Italie, et même avec le fameux Haroun Alraschid. Il n'est donc pas étonnant que le grand monarque franc, voulant favoriser l'existence de *sa fille aînée*, comme il l'appelait, lui ait accordé un aussi grand privilège.

Au reste, l'Université sut maintenir continuellement ses droits : nous retrouvons un édit de François I^{er}, donné à Amboise, le 27 décembre 1516, portant création d'une Université à Angoulême, à laquelle il donne les mêmes privilèges qu'à celles de Paris, Poitiers et Toulouse, et les suppôts, officiers, *messagers*, docteurs, etc.

Ces postes devinrent, par la suite, plutôt des messageries ; c'est ce qui ressort de la prière que fit en 1719 l'Université, qui demanda au roi que son bail des messageries fût réuni à celui des postes, et qu'en échange, il lui fut donné une rente de 150,000 francs, à charge par elle de faire gratuitement l'éducation de la jeunesse dans tous les collèges de plein exercice de Paris. — Le 14 avril 1719, Louis XV donna à l'Université des lettres patentes ainsi conçues : « Louis, etc..., voulant favorablement traiter notre très-chère et très-aimée fille l'Université de « notre bonne ville de Paris....., nous ordonnons que le bail des « messageries appartenant à notre fille aînée sera toujours compris dans le bail général des postes, et que le prix du bail des « dites messageries de la dite Université demeurera fixé pour « toujours au 28^e effectif du prix du bail général. »

Lorsque les troubles recommencèrent sous les successeurs de Charlemagne, il n'est plus question de postes; seulement, sous Charles le Gros, il est parlé d'un Baudoin de Montmorency pre-

nant le titre de grand maître de cette administration. Sous Louis IX, nous retrouvons encore un arrêt quelque peu insignifiant, par lequel il est défendu aux habitants de la ville de Nole de se servir des chevaux de poste, même pour les intérêts de la ville, sans payer un salaire raisonnable. (*Olim*, 3^e vol.)

Mais l'institution sommeille jusqu'en 1464, époque où Louis XI en sentit la grande utilité.

C'est à partir de ce moment, que nous pouvons remarquer et suivre les progrès des postes; c'est à partir de ce moment que nous voyons abonder les arrêts et les ordonnances, que les règlements commencent à se coordonner, et que l'on arrive à établir les remarquables lois qui les régissent aujourd'hui.

Quelques historiens prétendent que Louis XI, inquiet de la santé du Dauphin, dont il était éloigné, institua des courriers pour en avoir promptement des nouvelles; mais on croit communément que cette idée fut accréditée par Louis XI lui-même. On connaît trop bien le caractère peu tendre de ce prince si porté à la dissimulation, et l'on explique plutôt les besoins de ces courriers, en rappelant sa vie agitée, ses démêlés avec les grands vassaux de la couronne, et ses luttes avec Charles le Téméraire; c'est aussi l'avis de Commines, qui le formule dans ce sens, en racontant la défaite du duc de Bourgogne.

Louis XI rendit sur les postes, à Luxies, près Doullens, le 19 juin 1464, un édit qui résume tous les règlements compris dans le Code Théodosien et dans les Capitulaires: cet édit, fort curieux, mériterait d'être cité *in extenso*; mais, comme il est fort connu, je me bornerai à en donner quelques extraits :

« Le Seigneur et Roy, ayant mis en délibération avec les seigneurs de son conseil qu'il est moult necessaire et important à ses affaires et à son estat de sçavoir diligemment des nouvelles de tous costez, et y faire, quand bon lui semblera, sçavoir des siennes.....; que sa volonte et plaisir est que dès à present et doresnavant, il soit mis et establi spécialement sur les grandes routes de son royaume, de quatre en quatre lieues, per- sonnes séables et qui feront serment de bien et loyaument

« servir le roy, pour tenir et entretenir quatre ou cinq chevaux
« de légère taille, bien enharnâchez et propres à courir le galop
« durant le chemin de leur traite, lequel nombre se pourra aug-
« menter, s'il est besoin.

« Le roy nostre seigneur veut et ordonne qu'il y ait..... un
« office intitulé conseiller grand-maitre des coureurs de France,
« qui se tiendra près de sa personne....., et les aultres personnes
« qui seront ainsy par luy establies de traite en traite, seront
« appelés maistres, tenant les chevaux courans pour le service
« du roy.

« Porteront aussi les dits maistres coureurs, toutes despêches
« et lettres de Sa Majesté qui leur seront envoyées de sa part et
« des gouverneurs et lieutenans de ses provinces et autres offi-
« ciers, pourvu qu'il y ait certificat ou passeport du dit grand-
« maistre des coureurs de France...

« Et afin que l'on puisse savoir s'il y a eu retardement, et
« d'où il sera procédé, le dit seigneur veut et ordonne que le dit
« grand-maistre des coureurs et ses dits commis cotent le jour
« et l'heure qu'ils auront délivré les paquets au premier maistre
« coureur, et le premier au second, et aussi semblablement pour
« tous les aultres maistres coureurs, à peine d'estre privez de
« leurs charges, et des gages, privilèges et exemptions qui leur
« seront donnés par la présente institution.

« Auxquels maistres coureurs est prohibé et deffendu de
« bailler aucuns chevaux à qui que ce soit, et de quelque qua-
« lité qu'il puisse estre, sans le mandement du roy et du dit
« grand-maistre des coureurs de France, à peine de la vie.
« D'autant que le dit seigneur ne veut et n'entend que la com-
« modité du dist établissement ne soit pour aultre que pour son
« service, considéré les inconvénients qui peuvent survenir à ses
« affaires, si les dits chevaux servent à toutes personnes indiffe-
« remment, sans son sceu, ou du dit grand-maistre des coureurs
« de France. »

Comme on le voit, cette dernière partie de l'édit est fort res-
trictive; heureusement, plus tard, nous trouvons un arrêt qui
en adoucit la rigueur.

L'édit de Louis XI se termine par des considérations de police et de sûreté intérieure. — On frappa une médaille pour perpétuer le souvenir de la fondation des postes ; cette médaille représentait deux courriers à cheval, dont l'un portait une malle en croupe, avec cette légende : « *Qui pedibus volucres anteirent cursibus auras.* »

Louis XI avait 230 courriers à ses gages en France : les particuliers obtinrent la faculté de s'en servir, et payaient dix sols par cheval et par traite de quatre lieues. Les lettres étaient portées par les courriers royaux. Au reste, dans le principe, le roi n'avait point songé à établir les postes comme service public ; mais, voyant l'accroissement que prenait le commerce, surtout celui des étoffes, par suite de cette admirable institution, il en étendit l'usage à tout le peuple.

Chose digne de remarque, les postes ne réunirent point toutes les sympathies des sujets de Louis XI : un certain moine du nom de Maillard, s'étant permis quelques allusions déplacées vis-à-vis du souverain, le roi lui fit dire que s'il continuait, il le ferait jeter à la rivière. — Allez dire à votre maître, répondit le religieux, que je serai plus vite rendu en Paradis par eau, que lui par ses chevaux de poste.

Louis XII apporta quelques améliorations à ce service naissant : il fit partir les courriers pour toutes destinations, deux fois par semaine ; auparavant, ils ne voyageaient que le jour, ils durent dès lors voyager jour et nuit. Il leur fut fixé un temps limité pour leurs courses : ils devaient faire une poste par heure pendant les sept mois de la belle saison, et une poste en une heure et demie pendant les cinq autres mois de l'année ; mais il faut se souvenir que le service des courriers se faisait à cheval, on n'avait pas encore pour cela employé les voitures.

C'est sous Charles VIII que furent passées les premières conventions avec les pays étrangers ; quelques ordonnances de ce roi viennent régulariser le service.

Charles IX fixa les itinéraires, dont les courriers ne devaient point se départir, sous peine d'une amende de 100 livres tour-

nois et au risque d'être dépossédés de leur charge; et, en 1576, il fut décidé que des courriers seraient expédiés à toutes les villes à parlement qui n'en avaient pas encore.

Nous pouvons donc suivre, pas à pas, la marche progressive de cette institution; mais nous remarquons toujours qu'il n'y a pas encore là de service public, les particuliers ne se servent toujours de la poste qu'accidentellement, jusqu'à Henri IV, qui, continuellement préoccupé du bien-être de son peuple, crée en 1597 un établissement destiné à fournir aux voyageurs des chevaux de louage, de traite en traite, sur les grands chemins. Dans l'ordonnance que ce monarque rendit à cette occasion, se manifestent sa bonté et celle de Sully pour le peuple français. « Comme les commerces accoutumés cessent et sont discontinués « en beaucoup d'endroits, et ne peuvent nos dits sujets vacquer « librement à leurs affaires, sinon en prenant la poste, qui leur « vient en grande cherté et excessive dépense; à quoi désirant « pourvoir, et donner moyen à nos dits sujets de voyager et « commodément continuer le labourage, avons ordonné et ordonnons que par toutes les villes, bourgs et bourgades de ce dit « royaume, seront établis des maîtres particuliers pour chacune « traite et journée, déclarant n'avoir entendu préjudicier aux « droits, privilèges et immunités des postes. » — En lançant cette ordonnance, Henri IV créait une administration rivale de celle qui existait déjà, et qui menaçait de nuire à l'ancien service. Il le comprit, et finit par réunir les deux administrations en une seule; mais on prit un moyen terme: le prix des Relais (ainsi fut désigné le nouvel établissement) fut légèrement élevé, et les droits de poste de beaucoup abaissés; et, de cette manière, chacun put voyager à peu de frais, sans pour cela porter préjudice aux revenus de l'État.

Nous avons déjà acquis un certain perfectionnement, et nous voyons la poste aux chevaux établie sur les mêmes bases qu'aujourd'hui.

Henri IV avait accordé aux courriers quelques privilèges, qui leur furent enlevés dans les dernières années de Louis XIII; mais,

par suite des nombreuses intrigues et des plaisirs incessants de la cour du grand règne, Louis XIV fut obligé de les rétablir. Les chevaux de poste étaient à chaque instant mis à contribution; ils étaient fourbus en très-peu de temps. Les maîtres de poste ne pouvaient suffire au remontage de leurs écuries; ils se plaignirent vivement au roi, en menaçant d'abandonner leurs établissements. Ces privilèges furent de nouveau abolis en 1790; mais le Gouvernement prit alors de nouvelles dispositions à leur égard, et remplaça leur exemption d'impôts et de corvées par une rémunération proportionnelle au nombre des chevaux qu'ils avaient à entretenir.

Les grands-maîtres des postes furent tantôt désignés sous le nom de contrôleurs généraux, tantôt sous celui de généraux des postes. Quelques-uns sont restés célèbres par leur administration : on cite Robert Paon; Jean Dumas, nommé en 1565; Hugues Dumas, en 1585; Guillaume Fouquet, sieur de la Varenne, en 1595; ce dernier prit le titre de général des postes en 1603; puis, l'on trouve Pierre d'Alméras, seigneur de Saint-Rémy et de Sauzaie, et René d'Alméras, qui lui succède.

En 1629, des désordres graves survenus dans la conduite de tous les officiers des postes firent croire que les généraux n'exerçaient point une surveillance assez active, et n'avaient point l'autorité nécessaire pour réprimer les abus. Il fut alors créé trois offices de surintendants généraux; en 1632, ces trois charges furent réunies en une seule, sous la direction du sieur de Nouveau, qui eut la jouissance de tous les droits. Des désordres reparurent dans l'administration, et l'on fut obligé de supprimer les maîtres des courriers et plusieurs autres officiers des postes. Le sieur de Nouveau mourut en 1633, sans payer au roi l'annuel de sa charge; son hérédité fut révoquée, et Louvois fut nommé surintendant général des postes. Sous la surveillance de ce grand administrateur, il se fit des améliorations incontestables; il s'attacha surtout à établir et à reviser les conventions avec les puissances étrangères : au reste, il y trouvait son compte, le roi lui ayant abandonné le produit des taxes des correspondances de et pour

l'étranger⁽¹⁾. Il mit tant d'ordre dans les attributions qui lui furent confiées, que Louis XIV crut pouvoir rétablir les choses dans leur état primitif, et nomma des inspecteurs-commissaires, ainsi qu'ils existaient avant 1630; et, à la mort de Louvois, la charge de surintendant général fut supprimée, et ce titre ne reparut qu'en 1715.

C'est aussi vers cette époque (1695) que les postes furent organisées en Bretagne; l'édit qui les constitue dans cette province est signé par M. de Nouveau..... « A ces causes, a plein
« confiant des sens, suffisance, fidélité, diligence et longue expérience, au fait et établissement du bureau des postes, de la
« personne de maistre François Marin, avons iceluy commis et
« commettons par ces présentes, pour aller établir les bureaux
« des postes qu'il jugera utile et nécessaire, en la ville de Nantes
« et pays de Bretagne, avec pouvoir de commettre en iceux, tels
« commis, courriers et distributeurs qu'il jugera utiles et nécessaires et dont leur fidélité lui sera connue. » Les tarifs furent fixés de suite après l'établissement, et, le 8 novembre de la même année, on décida que, de Paris à Nantes et de Nantes à Paris,
« on ne prendra des dits particuliers que deux sols par chacune
« lettre simple, trois sols pour chacune double, etc. »

En 1701, les villes de Bretagne qui voulurent avoir un bureau de poste, durent payer au roi un impôt proportionné à la population. On compte à cette époque quarante villes possédant cette institution : Nantes, Rennes, Morlaix et Brest étaient imposées à 75 livres par an; Vannes, à 60 livres; Saint-Malo, 70 livres; Guérande et Croisic, 15 livres; Ancenis, Châteaubriant, 10 livres; Rhuiz et la Guerche, 5 livres, etc.

Jusqu'à quelle époque dura cet impôt? Fut-il augmenté plus tard? C'est ce dont je n'ai pu m'assurer.

Les courriers se dirigeant sur la route de Bordeaux devaient passer la Loire à Pirmil sur un bac : le batelier n'était pas toujours

(1) *Annuaire des Postes.*

disposé à faire le trajet, et, le 26 avril 1711, une plainte fut portée contre ledit batelier. Dans un dossier des archives de la mairie de Nantes, nous trouvons l'arrêté suivant : « Sur ce qui nous a été « représenté par le sieur du Colombier, receveur du bureau des « postes de Nantes, que les courriers de Bordeaux, la Rochelle, « Machecoul et Bourgneuf sont retardez ordinairement de plus « de trois heures au passage de Pirmil, parce que les batteliers « qui servent au dit passage ne veulent point passer les dits « courriers, que les batteaux ne soient entièrement chargez, « quoique les courriers offrent de payer le double du dit droit de « passage, et comme ce retardement est préjudiciable au bien « du service de Sa Majesté, — ordonnons de les passer sur le « champ, sous peine de prison et des frais et depens. »

Dans les pièces inscrites au dossier dont j'ai parlé tout à l'heure, on trouve les nominations du sieur Rozet, comme fermier des postes à Nantes, en 1721 ;

En 1723, le sieur Véchard.

En 1734, nomination comme commis à la régie des postes de Nantes, le sieur Auguste Lemoyne Desloges.

En 1742, la veuve Poissonneau succède à son mari comme maîtresse des postes.

En 1780, une dame Hamard était aussi directrice. Ce sont les seules femmes qui aient rempli cet emploi dans la ville de Nantes, depuis la création des postes en cette ville.

Nous rencontrons encore au dossier une pièce fort intéressante, si elle n'était point conçue dans la façon sèche du style officiel ; il s'agit d'une plainte portée en 1752 contre le sieur Chevy, directeur de la messagerie de Nantes, pour quatre paires de bas égarées.

Voilà tout ce que nous trouvons sur le service des postes à Nantes. Toute la Bretagne a dû suivre les mêmes règlements et ordonnances, puisque, d'après les documents que nous voyons aujourd'hui, c'est de Nantes que l'on organise tout le service dans la province de Bretagne.

Quelques mots, maintenant, sur les revenus des postes et sur différentes dispositions du service à cette époque.

Les courriers ordinaires avaient l'habitude de transporter des matières d'or et d'argent. Une ordonnance du 28 mai 1625, et dont la déclaration porte la date du 29 octobre 1626, défend à ces courriers de continuer ce genre de commissions, qui leur rapportait d'assez bonnes rétributions; et, en 1627, la poste fut chargée de transporter les fonds. Le destinataire recevait exactement les mêmes espèces déposées par l'expéditeur; ce mode de transport ne cessa qu'en 1817. Le droit à percevoir n'était pas fixé par les règlements; on se bornait à recommander aux agents de l'administration de se contenter d'un prix raisonnable et proportionné à la distance des lieux. — Jusqu'aux années 1701 et 1702, on ne trouve aucun tarif, même pour le transport des lettres.

En 1663, les postes n'avaient rapporté au roi d'autres revenus que ceux de la vente des charges d'employés, charges fort recherchées à cause des bénéfices que l'on pouvait faire sur le prix des lettres, lesquelles supportaient une taxe fort arbitraire, en raison de leur poids, de leur volume et des distances à parcourir. Louvois, comprenant le parti que l'on pouvait tirer de cette institution, la mit à ferme. Le premier fermier général fut Lazare Patin, dont la nomination date de 1663. Vingt-quatre baux furent passés entre l'État et les fermiers généraux; les postes furent d'abord affermées au prix de 1,200,000 francs, et, en 1788, la ferme était montée à 12,000,000. Ainsi, dans une période de cent vingt-cinq années, on vit décupler ce produit.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, les premiers tarifs remontent à 1701 et 1702. En 1724, ces tarifs sont révisés et remplacés; en 1759, Louis XV fait une ordonnance portant augmentation du prix des ports de lettres et établit une poste de ville à Paris: cette innovation est due à l'initiative de Charles-Pierre-Humbert de Chamousset. Cette poste de ville, qui prit le nom de Petite poste, fut d'abord mise en régie, et plus tard réunie à la ferme géné-

rale (1). Ce n'est que longtemps après que toutes les villes du royaume purent profiter de ce nouveau service. L'édit par lequel on établit le nouveau système fut rédigé à Versailles, le 8 juillet 1759, et ainsi conçu :

« Louis, etc..., etc... La nécessité où nous sommes de pourvoir
« aux besoins de l'État, nous a fait rechercher, pour y parvenir,
« les moyens qui nous ont paru les moins onéreux à nos peuples;
« dans cette vue, nous nous sommes fait rendre compte de ceux de
« nos droits qui, en affectant le moins la fortune de nos sujets,
« seraient susceptibles d'une augmentation modérée. Nous avons
« reconnu que les ports de lettres ont continué d'être taxés sur
« le pied du tarif de 1703, malgré l'exploitation de cette ferme
« et malgré l'augmentation numéraire des espèces; nous nous
« sommes portés à augmenter le tarif, dans une proportion
« générale qui sera encore au-dessous de cette augmentation
« numéraire..... Cette disposition nous a paru d'autant plus
« convenable, que les tarifs des ports de lettres sont encore
« plus forts dans la plupart des États voisins; ayant également
« reconnu qu'il serait utile et commode aux habitants de notre
« capitale d'établir dans l'enceinte des barrières une communica-
« tion plus facile et moins coûteuse que celle qui se fait par les
« voies ordinaires, des lettres qu'ils ont à s'écrire, par l'éta-
« blissement intérieur d'une poste intérieure dont chacun serait
« libre d'user ou de ne pas user à son gré, et que cet établis-
« sement pourrait en même temps accroître le revenu de notre
« ferme des postes, nous nous sommes déterminé à former ledit
« établissement, dont l'administration sera faite pour notre compte
« par le fermier de nos postes. A ces causes, etc. »

Comme on le voit par l'énoncé de cet édit, les choses ne

(1) On connaît l'épigramme de Lebrun à ce sujet, contre un facteur :

Son métier vraiment pitoyable
Le rend plus sec qu'un parchemin;
Sans cesse il court, le pauvre diable,
Sans jamais faire son chemin.

paraissaient pas sous le même point de vue qu'aujourd'hui : autrefois, pour augmenter les produits, on élevait les taxes ; aujourd'hui, on les abaisse dans des proportions considérables, pour obtenir de meilleurs résultats.

Mais, et peut-être doit-on en attribuer la cause à l'augmentation du tarif, il se produisit un fait fort préjudiciable aux intérêts des fermiers généraux. Beaucoup de personnages, soit administrateurs, soit attachés à la Cour, avaient obtenu l'autorisation de faire transporter leurs lettres et dépêches sans supporter aucune taxe : ces permissions, octroyées par des arrêts du Conseil en date du 18 avril 1721 et du 4 novembre 1739, devinrent des abus ; les fermiers généraux durent se plaindre au roi du tort que leur causait un semblable état de choses. Louis XV fut obligé, par un arrêt donné à Versailles le 15 janvier 1771, de fixer la valeur du contre-seing et la franchise des lettres.

« Le roi, s'étant fait représenter les arrêts rendus en son
« conseil, les 18 avril 1721, 4 novembre 1729 et 4 novembre
« 1739, concernant la permission du contre-seing et de l'affran-
« chissement du port des lettres et paquets de lettres, et Sa
« Majesté étant informée qu'au préjudice de la disposition desdits
« arrêts, les inconvénients auxquels elle avait eu l'intention de
« remédier n'ont point cessé, et même que les contraventions
« ont augmenté, par la facilité avec laquelle les particuliers ont
« obtenu, pour leurs propres affaires, un affranchissement qui a
« été accordé dans la seule vue du bien du service, en sorte que
« des lettres et paquets qui payeraient le port se trouvent sous
« les enveloppes de personnes ayant l'affranchissement, ou contre-
« signés par ceux auxquels Sa Majesté a accordé le droit de contre-
« seing, la ferme générale des postes se trouve frustrée des
« droits qui lui sont légitimement acquis, et souffre un préjudice
« considérable, et Sa Majesté voulant apporter tous les remèdes
« convenables à ces abus...., S. M. aurait jugé à propos de re-
« nouer ses intentions à cet égard.... »

Il fallait que la fraude se fit sur une grande échelle, pour éveiller de cette façon l'attention royale ; c'est donc de cette

époque qu'il faut regarder comme fixé d'une façon stable le contre-seing qui doit opérer la remise gratuite des lettres de service des fonctionnaires ou des administrateurs entre eux.

Précédemment, des abus frauduleux avaient dû être réprimés sous Louis XIV ; il avait été défendu à tous messagers et à toutes autres personnes de porter aucunes lettres ou paquets, ouverts ou cachetés, sous peine d'amende. On fut obligé d'exercer une active surveillance « sur les messagers, les maîtres des « coches, carrosses et litières, poulailleurs, beurriers, muletiers, « piétons, mariniers, bateliers, rouliers, voituriers, tant par terre « que par eau, et à toutes autres personnes de quelque qualité « et condition qu'elles soient, autres que ceux qui auront droit et « pouvoir du dit Patin et de ses intéressés, de se charger ni « souffrir que leurs valets ou postillons, et même les personnes « qu'ils conduisent par leurs voitures, se chargent d'aucunes « lettres ou paquets de lettres..... A peine, continue l'édit, de « 300 livres d'amende pour chacune contravention, qui ne pourra « être remise ni modérée pour quelque cause que ce soit ; appli- « cable, le tiers au dénonciateur, s'il y en a, le tiers à l'hôpital « du lieu où les contraventions auront été découvertes, et l'autre « tiers au profit du dit Patin et de ses intéressés, et de confisca- « tion des équipages dans lesquels les dites lettres auront été « saisies..... » Cet arrêt fut de nouveau confirmé le 29 novembre 1681.

Je ne puis terminer cette étude sur les postes, sans toucher à une question bien délicate, celle du secret et de l'inviolabilité des lettres. Il est un fait dont la pensée fait mal à l'esprit de tout honnête homme ; c'est celui d'ouvrir et de lire une lettre qui ne lui est pas adressée. De graves raisons d'État, que nous n'avons point à envisager ici, ont pu, dans des moments de trouble et de désordre, forcer l'Autorité à employer ce moyen, afin de pourvoir à la sûreté publique : l'existence d'un cabinet noir, à certaines époques, n'est contestée que par bien peu de personnes ; mais cette question sort entièrement du cadre que je me suis tracé, et qui ne doit pas me conduire au delà de 1789.

L'histoire et divers arrêts viennent nous indiquer le cas que l'on faisait de l'inviolabilité des lettres, et les chroniques nous apprennent aussi combien quelquefois l'indiscrétion a été basse et infâme.

Louis XI, à peine l'institution qu'il venait de fonder était-elle sortie du néant, comprit qu'il fallait présenter à ses sujets de sûres garanties ; c'est de là que dépendait l'avenir des postes et la confiance qu'on devait leur accorder.

En 1471, sept années après leur création, un certain Louis Le Prince, commis à la poste de Paris, fut condamné à être pendu, pour avoir intercepté deux lettres venant de Caen. La punition était sévère et dut porter profit.

Lors de la révocation de l'édit de Nantes, le secret des lettres fut violé, pour tâcher de découvrir, par ce moyen, les opinions religieuses des familles les plus considérables de France.

En 1742, une loi décréta la peine de mort contre tout employé qui décachetterait des lettres, pour détourner à son bénéfice les valeurs qu'elles renfermeraient, et celle des galères perpétuelles ou temporaires, du bannissement ou de blâme, selon les circonstances, contre celui qui les aurait seulement détournées ou interceptées, sans commettre de soustractions. Mais le Gouvernement lui-même, malgré ces lois rigoureuses, donne un honteux exemple : les cachets des lettres furent brisés, lorsque le chancelier Maupeou fit exiler le parlement, afin de découvrir les intentions des membres bannis, vis-à-vis du souverain. Un fait rapporté par les mémoires du temps, et auquel il est pénible de croire, c'est que Louis XV se faisait faire, chaque jour, par l'intendant des postes, un rapport sur les secrets des familles, secrets que l'ouverture des lettres confiées à la poste mettait entre ses mains ; c'était, ordinairement, à son petit lever, que ce prince lisait la chronique scandaleuse qui lui était fournie par le crime contre lequel, quelques années avant, il avait édicté la peine de mort.

Les Français, fatigués d'un tel état de choses, qui ne cessa point complètement, paraît-il, sous le Gouvernement suivant, lors de

la nomination de leurs représentants à la Constituante, imposèrent à leurs mandataires l'obligation de proposer l'inviolabilité du secret des lettres ; tous les cahiers furent unanimes pour demander le décret : en conséquence, des lois sérieuses à cet égard furent données.

Les décrets du 10 août 1790 et du 20 juillet 1791 proclamèrent en principe l'inviolabilité des lettres ; le Code pénal de 1791 prononça contre les violateurs la peine de la dégradation civique pour les particuliers, et de la gêne ⁽¹⁾ pour les agents de l'Autorité.

De la question qui précède, nous sommes naturellement amené à parler de l'usage de cacheter les lettres. — Quand et comment cet usage est-il venu ? — Isaïe dit aux Juifs que ses prophéties seront à leur égard comme des lettres cachetées.

Chez les Romains et au moyen âge, chaque personne écrivant une lettre y apposait son cachet ou sceau (*sigillum*) : c'était même la seule manière de faire connaître au destinataire la qualité de l'expéditeur ; car, autrefois, on n'avait point l'habitude de signer. Beaucoup de personnes, même dans les positions les plus élevées, ne savaient point écrire ; il était donc nécessaire qu'elles eussent un signe particulier pour donner de l'authenticité à leurs messages : l'expression signer une lettre, signifiait que l'on y avait apposé son scel ou contre-scel.

Le signe ou sceau était seul admis par la loi romaine pour établir la validité des actes, à moins que le témoignage de personnes présentes à leur rédaction n'en attestât l'authenticité.

La loi Cornélia infligeait les peines les plus sévères contre le fabricant d'un cachet faux, et le punissait comme faussaire.

Au moyen âge, le sceau s'appliquait sur un lac attaché et pendant au bas de l'acte ou charte ; plus tard, on en vint à entourer le papier du lien qui y était fixé et à cacheter sur le lien, de manière à ne pouvoir ouvrir le pli, sans briser le cachet ;

(1) La gêne, peine afflictive et infamante, qui a été abolie en 1810, consistait à livrer le condamné, pendant plusieurs années, à une solitude absolue. Cette séquestration pouvait durer quelquefois douze ans, et torturait le criminel plus qu'aucune peine aujourd'hui.

enfin, on arriva à placer la cire sur la lettre même, comme nous le faisons aujourd'hui.

En étudiant les postes telles que nous les possédons maintenant, à travers les nombreux règlements qui les régissent, nous apercevons encore beaucoup de lois anciennes qui sont toujours la base de certaines parties de cette administration. L'ancienne institution a considérablement progressé, et n'a pas encore dit son dernier mot; elle a suivi jusqu'à présent l'impulsion de la civilisation, et est en si beau chemin (comme, au reste, la plupart des administrations de nos jours), qu'elle pourrait prendre pour devise la devise altière de l'ambitieux Fouquet : « *Quò non ascendam.* »



NOUVELLES FOSSES GALLO-ROMAINES

DE TROUSSEPOIL (Vendée);

PAR

M. L'ABBÉ FERD. BAUDRY,

Curé du Bernard.



Les excavations profondes, pratiquées en forme de puits, et remplies de cendres et de charbon, d'ossements humains et d'animaux, de vases et d'ustensiles de l'époque gallo-romaine, que nous avons rencontrées en assez grand nombre sur les hauteurs de Troussepoil, commune du Bernard (Vendée), sont-elles des fosses sépulcrales? Cette question préoccupe avec raison les sociétés savantes, attendu que des débris analogues ont été trouvés, et dans les mêmes conditions, sur divers points de la France, particulièrement dans les Deux-Sèvres, dans la Loire-Inférieure, dans Loir-et-Cher et dans Eure-et-Loir. Pour jeter, s'il est possible, un nouveau jour sur cette matière, nous avons repris en 1863 les fouilles commencées à Troussepoil en 1858, et suspendues depuis 1861 ⁽¹⁾. Les fosses explorées sont de deux sortes : les petites et les grandes. Nous remercions la Société Archéologique de la Loire-Inférieure de vouloir bien en accepter le compte rendu.

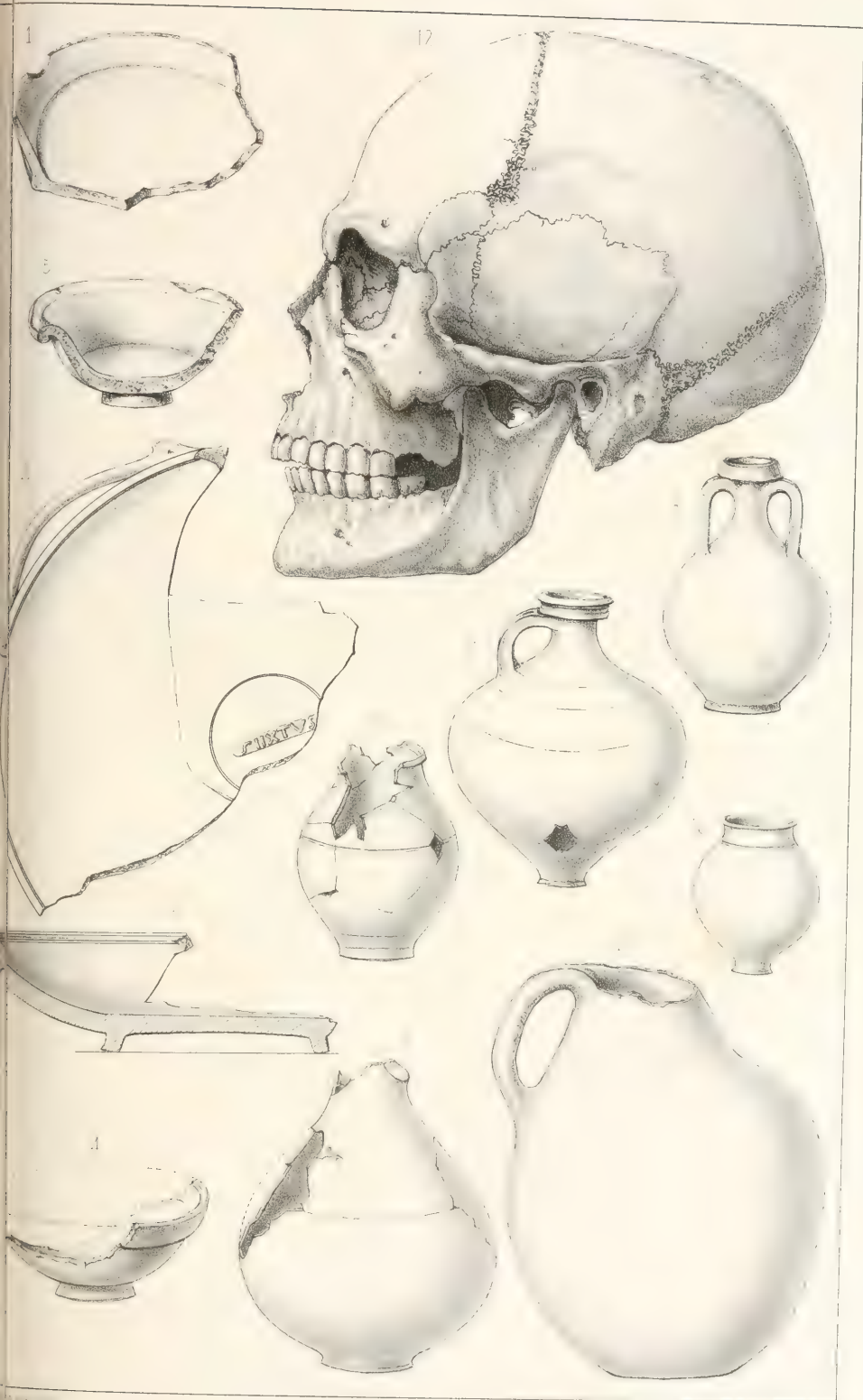
PETITES FOSSES.

Elles avaient une profondeur de 1^m,50 environ. Elles étaient au nombre de quatre. Deux étaient creusées en forme d'entonnoir,

(1) Voir les *Annuaire*s de la Société d'émulation de la Vendée pour ces mêmes années.

et contenaient un mélange de terre et de charbon, des tuiles à rebords, des tessons de vases gallo-romains et des os d'animaux et de volatiles. La troisième avait 2 mètres de large et 13 mètres de long; elle était pleine de débris antiques, parmi lesquels nous citerons : une corne de cerf; des défenses de sanglier; une flûte en os; une clef; un fragment de lame d'un instrument tranchant, de 0^m,03 de large; 80 clous environ, dont la longueur varie de 0^m,03 à 0^m,09; une bague en bronze; des fragments de vases de vingt espèces différentes, qui présentaient toutes les nuances du rouge, depuis le vernis brillant appliqué à la terre fine de Samos, jusqu'au rouge rose, clair, et pâle décoloré des pâtes communes. Le gris et le cendré se mariaient aussi avec le vernis noir qui recouvrait des plats, des écuelles et des urnes, à la pâte dure et remplie de matières siliceuses et de gravier. Nous signalons quatre vases que la pioche a malheureusement endommagés : une patère noire (planche, fig. 1). Une belle patère samienne à demi brisée : deux petites consoles sont appliquées sur son rebord en forme d'oreilles; le potier SEXTVS a gravé son nom dans un médaillon qui occupe le centre du vase (planche, fig. 2 et 3). Deux petits bols samiens se font remarquer par leur élégance; leur hauteur est de 35 millimètres, et leur diamètre de 0^m,07 à 0^m,08 (planche, fig. 4 et 5). Les ossements d'animaux appartiennent principalement aux espèces équines, bovines, carnassières, surtout au renard, et à l'espèce volatile. Il n'y avait que quelques os de chaque espèce. Nous ne parlons pas des coquillages et du charbon, qui se trouvent partout.

La quatrième fosse a cela de particulier qu'elle renfermait un corps entier, dont le crâne, en état de parfaite conservation, est d'une dimension plus qu'ordinaire. C'est un beau type de la race japyétique. Les saillies osseuses qui servaient de point d'appui aux sections musculaires, prouvent que le crâne est celui d'un homme. Cet homme était jeune, car les deux maxillaires sont encore garnis de leurs dents. Les dents sont blanches et bien rangées, et nullement endommagées par la carie; c'est à peine si les incisives antérieures du maxillaire inférieur offrent la trace de quelque



concrétion tartreuse. La hauteur du maxillaire inférieur n'a pas moins de 0^m,03 de la racine des dents à l'apophyse mentonnière. Le diamètre antéro-postérieur, ou occipito-frontal, mesure 0^m,18 ; le diamètre bi-pariétal, 0^m,13 et demi ; le diamètre bi-temporal, 122 millimètres. L'os coronal est beaucoup plus déprimé à gauche qu'à droite ; le même phénomène s'observe, et dans les mêmes rapports, à la partie postérieure du crâne, c'est-à-dire à l'os occipital, ce qui fait que l'ouverture céphalo-rachidienne se trouve déjetée à droite de 6 à 7 millimètres environ. L'angle facial est de 87° et plus. On sait que cet angle, chez l'homme, est rarement de 90° ; il est communément de 80° chez les Européens ; il n'est que de 70° chez les nègres, et de 65 à 30° dans les diverses espèces de singes ⁽¹⁾ (planche, fig. 12).

Revenons à la tombe qui renfermait le crâne gallo-romain. Les objets symboliques les plus communs l'avaient accompagné dans sa dernière demeure. Aux pieds du mort était un *coin*, ou *casse-tête*, en silex ; à sa tête, une fiole lacrymatoire, en verre, une tuile romaine, et un poids en terre cuite, de forme quadrangulaire, percé à son sommet.

GRANDE FOSSE.

Nous n'avons ouvert qu'une seule grande fosse. Ce sont celles de son espèce, surtout, qui nous intéressent le plus. Elle est creusée dans un banc schisteux, à 14 mètres de la grande fosse fouillée en 1859. L'orifice est le même, 1^m,20 de diamètre ; mais la profondeur, au lieu d'atteindre 9 mètres, n'est que de 3^m,25. Aussi les couches sont-elles moins variées, et le mobilier est-il moins riche et moins abondant. En voici l'inventaire : La fosse était comblée du haut en bas par de la terre et de la cendre, en proportion à peu près égale. Toutes les couches étaient sillonnées de morceaux de charbon de bois ; chaque pelletée de terre en contenait des fragments nombreux. Il en était de même des

(1) M. Priouzeau, docteur-médecin aux Moutiers-les-Mauxfaits, a bien voulu me prêter son concours pour définir les os humains trouvés à Troussepoil.

objets appartenant à la céramique; mais, chose remarquable, et qui s'est reproduite dans toutes les fosses de Troussepoil, les vases ne sont qu'à l'état de débris dans les couches supérieures, tandis que dans la couche inférieure, là où se trouvent ordinairement quelques os humains, ils sont tellement garantis de la pression des terres par des tuiles à rebords ou par des pierres, qu'ils sont intacts. Dans la fosse qui nous occupe, le dernier mètre nous a donné deux couches séparées l'une de l'autre par de la cendre. Elles ont fourni trois petits vases en verre, dont l'un, de 0^m,07 de haut, et labouré, sur sa panse, de deux rangées de lignes concentriques, avait la forme d'une coupe; une urne de 0^m,12 de hauteur (planche, fig. 6), et deux cruches bien conservées. La première, en terre d'un rouge clair, est haute de 0^m,21. Sa panse a 0^m,54 de circonférence, tandis que sa base n'en a que 6, et son goulot 5 et demi dans son plus grand évasement; elle n'a qu'une anse (planche, fig. 7). La seconde a deux anses. Sa hauteur est de 0^m,12; sa circonférence, dans sa plus grande largeur, 0^m,45 (planche, fig. 8); sa couleur est d'un gris verdâtre. Nous n'avons pu savoir ce que contenaient ces cruches, attendu qu'elles étaient couvertes de boue, et inondées du liquide produit par le suintement des terres. Au fond de la fosse se trouvaient deux urnes grossières également remplies de vase et de petits ossements (1).

Quant aux ossements renfermés dans la fosse, chaque mètre a donné son contingent d'os d'animaux; ils étaient semés à profusion dans la cendre. Plusieurs étaient attachés aux parois du puits; mais ils étaient, pour la plupart, si minces, et réduits à un tel état de consommation, qu'au moindre contact ils tombaient en poussière. Tout ce que l'on a pu constater, c'est qu'ils appartenaient, en grande partie, à de petits animaux.

M. Boisson, artiste vétérinaire à Morieq, a distingué, cependant,

(1) Nous donnons le dessin de trois autres vases inédits, trouvés précédemment dans une grande fosse à Troussepoil (planche, fig. 9, 10, 11). La planche entière a été crayonnée par M. Bullereau, architecte à Luçon.

dans l'espèce équine, la partie inférieure de l'un des canons, etc. Un seul os humain a pu être défini, c'est l'extrémité inférieure du radius gauche.

Quoique mêlés à la cendre et au charbon, aucun des os n'avait subi l'influence du feu. Il paraît démontré aujourd'hui qu'à l'époque même de l'incinération, les ossements d'hommes et d'animaux étaient placés sur la cendre refroidie (1).

(1) *Revue des Sociétés savantes*, juin 1863, p. 504.



UNE CHARTE DE CONAN III

ET

LE PRIEURÉ DE LA MADELEINE

DES PONTS DE NANTES ;

PAR M. STÉPHANE DE LA NICOLLIÈRE.



Au ^{xiii}^e siècle, un seul pont jeté sur la Loire séparait ses deux rives, et l'on ne disait pas les ponts, mais bien le pont de Nantes, *pons Nannetis*. Entre le château du Bouffay, forteresse essentiellement gallo-romaine, puis féodale, tête de pont, et le bourg de Pilemil, maintenant Piremil (appellation dérivée vraisemblablement de *PILA MILLIARIA*, pierre milliaire, borne des routes romaines venant aboutir et converger à ce point), n'existaient alors ni ces îles nombreuses, successivement formées par les alluvions du fleuve, ni ces divers quartiers si populeux aujourd'hui. Les premières vues de Nantes ne nous offrent encore que de rares et petites habitations échelonnées sur ce long parcours. Le premier établissement de quelque importance, et le plus ancien sans contredit qui s'éleva sur le pont de Nantes, est le prieuré de la Madeleine, fondé en 1118. Puis, vinrent l'aumônerie de Toussaint, 1360 ; la chapelle de Bon-Secours, 1444 ; les Récollets, 1617, etc.....

Située à l'extrémité sud de la chaussée de la Madeleine, en face de la bascule aux foin, la chapelle qui a donné son nom à une île importante et à la nouvelle église paroissiale que signale au loin une flèche légère et aérienne, va disparaître. Rien à

l'extérieur n'indique ce modeste édifice, dont on aperçoit le toit aigu, beaucoup trop en avant de l'alignement sur le passage, déjà étroit pour la circulation, qui ne peut que gagner à cette démolition. Mais, avec lui, s'évanouit un vieux souvenir de sept siècles et demi... Aussi avons-nous cherché à retrouver et réunir le peu de renseignements qui s'y rattachent, afin d'en rappeler l'existence et d'en préciser l'emplacement.

Au sujet de la Madeleine, nous lisons dans l'abbé Travers, le guide le plus utile à consulter quand il s'agit du vieux Nantes :
« Cette même année (1119), le duc Conan III, dit le Gros,
« par ses lettres du 9 octobre, fit la fondation du prieuré de la
« Madeleine, sur les ponts de Nantes, dans la prairie de Bièce,
« en faveur de Toussaints d'Angers, et y fonda un petit collège
« ou chapitre de chanoines réguliers qui subsistait en forme de
« communauté, avec chanoines, à la fin du ^{xv}^e siècle et même
« après. Les ponts de Nantes dont il est parlé dans la fondation,
« n'étaient alors que de bois jusqu'à Piremil. Ils n'ont été
« construits en pierre qu'un peu après le milieu du ^{xvi}^e siècle.
« (*Cartul. de Toussaints; Albert, titres de la Collég. de Nantes.*)
« On produit une charte de Conan qui donne au prieuré de la
« Madelaine toute la juridiction des ponts, depuis la sortie de
« la ville ou le quartier de la Saulzaie, jusqu'à Piremil. Cette
« pièce est trop évidemment supposée pour que l'on s'y attache,
« et le prieur n'a jamais joui des droits qu'elle lui donne. »
T. I, p. 244.

Tel est le point de départ de notre prieuré, contre lequel l'historien des évêques de Nantes s'inscrit en faux. La raison qu'il donne de son appréciation, est que le prieur n'a jamais joui des droits énoncés dans la charte. Mais, s'il est juste de convenir que le prieuré n'eut effectivement aucune juridiction temporelle, il faut aussi admettre que toutes les autres prescriptions de Conan furent accomplies, comme l'apprennent les aveux de 1462, 1524, 1669, d'après lesquels le prieur « prant et leve la coustume
« sur les marchandises que aucune personne meneroit et tra-
« verseroit en vesseaulx entre la parouesse de Rezay, la parouesse
« de Saint-Sébastien et ledit prieuré. »

La justice était une attribution souveraine, dont les seigneurs se montraient excessivement jaloux, et il se peut que le Comte soit revenu sur ce sujet, en indemnisant les religieux d'une autre manière : par l'abandon de la métairie du Cens, par exemple?....

De ce que l'une des clauses d'un acte n'a pas été exécutée, s'ensuit-il pour cela que l'acte est apocryphe, quand surtout toutes les autres sont fidèlement suivies?.... Qu'on veuille bien comparer notre charte avec celles émanées du même prince (D. Morice, *Pr.*, t. I, col. 528, 559, etc...); il sera facile de se convaincre de son authenticité, en y retrouvant les mêmes pensées, les mêmes expressions. Les légères fautes de rédaction qu'elle présente, ne sont sans doute que le fait de copistes maladroits, qui n'ont pas transcrit avec une fidélité rigoureuse. D'ailleurs, l'original n'existe plus, et cette pièce, la plus ancienne relative au pont de Nantes, explique le but du fondateur de la Madeleine, les motifs et les circonstances qui le déterminèrent. Loin donc de la regarder comme « *trop évidemment supposée*, » selon l'expression de Travers, nous la tenons, au contraire, pour bonne, au moins quant au fond, et lui reconnaissons une véritable et sérieuse importance pour l'histoire locale.

Le duc Conan, jeune encore, éprouva une grave et sérieuse maladie qui le conduisit aux portes du tombeau : *gravissima infirmitate et penè ab ipsâ morte liberatus* (1); à peine échappé à la mort et au plus grand danger, dit-il dans une fondation à Saint-Nicolas d'Angers, dont la date peut être comprise entre 1115 et 1118. Quoi d'étonnant à ce que, réduit à cette extrémité, il ait songé à sa dernière heure et à recommander son âme à tous les saints?....

Ainsi, le prieuré de la Madeleine serait, suivant nous, le témoignage de la piété d'un prince mourant, qui, revenu à la santé, donna à la Bretagne des jours heureux et prospères pendant un règne paisible d'environ 40 ans, 1112-1151.

(1) D. Morice, *Pr.*, t. I, col. 528.

CHARTRE DU COMTE CONAN III, DONNANT AUX RELIGIEUX DE
TOUSSAINTS D'ANGERS LES DROITS DE JUSTICE ET DE REVENUS
QU'IL POSSÈDE SUR LE PONT DE NANTES. 1118⁽¹⁾.

Cum complacuit ei qui me segregavit ex utero matris meæ ut per gratiam suam oculos meos in beneplacito suo revelaret, illud Salomonis sequitur : Fili memorare novissima tua et in æternum non peccabis, flexi mentem ad intuendum ultimum examinis diem. Intelligens igitur, docente apostolo, quod in illa die, die calamitatis et miseriæ omnes stabimus ante tribunal Christi reddituri secundum quod unusquisque gessit in carne sua; magno timore percussus fui, ignorans quid dicam aut quid faciam si nil boni perferam ante tantum judicem, in cujus conspectu astabunt omnes populi. Hac ergo consideratione spiritu Domini inspirante suscepta, in tanto discrimine reperi nullum potentius seu utilius quam omnium sanctorum si quomodo possem parare patrocinium, in quo et iudicis et iudicum utile visum est captare benevolentiam. Qua ratione inspecta, dedi ecclesiæ in honorem omnium sanctorum Andegavis fundatæ, ob remedium animæ meæ antecessorumque meorum, Halani videlicet patris mei, Hermengardisque matris meæ aliorumque tam antecessorum quam successorum meorum pontem Nannetis per Ligerim a ripa in ripam, a Pilemil usque ad murum civitatis sine ulla interruptione porrectum; sicut pater meus comes Halanus habuerat, sicut ipse habueram; cum omnibus ad pontis ipsius redditus

(1) Nous ne pouvons oublier d'offrir à M. le baron de Girardot (secrétaire général de la Préfecture), si bon appréciateur de tout ce qui concerne les monuments historiques, nos remerciements pour l'aimable obligeance avec laquelle il a fait adresser aux archives départementales de la Loire-Inférieure, les quelques titres que possédaient, sur la Madeleine, les archives de Maine-et-Loire, *Fonds de Toussaints*, parmi lesquels se trouve la copie authentique de la charte inédite de Conan III.

pertinentibus tam in aquâ quam in terrâ, quam in ponte, quam in piscatura, quam in molendinis, quam in portibus ad eum pertinentibus; vicariam totius pontis et omnium ad eum pertinentium eis in integro dedi, nullo jure in posterum, nisi hoc solo ut pontem facerent retento. Silvas etiam meas ubicumque canonicis in prefata omnium sanctorum ecclesia, domino servientibus fratribus meis ad omnem pontis ejusdem domorumque suarum necessitatem visæ fuerunt opportune, libere et quiete concessi. Ut autem hæc concessio firma et inviolabilis permaneret supradictis canonicis donavi sanguinem et justitiam, latrocinium et forifacum quocumque modo vel quocumque loco fuerit factum; tali conditione ut causæ et placita ante eosdem canonicos agerentur et terminarentur. Si vero aliquis de hæredibus meis aut de aliorum hæredibus, confisus malo ingenio quod absit, hanc donationem et concessionem reclamare aut ad se retrahere aliquando voluerit, precepto ut perenni anathemate feriaturs et cum Juda proditore pœnam patiaturs et malignus ipsius conatus ad effectum non ducatur. Signum conani + comitis. Signum Hermengardis + comitissæ. Actum Nannetis in aula videntibus istis conano comite. Roaldo Priore. Hermengarde comitissa. Mathelde uxore comitis. Haois sorore ipsius dantibus et concedentibus eundem pontem. Herveo capellano. Harmel Mengith. Signum + Matheldis. Signum + Haois. Anno ab incarnatione Domini M^o C^o XVIII^o epacte XXVI. VII Idus octob. Actum secundo et confirmatum feodo Redonico anno eodem Ludovico Francorum Rege. Conano Halani comitis filio Britannicæ duce. Quod ut inviolabile in perpetuum permaneret, signorum nostrorum impressione roboravimus, sigillique nostri impressione firmavimus.

Collationné et vidimé la présente coppie sur l'original en parchemin à nous représenté par vénérable et discret maistre Antoine

Berthon, prestre chanoine regulier et procureur de l'abbaye de Toussaints de cette ville, y demeurant. Ce fait a luy rendu par les notaires royaux à Angers soussigné, le sixiesme jour d'aoust mil sept cent quarante-six. Signé Berthon, Follenfant, Lehoreau. Michel René Falloux du Lis, conseiller du Roy, lieutenant général en la sénéchaussée d'Anjou et siege presidial d'Angers, atteste la qualité des notaires.

Puisqu'il a plu à celui qui m'a tiré du sein de ma mère que, touché par sa grâce, j'aie arrêté mes yeux sur son bienfait, selon les paroles de Salomon : Mon fils, souviens-toi de ta naissance et tu ne pécheras plus dans l'éternité, j'ai reporté ma pensée vers le dernier jour des hommes. Comprenant, ainsi que l'enseigne l'Apôtre, qu'en ce jour, jour de détresse et de misère, nous paraîtrons tous devant le tribunal du Christ, qui rendra à chacun suivant ses œuvres, j'ai été saisi d'une grande crainte, ignorant ce que je pourrais répondre ou ce que je pourrais faire si je n'avais aucune bonne action à présenter à ce juge redoutable, en présence duquel se trouveront tous les peuples. Mû par cette considération, inspirée par le Seigneur, j'ai pensé que dans un si grand danger rien ne pouvait être plus efficace et plus utile que de chercher à gagner la bienveillance et le patronage de tous les saints. En conséquence, j'ai donné à l'église d'Angers fondée en leur honneur, pour le salut de mon âme et de celle de mes prédécesseurs, savoir : le comte Alain mon père, la comtesse Ermengarde ma mère, et de mes successeurs, le pont de Nantes, jeté sur la Loire de rive en rive sans interruption depuis Pilemil jusqu'au mur de la ville, tel qu'il appartenait à mon père et que je le possède moi-même, ainsi que tous les revenus qui s'ensuivent, tant par eau que par terre, pêcheries, moulins, ports qui en dépendent; la vicairie et tout ce qui en relève, sans me réserver aucun autre droit que celui de leur faire construire le pont. Je concède en outre aux chanoines de Toussaints la faculté de prendre dans mes forêts tout le bois nécessaire pour le pont et leurs maisons. Et afin que cette concession demeure ferme

et inviolable, je leur donne le sang et la justice, le vol et les forfaits (1), dans n'importe quel endroit ils auront été commis, pourvu cependant que les causes et les arrangements se plaident et se règlent devant eux. Si l'un de mes héritiers, ou quelque autre, se fiant dans son mauvais esprit, voulait réclamer contre cette concession ou revenir sur cette donation, je veux qu'il soit frappé d'un anathème éternel, qu'il soit puni avec le traître Juda et que ses malins efforts n'aient aucun résultat. Signe + du comte Conan. Signe + de la comtesse Ermengarde. Fait dans la cour de Nantes, en présence du comte Conan, de Roald le prieur, de la comtesse Ermengarde, de Mathilde épouse du comte, d'Havoise sa sœur, donnant et cédant ce même pont; Hervé le chapelain, Harmel Mengith. Signe + de Mathilde, signe + d'Havoise. L'an de l'Incarnation du Seigneur 1118, épace 26, le 7 des ides d'octobre.

Le silence se fait ensuite pendant deux cent quatre-vingt-quatorze ans sur notre prieuré. Nous ne pouvons, en effet, admettre la confirmation de l'acte précédent, attribuée à la duchesse Constance, en 1187, par Ogée, 1189 par Meuret, 1188 par Guépin et autres annalistes. D'abord, les titres du prieuré n'en font aucune mention; Travers n'en parle pas davantage. Pourtant c'est sur lui que s'appuient les auteurs précités, qui, comme modèle d'exactitude, nous offrent cet extrait ou, si l'on veut, cette mauvaise traduction d'un acte qu'ils n'ont jamais vu, traduction, au reste, empruntée à la charte de Conan. « La duchesse Constance confirma aux
« religieux de la Madeleine la possession des ponts de Nantes,
« depuis Pirmil jusqu'à la ville, recommandant *d'entretenir cette*
« *donoison, ou autrement qu'ils soient damnés à tous les diables*
« *et endurent la peine du trahiste Judas.* »

En 1412, il y avait au prieuré de la Madeleine un collège de chanoines réguliers, dont le chantre dirigeait une école de mu-

(1) Le sang et le larron : « est à scavoir connoissance de mellée de débat fait à sang courant et du larron prins en icelle seigneurie posé qu'il doive estre pendu et estranglé. » Ducange, qui cite des actes de 1149, 1212, 1224, etc...

sique, et le scolastique une école de grammaire. *Travers*, t. I, p. 506.

Les archives départementales de la Loire-Inférieure contiennent trois aveux du prieuré exactement copiés les uns sur les autres. Deux se trouvent aux *anciens aveux* : le premier, en date de 1462, auquel sont empruntées les lignes suivantes ; le second, de 1524. Le troisième, du 26 mars 1679, existe dans la *Réformation des domaines*, vol. 5, fol. 157.

« Et premier le devoir de coustume que ledit prieur prant et leve au trespas dudict lieu de la Magdalaine sur les ponts de Nantes, des marchandises et choses qui ensuivent, savoir est :

« Sur mercerie meslée estant sur cheval, ung denier.

« Item sur chacun mercier portant à coul sa balle de mercerie, maille la sepmaine ; et s'il y a deux ou troys merciers ensemble portans chacun d'eulx sa balle de mercerie à coul, ung denier la sepmaine ; se y sont quatre merciers ou plus ensemble, deux deniers la sepmaine.

« Item sur les vendeurs de pain qui ne sont point de la franchise de ceste ville de Nantes, par somme de pain ou par somme de blé, ung denier.

« Item sur les bouchiers de la ville de Nantes qui auront achaté bestes au pays de Poitou ; pour troys bœuffs, ung denier, et pour douzaine de chatoiz (*pourceaux*), quatre deniers.

« Item sur chacune beste d'aumaille chevalline mise à paistre en la prée estant en l'église de la Magdalaine appelée la Petite Hanne, estant vis a vis de ceste ville et chasteau de Nantes, par chacune beste, d'antrée deux deniers et d'yssue autres deux deniers.

« Item pour chacune douzaine de chatoiz, qui seront mis à paistre en ladite prée, cinq deniers tant d'antrée que d'yssue une fois poyés combien qu'ils y soient mis à paistre par plusieurs foiz.

« Item sur autres bouchiers qui ne sont point demourans en ladiete ville de Nantes, passans et menans bestes tant d'aumailles que chevalline, par devant ledit lieu et prieuré de la Magdalaine, ung denier par chacune bestes.

« Item sur chacune charge de peaulx, tant de bœuffs, vaches et veaulx o leur poil, ung denier, et sur chacune charge de peaulx de mouton o tout le su, ung autre denier.

« Item par chacun pore passant par devant ledit prieuré, ung denier.

« Item sur chacune charge de fer, de liege ou d'acier, ung denier.

« Item sur chacune somme de sel, ung denier.

« Item sur chacune charge de cire, ung denier.

« Item sur chacune charge de paillerie ou de cuyvre, ung denier.

« Item sur chacune charge d'epicerie, ung denier.

« Item sur chacune charge de poisson, tant sec, frays ou sallé, ung denier.

« Item sur chacune chèvre, ung denier.

« Item sur les marchandises que aucune personne meneroit et traverseroit en vesseaulx, entre la parrouesse de Rezay et ledit prieuré, et entre la parrouesse de Saint-Sébastien et ledit prieuré de la Magdalaine, prant et leve ledit prieur la coustume sur les marchandises ainsi que cy dessus sont déclarées et selon quil est conduit de marchandise, et le pourra recevoir ledit prieur et s'en faire payer ou lieu que elle descendra.

« Item sur chacune charge de draps, ung denier.

« Item de chacun batelleur jouant de bateaulx passant par devant ledit prieuré, doivent ung tour de leur mestier, etc.... etc.... »

Après l'énumération détaillée des droits inhérents au prieuré, il reste peu de choses à ajouter. Nous ne pouvons cependant passer sous silence le procès qui surgit à la mort du prieur, en 1732, procès dont les pièces forment en grande partie la liasse conservée aux archives d'Angers, maintenant déposée à celles de la Loire-Inférieure. Trois prétendants réclamèrent alors le bénéfice de la Madeleine. C'étaient S. É. M^{re} le cardinal de Polignac; M^{re} François Fouquet, évêque d'Eleutheropolis, et frère Armand Le Couturier de Fournoue, chanoine régulier de Saint-Augustin. Le premier, choisi par l'abbé de Toussaints d'Angers, prit pos-

session et toucha les fruits; le second, nommé par le Pape, commença la procédure; tandis que le troisième, sur le refus de la Cour de Rome de lui accorder l'investiture, se pourvut devant le grand conseil du Roi, à Paris, et obtint un arrêt d'appel comme d'abus. Pour terminer ce différend, le cardinal se démit enfin en faveur de l'évêque d'Eleutheropolis, lequel transigea à son tour, moyennant une pension de 400[#], avec M. de Fournoue, qui reçut alors ses provisions du Souverain Pontife et de l'évêque de Nantes, et prit possession du prieuré en 1736.

Les revenus de la Madeleine, que le pouillé général de la province de Tours, 1648, porte à 400[#], étaient ainsi fixés en 1750 :

1^o La communauté de ville payait au prieur, en remplacement des pêcheries détruites en 1711. 540[#]

2^o La maison et dépendances près le prieuré, affermées avec le droit de pacage et de péage dans la prairie de la Madeleine. 230

3^o Vingt-un journaux de pré, prairie au Duc, affermés. 200

4^o La métairie de la Madeleine, près le pont du Cens. 205

Les charges étaient : 1175[#]

1^o Pour le décime. 150[#]

2^o Au chapellain qui deservait le prieuré. . . . 45

Total. 195, ci.. 195

D'où il suit que la part du prieur était de. 980[#]

La chapelle mesurait quinze mètres soixante-dix centimètres de longueur, sur six mètres cinquante-cinq de largeur, intérieurement. Le chevet était formé par trois pans coupés appuyés aux angles par quatre contre-forts. Dans chaque pan de côté était percée une large fenêtre, dont les restes de moulures accusent le xvi^e ou tout au plus la fin du xv^e siècle. La charpente, en beau bois de chêne, remontant à cette époque, avait été fort soignée. L'autel, refait d'après un dessin de Hénou, en 1756, avait coûté cent francs.

La création d'une place dégageant l'entrée du pont de la Madeleine, du côté de la ville, et la construction du quai qui

borde le côté sud de l'île, sont d'heureuses mesures, dont il faut savoir gré à la municipalité nautaise. L'intérêt qui s'attache au prieuré est trop minime pour s'y arrêter davantage. Aussi, en écrivant ces lignes, nous n'avons eu d'autre but que celui de constater l'origine et les particularités qui déterminèrent la formation et le choix du nom de toute cette partie du faubourg des ponts de Nantes.

NOMS DE QUELQUES PRIEURS.

Prioratus perpetuus sine cura, conventusque carens, et personalem residentiam non requirens, beatæ Mariæ Magdalene vulgo la Magdeleine, super pontes nannetenses.

1462. Guillaume de Vallée.

1524. Jehan Daniello.

1580. Arthur Avignon.

1679. Jacques de Tanouarn.

1679. Joseph Armand du Cambout, évêque d'Orléans, cardinal, grand-aumônier de France.

1729. Anne-François-Guillaume du Cambout, évêque de Tarbes, aumônier du roi.

1729. Mathurin Herbereau de la Chaise, prieur-curé de Gée (en Anjou).

1782. Le cardinal de Polignac.

1786. Missire Armand Le Couturier de Fournoue.

1771. François Minault de la Charbonnerie, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin, congrégation de France ; 1^{er} assistant du révérendissime père général abbé de Sainte-Geneviève et prieur de ladite abbaye.

LETTRE

INÉDITE DE

CHARLES, DUC DE GUIENNE,

FRÈRE DU ROI LOUIS XI,

A LA

DUCHESSE FRANÇOISE D'AMBOISE:

PAR M^r E. DE KERSABIEC.

Françoise d'Amboise, fille aînée de Louis I, seigneur d'Amboise, vicomte de Thouars, prince de Talmont, comte de Guines et de Benaon, seigneur de Montrichard, de Mauléon, de l'île de Rhé, de Marans, de Rochecorbon et autres lieux, et de Marie de Rieux, fille de Jean II, sire de Rieux, maréchal de France, et de Jeanne de Rochefort, dame de Rochefort, baronne d'Ancenis et vicomtesse de Donges, fut amenée fort jeune en Bretagne, par suite du projet qu'on avait formé de la marier à Pierre, sire de Guingamp, second fils du duc de Bretagne Jean V et de Jeanne de France. Ce mariage eut lieu dans la suite, et, Pierre ayant succédé à son frère François I, mort en 1450, Françoise d'Amboise ceignit la couronne des ducs bretons. Ce fut pour la plus grande gloire du trône et pour le plus grand bien des peuples. Aussi, de son vivant, cette princesse fut-elle admirée pour sa sagesse, aimée pour ses vertus et sa bonté, et, après sa mort, honorée d'un culte pieux et populaire, que le Saint-Siège vient de sanctionner par un décret émané de la Sacrée Congrégation des Rites, le 16 juillet 1863.

La bienheureuse Françoise d'Amboise, après la mort de son mari, arrivée le 22 septembre 1457, se retira à Vannes, où elle fonda un couvent de Carmélites, le premier qu'il y ait eu en Bretagne. Elle n'y prit l'habit que le 25 mars 1467, et y fut reçue professe l'année suivante. Depuis, elle reçut du pape Sixte IV, sollicité à cela par le duc François II et sa femme Marguerite de Foix, l'ordre de venir occuper le monastère de Notre-Dame-des-Couëts, près de Nantes. Elle y entra le 24 décembre 1477, et y mourut le 4 novembre 1485, un vendredi.

Quoique retirée du monde, la Bienheureuse n'en eut pas moins une grande

part et une légitime influence sur les événements qui se succédèrent dans la famille ducale, et par là sur la Bretagne. Elle était essentiellement bretonne, et se montra toujours entièrement dévouée à tout ce qui intéressait cette chère patrie. On venait à elle comme à la source des bons conseils, attiré par son extrême bienveillance et sa générosité qui ne faisait jamais défaut. En voici une preuve entre beaucoup d'autres, qui résulte d'une pièce inédite trouvée par moi aux archives de Bretagne déposées à la préfecture de la Loire-Inférieure, fonds des Couëts, et que j'ai lue, grandement aidé par M^{me} Legrand, aide-archiviste, à laquelle je me suis adressé.

C'est une lettre tout entière écrite de la main de Charles, ce frère de Louis XI qui fut si longtemps un jouet et une arme entre les mains des ennemis du roi. Charles, chassé de Normandie par ses nouveaux sujets, qu'il avait froissés, se réfugia en Bretagne, à Vannes, où il habita tristement le château de l'Hermine, pendant que le duc était à Nantes. Ce prince sans apanage se trouva bientôt sans ressources; nos historiens nous disent qu'on ne vit peut-être jamais un état si déplorable : il fut obligé de vendre jusqu'à sa vaisselle pour faire vivre sa maison, quoique bien diminuée par sa mauvaise fortune; et si le duc ne l'eût aidé généreusement, il eût été réduit aux plus grandes extrémités. Parmi les amis de Charles réfugiés avec lui, se trouvait le sire de Malicorne, dont, paraît-il, la femme entra en relations avec la bienheureuse duchesse Françoise; cette sainte veuve fut touchée sans doute de ce que lui dit la dame de Malicorne : elle témoigna de la pitié au récit de la détresse qu'on lui dépeignit, et ce prince malheureux, et court d'argent, n'eut garde de laisser échapper cette occasion de tirer quelques ressources du cœur généreux qui s'ouvrait à lui. Il lui écrivit donc :

Ma cousine, je me recommande bien fors à vous, j'ay sceu par ma commère de Malicorne le bon et grant vouloyr que avés envers moy, dont je vous mersie, et comme celle en qui jé bonne et entière fiance, vous envoie le sieur de Vileborgon lequel je vous prie que vuellies croyre, et par luy me secourir le plus que vous pourrés, es sceurement, uignes foyes je le vous recongnoistray ma cousine. Nostre espoir garde de vous.

Escript de ma main.

Vostre cousin.

CHARLES.

(Au dos est écrit :)

A ma cousine la Duchesse Françoise.

Cette lettre n'est pas datée, mais elle doit être de la fin de l'année 1466 ou du commencement de 1467 : Charles était arrivé à Vannes en février ou mars 1466. Il vécut d'abord avec le prix de sa vaisselle, et il est probable que ce n'est que lorsque cette ressource fut épuisée, et avant que le duc n'ait régularisé les secours qu'il lui fournit, que le moment de la plus grande détresse eut son cours. Le duc de Guienne se réconcilia avec son frère en 1469, lorsque les États de Tours eurent réglé son apanage (6 avril 1469). — On ne voit pas quelle somme prêta la Bienheureuse à son suppliant cousin, ni si jamais il la lui rendit.



LETTRE

DUQUESNE A COLBERT,

PUBLIÉE PAR

M. CH. DE SOURDEVAL.

La lettre qu'on va lire est insérée en original dans la vaste collection d'autographes formant la correspondance adressée à Colbert, et reliée en soixante volumes, parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale. Elle a été écrite pendant l'instruction du procès de Fouquet. On sait qu'au nombre des griefs adressés au célèbre surintendant, figure l'accusation d'avoir voulu se faire duc de Bretagne. Il avait, en effet, acheté la seigneurie d'Ancenis, porte de la Bretagne du côté de l'Anjou, et la seigneurie de Belle-Isle, qui en est une clef maritime. Il revendiquait, en outre, les droits des Penthièvre, achetés plus ou moins ostensiblement, avec Ancenis, de la famille de Lorraine-Mercœur, la précédente titulaire. On lui attribue aussi la pensée toute patriotique d'avoir songé à faire de Belle-Ile une rivale d'Amsterdam, en créant, au milieu de l'île, un vaste port, ayant trois cours d'eau qui partent du centre et se rendent à la mer. Quoi qu'il en soit, les vaisseaux armés mentionnés en la lettre de Duquesne, ne laissent pas d'avoir un caractère assez suspect : mais le chef de rébellion fut écarté. L'éloquente amitié de La Fontaine, de Péllisson et de M^{me} de Sévigné a jeté sur cette *superbe disgrâce* un nuage plein d'intérêt, dans lequel la France entière s'est volontiers laissé prendre ; et la rigueur si opiniâtre de Louis XIV envers Fouquet a toujours semblé un poteau isolé dans le désert.

Brest, ce 15 octobre 1661.

Monsieur,

Ce qui donne lieu à celle yci, est une lettre que je reçois de M. le C^{te} de Brienne par ordre de Sa Majesté, qui désire être informée par moi ce que c'est des vaisseaux qui despendoient

ci-devant de M. Fouquet, le surintendant ; et pour cela que je me transporte à Concarneau, Belle-Isle et Bourgneuf.

Cette lettre me fait soupçonner que celle que je me suis fait l'honneur de vous écrire sur ce sujet ne vous ait pas été exactement rendue, savoir, une écrite de Concarneau, et l'autre, de ce lieu, attendu qu'elles vous informoient particulièrement du vaisseau qui est à Concarneau, lequel va dépérir si l'on le laisse comme il est. Je vous réitère que ce vaisseau-là est propre pour la guerre et très-bon de voile, du port de 300 tonneaux ; que son canon, à la réserve de six pièces, est demeuré à Belle [Isle], et qu'il faudroit un ordre du roi pour le ravoir. Il y avoit dans le port de Morbihan, un autre vaisseau flutte avec 18 ou 20 pièces de canon, un autre semblable soubs Belle-Isle. Il me semble, Monsieur, qu'il seroit bon, puisque Sa Majesté veut disposer de ces dits vaisseaux, de prendre une prompte résolution, ce que je crois que vous auriez fait résoudre sur les avis que je vous en ai donnés depuis que je suis parti de Nantes. Si j'avois eu les ordres du Roi, l'on auroit pu mettre les hommes de nos vaisseaux d'ici, du Croisic ou de Nantes pour emmener les vaisseaux de M. Fouquet qui sont à Morbihan et Concarneau ici, sans qu'il en coûtât au roi que la subsistance des dits hommes. Il faudroit aussi ordonner à ceux qui sont sous Belle-Isle d'y rester jusqu'à ce que j'y passe avec les vaisseaux d'ici, allant à La Rochelle. Et même pensez, Monsieur, qu'il faudroit aussi m'ordonner comment il plaira au roi que j'en use, lorsque je rencontrerai les vaisseaux de M. Fouquet qui reviendront de la mer, qui doivent aborder en ces côtes.

Pour tout cela, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'attendre que j'aie été aux lieux où la lettre de M. de Brienne marque ; il seroit trop tard, attendu que je ne prétends aller que jusqu'à Concarneau, à cause de la nécessité où je suis d'être ici pour avancer le travail qui est fait, dans le 28^e courant. Il n'y a que les fournitures d'Olande (Hollande) que nous rétiendrons ; j'attends qu'elles soient venues pour donner le jour de la subsistance à bord.

Cet ordre me doit venir de M. le commandeur de Nuchèze (1), à celle fin de commencer au même temps que les vaisseaux de la rivière descendront.

Je reçois une lettre de M. de Terron (2), mais non pas du dit sieur commandeur. J'attends l'honneur de la vôtre et que vous me croyez toujours, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

DU QUESNE.

(1) François de Nuchèze, marin distingué, commandeur de Malte, et vice-amiral, intendant général de la marine, se trouva compromis dans le procès de Fouquet. Il appartenait à une famille du Poitou féconde en hommes de mérite. Voir sa biographie dans le *Dictionnaire des Familles du Poitou*, par MM. Beauchet-Filleau et Chergé.

(2) Charles Colbert du Terron, intendant de la marine, cousin du ministre Jean-Baptiste Colbert.



EXTRAITS

DES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1863.

Présidence de M. E. de Kersabiec, président.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Revue des Sociétés savantes, 7^e et 8^e livraisons 1863;

Rapport fait à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au nom de la Commission des Antiquités de la France, par M. Alfred Mary, in-4^o.

Société académique des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Saint-Quentin, 3^e série; tome IV.

Plus divers prospectus et catalogues de ventes de livres et d'objets d'art.

Suivant l'ordre du jour, la parole est à M. Marionneau, au sujet des découvertes archéologiques récemment faites sous ses yeux.

A Noirmoutier, l'ancienne île d'Her (*Heri monasterium*), que les habitants appellent encore Nermoutier, des pierres levées, des tumuli, etc., attestent la présence des populations primitives de la Gaule dans une contrée dont l'aspect agréable et pittoresque convenait si bien à leurs croyances et à leurs mœurs; mais rien n'y indiquait le passage des siècles qui suivirent la conquête de Jules César. Maintenant une réalité s'est fait jour, et les substructions découvertes à la fin du mois d'août promettent, lorsqu'elles auront été explorées dans leur ensemble, une page intéressante pour les annales de l'île, pendant la période de l'occupation romaine, et probablement aussi pour l'époque carolingienne.

Non loin du Vieil, village que la tradition désigne comme étant le lieu le plus anciennement habité, se trouve un champ situé jadis, à ce que l'on prétend, au centre même de l'île. On le nomme Saint-Hilaire, parce qu'une chapelle dédiée à l'illustre évêque y fut élevée vers la fin du VII^e siècle, par Ansoalde, l'un de ses successeurs sur le siège de Poitiers.

Trois *chirons* ou tas de pierres, dont le nom et la présence sont presque toujours de sûrs indices de ruines, marquaient l'emplacement de la chapelle.

C'est là que M. Piet, aidé de MM. Charrier, E. Richer, Marionneau, etc., fit ouvrir des tranchées qui bientôt rencontrèrent les fondations du temple mérovingien, sillonné, de temps immémorial, par la pelle du laboureur, car à Noirmoutier on ne se sert pas de la charrue. Dans l'enceinte reconnaissable de l'édifice sacré, on trouva trois cercueils monolithes, couverts de pierres plates, pleins de terre et contenant les ossements des corps qui y avaient été déposés.

A quelques mètres au nord de la chapelle, les ouvriers découvrirent des fondations nombreuses, attestant qu'un assez vaste ensemble de constructions a existé dans cet endroit, l'un des points les plus élevés de l'île, d'où l'on aperçoit l'embouchure de la Loire et toute la baie de Bourgneuf. Parmi ces murs, dont les débris se profilent en tous sens, on reconnut les restes de bains gallo-romains. Le côté extérieur de l'un de ces murs a même conservé intactes ces légères rainures tracées dans l'indestructible ciment romain, et qui figurent si bien les assises égales du petit appareil; rainures que nous avons pu observer dans les fragments de l'aqueduc d'Arthon et dans les ruines de Rezé (Loire-Inférieure). De larges briques avec leurs doubles rebords, des ardoises, des fragments de vases en terre rouge, dite de Samos, des débris de verres, des morceaux de chaux aplatis sur une face et ornés sur cette même face de peinture nuancées par des lignes bleues, rouges, vertes, grises, etc., bois de cerfs, fonds d'amphores, une plaque de plomb formée de trois morceaux soudés ensemble, et ayant eu primitivement des destinations différentes, ce que démontre la variété de leur ornementation, — peut-être des débris de cercueils — confirment la haute antiquité de ces murailles ruinées, et révèlent l'existence de bâtiments romains antérieurs à l'établissement mérovingien de Saint-Hilaire.

Dans l'église paroissiale de Noirmoutier, autrefois l'église abbatiale du monastère de Saint-Filbert, se voit sous le chœur une crypte dans laquelle fut inhumé le corps de l'illustre et saint abbé. La place de cette tombe vénérée est indiquée par un monument grossier relativement très-récant. Mais la crypte elle-même remonte tout au moins au XII^e siècle, et les caractères de maçonnerie des substructions ainsi que les briques à rebords et quelques échantillons de petits moellons carrés, démontrent qu'elle repose sur des fondations de beaucoup antérieures à cette date.

Des plans exacts levés par M. Arsène Charrier, des dessins exécutés avec l'habileté et le goût que chacun connaît par M. Marionneau, ajoutent à l'intérêt soutenu de cette communication intéressante. Divers échantillons des débris fournis par ces fouilles, aussi fructueuses que bien dirigées et dues

à l'heureuse initiative de M. Jules Piet, sont soumis à l'assemblée, qui, sachant les apprécier à leur valeur, félicite hautement les archéologues de Noirmoutier, et en particulier M. Marionneau, du nouveau jalon qu'ils viennent de planter pour la carte gallo-romaine des Gaules.

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1863.

Présidence de M. E. de Kersabiec, président.

Les ouvrages suivants sont offerts à la bibliothèque de la Société :

1^o *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 3^e trimestre 1863.

2^o *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1863.

3^o *Les Beaux-Arts, revue de l'art ancien et moderne*, livraisons 13, 14 et 15, 1863.

4^o *Société Littéraire et Scientifique de Corbeil*, etc., etc.

M. Viaud Grand Marais prend ensuite la parole, pour offrir, au nom de M. Piet, un exemplaire des *Recherches sur Noirmoutier*.

Ce volume, fort apprécié au point de vue topographique, pittoresque et statistique de l'île, est l'œuvre de M. François Piet, qui imprima lui-même ses mémoires, au nombre de seize exemplaires, ainsi répartis d'après ses volontés dernières : quatre exemplaires pour ses enfants, huit aux chefs des principales familles de l'île, un pour la bibliothèque de Paris, un pour celle de Nantes, un pour celle du département de la Vendée, un pour celle de la ville des Sables.

M. Jules Piet, désireux de donner plus de publicité à l'œuvre de son père et de mettre à la portée de tous les travailleurs les nombreux documents qu'elle contient, en a entrepris la réimpression, mais seulement à deux cents exemplaires. Aidé de MM. les docteurs Édouard Bureau et Viaud Grand Marais, pour l'histoire naturelle, il a parfaitement atteint le but qu'il s'était proposé. Quelques coupures et beaucoup d'additions font, de l'histoire de Noirmoutier, un livre dont s'honoreraient bien des villes et même des départements.

Voici quelle est la division de l'ouvrage. La première partie renferme la statistique de Noirmoutier, et l'histoire de cette île jusqu'à l'arrivée de F. Piet. La seconde traite des faits historiques ayant eu lieu pendant son séjour dans l'île. Son fils y a ajouté une étude sur les dîmes et bénéfices ecclésiastiques existant anciennement à Noirmoutier ; et, pour que rien ne fût négligé, il y a joint un plan de la crypte de Saint-Filbert, des vues et coupes des fouilles de Saint-Hylaïre et une carte.

Nous recommanderons, entre autres articles, la discussion sur l'étymologie et la véritable orthographe du mot *Noirmoutier*, que les auteurs écrivent

avec raison sans *s*, malgré l'orthographe contraire adoptée, on ne sait pourquoi, depuis quelque temps par l'Administration. — La discussion étymologique du mot *gois*, passage entre l'île et le continent : ce mot, d'après M. J. Piet, dérive du verbe vendéen *goiser*, comme *vadum* de *vadere*, et *quadum* de *quadere*.

L'article qui place dans l'île de Noirmoutier l'île d'Her, où les Normands s'établirent après le pillage de Nantes, laisse peu de réplique.

Les antiquités druidiques de Noirmoutier, méconnues par F. Piet, ont été parfaitement exposées par M. J. Piet, d'après des recherches qui lui sont propres, et d'autres qui sont dues à notre regretté confrère M. Impost.

Les antiquités gallo-romaines de l'île sont de connaissance très-récente et dues à des fouilles faites par MM. Jules Piet, C. Marionneau, E. Richer, Charrier et Garet. Ces découvertes communes sont longuement exposées aux pages 423 et suivantes. M. Marionneau doit plus tard, du reste, en entretenir la Société.

Citons aussi, parmi les additions de M. J. Piet, la filiation fort difficile des seigneurs de Noirmoutier. Il a été aidé pour cet article par MM. Guignard et S. de la Nicollière.

A la fin du volume, et avant les nombreuses pièces justificatives qui le terminent, se trouve un article entièrement de M. J. Piet, et intitulé : *Des Dîmes ecclésiastiques, bénéfices et confréries de toute nature existant anciennement dans l'île de Noirmoutier*.

A la suite de cette communication, M. le Président propose à la Société de voter des remerciements à M. J. Piet pour l'envoi de cet intéressant volume. Cette motion est acceptée à l'unanimité.

M. Foulon, ne pouvant assister à la séance, écrit à M. le Président pour le prier de demander quelques fonds à la Société, afin d'opérer des fouilles dans le tumulus de Penchâteau, au Pouliguen, et de désigner quelques membres de bonne volonté pour diriger cette opération. Ce tumulus, pense-t-il, n'a été dégradé qu'à son sommet. Sous Louis XIV ou peut-être depuis, il y fut établi quelques pièces d'artillerie de côte; mais la base et l'intérieur semblent parfaitement intacts. La demande d'allocation est renvoyée au Comité, et M. de Keranllec'h, qui déjà connaît ce monument, est désigné, ainsi que M. Foulon lui-même, pour s'occuper de cette question.

Les objets suivants sont donnés au Musée :

Par M. Constant Verger, la représentation d'une divinité indienne dont l'attribution n'est pas très-bien déterminée.

Par M. Guignard, au nom de la famille Bertrand-Geslin, trois haches en pierre de la plus belle conservation, dont deux celtiques et une de la Nouvelle-Zélande.

Par M. l'abbé Cahours, la plaque de fondation, en étain, d'une petite chapelle sous le vocable de saint René, jadis située dans l'enclos des Ursulines, aujourd'hui enclavé dans le Jardin des Plantes; divers débris provenant de l'église Saint-Clément, tels que fragments de chapiteau, pierre commémorative de la confrérie des Avents, etc., etc....

Par M. Ch. Marionneau, un christ en bronze émaillé du XII^e siècle, trouvé dans la chapelle Saint-Simon.

Enfin, suivant l'ordre du jour, on passe aux questions posées par M. de Caumont, sur les désignations d'*âge de pierre*, d'*âge de bronze* et d'*âge de fer*.

La discussion s'engage entre MM. de Kersabiec, Parenteau, de Keranfle'h, de Wismes, Cahours, etc., sans qu'il soit possible d'arriver à une réponse satisfaisante.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1863.

Présidence de M. Ramet, archiviste de la Loire-Inférieure.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président donne communication d'une lettre de M. de Keranfle'h, qui promet pour la réunion prochaine des détails sur une visite qu'il a faite au tumulus de Penchâteau, que M. le docteur Foulon a proposé à la Société de faire ouvrir.

M. Charles Marionneau lit, sous le titre de : *Souvenirs de la Roberdière*, une notice historique fort intéressante. Cette terre, propriété des de Carné en 1453, passa, par diverses successions, ventes, etc., aux mains des ascendants du général Bedeau, qui y naquit le 19 août 1804, suivant son acte de naissance consigné dans les registres de l'état civil de la commune de Vertou. M. Marionneau raconte avec beaucoup de charme la visite que fit, en 1840, le général au lieu de sa naissance, dont la maison n'existait plus, et dont les terres avaient été vendues et morcelées. Pleine d'à-propos, et remplie de renseignements curieux sur la famille Bedeau, cette notice, point de départ des futures biographies de l'une des sommités de l'armée d'Afrique, mérite à son auteur les vifs remerciements de son auditoire, qui à l'unanimité en réclame l'insertion au *Bulletin*.

La Société s'occupe ensuite de la réponse à formuler à M. de Caumont, au sujet de la division des monuments en âge de pierre, âge de bronze et âge de fer, question déjà longuement agitée dans la précédente séance. M. de Kersabiec, retenu par une indisposition légère, adresse au Président une lettre dans laquelle il regrette d'autant plus de ne pouvoir prendre une part active dans ce débat, qu'il étudie avec un réel plaisir l'ouvrage de

M. Troyon sur les habitations lacustres et les différents mémoires insérés dans la *Revue archéologique* par M. Bertrand et autres.....

M. l'abbé Cahours, dans une de ces digressions que le savant panégyriste de saint Emilien sait rendre si attrayantes, se rattache complètement aux traditions bibliques. M. Guignard admet qu'à côté des populations primitives des grands plateaux de l'Asie, les tribus nomades qui bientôt émigrèrent vers l'occident sont restées plus longtemps barbares. A cette occasion, quelques observations un peu vivement échangées entre plusieurs membres font comprendre à la Société qu'elle est lancée sur une pente un peu rapide, et que ces discussions oiseuses et sans résultats l'entraînent fort loin de la question, qui est celle-ci :

Savoir si les divisions en âge de pierre, de bronze et de fer sont utiles aux travailleurs, pour arriver à déterminer les civilisations primitives et les produits de leur industrie?

En résumé, la Société, sans rien conclure à la suite de ces deux longues digressions, déclare passer à l'ordre du jour, en vertu duquel la parole est donnée à M. de la Morinière.

Ce dernier, dans un travail émaillé de citations heureuses et de traits piquants, déroule l'histoire de l'institution des postes depuis son origine jusqu'en 1789. Au milieu des faits généraux, le narrateur indique l'établissement du service des dépêches en Bretagne et à Nantes en particulier, ce qui donne à sa notice un intérêt tout local.

M. Parenteau extrait d'une lettre de M. Petit les renseignements suivants, qui complètent les détails de M. de la Morinière sur les postes de Nantes :

1554. Un sieur Jean Cornichon établit à Nantes un bureau de postes, au nom et avec privilège du roi.

1568. Un messenger entreprit le port des lettres sur Paris, aux gages de 60 livres.

1634. Le service des postes entre Nantes et Paris n'expédiait qu'un courrier par semaine; cette année, deux départs furent établis.

1635. Le tarif du port des lettres fut affiché à Nantes le 8 novembre 1635.

La lettre simple pour Paris, 2 sous.

La lettre double id., 3 id.

Les petits paquets n'excédant pas une 1/2 once, 4 sous.

1653. Un règlement des postes de 1653 fait connaître aux habitants de Paris : — que ceux qui voudront que leurs lettres soient portées d'un quartier de Paris à un autre et avoir prompte réponse, devront mettre avec leur lettre un billet qui portera **PORT PAYÉ**. Lequel billet sera attaché à ladite lettre ou mis autour, ou passé en toute autre manière qu'ils trouveront à propos, de telle sorte que le commis le puisse voir et ôter aisément.

Chacun étant avertit que nulle lettre ni réponse ne sera portée qu'il n'y ait avec icelle un billet de **PORT PAYÉ**, dont la date sera remplie du jour et du mois qu'il sera envoyé; à quoy il ne faudra manquer si l'on veut que la lettre soit portée.

Le commis général vendra ces billets de **PORT PAYÉ** à ceux qui en voudront avoir, pour le prix d'un sou marqué, et non plus, à peine de concussion, etc. Les commis commenceront à aller porter les lettres le 8 août 1653. On donne ce temps, afin que chacun ait le loisir d'acheter des billets.

1700. Le bureau des postes était à Nantes, rue de Briord, hôtel de Pontualt. Il fut transféré rue des Saintes-Clares.

1757. Il existait un bureau général des messageries faisant deux fois par semaine le service des postes, rue des Carmes, devant l'église, à l'enseigne du Pélican.

1777. Le 10 octobre, la petite poste aux lettres a été établie à Nantes, et mise en activité ce jour. Les facteurs ont commencé à parcourir les rues avec leur claquette. Le bruit de leur claquette avertissait de leur passages, et les habitants leur remettaient manuellement leurs lettres (1).

1806. Le bureau des postes était à cette époque rue du Moulin. Cinquante boîtes de quartier existaient alors, mais depuis peu de temps probablement, car l'Administration publiait l'avis suivant, en faisant connaître l'emplacement des boîtes : « On peut en toute sûreté y mettre les lettres jusqu'à 4 heures; les clefs restent au bureau. »

Il y avait trois départs pour Paris par voie de la Levée : Angers, Saumur, Tours, Blois, Orléans; et quatre départs par voie d'Angers, le Mans, Chartre.

La séance est levée.

(1) J'ai une mauvaise gravure représentant un facteur agitant son **CLAQTOY**. Il porte un sac sur le côté. Sur sa casaque est une plaque aux armes de France. Cette gravure est sans date. Une autre du même cahier, le marchand de Bitzanne (aujourd'hui de *Coco*) porte 1765.

CONSIDÉRATIONS

sur

LES ORIGINES RELIGIEUSES

DU DIOCÈSE ET DE LA CATHÉDRALE

DE NANTES;

PAR STÉPHANE DE LA NICOLLIÈRE.



Le numéro de novembre de la *Revue de Bretagne et de Vendée* contient une intéressante notice sur la cathédrale de Rennes, due à la plume exercée de M. l'abbé Massabiau, qui, après en avoir largement esquissé l'histoire, publie des documents importants et inédits relatifs à la reconstruction de cet édifice à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci. Dans le but, qu'on ne saurait trop louer, de venir en aide au projet conçu par M^{gr} l'archevêque de Rennes, de doter sa métropole d'une basilique en rapport avec sa dignité nouvelle, ce travail, déjà tiré à 500 exemplaires, est appelé à jouir d'une publicité que ne peut qu'augmenter son mérite archéologique.

Mais, dès la première ligne, l'auteur émet une opinion contre laquelle il nous a paru utile de protester, afin que l'autorité qui s'attache au rang qu'il occupe, au caractère dont il est revêtu, ne serve pas à consacrer une erreur. L'église de Nantes a des droits sérieux et réels à la première comme à la plus ancienne place dans les annales ecclésiastiques de la catholique Bretagne. Qu'on veuille bien nous permettre de les exposer, et d'essayer de démontrer qu'ils ont été mis de côté, un peu trop légèrement peut-être, au profit du nouveau siège archiépiscopal.

Voici le début de M. l'abbé Massabiau :

« L'église cathédrale de Rennes, *la première et la plus ancienne*
« de Bretagne, a été *fondée, bâtie* et augmentée *par les anciens*
« rois et ducs de Bretagne, qui la regardaient comme leur prin-
« cipale église, non-seulement parce qu'elle était celle *de leur*
« *ville capitale*, mais encore parce que c'était dans ce temple
« qu'après avoir veillé pendant une nuit entière devant l'autel et
« prêté les serments accoutumés, ils recevaient des mains de
« l'évêque la couronne et l'épée, et prenaient possession de leur
« souveraineté ⁽¹⁾. »

Laissons de côté la qualification tant soit peu usurpée, quoique universellement admise, du titre de capitale civile de la Bretagne, dont jouit la ville de Rennes, pour ne nous occuper que de la primauté ecclésiastique et religieuse, tranchée en sa faveur d'une manière si nette, si claire, si précise, par ces mots : *L'église cathédrale de Rennes, la PREMIÈRE et la plus ANCIENNE de Bretagne.*

Cette assertion peut présenter, à notre avis du moins, deux interprétations différentes :

La première est celle d'église cathédrale, prise dans le sens de siège épiscopal, ou d'évêché;

La seconde est celle d'église cathédrale, prise dans le sens de temple ou édifice sacré, et c'est, pensons-nous, celle que lui prête M. l'abbé Massabiau dans cette circonstance.

I.

Au-dessus de l'obscurité qui semble envelopper l'origine du christianisme dans la Bretagne-Armorique, plane comme un point

(1) Nous nous plaisons à reconnaître que, dans le numéro de décembre de la même Revue, M. l'abbé Massabiau a pleinement rendu justice au droit d'aînesse de l'Eglise de Nantes. Dès lors, ces considérations qui lui avaient été soumises devenaient sans but; mais nous avons cru devoir céder aux instances de plusieurs personnes qui nous engageaient d'une manière pressante à les publier.

lumineux la tradition de l'église de Nantes, qui nous apprend que saint Clair vint évangéliser nos contrées vers la fin du 1^{er} siècle ou le commencement du 11^e.

Pourquoi ne croirions-nous pas cette tradition, dit M. l'abbé Jubineau⁽¹⁾, quand il est aujourd'hui démontré que saint Julien, l'apôtre du Mans, vint au 1^{er} siècle dans cette ville⁽²⁾, que saint Martial, l'apôtre du Limousin, fut envoyé par saint Pierre⁽³⁾, et qu'un certain nombre d'églises furent fondées dans les Gaules au 1^{er} siècle. Deux hypothèses sont en présence, conclut le même auteur : dans la première, l'apostolat de saint Clair aurait eu lieu au 1^{er} siècle; dans la seconde, au 11^e.

Pour la première, outre des conjectures, il y a la tradition constante de l'église de Nantes, appuyée : 1^o sur les témoignages liturgiques qui attestent son existence immémoriale⁽⁴⁾; 2^o sur l'autorité de critiques compétents⁽⁵⁾; 3^o sur l'incohérence des opinions opposées.

Pour la seconde, il n'y a que des conjectures; par conséquent, on peut dire, en faveur de la première, que possession vaut titre⁽⁶⁾.

Constatons d'abord que, bien avant le 17^{me} siècle, l'histoire s'accordait parfaitement avec la tradition liturgique.

(1) Mémoire lu à la XXIII^e session du Congrès archéologique de France, en réponse à la 32^e question, ainsi conçue : « A quel siècle doit-on rapporter les premières prédications évangéliques et la fondation des églises dans l'Ouest de la France? p. 42 et suiv. »

(2) *Histoire de l'Église du Mans*, par dom Piolin.

(3) *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, par l'abbé Arbelot, 1860.

(4) Bréviaires mms de la fin du 14^e siècle et de 1470; Bibl. publ. de Nantes. Bréviaire impr. de 1518.

(5) Daniel Papebrock, entre autres.

(6) M. de la Borderie, XXIII^e session du Congrès arch. de France, pp. 48 et 49, trouve le travail de M. l'abbé Jubineau concluant : car, n'étant pas de ceux qui nient les traditions, lorsqu'il a en présence les conjectures des érudits et des traditions locales bien établies, il préfère les traditions aux conjectures. Enfin, il fait remarquer que, selon lui, la question n'est pas posée entre une conjecture et une conjecture, mais bien entre une conjecture et une tradition locale, vénérable par sa haute antiquité non contredite par une autorité suffisante, et qu'en bonne critique, on ne doit pas la répudier pour adopter une opinion professée seulement depuis le 17^{me} siècle.

En 1459, Guillaume de Malestroit, évêque de Nantes, soutenait, au sujet de la régle de son évêché, un procès contre le duc de Bretagne. Le premier article qu'il invoque en faveur de son droit, est l'ancienneté de son siège, ainsi exprimée :

« Item, l'on sceyt assez notablement, que ladite église
« est une des plus notables églises de Bretagne; *la tierce*
« *de toute la chrétienté fondée ou nom de saint Père et saint*
« *Poul* ⁽¹⁾. »

La notoriété formellement articulée par le prélat, comme base de ses arguments à l'encontre du souverain, est ici fort importante. Elle établit, en effet, qu'à cette époque la croyance générale rattachait l'érection du troisième sanctuaire des apôtres aux temps qui suivirent leur martyre, et que, dans la pensée de tous, la chrétienté nantaise, fille de l'Église de Rome, devait en principe à sa haute et antique origine les grandes immunités qui la distinguaient entre ses sœurs bretonnes; immunités qu'elle cherchait à défendre, sans se prévaloir de sa priorité ou de son droit d'aînesse.

Environ cent ans après, d'Argentré écrivait ⁽²⁾ : « Saint Clair, premier evesque, commença à Nantes les fondements d'une église en mémoire de saint Pierre et saint Paul, apostres, desquels il avoit été disciple. — Il y a evesché de grande antiquité se disans avoir estés institués en la foy bientot après le temps des apostres, de la main desquels leur auroit été envoyé le premier de leurs evesques qui étoit leur disciple appelé Clarus, que l'on nomme en francais s^t Clair. »

« Saint Clair vivoit du temps de saint Pierre, et mourut sous l'empire de Néron, » affirme également le P. Dupas ⁽³⁾.

« La ville de Nantes a premier receu le christianisme (répète Boutin, en énumérant les prérogatives de cette ville), et pour evesque a eu saint Clair, disciple de Linus, immédiatement suc-

(1) Arch. départ. arm. F., cass. C., n° 1. *Mémoires et pièces diverses, etc.*

(2) Édition de 1604, fol. 50. — Éd. de 1668, p. 34.

(3) *Généalogies de Bretagne*, p. 841.

cesseur de saint Pierre, par conséquent est une église apostolique, etc....⁽¹⁾. »

« Nantes receut et ambrassa la sainte et vraye religion catholique, apostolique et romaine, par les saintes predications de Monsieur saint Clair, premier évesque dudit Nantes et de toute la Bretagne, disciple des apostres, envoyé par le pape saint Lin, successeur immédiat de saint Pierre, chef et prince des apostres, l'an 70 après la nativité de notre redempteur, dit Biré⁽²⁾. »

Ces auteurs, et les premiers principalement ne sont pas sans mérite, admettent la tradition, à leurs yeux, parfaitement établie. Mais voici venir contre eux un démenti formel, celui des Bénédictins D. Lobineau et D. Morice, noms équivalant, pour ainsi dire, à une démonstration, et qui, par leurs travaux importants et remarquables, laissèrent si loin derrière eux les œuvres de leurs devanciers.

« Saint Clair, envoyé *selon toute apparence* — proclame D. Lobineau⁽³⁾ — par saint Gatien, premier évêque de Tours, parcourut le pays de Nantes, de Rennes et de Vannes. »

« Les uns prétendent — continue-t-il⁽⁴⁾ — qu'il a été envoyé par saint Lin, successeur de saint Pierre, prêcher la foi dans l'Armorique; et les autres prétendent, avec plus de raison, que saint Clair n'est venu à Nantes que dans le même temps que saint Gatien fut envoyé à Tours, ou même un peu après si saint Clair a reçu sa mission de l'évêque de Tours. »

« On ignore en quels temps cette épouse de J.-C. (l'Église de Rome), reprend bientôt après D. Morice⁽⁵⁾, envoya ses ministres dans les Gaules, et quels furent les premiers temples érigés en l'honneur du vrai Dieu. Tout ce qui nous paraît certain, c'est que la ville métropole de Tours, n'ayant point eu, suivant Gré-

(1) *Apologie pour la communauté de Nantes, etc....*, par le sieur de Chamballan et des Perrines Boutin. Nantes, 1619.

(2) *Épîsémasie*. Nantes, 1637, p. 52.

(3) *Hist. de Bretagne*, t. I, p. 3.

(4) *Vies des Saints de Bretagne*, p. 6, col. 2.

(5) D. Morice, t. I, p. 5.

goire de Tours, de pasteurs avant le milieu du III^e siècle, l'Armorique, qui est bien plus éloignée de Rome, n'en peut avoir eu avant ce temps-là; au moins il n'y a nulle preuve du contraire. »

En se prononçant pour le III^e siècle, il est aisé de remarquer que les Bénédictins n'apportent aucune raison, n'allèguent aucun fait, ne fournissent aucune preuve, n'entrent dans aucun détail, qui nous instruisent de cette préférence. Si chez l'un on voit encore de l'hésitation qu'il était de son devoir d'éclaircir, elle disparaît devant la certitude de l'autre, tirée d'un argument qu'il ne s'est pas donné la peine de motiver d'une manière plus explicite. N'est-il pas surprenant que ces religieux aient été si négligents dans l'étude de la tradition bretonne, en effleurant seulement l'important sujet de l'introduction du christianisme dans la province?.....

Ce fait trouve naturellement son explication dans les idées nouvelles généralement en vogue à l'époque où vivaient nos deux historiens. La question si controversée de l'origine de l'Église des Gaules, était alors à l'ordre du jour. Les traditions, les légendes, considérées avec dédain, regardées comme des restes de la naïve crédulité de nos pères, au lieu d'être discutées et approfondies, étaient rangées parmi les faits incertains, douteux et apocryphes. Hommes d'érudition et de talent, D. Lobineau, D. Morice, entraînés par le courant, admirent ce système avec trop de facilité, changèrent une date, sans se préoccuper de rechercher la vérité, et leur science incontestable prêta à cette opinion une vraisemblance aujourd'hui difficile à dissiper.

Rien n'autorise l'attribution de l'épiscopat de saint Clair au fondateur du siège de Tours. Cependant cette attribution, toute gratuite, semble le motif déterminant, la raison fondamentale du choix de nos Bénédictins pour le III^e siècle. En effet, si cette mission avait été vraie et fondée, Grégoire de Tours, qui entre dans des détails assez longs sur saint Gatien, n'eût pas omis ce fait à la gloire de son Église. Loin de là, il ne cite pas même le nom de l'évêque ou de la ville de Nantes, et ce qu'il dit du long et pénible apostolat de saint Gatien, réduit à se cacher dans des

cryptes et des cavernes, avec le peu de chrétiens qu'il avait pu convertir, nous prouve que ses prédications peu fructueuses et le soin de sa sûreté personnelle ne lui permirent pas de songer à étendre son influence et à propager au dehors l'enseignement de l'Évangile (1).

On ne peut guère douter que saint Clair ne soit effectivement venu de Rome en droite ligne, et non de Tours, comme le veut, je ne sais pourquoi, D. Lobineau, écrit M. de la Borderie (2). Cela est vrai et conforme à ce que nous venons nous-même de démontrer. Mais alors, si notre premier évêque est parti de Rome, que devient le système des Bénédictins, fondé sur sa prétendue mission de Tours? Il s'écroule forcément devant l'autorité de cette notoriété historique invoquée par le chef de l'Église nantaise, comme devant l'authenticité de ces souvenirs religieux enregistrés par les historiens; et la tradition antique, traversant les siècles et les générations, reste seule debout et triomphante.

En résumé, la prédication du christianisme dans les Gaules, et par suite dans l'Armorique, au 1^{er} siècle, soutenue par nos vieux historiens, doit être préférée au système peu solide des Bénédictins, qui la fixent au III^e. Au reste, de tous côtés s'élève une immense protestation. Ici, c'est la grande voix du Congrès scientifique de France, à Châlons, à Nantes, à la Rochelle, à Mende, etc..... Là, c'est l'abbé Faillon, dans ses *Mémoires inédits sur l'apostolat de sainte Madeleine en Provence*; dom Piolin de Solesmes, dans son *Introduction à l'histoire de l'Eglise du Mans*; M. Ravenez, dans ses *Recherches sur les origines des Églises de Reims, de Soissons, de Châlons, de Bordeaux*; M. l'abbé de Lutho, dans son *Introduction à la vie de saint Ursin, apôtre du Berry*; M. l'abbé Dion, dans son *Apostolat de*

(1) « Sed interdum occultebat se ob impugnationem potentum eo quod sepius cum injuriis et contumeliis cum repererant adfecissent; ac per cryptas et latibula cum paucis christianis ut diximus per eundem conversis, mysterium solemnitatis diei dominici clanculo celebrabat. » Grégoire de Tours, col. 527, éd. 1699.

(2) *Annuaire de Bretagne*, 1861, p. 125.

saint Front, au 1^{er} siècle; M. l'abbé Arbellot, dans ses *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*; etc., etc., etc., etc... Pléiade nombreuse et savante, qui établit par des arguments invincibles que les disciples ou les envoyés des apôtres sillonnèrent les Gaules au 1^{er} siècle, prêchant la foi dans les principales villes, avec un succès plus ou moins important, mais bientôt étouffé par la réaction qui sévissait contre les nouveaux cathécumènes.

II.

Suivant donc notre vieille et vénérable tradition, saint Clair, missionnaire apostolique, envoyé de Rome par les apôtres, vers la fin du 1^{er} siècle, enseigna la divine parole en Aquitaine. De là, il vint évangéliser la cité gallo-romaine des Namnètes, aux portes de laquelle il éleva un petit oratoire, pour y déposer les reliques apportées de la capitale du monde chrétien; indiquant, par ce don précieux, le terme de son long voyage, et le choix qu'il faisait pour sa résidence de la ville ainsi enrichie des marques certaines de sa prédilection (1).

Cependant, le zèle de l'apôtre ne devait pas se borner à la contrée vers laquelle Dieu avait premièrement guidé ses pas. De Nantes, il se rendit chez les Redones, et le pays de Vitré réclame l'honneur d'avoir reçu de lui la lumière de la foi, en l'an 72. Les Venètes, sur le territoire desquels il mourut, le reconnaissent également pour leur premier pasteur. Fait digne de remarque,

(1) Qui à Romano Pontifice ad Galliæ partes missus..., etc., in Britanniam minorem Domino ducente pervenit, urbisque Namneticæ primus Pontifex est effectus. Ibi beatorum apostolorum Petri et Pauli nomine edificavit oratorium seu ecclesiam, in qua clavum quem secum detulerat collocavit. (Lectio VIII, off. S^{ci} Clari.) — Or, ce clou, signe de sa mission, marque ostensible de son caractère, était le fer qui avait attaché la main droite de saint Pierre sur la croix instrument de son martyre, circonstance qui dissipe tous les doutes et sur le point de départ du premier évêque de Nantes et sur l'époque de son épiscopat.

dans ces trois diocèses, les plus anciens de la Bretagne, les églises-mères de Nantes, de Rennes et de Vannes sont placées sous le vocable de saint Pierre..... Touchante unanimité, témoignage frappant du passage de l'illustre pontife, reliant à la chaire romaine le noyau des trois chrétientés qu'il avait créées, par le patronage du prince des apôtres, rappelant à nos âges leur communauté d'origine.

Toutefois, si, dans notre pensée, l'église de Rennes est fille de saint Clair au ¹^{er} siècle, il n'en demeure pas moins bien avéré qu'à Nantes appartenait dès lors la première place et la gloire d'être le premier siège épiscopal, ou si l'on veut la première résidence d'un évêque dans la province.

Saint Clair eut-il des successeurs?.... Les persécutions sanglantes qui surgirent de toutes parts, permettent de croire que jusqu'à Constantin les prêtres païens luttèrent avantageusement contre les ministres du Christ. Le combat entre l'erreur et la vérité fut long et difficile (1)..... Cependant l'épiscopat d'Ennius, dont la date est incertaine, celui de saint Similien, confesseur, vers la fin du ⁱⁱⁱ^e ou le commencement du ^{iv}^e siècle, semblent indiquer qu'à côté des adorateurs de Vulcain ou *Volianus*, la civitas Namnetis avait un pasteur et une assemblée de fidèles.

La contemporanéité de saint Clair et des Enfants Nantais est entièrement gratuite et ne repose sur rien. Papebrock et les Bollandistes penchent pour saint Similien. Les Actes des saints martyrs ne citent aucun nom, ils disent seulement que saint Rogatien ne fut point baptisé à cause de l'absence de l'évêque, « propter sacerdotis absentiam fugitivam. » La traduction de sacerdotis par évêque n'est pas douteuse, lorsque le sceau de l'évêque Quiriac, 1064, porte pour légende : *PE(tri) et PAVLI SACERDOTIS NANNE-*

(1) En dehors de la mission infructueuse de saint Martin de Vertou à Herbadilla, la curieuse pierre gravée au ^{vi}^e siècle, trouvée en 1854, près de la porte nord de l'église de Rezé (n^o 726 du *Musée arch.*), démontre qu'en même temps que les sculpteurs inscrivaient la croix sur le marbre des chapiteaux de la Cathédrale, de l'autre côté de la Loire on façonnait des représentations essentiellement païennes.

TENSIS QUIRIACI⁽¹⁾. Mais quel était cet évêque? Le mot *sacerdos*, au lieu d'être interprété par saint Clair ou saint Similien, deux noms illustres, vénéérés, connus, que la tradition non plus que les auteurs n'eussent point oubliés, ne peut-il pas être rendu par son sens naturel, *évêque*, et désigner l'un de ces pontifes à la personnalité ignorée et mystérieuse, réduits à se cacher, *absentia fugitiva*, obligés à s'entourer de précautions infinies; en un mot, s'appliquer tout simplement à l'un de ces premiers pasteurs, anneaux aujourd'hui perdus de notre série épiscopale.

Depuis le martyre des saints Donatien et Rogatien, les fastes de l'église de Nantes nous la montrent prospère, importante, et solidement établie, alors que celle de Rennes n'a laissé aucune trace. Quand les pontifes de cette dernière commencent à paraître, ceux de Nantes jouissent d'un pouvoir *politique* et religieux bien autrement accusé et supérieur. Sous Clovis, saint Pierre et saint Paul, saint Donatien et saint Rogatien, saint Similien, ont chacun leur autel.

Lorsqu'on consulte les catalogues de nos divers historiens, tous font vivement ressortir la primauté du siège de Nantes, soit par sa chrétienté florissante, soit par les noms de ses évêques historiquement reconnus⁽²⁾. M. de la Borderie, dans son Annuaire de Bretagne, reconnaît que le diocèse de Nantes fut régulièrement constitué, au plus tard, dès la fin du III^e siècle ou le commencement du suivant, quand celui de Rennes n'existe authentiquement qu'en 439, c'est-à-dire au milieu du V^e; fait que du reste M. l'abbé Massabiau lui-même maintient en ces

(1) D. Morice, *Pr.*, t. I, planche 5, n° XXXXVI.

(2) Sans discuter l'imperfection et le peu de concordance des catalogues des évêques de Bretagne, nous indiquons seulement leur point de départ.

	RENNES	NANTES.
D'Argentré.	Moderanus, 388.	St-Clair, 1 ^{er} siècle.
Dupas.	St-Moderan, 1 ^{er} siècle	St-Clair, 1 ^{er} siècle
D. Taillandier,	Febediolus, 439.	St-Clair, 280.
Travers.	Moderanus, 4 ^e siècle.	St-Clair, 280.
Tresvaux.	Febediolus, 439.	St-Clair, 280.
Haureau.	Anthenius, 461.	St-Clair, 280.

termes : « *Ce qui est certain, c'est que dès le commencement du v^e siècle, Rennes était le siège d'un évêché.* »

III.

Pour ce qui se rapporte à la seconde interprétation, c'est-à-dire à celle d'église cathédrale prise dans le sens de temple ou d'édifice sacré; après avoir indiqué, quelques lignes avant la citation précédente, que la cathédrale de Rennes *aurait* remplacé dès le iv^e siècle la *Tour de la Vision des dieux* (1), notre honorable antagoniste continue : « Les traditions locales sont respectables sans doute, mais il serait difficile de leur trouver ici le moindre fondement écrit dans ces monuments contemporains. *On croira donc ce qu'on voudra* de cette substitution, plus probable qu'historiquement établie. » Puis il passe au x^e siècle, époque d'une donation faite à Saint-Pierre de Rennes par le comte Geoffroy.

Il ne se trouve, par conséquent, pendant les périodes gallo-romaine, mérovingienne et au delà, aucune mention un peu précise de la cathédrale de Rennes. Nous dirons plus, c'est que son existence nous paraît infirmée par les inhumations des deux saints évêques Amand et Melaine dans le lieu où s'éleva depuis la célèbre abbaye de ce nom. Ces vénérables pontifes eussent été, en effet, inhumés dans leur cathédrale si elle avait été bâtie, ou tout au moins les auteurs de leurs actes eussent indiqué le motif qui portait à ensevelir leurs corps dans un autre lieu (2).

(1) D'après Albert le Grand.

(2) Remarquons qu'il s'agit ici de deux saints pontifes et non de laïcs; et que si Grégoire de Tours nous apprend que, dans les Gaules, on conserva longtemps la très-ancienne coutume d'ensevelir hors des villes, dans la campagne, les archevêques, abbés, etc., étaient inhumés dans le sanctuaire ou le chœur des églises, près des autels dont ils faisaient l'ornement par leurs vertus, et d'où ils

Comme temple chrétien, l'antique cathédrale de Nantes a une époque déterminée de fondation, et les monuments sont venus confirmer les textes. Ce fut, suivant les leçons de l'office de saint Félix, sous Constantin que les évêques de Nantes osèrent élever dans leur ville une église à saint Pierre et saint Paul ⁽¹⁾. Cette petite église, construite dans la partie orientale de la ville, avec trois cryptes très-étroites, subsista jusqu'au règne de Clotaire. Alors Évhémérus, d'après l'expression du poète Fortunat :

Extulit ecclesie culmen quod reddidit unum,

éleva une splendide basilique qu'il renferma sous un seul toit, et que son glorieux successeur saint Félix fit consacrer solennellement vers 560.

« Item et fist faire la plus belle église que l'on sceust en celui
« temps es parties depar decza Rome trouver; et la fist faire
« comme toute de pierre de marbre et d'albâtre; et la fist
« garnir et remplir de très grant abundance de merveilleuses
« richesses, joyaux précieux comme d'escarboucles quel fist
« apporter de loingtains pays; et autres merveilleuses choses
« de valleur inestimable. Et fut ladite église de Nantes en celle
« formozité et seignorie par tres long temps, etc..... ⁽²⁾ »

Quand pour l'une il n'y a que des traditions, dont on peut croire ce qu'on veut, l'autre apporte des dates et des faits. La

instruisaient les fidèles. Saint Ambroise (*epist.* 24) alla même jusqu'à émettre le désir de reposer sous l'autel, « existimans ut ibi quiescat sacerdos ubi offerre consuevit. »

Par cette même raison, saint Similien reçut la sépulture dans le modeste oratoire des premiers chrétiens nantais, qui prit son nom, lorsque l'église épiscopale fut, quelque temps après sa mort, transportée au centre de la ville.

(1) Qui Constantius etc... quo tempore nannetenses episcopi primo ausi fuerunt infra (*pour* intra) mœnia Nanneticæ urbis, ecclesiam edificare in honorem beatorum Petri et Pauli apostolorum. Quam ecclesiam edificaverunt in orientali parte ipsius civitatis, cum tribus cryptis parvissimis et sic permansit illa parva ecclesia usque ad tempora Clotarii regis, etc.—Offic. propria, appendix, I, p. 184.

(2) Archives départ., Mémoire de Guill. de Malestroit, déjà cité.

cathédrale de Rennes, comme édifice, est de beaucoup postérieure à celle de Nantes, puisque, de l'aveu de M. l'abbé Massabiau, elle fut fondée et bâtie par les rois et ducs, tandis que celle de Nantes, fondée et bâtie par ses évêques, existait près de deux cents ans — et c'est bien quelque chose en chronologie — avant l'avènement des princes ou rois bretons.

Ainsi, par son ancienneté, par son importance au 1^{er}, au 11^e, au 12^e siècle, et postérieurement, le diocèse de Nantes l'emporte sur celui de Rennes. Pendant les mêmes temps, l'histoire de sa cathédrale est muette et inconnue.

L'Église de Nantes, au contraire, domine hautement, redisons-le, les origines du christianisme en Bretagne. Le modeste oratoire de ses premiers enfants, humblement établi et caché en dehors de l'enceinte des remparts, pendant que l'Église de Rome est réfugiée dans les catacombes, s'implante au milieu de la cité gallo-romaine aussitôt que la tolérance des empereurs permet aux chrétiens de relever la tête. Ce temple étroit et primitif devient bientôt une superbe basilique mérovingienne, grâce à Évhémérus et à Félix. Un admirable chapiteau, un fût de colonne cannelée, en marbres blancs, attestent encore sa rare magnificence. L'inscription au dieu Mars Mogon, la statue de Cybèle, retrouvées dans les fondations et sous le chœur de notre belle cathédrale du 15^e siècle, démontrent l'érection de ce sanctuaire sur les ruines des autels des faux dieux, et proclament la victoire du christianisme sur le paganisme, commencée par saint Clair, continuée par Ennius, saint Similien et les illustres pontifes leurs successeurs, à la fois évêques et souverains de leur ville épiscopale.



SOUVENIRS

DE LA ROBERDIÈRE,

LIEU DE NAISSANCE DU

GÉNÉRAL BEDEAU;

PAR

CH. MARIONNEAU.



Si nous publions ces notes relatives à la terre de la Roberdière, extraites de documents recueillis sur le canton de Vertou, c'est que, de tous les souvenirs se rattachant à cette ancienne terre féodale, le plus digne d'intérêt est celui de la naissance du général Bedeau.

La mort récente de notre illustre concitoyen motive l'opportunité de cette notice, dans laquelle nous insérons la copie d'une pièce officielle, qui devra servir de point de départ aux futurs biographes d'une de nos gloires militaires.

La Roberdière ou la Roberderie ⁽¹⁾, sur la limite méridionale de la commune de Vertou, était, à son origine, un démembrement de l'ancienne forêt de Touffou, qui appartenait alors aux ducs de Bretagne.

Nous ignorons la date précise de la fondation de cette terre; mais on peut assurer qu'elle existait au commencement du x^ve siècle, car les quelques fragments des anciennes dispositions du logis principal accusaient le plan des constructions féodales

(1) *Essai sur le Dictionnaire des Terres et Seigneuries comprises dans l'ancien comté nantais*, par E. DE CORNULIER, p. 246.

de cette époque, et nous trouvons le nom de *la Roberdière*, en *la parroesse de Vretou*, dans un titre du 18 novembre 1453.

A la date du mois de juillet 1592 (1), un contrat de vente indique la terre de la Roberdière comme délimitation de plusieurs ténements de la paroisse de Vertou, entre autres : le clos des Prières, le Moustyer, les Mustières, noms qui désignent clairement une très-ancienne résidence cénobitique, dont nulle tradition, nul document, peut-être, ne conserve le souvenir.

Ce Moustyer (2), aujourd'hui le Moutier, petite métairie, était probablement une grange monacale, ou une obédience dépendante de l'abbaye bénédictine de Vertou.

La Roberdière n'avait aucun droit de juridiction; c'était une simple terre noble, une gentilhommière, qui relevait en grande partie de la châtellenie de Montrelais, nommée aussi Château-Thébaud, du Plessis-Guéry et du domaine royal, depuis l'annexion de la Bretagne à la France, comme nous l'apprend cet extrait des Registres des déclarations pour la réformation des domaines, daté du 9 décembre 1678 :

« Par-devant nous notaires royaux de la cour de Nantes sousignéz, résidant audit Nantes, est comparu dame Genevieve Richerot, veuve de feu écuyer Claude Le Lou, vivant seigneur de Bois Beraud, tant en son nom que comme communière et usufruitière des acquêts de leur communauté, demeurant à sa maison noble de la Roberdière, paroisse de Vertou, laquelle, pour satisfaire aux ordonnances de MM. les Commissaires députés par Sa Majesté pour la confection du papier terrier et réformation de son domaine de Touffou et aux assignations publiques faictes en conséquence d'icelles, a reconnu et déclaré tenir et posséder noblement et roturièrement, comme sera cy-après déclaré, en la censive et mouvance de Sa Majesté, à cause dudit domaine de Touffou (3). »

D'anciens titres de propriété, dont nous devons la communication à l'obligeance de la famille de Busnel, établissent que la terre de la Roberdière appartenait en 1453 à Jean de Carné,

(1) Étude de M^e J.-J. Pion, notaire à Vertou.

(2) *Moustyer*, *Muster*, monastère.

(3) Arch. départ. : *Réformation des domaines*, vol. IX, B-703, p. 195 et suivantes. — Voir, p. 246, la suite de cet acte, contenant la désignation des biens.

seigneur de Carné, puis à messire Guy de Carné, chevalier, seigneur de Lestier.

Au xvr^e siècle, ladite terre était en possession de la famille Rondeau, sieur de la Rondellière, qui la conserva jusqu'au 6 avril 1601, date d'un contrat de vente faite par Gilles Linger, écuyer, sieur de la Mancellière, et René Linger, sieur de Mermande en Poitou, à noble homme Pierre Richerot, conseiller du roi et son avocat au siège présidial de Nantes, sieur de la Fontaine.

En 1628, Marguerite Despinose, veuve de Pierre Richerot, obtint de Louise comtesse de Maure, dame châtelaine de Château-Thébaud, l'autorisation de construire un moulin à vent sur la terre de la Roberdière. Voici la copie textuelle des lettres patentes accordées pour cette construction, et dont la teneur n'est pas sans intérêt.

« Louise comtesse de Maure, marquise de Mortemart ⁽¹⁾,
« vicomtesse de Fercé, baronne de Loheac, dame des chastella-
« nies de Landal, Montrelaje, Châteaubault etc. A tous
« ceulx qui ces présentes verront salut. Scavoir faisons que
« de la part de damoiselle Margueritte Despinose, dame de la
« Roberdière, veufve du deffunct noble homme Pierre Richerot,
« vivant sieur de la Fontaine et dud. lieu de la Roberdière,
« conseiller du roy et son avocat au siège présidial de Nantes, nous
« a esté exposé quelle relève de nous prochainement noblement à foy
« hommage et rachapt quand le cas y eschet soubz nostre dicté
« terre de chastellanie de Châteaubault lediet lieu et terre
« noble de la Roberdière et certains acquests par elle faictz
« joignant icelle de quelque quantitez de terres. Le tout sittué en
« la paroisse de Vertou, dans laquelle terre de la Roberdière,
« acquestz par elle faictz ou aultres quelle pourrait faire joignant
« icelle dans lestandue de lad. nostre dicté chastellanie elle désire
« faire bastir un moulin à vent pour laugmentation de son

(1) Louise de Maure était femme de Gaspard de Rochechouart, marquis de Mortemart, seigneur de Vivonne, de Lussac et autres lieux, qui servit sous les rois Henri III et Henri IV, mourut à Paris, le 25 juillet 1643, âgé de 68 ans, et fut enterré dans le chœur de l'église des religieux Pénitents de Picpus. — Anselme, *Généalogie de Mortemart*, t. IV, p. 620.

« revenu et de droicts. Ce quelle na voullu entreprendre sans
« nestre permission et nos lettres sur ce nécessaires humblement
« requerrant icelles. Nous, à ces causes, désirant favorablement
« traicter ladiete damoiselle de la Roberdière, et tenir la main
« au bon mesnagement et augmentation que nos subjects
« veulent faire dans lestendue de nostre dicté Chastellanie, luy
« avons concedé et concedons par ces présentes de faire
« construire et bastir un moulin à vent dans sad. terre de la
« Roberdière et acquistz par elle faicts ou quelle fera cy-après
« joignant icelle dans les mettes (*limites*) de nostre dicté chastellanie,
« en tel endroit quelle vaira le plus commode. A la charge
« de relever de nous prochainement, noblement à foy hommage et
« rachapt quand le cas y advient soubs nostre dicté chastellanie
« led. moulin à vent, et de nous en faire les redevances, en
« oultre de nous fournir par chacun an de feste de S^t Vincent
« à la recepte de nostre dicté chastellenie, douze deniers
« tournois de rente. Le tout sans préjudice de nos droicts à
« nous en rendre adveu ou à nos officiers dans six mois après
« la construction diceluy. Sy donnons en mandement à nos
« amez et feaux sénéchal alloué, lieutenant procureur fiscal et
« aultres nos officiers de nostre dicté jurisdiction et chastellenie
« de Chateaubault, que ces présentes ils facent lire et publier
« en laudience de nos plectz généraulx. Icelle registrer au greffe
« de nostre dicté chastellenie et juridiction et tiennent la main
« à l'exécution dicelle et facent paisiblement jouir ladiete
« damoiselle de la Roberdière, sans souffrir aulcun trouble qui
« pourroit luy estre sur ce faict. Car tel est notre vollonté. En
« tesmoing de quoy nous avons signé les présentes de notre
« main, et fait contresigner à lun de nos segretaires.

« Donné à Nantes, le onzième jour de mars, lan mil six cens
« vingtz et huict.

« LOUISE DE MAURE.

« Par le commandement de Madame,

« R. LE JOLIFÉE. »

Cet acte, sur parchemin, est écrit en vingt-quatre lignes. Le sceau est complètement brisé.

Le 22 décembre 1679, Geneviève Richerot, alors veuve de Claude Le Lou, seigneur de Bois-Béraud, « meüe de piété et dévotion et pour l'augmentation du service divin, fonde une chapellanye perpetuelle sous le nom et invoquation du bienheureux s^t Gildas, pour estre desservie en la chapelle de la ditte maison de la Roberdière, d'une messe à basse voix à heure convenable chascun jour de dimanche et feste gardée de l'église à la reserve des quatre festes principales de l'année et de la feste de s^t Blaize, patron de l'église parochiale de Vertou. Le chapelain qui desservira cedit bénéfice célébrera annuellement la messe aussy à basse voix en ladite chapelle aux festes s^t Gildas, s^t Claude, s^{te} Geneviefue, s^t Anthoine et s^{te} Elisabetz, le tout priant Dieu pour le repos des ames de la ditte fondatrice, du dit feu sieur de Boisberaud et de tous bienfacteurs, parants et amys trépassés, et à l'endroit de l'offertoire de chascunes des dittes messes, le dit chapelain fera la prière pour la ditte dame fondatrice et pour ses successeurs, seigneurs de la ditte terre de la Roberdière, leurs parants, amis et bienfacteurs, et se tournant vers le peuple les recommandera aux prières des assistants et de dire chascun le *Pater noster* et *Ave Maria*, priant Dieu pour le repos de leurs ames, et à l'issue de la ditte messe le prestre qui la célébrera dira le psalme *De profundis*, suffrages et oraisons accoutumées à la susdite intention.

« Pour dotation et entretien duquel service la ditte dame de Boisberaud a donné et légué la somme et nombre de cent livres tournois de rante annuelle et perpetuelle à prandre sur le fonds et reveunus de la ditte maison, terre et dépendances de la Roberdière, et dont le payement sera faiet par lad. dame et ses successeurs, seigneurs et possesseurs de lad. terre de la Roberdière, nettement et quittement au chapelain titulaire de la ditte chapellanye, par les années aux festes de Noël, comme leur eschoiront à commencer le premier payement à la feste de Noël de l'an prochain mil six cent quatre-vingt (1). »

(1) Extrait de l'acte de fondation d'une messe, tous les jours de dimanches et festes de l'année, dans la chapelle de la maison de la Roberdière, en date du 22 décembre 1679, au rapport de Le Nerle, notaire royal à Nantes.

Cet acte de fondation ne concorde pas avec le passage du procès-verbal de la visite paroissiale d'Antoine Binet, qui désigne, à tort, Antoine Le Lou comme fondateur de la chapelle domestique de la Roberdière, chapelle possédée et servie en 1683 par messire Estienne Branger, prestre de Château-Thébaud⁽¹⁾.

A la date du mois de septembre 1694 se trouve un aveu fourni à MM. les commissaires du roi, par « escuyer Claude Le Lou, seigneur de la Mercredière et de la Roberdière, héritier principal et noble de deffunct escuyer Anthoine Le Lou, vivant seigneur de la Roberdière, son oncle. »

Par contract passé au tablier de M^e Desboys, notaire royal, le sept février 1741, messire Louis Le Loup, chevalier, seigneur de la Mercredière, et dame Peronnelle de Racinoux, son épouse, vendirent la terre de la Roberdière, à dame Renée Arnollet, veuve de maître Claude Chalumeau, vivant conseiller du Roy, directeur et trésorier de la monnaie de Nantes.

Renée Arnollet Chalumeau et Chalumeau de la Charlière figurent au nombre des témoins de la bénédiction de la nouvelle chapelle de la Placelière, gentilhommière voisine de la maison noble de la Roberdière. Cette cérémonie religieuse, présidée par Pierre-Noël Bourgeois, prêtre et recteur de Saint-Cyprien, près Montfaucon (Anjou), eut lieu le 22 avril 1748⁽²⁾.

La terre de la Roberdière appartenait à Jean-Claude-René Chalumeau, lorsque éclata la guerre fratricide de 1793, *la grande guerre*, comme disent encore les petits-fils des anciens soldats de Charette. La famille Chalumeau se retira dès lors à Guérande, où, depuis son alliance avec la famille Planchette de Tréhé, elle possédait d'importantes propriétés.

Au mois de septembre 1793, des troupes républicaines, venues du camp de Ragon, incendièrent plusieurs villages et maisons nobles de la rive gauche de la Sèvre : de ce nombre furent le village des Regniers, et les maisons de la Salmonnière et de la Roberdière.

(1) *Visites paroissiales du P. Antoine Binet, grand vicaire de l'évêque de Nantes, abbé de Melleraye, Archives départementales.*

(2) Archives municipales de Château-Thébaud, liasse GG-8.

Cette dernière demeure, autant qu'il est possible de la reconstituer par l'examen de ses ruines et les souvenirs des anciens du pays, avait conservé jusqu'à la fin du dix-huitième siècle le véritable aspect d'un manoir, habitation qu'il ne faut pas confondre avec le château, comme le fait observer, en ces termes, M. Viollet-le-Duc :

« C'est la maison des champs placée, au point de vue architectonique, entre le château féodal et la maison du vavasseur, degré supérieur de la classe attachée à la terre seigneuriale. Le manoir est une maison de campagne suffisamment fermée pour être à l'abri d'un coup de main tenté par quelques aventuriers, mais qui ne prétend point résister à un siège en règle ⁽¹⁾. » Telles étaient les anciennes dispositions de la Roberdière. Autour du logis principal se groupaient les bâtiments ruraux, les étables, les granges, les pressoirs; le tout enclos d'une muraille. Il n'apparaît pas de traces d'anciennes douves, mais plusieurs vieillards se souviennent des quatre tours qui flanquaient les angles du manoir : l'une d'elles se voyait encore, il y a trente ans, avec ses meurtrières et recouverte d'une toiture aiguë; et sur le plan cadastral de la commune de Vertou se distinguent les indications des deux tours de l'ancienne maison forte de la Roberdière, placées aux extrémités de la façade septentrionale. Les parties les plus anciennes de ces ruines, comme nous l'avons déjà préjugé, ne devaient pas être antérieures au xve siècle.

Disons aussi que ces restes de constructions féodales durent être remaniés dans les premières années du xvii^e siècle, comme le fait pressentir le procès-verbal de la prise de possession de la Roberdière, par Pierre Richerot, en 1601. Dans ce procès-verbal, dressé par Mes Jean Quenille et Mathurin Boutard, notaires royaux, la maison principale et ses servitudes ne présentent que des ruines :

« La couverture de la tour, dans laquelle est le vir (l'escalier),

(1) *Dictionnaire raisonné de l'Architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, t. VI, pp. 300 et 303.

qui est de briques, est toute rompue et la cherpante rompue pareillement, et menace le dit vir et couverture d'iceluy de tout proche ruyne, s'il n'est refait en bref tout à neuf. Le plancher des chambres haultes et antichambres a costé est découvert et percé en plusieurs endroits. Le logis où est le pressoir est presque entièrement découvert. Les laicteries et granges au joignant sont fort caducques et ruineuses, les murailles de la cour tombées, et quand à la grande porte de la cour ny sa petite a costé ny a aucunes fermetures de bois ny aultres choses, à la chapelle dudict lieu ny a aucun autel ny porte. »

« L'estang devant la maison est tout escoulé et la chaussée cassée en un endroit; le reste fort bas et de peu de valleur, tellement qu'il la faudroit refaire tout à neuf pour tenir l'eau. La chaussée du petit estang au-dessus est aussi cassée et y faut beaucoup de réparations. »

De petits étangs, dit l'acte de vente, étaient placés au-devant du grand portail. Cette indication permet d'admettre qu'au xve siècle, il existait des douves défendant l'approche du manoir.

La petite chapelle, placée hors des murs d'enceinte du logis seigneurial, à l'angle sud-est de l'étang, était, jusqu'à la veille de sa démolition (1843), l'objet d'une dévotion populaire. On y venait en pèlerinage de fort loin, du Bocage et du pays de Retz, pour la guérison des engelures, des *jalles*, suivant l'expression du pays : de là le nom de *saint Jaloux*, donné, par les habitants des villages voisins, à l'une des statuette qui se trouvaient dans la chapelle.

Après la pacification de la Vendée, la famille Chalumeau revint à la Roberdière, dont les ruines solitaires avaient plus d'une fois servi de refuge à quelques paysans vendéens. Mais soit que l'état de cet ancien domaine ne permit pas une résidence habituelle, soit que la terre de la Roberdière offrit moins d'intérêt ou de charme que les campagnes guérandaises aux vastes horizons, c'était au milieu de ces dernières que résidait plus ordinairement la famille Chalumeau, comme le prouvent les registres de

la mairie de Guérande, d'où nous allons extraire les dates des principaux événements de cette famille.

Le 24 fructidor an VI (10 septembre 1798), eut lieu à Guérande le mariage de Mathurin-Rémi Bedeau-Launay, ex-capitaine de vaisseau, âgé de 38 ans, originaire de la commune d'Oudon, fils de Louis-Hilarion Bedeau-Launay⁽¹⁾ et de Françoise Simon de la Breteignerie, avec M^{lle} Marie-Michelle-Prudence Chalumeau, âgée de 30 ans, originaire et domiciliée à Guérande, fille de Jean-Claude-René Chalumeau et de Marie-Anne-Françoise Planchette de Tréhé. De ce mariage, naquit à Guérande : Jean-Marie-Prosper Bedeau, le 1^{er} nivôse an VIII (22 décembre 1799), et Marie-Joseph-Victor Bedeau, le 6 vendémiaire an X (28 septembre 1801).

Mais si Guérande fut le lieu de naissance de Prosper et de Victor Bedeau, il n'en faut pas conclure, comme l'ont fait plusieurs écrivains, que cette même ville ait été le berceau du général Bedeau.

La famille Bedeau, comme nous l'avons déjà dit, habitait alternativement Guérande et la Roberdière. C'est à cette dernière terre, dans une chambre haute de l'ancien logis, qui, si nous en exceptons les tours démantelées, n'avait plus rien de seigneurial, que naquit, le 19 août 1804⁽²⁾, Marie-Alphonse Bedeau, dont le nom est à jamais lié aux plus beaux fastes militaires de notre armée d'Afrique.

Voici, d'après le registre de naissances de la commune de Vertou (Loire-Inférieure), pour l'an XII, l'extrait de naissance du général :

(1) Voir, à la fin de cet article, les notes généalogiques sur la famille Bedeau.

(2) Le 1^{er} fructidor an XII correspond au 19 août 1804, et non au 10 août, comme l'ont imprimé plusieurs journaux d'après le Dictionnaire des Contemporains de M. Vapereau. Mais cette petite erreur est beaucoup plus excusable que celle du *Moniteur*, qui enregistre la nouvelle de la mort du général Bedeau d'une manière aussi laconique qu'inexacte : « M. le général Bedeau vient de mourir à Vertou, près de Nantes. » — *Moniteur Universel*, 1^{er} nov. 1863.

MAIRIE DE VERTOU.

« QUATRIÈME ARRONDISSEMENT COMMUNAL DU DÉPARTEMENT DE
« LA LOIRE-INFÉRIEURE.

« Du deux fructidor an douze de la République française.

« Acte de naissance de Marie-Alphonse Bedeau, né le jour
« d'hier, à midi, au lieu de la Roberdière, fils de Marie-Mathurin-
« Remi Bedeau et de Marie-Michelle-Prudence Chalumeau.

« Le sexe de l'enfant a été reconnu être masculin.

« Premier témoin, Pierre Raguideau, rentier, âgé de cinquante-
« neuf ans, demeurant commune de Couëron, oncle de l'enfant.
« Second témoin, Louis-Jean-Marie Lepourceau de Tréméac,
« rentier, âgé de quarante-cinq ans, demeurant commune de
« Nantes, rue d'Argentré, paran du trois au quatre de l'enfant.

« Sur la déclaration à nous faite par le citoyen Marie-
« Mathurin-Remi Bedeau, ancien capitaine de vaisseau, âgé de
« quarante ans, demeurant dite commune de Nantes, rue
« Mabli, qui a dit être père de l'enfant. Et ont, après lecture
« faite aux comparans, signé.

« Constaté suivant la loi par moi Alexandre Souvestre, maire
« de la commune de Vertou, faisant les fonctions d'officier
« public de l'état civil.

« MARIE BEDEAU, ancien capitaine de vaisseau; RAGUIDEAU,
« DE TRÉMÉAC et SOUVESTRE. »

Le 21 août 1804, eut lieu, dans l'ancienne église des Bénédictins de Vertou, le baptême de Marie-Alphonse Bedeau, tenu sur les fonds baptismaux par M. Pierre Raguideau, son oncle, et M^{me} Jeanne-Perrine-Marie-Anne Godet de Chatillon, dame de Tréméac⁽¹⁾.

Le jeune Alphonse Bedeau passa ses premières années à la Roberdière, et les doux souvenirs de cette terre devaient lui revenir au cœur lorsqu'il prononçait ces paroles : « J'ai été élevé par une mère chrétienne, qui m'apprit le devoir et à souffrir pour lui⁽²⁾. »

Nous ne suivrons pas Alphonse Bedeau du collège de la Flèche, où il entra en 1817, jusqu'au 2 décembre 1851. Ce n'est pas ici le lieu ni l'heure d'écrire la biographie de ce vaillant soldat; mieux vaut rester simple chroniqueur de village.

Le 15 décembre 1827, M. Émile-Joseph-Désiré Piston acquit, aux termes d'acte passé devant M^e Jousset, notaire à Nantes, la terre de la Roberdière, de Marie-Alphonse Bedeau, alors officier d'état-major. « Ladite terre appartenait audit sieur Alphonse Bedeau, pour l'avoir recueillie dans la succession de dame Marie-Michelle-Prudence Chalumeau, veuve de Mathurin-Reiny Bedeau, sa mère, dont il était héritier par moitié, ainsi qu'il résulte d'un partage sous signatures privées, en date, à Guérande, du 3 avril 1825. »

Enfin, en 1839, la Roberdière fut vendue à M. François Pilard, qui, dès 1841, aliéna quelques parcelles de cette terre, et revendit en 1842 le surplus de ce domaine à M. Michel Blot, de la Flèche.

C'est à dater de cette époque que les dépendances de la

(1) L'extrait de baptême du général a été publié le 4 novembre dernier, dans une lettre de M. l'abbé Michel, vicaire de la paroisse de Vertou, et adressée à l'*Espérance du Peuple*, journal de Nantes. Cette lettre rectifie, à bon droit, l'erreur commise par plusieurs écrivains qui désignent la ville de Guérande comme lieu de naissance du général.

(2) Paroles du général, rapportées par l'*Espérance du Peuple* du 31 octobre 1863.

Roberdière se transformèrent totalement : le taillis du Bois-Semé devint un vignoble, l'étang fut comblé, les chênes séculaires des avenues tombèrent sous la cognée, et les pierres de la chapelle et des vieilles tours fournirent à la construction de quelques servitudes rurales. Maintenant!... au lieu et place de la maison forte des seigneurs de Bois-Béraud, ne se trouve plus que le petit village de la Roberdière.

Par une belle matinée du mois d'août 1850, quelques personnes, qui paraissaient étrangères au pays, vinrent à la Roberdière et s'informèrent des grandes transformations de cette ancienne seigneurie. L'un des visiteurs prenait un vif intérêt au récit de ses changements successifs : il parcourait minutieusement toutes les parties de ce domaine, visitant les prairies, la fontaine du Bois-Semé, et surtout les petites chambres du vieux logis. Mais quand il fut en présence des anciens serviteurs de la maison, cette entrevue fit naître un échange spontané d'émotions et d'attendrissement. Ces bons vieillards étaient heureux et fiers d'une reconnaissance inespérée. Dès lors, le nom du visiteur vola de bouche en bouche, et le soir même, *à la réciée*, on ne parlait, dans les villages du Pâti-Viaud, des Bauches, de la Hée et de Langebert, que de la visite à la Roberdière du général Bedeau, la dernière qu'il fit à sa terre natale.

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉCLARATIONS POUR LA RÉFORMATION DES DOMAINES.

SUITE DE L'ACTE CITÉ P. 235 (1).

« Et premier les terres nobles ,

« A savoir : Une portion de bois de haulte futaie du dit lieu noble de la Roberdière , en la paroisse de Vertou , appelé le *Bois-Semé* , à prendre depuis le chemin qui conduit du moulin des *Regniers* aux *Navinaux* , jusqu'à un petit fossé joignant le surplus du dit bois , qui est à présent tout en un tenant. Le dit quanton de bois tenu noblement à foy , hommage et rachapt quand le cas y eschait et procedant de lantier patrimoine de la dite Dame Geneviève Richerot , comme héritière de feu noble homme Pierre Richerot , sr de La Fontaine , son père.

« Item un quanton de terre noble , situé joignant la forêt de *Baucoüé* , en la dite paroisse de Vertou , affeagée au dit feu sieur de Bois-Berault , par les Commissaires de Sa Majesté , par contract du premier octobre mil six cent quarante , contenant quinze journeaux et demy , faisant partie de dix-huit journeaux contenus au dit contract d'afféagement. Le surplus qui est deux journeaux et demy ayant esté retranché par les Juges et Officiers des Eaux et Forestz. Le dit quanton borné d'un costé le fossé de la forest de *Baucoüé* , d'autre costé la terre de la *Barilotière* et d'un bout le chemin de la *Buronnerye* , sur quoy est deub deux sols monnoyes par journal , de rante feodalle et la foy , homage et rachapt quand le cas y eschait. Le dit rachapt à bonny au doublement de la dite rante.

« Item cinq journeaux de terre noble dans la tenue de la *Barilotière* , en la dite paroisse de Vertou , entre la fosse de la *Barilotière* , le chemin de la Forest à la *Buronnerye* et le quanton de *Baucoüé* , cy-dessus déclaré , faisant partie de trante journeaux contenus au contract d'afféagement qui en auroiet esté faict par les dits srs Commissaires de Sa Majesté à honorable homme Jean Berthelot , traitant pour luy et le dit sr de Bois-Berault

(1) Nous donnons *in extenso* cette déclaration , parce qu'elle fournit des renseignements sur l'ancien état topographique de cette partie de la commune. Nous avons mis en *italique* les noms aujourd'hui perdus ou bien altérés dans leur orthographe originale : car , comme le dit très-bien M. de Gourgues , « c'est principalement dans les formes primitives qu'il est possible de reconnaître la génération des noms. »

et autres, en datte du vingt-cinq septembre mil six cent quarante. Chacun journal tenu à cinq sols monnoye de rante feodalle et outre à foy, homage et rachapt à bonny au doublement de la dite rante.

« Ensuit la teneur des terres et heritages roturières :

« Un clos de vignes blanches, appelée le clos des *Bas-Surgereulz*, contenant sept vingt boixelées de terre ou environ, mesure nantaise, borné d'un costé et d'un bout le chemin qui conduit de la *chapelle de St-Gabriel* à Nantes, d'autre costé vigne aux Bahuaux et d'autre bout le chemin qui conduit du moullin des *Regniers* aux *Navinaux*.

« Item le pasty du dit lieu de la Roberdière, autrefois appelé le *Pasty-Laurans*, contenant cinquante-cinq boixelées et demy de terre, dicte mesure nantaise, borné d'un costé par endroit le dit clos de *Surgereulz* cy dessus et par autre endroict vigne cy après à la dame déclarante et autres vignes appelée les *Brillettes*, et d'un bout terre du lieu de la *Nouë de l'Isle* et d'autre bout le dit chemin conduisant de la *chapelle Saint-Gabriel* à Nantes. Les dits clos de vigne, de *Surgereul* et pasty de la Roberdière, procedant de l'ancien estoc et patrimoine de la dicte dame Richerot comme héritière du dit feu s^r de la Fontayne, son père.

« Item une maison couverte de thuilles apellé *le Chauffateur*, en la dite paroisse de Vertou, avec ses rues et issues et jardins au derrière, contenant trois boixelées de terre ou environ, joignant aux terres de Pierre Brossaud, Pierre Noüet et *Louche-du-Pinier*, procedant d'aquestz faits par le dit feu s^r de Bois-Béraud, d'avec Michel Lemerle et Renée Nonët, sa femme, par contract du douze mars mil six cent quarante-trois, laquelle tenu noblement à foy, homage et rachapt.

« Item un quanton de vigne, contenant vingt-quatre homées situées au clos des *Surgereulz*, exploité à devoir de tiers par divers particuliers soubz la dite dame. Acquis par le dit feu s^r de Bois-Béraud, de Michel Lemerle, Pierre Noüet, Pierre Ertaud et autres, par contract du douze décembre mil six cent quarante-quatre; le dit quanton situé entre le pasty de la Roberdière, le moullin des *Regniers* et les chemins sus mentionnés.

« Item trois boixelées nantaises de terre, dans le *jardin de Surgereul*, borné d'un costé et d'un bout le chemin qui conduit aux *Bourdaines*, d'autre bout et costé terre cy-devant à la dite dame.

« Item un petit quanton de terre, dans lequel *il y a une fontaine, au petit jardin de Surgereul*, contenant avec ses rues et issues et emplacement d'une petite tour ruinée, au bout du jardin, une boixelée nantaise, borné d'un costé terre à la dite dame, d'autre costé au s^r Berthelot et à la veuve Chesneau. Le tout situé en la dite paroisse de Vertou et aussy dépendant de laquest faict par ledit feu sieur de Bois-Béraud, par le dit contract du douze décembre mil six cent quarante-quatre.

« Sur tous lesquels héritages roturières sus déclarés qui sont situés au tènement de *Surgereul*, la dite dame de Bois-Béraud doit dix-neuf sols quatre deniers, pour aider à parfaire le nombre de quatre livres de rentes féodales seigneurieuses dues au Roy, en sa recette de Touffou, sur tout le dit tènement de *Surgereul*.

« Item un corps de logis couvert de thuilles, situé au village des Regniers, en la dite paroisse de Vertou, rues et issues qui en despendent, borné par le devant chemin du dit village, d'autre bout aux caus ayant de M. Guillaume Régnier et d'autre costé aux caus ayant du s^r Guillaume Sorin et d'autre costé l'issue qui conduit au grand chemin.

« Item un moulin à vent turquois, appelé le moulin des Regniers, en la dite paroisse de Vertou, situé entre les fiefs des vignes des *Brillettes les Bourdainnes, les Tirottes*?

« La dite maison et moulin acqui par ledit feu s^r de Bois-Beraud, d'avec noble homme Louis Mesnard et dame Françoise Gérard, sa femme, par contract du six décembre mil six cent quarante, au payement et serment desquelles rentes et autres devoirs cy-dessus elle s'oblige sous l'obligation et hypothèques des dits héritages.

« Laquelle présente déclaration elle affirme véritable, sans y vouloir adjouter ni diminuer, et p^r la validité et exécution des présentes : elle a esleu son domicile en cette ville de Nantes, en la maison et personne de M^e, auquel elle a donné pouvoir à mes dits sieurs les Commissaires, consentir d'être enrôlée au dit papier terrier pour les dites rentes et devoirs, défendre à tous moyens d'impuissance qui pourraient estre fournis contre la dite déclaration, et généralement, etc.

« Fait à Nantes, au tablier de Lemerle, l'un des dits notaires, le neuvième jour de décembre l'an mil six cent soixante-dix-huit, et a signé au registre :

« Genevieve RICHEROT, LEBRETON, n^{ro} royal ; LEMERLE, n^{ro} royal.

« Par sentence rendue par mes dicts sieurs les Com^{res}, le vingt-unième aoust mil six cent quatre-vingt, est ordonné que la dame Richelot (*sic*) ne pourra prétendre aucun distroit a cause du moulin par elle déclaré situé au village des Regniers, sauf la condamnation des arrerages de rentes portées par la dite sentence et la présente déclaration recue sans préjudice d'autres impuissance s'il y eschet.

« VACHER. »

ESSAI GÉNÉALOGIQUE

SUR

LA FAMILLE DU GÉNÉRAL BEDEAU.



Cette famille, originaire du comté Nantais, se divisa, vers le milieu du ^{xvii}^e siècle, en deux branches, dont l'aînée, qui nous occupe ici, vient de s'éteindre en la personne du général Bedeau.

La filiation suivante a été établie sur :

1^o La déclaration fournie à la Chambre des Comptes de Nantes, pour la réception de Mathurin Bedeau comme conseiller auditeur, en 1644 ⁽¹⁾;

2^o Les documents et les notes manuscrites du Fonds Bizeul ⁽²⁾;

3^o Les papiers de la famille du général Bedeau ⁽³⁾;

4^o L'extrait des Registres du Parlement de Bretagne, en date du 8 mars 1786 ⁽⁴⁾, « contenant l'arrêt rendu par ladite cour de parlement à la requête de Messire Joseph-René-Jean Bedeau et Marie-Mathurin-Remy Bedeau, aspirant garde de la marine, frères, et Messire Guillaume-Laurent Bedeau, sieur de l'Écochère, pour lui et escuyer Guillaume-François Bedeau, son fils. »

Le premier degré articulé par ce dernier titre est celui de Pierre Bedeau, échevin de Nantes; mais la déclaration que fournit à la Chambre des Comptes Mathurin Bedeau donnant les noms de son aïeul et de son bisaïeul, nous établissons ainsi les

(1) Minutes de la Chambre : Arch. départementales de la Loire-Inférieure

(2) Bibliothèque publique de Nantes.

(3) En possession de la famille de Busnel.

(4) Étude de M^e Radigois, notaire à Ancenis.

degrés de la famille, qui porte pour armes : D'AZUR AU CHEVRON D'OR, ACCOMPAGNÉ EN CHEF DE TROIS MERLETTES D'ARGENT, CELLE DU MILIEU COURONNÉE, ET EN POINTE D'UNE MASSUE D'OR.

I. Guillaume Bedeau, greffier civil du présidial de., notaire royal audit lieu, vivant dans la première moitié du xvi^e siècle, qui, de Marguerite Turmeau, laissa :

II. Hardouin Bedeau, mari de Jeanne Nail, sieur et dame de la Raillière, qui eurent pour fils :

III. Pierre Bedeau, premier du nom, sieur de St-Lô et de Launay, reçu docteur en médecine à la faculté de Nantes le 22 mai 1597, suivant ses lettres de réception (1). Neuf ans après, ses talents lui méritèrent la charge de médecin du roi, dont Henri IV le gratifia par brevet du 9 octobre 1606. Le 1^{er} mai 1613, eut lieu sa nomination d'échevin de la ville de Nantes, suivant la volonté du roi; charge qu'il occupa jusqu'en 1615 et en vertu de laquelle il fut anobli (2).

En 1619, Pierre Bedeau exerçait la charge de médecin du duc de Vendôme. Cette charge n'était pas seulement honorifique, mais il en remplissait les fonctions avec zèle et dévouement, comme le prouve la pièce suivante :

« Aujourd'huy quatorziesme jour d'octobre mil six cens dix neuf, Monseigneur le duc de Vandosme, de Beaufort et d'Étampes, pair de France et gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Bretagne, estant à Vandosme, reconnaissant les bons et agréables services que lui a rendus et rend continuellement Monsieur Bedeau, conseiller et médecin ordinaire de Sa Grandeur, luy a pour ces considérations et afin de lui donner plus de moyens de s'entretenir selon son mérite et sa qualité, donné et octroyé, donne et octroye, par chacun an d'augmentation de sa pension ordinaire, la somme de trois cens livres, a commencer du premier jour de janvier dernier passé, qui lui sera payé par son trésorier général sur les deniers casuels et extraordinaires

(1) Cette intéressante pièce, revêtue des signatures de six docteurs médecins, existe en original à la Bibliothèque de Nantes, Fonds Bizeul.

(2) Livre doré de l'Hostel de ville de Nantes.

de son domaine. Et pour témoignage de ceste sienne volonté, Sa Grandeur m'a commandé luy en expédier le présent brevet, qu'il a voulu signer de sa main et estre contresignée par moy son secretaire ordinaire.

« CÉSAR DE VANDOSME.

« Par Monseigneur,

« FAVRE. » (1)

Le 6 septembre 1623, mourut, au château d'Anet, la duchesse de Mercœur, belle-mère du duc de Vendôme. Il existe une relation de cet événement, écrite en vers, par Charles Bouvard (2). Dans cette curieuse pièce de poésie, où se trouvent rapportés tous les incidents et détails intimes de la maladie et de la fin de cette princesse, qui joua un si grand rôle à Nantes pendant la Ligue, le nom du docteur Bedeau est plusieurs fois cité, et toujours avec l'expression d'une haute estime de la part du docteur-poète Bouvard :

« ... Bedeau médecin, fort capable et sçavant,

« Tel qui à si grand Duc devoit estre servant. »

Pierre Bedeau avait épousé demoiselle Marguerite Blanchard, qui lui survivait en 1657, et non Marie de Bourgogne (3), ainsi que le dit M^r P. de Courcy, dans son *Nobiliaire et Armorial de Bretagne*, 2^e édition, t. I, p. 47.

Marguerite Blanchard était fille aînée de noble homme Julien Blanchard et de demoiselle Marguerite Durand, sieur et

(1) Original en parchemin : Bibliothèque de Nantes, Fonds Bizeul.

(2) Description de la maladie, de la mort et de la vie de Madame la duchesse de Mercœur. — *Paris, Jean Libert, M.DC.XXIV, in-4^o, 77 pp.*

Charles Bouvard, né à Montoire, près Vendôme, en 1572, reçu docteur à la faculté de Paris en 1606, surintendant du Jardin des Plantes, puis premier médecin de Louis XIII en 1628. Outre l'ouvrage que nous venons de citer, on a encore de Bouvard un livre médiocre, mais assez rare, sur l'état de la médecine à cette époque. Il mourut le 22 octobre 1658. — Voir la *Biogr. universelle de Michaud*.

(3) Marie de Bourgogne épousa Pierre Bedeau, deuxième du nom, procureur du roi à Nantes, ainsi qu'on le verra ci-après.

dame du Vignau et de Launay. Julien Blanchard étant décédé, le 16 janvier 1619, dans sa maison de Launay, Pierre Bedeau, son gendre, lui fit élever un mausolée dans la chapelle de cette maison. Voici la reproduction de l'inscription tumulaire :

CY DEVANT GIST NOBLE HOMME JULIEN
BLANCHARD VIVANT SIEUR DU VIGNAU
' ET DE LAUNAY QUI DÉCÉDA EN SA
MAISON DE LAUNAY LE VII DE
JANVIER M.VI^c.XIX.

PASSANT SI TU DÉSIRE SCAVOIR
QUELLE A ESTÉ SA VIE, QUELLES SES ACTIONS
ET SES MŒURS, TU LES TROUVERAS EM-
PREINCTES EN LA MÉMOIRE ET GRAVÉES
DANS LES COEURS DE SA FEMME ET DE SES
ENFANS, DE SES PARENS, DE SES AMIS ET
DE TOUS LES HABITANS DE CETTE PAROISSE
ET DE LA PLEUSPART DES AUTRES CIR-
CONVOISINES ET CELA TE SUFFISE. — PRIE
POUR LUI ET IL PRIERA POUR TOI.

PIIS DEFUNCTI MANIBUS SACRABAT MOERENS
P. BEDEAU CONSIL. ET MEDICUS CHRIS-
TIANISSIM. REGUM HENRICI IV. ET
LUDOVICI XIII ILLUSTRISSIMI QUE PRINCIPIS
CÆSARIS DE VANDOSME BRITANNIÆ PROREGIS
ORDINARIJ QUI DEFUNCTI FILIAM NATU MAJOREM
UXOREM HABET.
M.VI^c.XIX.

- Du mariage de Pierre Bedeau et de Marguerite Blanchard naquirent :

- 1° Mathurin Bedeau, qui suit ;
- 2° Pierre Bedeau, qui forma la branche cadette, seule existante aujourd'hui ⁽¹⁾ ;
- 3° Louise Bedeau, mariée à noble homme Jean de Moayre, conseiller du roi, auditeur à la Chambre des Comptes ;
- 4° Marguerite Bedeau, mariée à écuyer René Godet, sieur du Perray, conseiller au présidial de Nantes.

IV. Mathurin Bedeau, sieur de Saint-Lô, reçu avocat au Parlement de Rennes le 15 avril 1642, et secrétaire-auditeur à la

(1) IV. Pierre Bedeau, II^e du nom, sieur de Launay, procureur du roi à Nantes, qui épousa Marie de Bourgogne, d'où naquirent :

V. Guillaume Bedeau, I^{er} du nom, sieur des Renardières, maître des Comptes, reçu le 19 novembre 1682. Il épousa Andrée Martineau, d'où naquirent :

- 1° Guillaume Bedeau, qui suit ;
- 2° Anne Bedeau, mariée à Joseph de la Fomersie, sieur de Kerambart.

VI. Guillaume Bedeau, II^e du nom, sieur de l'Écochère, maître aux Comptes reçu le 5 janvier 1709, par le décès de son père, marié à Jeanne Ragaud, d'où naquirent :

- 1° Guillaume Bedeau, qui suit ;
- 2° Michel Bedeau, sieur de l'Oisellerie, capitaine d'infanterie, non marié ;
- 3° Jeanne-Françoise Bedeau, mariée à Louis Dieuzy, sieur de la Varenne ;
- 4° Marie-Céleste-Aimée Bedeau ;
- 5° Jean-Ignace Bedeau, chanoine de Notre-Dame de Nantes (*) ;
- 6° Anne Bedeau, religieuse.

VII. Guillaume Bedeau, III^e du nom, sieur de l'Écochère, qui épousa, en 1751, Marie-Adélaïde de Monty, d'où naquirent :

- 1° Guillaume-Laurent Bedeau, qui suit ;
- 2° Marie-Michel Bedeau, mort en bas âge.

VIII. Guillaume-Laurent Bedeau, s^r de l'Écochère, qui épousa, en 1778, Sophie-Jeanne-Marie du Breil du Buron, qui eurent pour fils :

- 1° Guillaume-François Bedeau de l'Écochère, capitaine d'infanterie, mort, non marié, en 1849 ;
- 2° Clovis-Guillaume-Jean Bedeau de l'Écochère, qui suit :

IX. Clovis-Guillaume-Jean Bedeau de l'Écochère, marié à Marie Deruais, mort le 10 septembre 1843, père des Bedeau de l'Écochère qui existent actuellement.

(*) Dans la Monographie de la Collégiale de Notre-Dame de Nantes, M. Stéphane de la Nicollière indique au nombre des chanoines de ce Chapitre deux autres membres de cette famille, dont nous n'avons pas trouvé la filiation.

Chambre des Comptes de Bretagne le 14 mars 1644. Il épousa Marguerite Milsent, d'où naquit :

V. Mathieu Bedeau, premier du nom, sieur de Launay, reçu maître aux Comptes le 13 août 1677, et mort le 13 octobre 1694. Il avait épousé Anne Guy, d'où sortirent :

- 1° Mathieu Bedeau, deuxième du nom, sieur de Launay ;
- 2° Pierre Bedeau, qui suit ;
- 3° Thérèse Bedeau, mariée à Honoré Nepvouet, s^r du Brandy, maître aux Comptes en 1699.

VI. Pierre Bedeau, III^e du nom, sieur de Launay, épousa Marie-Anne-Adélaïde-Aimée Despinose, d'où naquirent :

- 1° Honoré-Joseph Bedeau, sieur de Launay ;
- 2° René-Louis-Hilarion Bedeau, qui suit ;
- 3° Anne-Aimée Bedeau, mariée au sieur Gilles Fouchard, avocat ;
- 4° Suzanne-Claire Bedeau, mariée au sieur Daniel-Denis Ral ;
- 5° Anne-Catherine Bedeau, mariée au sieur Julien du Pé, chevalier de l'ordre militaire de saint Louis.

VII. René-Louis-Hilarion Bedeau, sieur de Launay, qui épousa Françoise Simon de la Bretaignerie, d'où sont sortis :

- 1° Joseph-René-Jean Bedeau, sieur de Launay, officier au régiment d'Agenais ;
- 2° Marie-Mathurin-Rémi Bedeau, qui suit ;
- 3° Françoise Bedeau, mariée à Jean Bertrand de la Gillais.

VIII. Marie-Mathurin-Rémi Bedeau, né le 19 octobre 1760, mort à Guérande le 23 septembre 1819 ; aspirant garde de la marine le 10 février 1780, garde de la marine le 11 juillet 1781, élève du 1^{er} mars 1786, lieutenant de vaisseau du 17 juin 1788 ; compris au même grade dans l'organisation qui eut lieu le 1^{er} janvier 1792, capitaine de vaisseau de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1793, démissionnaire le 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796) ; marié le 10 septembre 1798, à Michelle-Prudence Chalumeau, dame de la Roberdière. De ce mariage sont provenus :

- 1° Jean-Marie-Prosper Bedeau, né à Guérande le 22 décembre 1799, mort en bas âge ;

- 2° Marie-Joseph-Victor Bedeau, né à Guérande le 28 septembre 1801, marié à Caroline-Joseph-Madeleine-Thérèse Rado du Matz, le 17 mai 1823, mort sans enfants le 17 mars 1843;
3° Marie-Alphonse Bedeau, qui suit :

IX. MARIE-ALPHONSE BEDEAU, né à la Roberdière, commune de Vertou, le 19 août 1804, lieutenant général, mort à Nantes le 30 octobre 1863, non marié. — En lui finit avec honneur la branche aînée de la famille Bedeau de Launay.



CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES
SUR LES
RANGÉES DE PIERRES
EN LIGNES PARALLÈLES

DANS LE DÉPARTEMENT DU MORBIHAN,

ET EN PARTICULIER SUR

LES FIGURES ET LES CARACTÈRES GRAVÉS SUR LES PIERRES

DU

GRAND DOLMEN DE LOCMARIAQUER.

EXTRAIT D'UNE LECTURE FAITE A LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES ,
LE 5 JANVIER 1849,

PAR M. LE RAY, D.-M.

I.

Vers l'automne de 1840, j'eus le désir d'aller visiter dans le Morbihan les monuments druidiques, et, entre autres, les rangées de pierres en lignes parallèles dont M. de Penhouet a parlé avec tant d'enthousiasme dans ses publications. J'y étais d'autant plus porté, que je venais d'achever la lecture du récit des voyages scientifiques que le R^d Baturst-Deane de Londres y avait faits en 1815 et 1817, pour vérifier par lui-même l'opinion que M. de P. avait émise : que ces longues files de pierres que l'on rencontre çà et là en Angleterre et en Bretagne, mais surtout dans les environs de Carnac, avaient eu pour but de figurer sur le terrain, par les ondulations de leurs lignes parallèles, les replis du serpent,

emblème du génie du mal dans l'antiquité; opinion qu'il partageait, du reste, avec ses amis de la Société des Antiquaires de Londres.

A ce premier but de promenade, j'en joignais un autre, celui d'examiner moi-même si réellement, comme l'avait dit M. de P. dans le premier fascicule de ses publications, les caractères tracés sur la pierre verticale du grand dolmen de Locmariaquer étaient aussi insignifiants que M. Renaud et lui l'avaient jugé, après la fouille qu'ils y avaient faite en 1811.

Je dois le dire de suite: dans la première partie de mon excursion, après la lecture du savant mémoire du R^d B.-D., et dans la seconde, après celle du compte-rendu de M. de P., j'ai éprouvé plus d'un mécompte. C'est que, il faut en convenir, les voyageurs qui font leurs explorations avec des idées préconçues, sont portés d'ordinaire à négliger ce qu'ils trouvent de contraire à leur opinion, et même assez souvent à justifier par des hypothèses ce qu'ils ne trouvent pas; et, d'une autre part, c'est que, dans une exploration hâtive, sans notes précises et avec des croquis rapides et incorrects, le voyageur se trouve obligé plus tard de compléter ses récits et ses dessins par des faits et des traits de pure imagination: dès lors, combien de pareilles appréciations des lieux et des monuments ne sont-elles pas préjudiciables à l'histoire des peuples chez qui on les observe.

Il faut le reconnaître, à la vérité, autant l'esprit se plaît à contempler de belles choses, et l'attention à se porter sur leurs moindres détails, et la main même, encore, à perfectionner ce qui est bien; autant l'esprit se trouve promptement fatigué à la vue de ces monuments primitifs en pierres brutes, détruits en partie et bouleversés au milieu des ronces. On est alors, malgré soi, pressé d'en finir, et, jugeant la chose comme serait le fait d'une imagination déréglée, d'une main rapide on enlaidit ce qu'on trouve laid, et sur les points indécis on passe outre, sans plus d'examen; ou bien encore, ce qui se voit souvent, quand un fait particulier est reconnu pour vrai, on en diminue de beaucoup la valeur en le généralisant outre mesure.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la vue sur le terrain des sinuo-

sités et des ondulations de quelques-unes de ces rangées de pierres dont le mouvement imite assez bien, effectivement, celui de la reptation du serpent, M. de P. s'est empressé d'admettre la même disposition pour toutes, et même pour leur ensemble sur toute l'étendue du terrain qu'elles occupent ; et puis, comblant leurs intervalles par des lignes de pierres imaginaires qu'il supposait avoir été détruites, il s'est alors créé l'image d'un serpent monstre. Le mot de *dracontium*, qu'il a créé, a tout d'abord fait fortune ; mais aujourd'hui, après des explorations plus attentives et plus générales, il a beaucoup perdu de son prestige.

Le résultat donc le plus certain de l'enthousiasme de nos savants antiquaires — et dont il faut leur garder une profonde reconnaissance, — c'est, en premier lieu, l'intérêt tout particulier qu'ils nous ont fait porter à cette partie de notre Bretagne, si intéressante par les nombreux monuments druidiques dont elle était recouverte à cette époque ; et c'est encore, surtout, l'exécution des plans exacts et dispendieux qu'ils nous en ont laissés, les seuls témoignages, il faut le reconnaître, qui nous resteront bientôt de leur existence passée.

En 1840, dans ma première excursion faite directement sur Carnac, la rangée près le village de Lemenec, quoique déjà fort éclaircie, comprenait encore un assez grand nombre de pierres debout pour rappeler la description que nos savants voyageurs nous en avaient faite ; comme aussi bien, près du bourg de Carnac, un assez grand nombre de hautes pierres qui commencent la rangée de la ferme de Kermor, étaient encore debout et à leur place primitive. Mais en 1844, en compagnie de MM. Delamare, professeur de l'École de médecine ; Peccot, bibliothécaire de la ville, et Thomas, naturaliste, nous étant dirigés tout d'abord vers le bourg d'Erdeven (pl. I), où, suivant MM. de P. et le R^d B.-D., nous devions trouver la tête du *dracontium*, nous eûmes la satisfaction, avec leur description à la main, de revoir en place la plupart de ces pierres de haute dimension, qui, en effet, sont bien le point de départ de cette

rangée la plus étendue et la mieux conservée qui commence au village de Kerzéro. Mais déjà, cependant, quelques-unes d'elles n'y étaient plus, et plusieurs autres étaient renversées et prêtes à servir à l'empierrement de la route nouvelle. Plus loin les lignes s'éclaircissaient davantage, et, du village de Lemenec à Carnac, le plus grand nombre de celles que j'y avais vues en 1840 avaient déjà disparu et étaient disséminées par fragments dans les environs, ou bien renversées et attendaient le marteau du casseur.

A l'exception, toutefois, de l'une d'entre elles, plus étroite à sa base qu'à son sommet, et que les habitants, à cause de sa singularité sans doute, s'étaient plu à laisser en place, seule et isolée au milieu du champ, comme pour causer par sa forme bizarre la surprise des passants et des touristes. Déjà je l'avais remarquée en 1840, sans y porter beaucoup d'intérêt; mais des artistes, en la prenant pour spécimen de ces pierres debout — dont on parle beaucoup, mais qu'on ne voit plus — et la répétant sans nombre dans leurs dessins, n'ont pas hésité à nous donner ces dessins pour *tableaux pris sur nature des pierres de Carnac* : de là même des discussions scientifiques !

Au delà du bourg de Carnac, plusieurs des pierres volumineuses qui commencent la rangée de la ferme de Kermor, et que par usage on fait remarquer aux étrangers, étaient encore pareillement renversées ou détruites; et, enfin, à partir de là jusqu'à Kerlescant, dernière limite du *dracontium*, il ne restait plus guère, pour points de repère de ces pierres en lignes, que des monceaux de leurs débris destinés à servir de clôtures à des champs improvisés, qu'effectivement, deux années après, en 1846, j'ai trouvés en pleine culture.

En suivant les sinuosités de ces rangées de pierres en lignes sur une étendue de plus de vingt kilomètres, il nous a été possible alors de comprendre comment, après les avoir tracées sur la carte et avoir rempli leurs intervalles par des lignes de pierres supposées, on obtenait bien en effet la figure d'un serpent gigantesque, la plus extraordinaire même qu'on ait jamais imaginé.

Malheureusement pour l'admission d'un fait aussi grandiose,

deux faits importants lui sont opposés : le premier, déjà remarqué par nos voyageurs eux-mêmes, c'est la trop fréquente interruption de ces rangées de pierres entre elles. La justification qu'ils en ont donnée, le besoin de ces pierres pour les constructions du voisinage, est acceptable pour quelques localités ; mais une observation plus générale et qui lui est contraire, c'est que ces pierres sont plus nombreuses et plus hautes là précisément où il y a une réunion de maisons, dont le lieu même, on peut le remarquer, sert à les désigner. Le second fait, non moins important que le premier, c'est que la direction de ces rangées de pierres est telle, pour chacune d'elles prise isolément, qu'il serait difficile de les mettre en ligne, et même parfois impossible : comme le seraient plus particulièrement celles en ligne droite, comme on le conceit. Ce ne sont pas d'ailleurs les moins remarquables : telle est celle de Sainte-Barbe (pl. I), qu'ils n'ont pu voir que de loin, et qui, par exception, n'est formée que par quatre rangs de pierres parallèles ; une seconde, de très-hautes pierres, au nord de Carnac, dont ils n'ont pas fait mention ; une troisième, au sud et à peu de distance de la ferme de Kermor, qu'il faut signaler pour la protection toute particulière que lui ont accordée les habitants, et conséquemment pour la bonne conservation de ses onze lignes de pierres restées debout ; et enfin, une dernière rangée, également en ligne droite et en assez bon état de conservation, située non loin du bourg de la Trinité, et que le hasard m'a fait traverser en 1846.

Tout en rejetant donc l'idée trop généralisée par nos savants voyageurs de l'imitation de la figure du serpent par la réunion de ces différentes rangées de pierres sur le terrain, il n'en faut pas moins reconnaître que cette figure est bien celle de quelques-unes d'entre elles (pl. I) ; comme encore il faut reconnaître la justesse des observations que l'exploration minutieuse de ces monuments leur a fait naître : entre autres, celle-ci, que si l'on rencontre assez fréquemment dans le pays quelques-unes de ces chambres couvertes et de ces élévations isolées de terre et de pierres que nous reconnaissons aujourd'hui pour être des tom-

beaux, il est encore plus fréquent de les rencontrer sur le parcours même, ou dans le voisinage de ces rangées ; d'où nous devons en conclure aujourd'hui que , puisque leur érection a dû avoir été faite sous la même inspiration religieuse , si ces dolmens et ces élévations factices sont des tombeaux , les pierres de ces rangées ne peuvent être elles-mêmes que des pierres sépulcrales.

Une autre particularité qu'ils ont remarquée, c'est l'établissement, à l'une des extrémités de quelques-unes de ces rangées, d'une aire formée par des pierres plates posées de champ et se touchant par leur bord, et d'une assez grande étendue pour contenir la réunion d'un grand nombre de personnes. Mais déjà, dans notre exploration de 1844, nous n'avons pu en retrouver qu'un seul exemple bien conservé, c'était celui de la rangée de Kerlescant , près le château du Laz. Tandis que , ce qui est plus fréquent, mais ce qui n'est pas aussi facile à expliquer, c'est l'énormité des pierres qui commencent chacune des lignes de ces rangées, de celles par conséquent qui se trouvent les plus rapprochées du lieu habité d'où ces lignes semblent partir ; comme sont celles près du village de Kerzéro, de la ferme de Kermor et du bourg de Sainte-Barbe. Je puis donner ces dernières pour exemples (pl. II et III). La position de ces pierres volumineuses a cela même de très-remarquable , que, quelle que soit la direction des rangées dont elles font partie, elles sont toujours placées sur des lignes faisant face au sud-est (direction du solstice d'hiver).

Quant à l'observation d'un aussi grand nombre de ces monuments et de ces pierres funéraires sur un espace aussi peu étendu , l'esprit se reporte involontairement à l'usage antique et encore conservé de nos jours dans certaines parties de l'Asie, de préférer pour l'inhumation des corps un lieu révééré par des souvenirs religieux (Note 1). Or, cette partie de la Bretagne, à portée de plusieurs points faciles de débarquement , pourrait bien , en effet, avoir été celle où les druides seraient venus descendre pour la première fois et y fonder leur culte. (Note 2.)

II.

Après avoir traversé le bras de mer de la Trinité, on ne rencontre plus aucune de ces rangées de pierres en lignes parallèles que nous venons de voir être si nombreuses et dans toutes les directions aux alentours du bourg de Carnac. L'érection de tant de monuments funéraires sur un espace aussi peu étendu que celui qui sépare le bras de mer de l'Étel de celui de la Trinité, quand il ne s'en voit plus au delà, vient appuyer tout particulièrement l'idée que leur accumulation sur ce point provient de quelque motif religieux qui y est attaché; car, non-seulement il n'y a plus aucune apparence de ces rangées de pierres tumulaires, mais encore même les tombelles y sont des plus rares et à une très-grande distance les unes des autres.

Dans les environs du bourg de Crach, où, en 1846, il n'existait encore aucune route tracée, après une longue marche sans avoir rien rencontré, je me dirigeai à tout hasard vers une butte isolée et élevée que j'apercevais de fort loin et que je supposais être un tumulus, parce qu'elle était surmontée par une pierre longue et debout. C'était bien un tumulus en effet; mais ce qui me surprit, et ce qui n'est pas très-rare cependant, c'est qu'il était ouvert par le côté, et son corridor et sa chambre sépulcrale servaient d'habitation à toute une famille. Cette chambre était vaste et élevée, mais les pierres en étaient brutes et sans sculptures.

A Locmariaquer, où tout est grandiose en comparaison de ce qui se voit dans les autres localités, on nous fit passer, en 1844, à côté d'un tumulus qui avait été également ouvert par le côté et qui servait d'habitation à des pêcheurs; mais dont les pierres ont beaucoup plus de hauteur que celles du précédent, et, en outre, sont couvertes de sculptures en creux, à la façon de celles de l'isle de Gavrinis; c'est-à-dire, consistant, comme le tatouage, en lignes droites et courbes qui suivent les fissures naturelles

de la pierre, ses anfractuosités et ses saillies, sans autre motif apparent que celui d'une ornementation. En cela, il faut le remarquer, ces sortes de sculptures sont tout à fait différentes de celles que MM. de Penhouet et Renaud avaient vues en 1811 sur les pierres du grand dolmen de Locmariaquer, et que je désirais revoir après eux. Celles du plafond, disaient-ils, représentent en creux une figure fort bizarre, et celles du fond, des traits gravés en saillie, ou ronde-bosse, mais simples, uniformes et fort insignifiants.

Or, il est à observer, avant tout, que le chemin que l'on suit en quittant le bras de mer de la Trinité pour se rendre à Locmariaquer passe d'obligation, en raison de la déclivité du terrain, entre un très-grand peulven renversé et brisé, que l'on fait visiter par les touristes d'ordinaire, à cause de ses étonnantes dimensions, et le grand dolmen dont il est question ici, si remarquable lui-même par ses proportions et plus particulièrement par les sculptures dont il est recouvert et dont je vais bientôt m'occuper.

Cette circonstance d'un chemin fréquenté et qui passe entre un peulven et un dolmen, a déjà été signalée par des antiquaires, qui, en raison de sa fréquence, sans doute, l'ont regardée comme ne devant pas être l'effet du hasard. Je puis en effet en citer un second exemple qui se voit en Maine-et-Loire, sur la rive gauche de la Loire et sur l'ancienne voie qui conduit de l'église de Saint-Eusèbe à Saint-Georges-les-Sept-Voies. Là, comme à Locmariaquer, la déclivité du terrain oblige à passer entre un peulven de deux mètres de hauteur au plus, et un dolmen dans les mêmes proportions, et dont la pierre du fond, dans sa partie visible et hors de terre, est taillée semblablement en ogive, comme celle du dolmen de Locmariaquer (pl. IV, fig. 1); et de plus encore, comme elle, faisant face au sud-est. On ne saurait assurément préciser le motif secret du rapprochement de ces deux formes principales de ces monuments primitifs; mais si le peulven est l'image d'un rayon de soleil, comme les anciens l'ont dit, il est aussi, par conséquent, celle de la vie, par opposition au dolmen, au tombeau, qui est celle de la mort; comme si l'homme pendant

son existence — son passage sur la terre — avait besoin qu'on lui rappelât souvent et son point de départ et sa fin. Quant à la forme ogivale de la pierre du fond, quoiqu'elle ne soit pas ordinaire, elle n'est pas non plus fort rare. En 1844, nous l'avons retrouvée assez bien conservée dans la construction de l'un des dolmens qui surmontent un tumulus sur le parcours des rangées de Kerzéro ; en 1846, sur la route de Locmariaquer à Auray, j'en ai vu une autre encore mieux conservée, malgré l'état de dévastation du dolmen dont elle faisait partie (pl. IV, fig. 2). Eh bien ! cette forme, aussi elle, n'est pas arbitraire ni de hasard : elle a sa raison d'être dans une intention mystique et grave, dont l'explication nous est donnée précisément par celle du grand dolmen de Locmariaquer.

A ma première inspection de ce monument, en 1846, j'ignorais encore absolument que peu d'années auparavant il avait été visité avec attention par le savant archéologue M. P. Mérimée, ce que je n'ai appris que récemment par la lecture du compte rendu à M. le Ministre de l'intérieur de son voyage dans l'Ouest de la France, imprimé en 1836. Ce dolmen, ou tombeau, y est beaucoup mieux décrit qu'on ne l'avait fait avant lui ; aussi rapporterai-je en entier la description qu'il en a donnée. (Note 3.)

Lorsque ce monument a été vu par Mr M., il était dans l'état où l'avaient laissé MM. de P. et R. en 1811. Dans leur fouille, ils n'y étaient descendus qu'aux deux tiers environ de sa profondeur, en traversant alternativement des couches de terre et de cendre, et sans rien y découvrir autre chose à noter qu'une hache en pierre et quelques débris de poterie. En s'arrêtant à cette profondeur, ils ont négligé conséquemment de découvrir la pierre ogivale du fond dans son entier, et ne se sont pas trouvés non plus convenablement placés pour voir dans toute sa longueur la figure gravée en creux sous la pierre du plafond, et, enfin, ils ne sont point descendus assez profondément dans cette grotte, à demi souterraine, pour y atteindre la pierre de pavage qui porte également une figure gravée en creux. Je le tiens de M. Th. Peltier, de Nantes, qui, en 1843, avait été chargé d'en faire le

déblaiement, lors du passage du duc de Némours dans le Morbihan; mais qu'il a eu le soin, m'a-t-il dit, de faire recouvrir de terre, afin de la conserver. Pour y parvenir, m'écrivait-il, il a fallu traverser encore successivement, comme MM. de P. et R., plusieurs couches de terre et de cendre superposées, et dans ces cendres il ne s'est rien trouvé non plus à noter que quelques masses friables tachant les doigts à la manière du charbon animal. Ces cendres, au surplus, lui disait le maire de Locmariaquer, qui assistait à cette fouille, étaient semblables à celles dont les habitants se servaient depuis longtemps pour faire leurs lessives, et qu'ils allaient puiser dans un dolmen voisin. (Note 4.)

Une année après, à notre tournée à Locmariaquer, en 1844, on descendait dans ce dolmen, ou chambre funéraire, par un corridor en pente douce et de quelques pas de longueur. Les traits gravés en saillie sur la pierre verticale du fond et la figure gravée en creux sous la pierre horizontale du plafond, s'y voyaient alors très-distinctement et dans toutes leurs parties. Nous avons eu le temps de les confronter avec les dessins incomplets que j'en avais pris en 1840, et de les rectifier; mais obligés de nous rendre aux exigences de nos conducteurs, à cause de l'heure des marées, nous n'avons pas eu celui de faire découvrir la pierre du pavage et de prendre le dessin de la figure qu'elle porte en creux. En 1846, lorsque j'ai eu la pensée de revenir sur cette omission, j'en ai été arrêté (à tort, j'en conviens) à la vue de l'énormité de l'empierrement qui y avait été accumulé depuis.

En me reportant par la pensée à l'état où se trouvait ce monument avant qu'il eût été mis à découvert, il m'a été facile de comprendre comment jusqu'alors on n'avait pu avoir qu'une idée confuse et incomplète de la figure et des caractères qui y sont tracés. Je me rappelais combien moi-même, en 1846, seul et sans aide, il m'avait fallu de résolution pour pénétrer et me maintenir sous la pierre de ce dolmen, tant l'espace laissé libre était encore bas et obscur, et de patience pour venir à bout de dégager la surface de la pierre verticale des lichens et de la mousse épaisse qui la recouvraient, afin de parvenir à voir

nettement et dans leur ensemble les caractères en relief qu'elle portait, et de pouvoir définitivement les compter un à un, de l'œil et du doigt. Car, dès le premier instant, à la vue de la simplicité de leur forme, de leur uniformité et de la régularité de leur position : en lignes parallèles sur chaque côté de la pierre et chacune de ces lignes portant un nombre égal de traits ; en outre, ce nombre étant répété deux fois semblablement sur chaque côté, et même encore une fois de plus, en forme de crochets, sur les bords de la pierre ; et enfin, prenant en considération leur sculpture soignée en ronde-bosse, pour des traits aussi simples, ce qui ne se voit pas ailleurs, l'idée m'est venue tout aussitôt que la seule signification qu'ils pouvaient avoir, était celle de représenter des nombres, surtout quand j'y voyais la répétition des nombres quatre et sept, nombres tant révévés dans toutes les religions (pl. V, fig. 2). Il faut observer, de plus, qu'à une certaine distance des bords de cette pierre, taillée en ogive, se voient deux autres traits plus larges et plus saillants que les premiers et d'où ceux-ci naissent, comme les rameaux naissent d'une branche ; or, ces traits, en remontant de la base au sommet, et en suivant le contour du rebord de la pierre, sont nécessairement en arc de cercle, comme eux ; eh bien ! ces nouveaux traits seraient encore sans signification, si, dans le déblaiement de 1843, on n'était pas descendu jusqu'à la base de la pierre, et si on n'y avait pas mis à découvert, un peu au-dessus de son bord inférieur, un troisième arc de cercle d'un rayon égal aux deux premiers, et qui avec eux, par conséquent, est venu compléter la figure d'un triangle curviligne équilatéral, dans lequel le tableau total des traits s'est trouvé comme encadré, et qui surtout a joint un caractère mystique et symbolique de plus aux nombres révévés, quatre et sept.

Déjà, il est vrai, dès ma première visite en 1840, j'avais cru avoir reconnu très-distinctement le symbolisme du nombre trois dans la forme toute particulière et bifurquée du sommet du troisième trait de la dernière série au bas et à gauche de la pierre, laquelle en contient sept ; et dont le troisième, en effet,

par la bifurcation de son sommet, donne naissance aux autres, suivant deux directions opposées : ce qui les partage assez ingénieusement dans les deux nombres distincts, quatre et trois. Aussi, en 1844, mon premier soin a-t-il été de vérifier attentivement cette première appréciation, que j'ai eu la satisfaction, du reste, de trouver parfaitement exacte (pl. V, fig. 2). Mais elle n'a ajouté que faiblement à celle bien plus vive, je dois l'avouer, que m'a causée l'apparition inattendue du triangle curviligne que j'avais sous les yeux : car, non-seulement il venait y ajouter une seconde fois le nombre trois, mais, bien plus encore, il venait appuyer l'opinion première que ces caractères gravés avec tant de soin sur cette pierre monumentale, par les druides eux-mêmes sans doute, étaient une exposition solennelle des nombres et d'un emblème dont ils voulaient rappeler le symbolisme d'une manière formelle et durable.

C'est qu'en effet, dès la plus haute antiquité en Orient, l'emblème de la Divinité, qui renferme tout en elle-même, a été le triangle équilatéral, dont les trois côtés représentent ses trois manifestations, savoir : le premier, Dieu le tout; le second, la création, et le troisième, le souffle divin qui remplit le monde. (Note 5.)

De là, d'abord, l'importance donnée aux trois premiers nombre; puis, comme le nombre trois provient de l'addition des deux premiers, ou, suivant l'idée commune, de l'union du nombre un avec le nombre deux, les nombres impairs ont été considérés comme mâles, et comme nombres supérieurs et heureux, et les nombres pairs, comme féminins, inférieurs et malheureux. C'est encore ainsi que le nombre quatre, étant le produit de deux multiplié par lui-même, devait représenter ce qu'il y avait *de plus parfait des choses créées*, et que, l'addition des nombres quatre et trois donnant le nombre sept, ce dernier devait représenter ce qu'il y avait *de plus parfait en toutes choses*. Ce n'a été que plus tard, chez les Grecs, que, l'addition des quatre premiers nombres donnant le nombre dix, la décade est devenue pour eux le nombre par excellence. C'est ainsi, donc,

qu'avec le temps et suivant les races et les nations , il est entré dans l'opinion des peuples une quantité de données idéales, symboliques et emblématiques, dont beaucoup nous sont restées et qu'il serait trop long et inutile d'énumérer ici. (Note 6.)

Toutefois , il est un de ces nombres dont il a été fait mention dans l'histoire et qui en a été effacé , en quelque sorte, après l'invasion des Hébreux dans la terre de Chanaan , et qu'il importe de rappeler ; c'est le nombre onze , celui de la division de la population de cette partie de l'Asie en tribus , d'après le nombre des enfants de Chanaan , dont les Phéniciens étaient la première , comme descendant de Sion , qui en était le fils aîné. (Genèse, x.)

Déjà , en remarquant la constance du nombre onze des lignes qui composent les rangées de pierres aux alentours de Carnac , M. Simonin , ancien professeur d'hydrographie au Croisic , me fit observer qu'à son arrivée dans le pays (peu d'années avant 1800), il y était encore en usage de diviser la gaule (mesure de longueur) en onze pieds , et le pied en onze pouces ; que la livre y était de onze onces , et que le boisseau (à mesurer le sel) avait onze pouces de largeur sur trois fois onze pouces de hauteur.

Or , comme sur la pierre monumentale de Locmariaquer le nombre onze se trouve naturellement répété plusieurs fois , de chaque côté , par l'addition des nombres sept et quatre , je ne crois donc pas que ce soit trop m'écarter de la vraisemblance que d'admettre que , par l'exposition de ces nombres révévés , les druides aient voulu donner d'abord une idée mystique de la composition du nombre onze , qu'ils avaient mis en usage en toutes choses dans le pays , en même temps que rappeler la source d'où ils provenaient eux-mêmes : savoir , la race de Cham , et de Chanaan , dont le premier-né de ses onze fils était l'ancêtre des Phéniciens , navigateurs intrépides comme les Venètes eux-mêmes , et par qui , peut-être bien , ils avaient été dirigés , si ce n'est appelés sur les côtes de leur petite mer intérieure — le Morbihan — pour y introduire et y enseigner les principes de leur culte , qui consis-

taient, entre autres, dans la direction des esprits vers les choses célestes et divines, la croyance à l'immortalité de l'âme et à sa transmigration dans les autres corps pour châtiment ou récompense (*Commentaires*, VI), la conception métaphysique et spirituelle de la Trinité divine, sous l'emblème du triangle équilatéral, la vénération toute particulière pour le nombre sept, jour de repos dans la création, et, enfin, l'usage de compter le temps par semaines de sept jours, et le jour par nuits, à la manière des Hébreux.

Quant à la figure du plafond, qu'on ne pouvait apercevoir que difficilement et en partie avant 1843, nous avons pu la voir encore dans son entier dans notre excursion en 1844, et rectifier les dessins que j'en avais pris en 1840 et surtout les compléter; mais un peu hâtivement, étant pressés par le temps et par nos guides. Mais en 1846, où cette figure était encore assez bien conservée, j'ai été à même alors de la voir à loisir et de la dessiner dans son entier avec tout le soin et l'attention qu'elle mérite; sauf une portion du centre, assez bornée heureusement, dont les cannelures étaient déjà en partie effacées par les intempéries et qu'il m'a été facile, néanmoins, de rétablir d'après mes dessins et mes souvenirs de 1844 (pl. V, fig. 1).

C'est dans cet examen, en outre, que, secondé par une plus grande accumulation de pierres dans l'intérieur de ce dolmen, j'ai pu atteindre la pierre du plafond et, avec le doigt introduit dans les cannelures horizontales de cette figure, en découvrir une plus fine et moins profonde qui se rend, en arc de cercle, de l'une à l'autre, et qui est située au-dessous et à peu de distance de la grande courbe qui surmonte la figure totale. Cette nouvelle cannelure, que l'on ne voit pas par le soleil levant ou couchant, faute d'ombre, m'a semblé avoir eu pour motif de préciser davantage la signification de la première partie à gauche de la figure, dont l'intention vraisemblable a été de représenter un phallus.

Cette figure, au total, se compose, en effet, de deux parties ou figures distinctes: celle de droite, qui en est la terminaison, ne laisse aucun doute sur sa signification, c'est bien évidemment

celle du serpent, emblème du génie du mal, de l'hiver et de la mort; et la seconde, à l'extrémité opposée, serait, suivant l'opinion du plus grand nombre, et la mienne — surtout en y rétablissant le trait circulaire intermédiaire que j'y ai retrouvé, — l'image, incorrecte ou mal faite, si l'on veut, de l'organe de la génération, emblème du printemps et de la vie. Au-dessus du tout et au centre, il s'en voit encore une autre assez grande et un peu arrondie à son bord supérieur, et qui a parfaitement la forme de la grosse extrémité d'une hache en pierre dont l'extrémité pointue aurait disparu dans le corps de la figure, comme pour la séparer en deux, c'est-à-dire, laissant d'un côté l'emblème de la vie qui en est le commencement, et de l'autre côté l'emblème de la mort, qui en est la fin; image parlante et qui désigne suffisamment par elle-même l'usage funèbre du monument sur lequel elle est gravée, et dans lequel, comme l'on sait, ne se sont trouvées que des cendres et de la terre pour les recouvrir; et, enfin, dont la direction même vers le S.-E. — celle du solstice d'hiver, indice de la fin de la vie végétative — est bien encore celle qui convient à sa destination. (Note 7.)

Car il est à remarquer que cette direction, qui est générale pour toutes ces sortes de monuments funèbres, n'est plus celle de cette autre espèce de dolmen, chambre ou galerie couverte, comme on en voit une à Courconno, qui sont construites au niveau et à fleur du sol, et qui sont partagées le plus ordinairement en chambres ou compartiments par des pierres plates posées transversalement, et dont l'entrée est rétrécie d'une manière assez ingénieuse par des pierres posées de champ et se dépassant un peu par le bord; et devant laquelle, enfin, se trouve un couloir étroit qui conduit à peu de distance de là à une pierre plate de la longueur de deux mètres environ, que l'on retrouve fort souvent renversée et jetée de côté, mais aussi quelquefois à sa place, et posée alors transversalement sur des points d'appui solides et à une hauteur telle que, en vérité, elle semble bien effectivement avoir été disposée pour être la table d'un sacrifice humain, ou mieux peut-être, d'une exécution

judiciaire. Aussi la direction de l'entrée de ces grottes ou galeries couvertes, qui d'ordinaire est vers le N.-E., semble-t-elle plutôt dépendre des convenances de la localité.

Je crois devoir même, comme exemple, en désigner une des plus grandioses et des mieux conservées qu'on puisse voir, située à peu de distance de Saint-Georges-les-Sept-Voies (Maine-et-Loire), et dont je dois la connaissance à l'obligeance de M. Rousseau, propriétaire, qui m'y a conduit et avec qui j'ai partagé l'étonnement que cause l'énormité de la pierre carrée et unique qui lui sert de plafond — ne portant pas moins de sept mètres de côté — et l'impression toute particulière que fait éprouver le lieu étrange où elle a été construite, sur un terrain sablonneux et inculte, où des blocs de grès d'une grande puissance ont été naturellement soulevés et bouleversés, en formant autour d'elle un immense amphithéâtre d'un aspect des plus saisissants, surtout quand on se le figure couvert par une population avide d'un spectacle sanguinaire.

En terminant pour ce qui concerne notre Bretagne, si riche encore en monuments de cette époque reculée, qu'il me soit permis de me féliciter aujourd'hui d'avoir été assez heureusement inspiré pour aller recueillir, avant que le temps et les hommes ne les aient entièrement effacés, ces quelques traces historiques que les druides ont fait graver sur la pierre, pour perpétuer, s'il était possible, le souvenir de la source pieuse et sacrée — le monothéisme — où ils avaient été puiser l'influence morale et puissante qu'ils avaient acquise sur nos populations; fait déjà consigné dans l'histoire, mais qui n'avait point encore été confirmé par eux-mêmes, je crois, d'une manière aussi authentique.

NOTES.

NOTE 1^{re}.

LE BARON DE BODE, en traversant la Perse, en 1846, rapporte qu'en quittant Téhéran pour se rendre à Koum, il avait rencontré une caravane de ces pèlerins qui, tout en accomplissant leur vœu, se chargent d'escorter les morts qu'on leur confie, jusqu'à la Terre Sainte, en conduisant un cheval au dos duquel sont deux bières suspendues au moyen d'un bât. Mais, ajoute-t-il, ceux qui en ont les moyens préférèrent être enterrés à Kerbélach, où repose le saint Iman.

NOTE 2.

CAMBRY. 1805. (*Commentaires*, VI.) « On dit que la doctrine des druides a été trouvée dans la Bretagne, et que c'est de là qu'elle a été transportée dans la Gaule; et, maintenant encore, ceux qui veulent la connaître à fond, s'y rendent la plupart pour l'apprendre. »

CÉSAR dit encore (*Commentaires*, IV). « S'étant disposé à passer en Bretagne, il comprenait que ce serait pour lui un grand avantage que d'en connaître les places, les accès, toutes choses que les Gaulois ignorent presque entièrement. » « Ce n'était donc pas dans la Bretagne insulaire que se rendaient les Gaulois pour se régénérer dans les principes du druidisme.... Au reste, je ne suis pas le seul, ni le premier à remarquer qu'il faut entendre de la Bretagne armoricaine et non de la Bretagne insulaire ce que César dit du chef-lieu du druidisme. — Dion l'Africain nomme Britannicus les peuples de l'Armorique, son commentateur dit que les îles voisines portent le même nom qu'eux. — Pomponius-Lætus fait nommer l'île de Bretagne par les Bretons du continent. — Lucrèce avant César parle de la Bretagne; et le nom même de la Bretagne insulaire n'était pas alors connu des Romains. — Tacite dit que l'île qui s'appelait jadis Albion a été nommée Britannia, des Britanni de la Gaule; elles ont été appelées Britanniques, parce que les Bretons s'en étaient emparés. — L'auteur de la Parthénie dit, quant à ce qu'avance César, que la discipline des druides a été trouvée en Bretagne: c'est une équivoque; par Bretagne, il faut entendre l'Armorique. »

NOTE 3.

P. MÉRIMÉE. (*Notes d'un Voyage dans l'Ouest de la France*, 1836).

« A quelques pas plus loin au sud-est (du menhir renversé et brisé), on voit un dolmen dont les proportions colossales sont bien en harmonie avec celles du monument voisin. Il paraît avoir été fouillé, car il est encombré de pierres usées par le frottement, et plusieurs de ses piliers sont détruits. Aujourd'hui on ne peut y pénétrer qu'en se courbant. Le toit ou la table se compose de deux pierres

horizontales : l'une, longue de plus de six mètres et large de quatre, portée sur trois autres verticales et beaucoup plus petites; l'autre, longue de deux mètres cinquante environ, est beaucoup moins élevée. Pour se glisser dessous, il faudrait enlever les pierres amoncelées à l'entour. La direction du dolmen, ou du moins sa plus grande longueur, est du nord au sud. Le pilier qui soutient l'extrémité nord de la grande table paraît avoir été grossièrement taillé; du moins sa forme est régulière et rappelle celle d'une ogive fort aiguë. Sur sa face intérieure (tournée vers le sud) on observe quatre rangées parallèles et horizontales de dessins sculptés en relief sur le fond. Depuis la pointe de l'ogive jusqu'à sa base, on voit un espace libre large de 50 centimètres, à peu près, et entre chaque rangée d'ornements un intervalle de 10 à 15 centimètres. Je ne puis comparer ces dessins qu'à des roseaux courbés vers leur pointe, la tige restant verticale. De chaque côté, les courbes s'éloignent du centre de la pierre. J'ai compté dans les quatre rangées un nombre de traits différents, mais elles semblent se correspondre à droite et à gauche sur la même ligne horizontale. A gauche cependant, vers le bord du pilier, on voit une ligne droite inclinée, qui, partant du sol, s'élève jusqu'à la troisième rangée. Plusieurs lignes courbes s'y rattachent, comme des feuilles à leur tige. Ces dessins ont-ils un sens hiéroglyphique, ou doit-on les considérer comme de simples ornements? C'est une question qu'il m'est impossible de résoudre et que je n'ose pas même aborder.

« Le dessous de la table présente d'autres dessins, mais non en relief comme les premiers. Ils ne se détachent du fond que parce que celui-ci a été entaillé pour marquer leurs contours. Je ne sais comment donner une idée de leurs formes bizarres..... L'objet le plus considérable, long de plus d'un mètre, a paru à quelques antiquaires un phallus. Il me semble plutôt y voir une espèce de hache arrondie et évasée à son tranchant, et du côté opposé garnie d'un anneau. Le manche s'y implante perpendiculairement, et, à son extrémité, on voit comme un autre anneau, ou bien une espèce de garde comme celle d'un sabre. A côté paraissent quelques traits moins distincts, que l'on pourrait comparer à deux crosses appliquées l'une sur l'autre. »

NOTE 4.

A. DE COURSON. 1843. (*Histoire des Origines et des Institutions des peuples de la Gaule.*)

« En parcourant les montagnes du Pundua, dans le Bengale, le capitaine Wwalters découvrit, il y a quelques années, un grand nombre de ces monuments, dont les indigènes lui apprirent la destination..... Dans le village de Supar-Puniji, je vis deux ou trois cents monuments, grands et petits, tous formés d'une pierre plate massive, supportée par des pierres mises de champ, de manière à former une sorte de pièce couverte. Ces pierres.... sont disposées les unes contre les autres sur le penchant de la colline.... Les villageois viennent s'y asseoir dans les grandes circonstances.... Toutefois, en réalité, ces monuments sont des tombes. Les cadavres des Casias sont brûlés dans un lieu destiné à cet usage et

placé un peu plus haut sur la montagne; et les cendres, recueillies dans des pots de terre, sont déposées sous la pierre.... Le peuple témoigne un grand respect pour ces monuments, qui immortalisent à la fois et ceux auxquels on les consacre et les familles qui les font élever. »

NOTE 5.

BOUILLET. (*Dictionnaire historique.*) « Chez les Indiens, Brahma, l'Être suprême, l'Invincible, l'Incréé, ce qui est par soi-même, l'absolu est représenté par un cercle inscrit dans un triangle. »

OBRY. (*Mémoires de la Société des Sciences d'Amiens.* 1863.)

« Brahma (le Dieu-Tout), Vichnou (Conservateur) et Civâ (Destructeur) forment la Trimourti ou Trinité indienne. Et plus anciennement peut-être, Agni (le feu), Vayou (le vent) et Mithrâ (le soleil) qui forment, par la réunion de leur première lettre, le monosyllabe divin *aum*, si généralement révérendé dans l'Inde (en ramenant le *v* à son élément voyelle *u* devant une consonne). »

DIDRON. (*Iconographie chrétienne.*) « Dans tous les temps, le triangle a été la forme géométrique de la Divinité et de la Trinité...; le cercle, de l'Eternité...; le carré, de la vie...; le carré inscrit dans le cercle, l'éternité de l'existence.... »

DU VAUTERET. (*De la Stabilité.* 1850). « Trois arcs de cercle circonscrits à un triangle équilatéral, sont le principe de la formation de l'arcade ogivale.... et le principe mystique de la religion chrétienne.... Le triangle équilatéral est tout à la fois l'emblème de la stabilité et de l'Éternel (le Grand Architecte de l'univers).... Il exprime la Trinité dès l'antiquité la plus reculée. »

NOTE 6.

HENRY. (*L'Égypte pharaonique, etc.*, tome 1^{er}, 1846.) « L'une des sciences les plus célèbres de l'antiquité fut celle des nombres harmoniques, à laquelle Pythagore se livra avec ardeur.... comme les Druides, les Brahmanes, les Bonzes, les Mages, les Scandinaves et les Égyptiens..... Dieu étant unique, le nombre *un* devint son attribut...; le nombre *deux*, celui de la matière ainsi que du mauvais principe...., et le nombre *trois*, le nombre divin, contenant l'unité et la dualité, il était comme identique avec *un*. C'était donc, théologiquement, le Créateur, son Verbe et son souffle divin, ou Esprit; philosophiquement, la réunion du principe actif, du principe passif et du produit des deux; enfin, cosmogoniquement, l'union de l'intelligence avec la matière, et l'univers, qui en était le produit.... *Quatre*, carré du premier pair, rappelait Dieu et sa puissance..... *Cinq*, composé de quatre et un, l'âme humaine.... *Six*, très-parfait, parce qu'il est le premier qui peut être divisé par trois.... *Sept*, nombre du repos après la création.... le plus saint dans l'Orient et dans l'Égypte.... *Huit*.... la loi naturelle, primitive et sacrée.... *Neuf*, nombre redoutable qu'il fallait éviter, parce qu'il est le produit du tertiaire multiplié par lui-même. Enfin, *dix*..., somme des quatre premiers.... et comme renfermant tous les rapports.... harmoniques des neuf premiers, était l'image des merveilles de l'univers. »

Revue Britannique 1831. (Institutions septenaires chez les peuples anciens et modernes.)

« La semaine de sept jours a été adoptée par la plupart des nations de l'Orient, depuis la plus haute antiquité; mais cette institution n'est pas universelle.... L'origine indienne de la semaine de sept jours semble être l'hypothèse la plus certaine... Les sept jours y sont sous l'invocation des astres... Dans tout l'Indoustan, le nombre *sept* est un nombre mystique; outre le jeûne consacré au jour du soleil, le septième jour de la lune et surtout du croissant est aussi consacré.... Le nombre sept est aussi le nombre par excellence des Hébreux.... Le mot hébreux *shaba*, ou *shabany* chez les Juifs modernes, qui signifie sept, signifie encore âge.... vieillesse. *Sabe*, en copte, veut dire sage, un savant.... Les druides s'appelaient des *sabs*.... leur religion était le sabéisme.... Sab-aith, était le jour de la réunion des sabs...; d'où sabbat, assemblée..., plus tard conciliabules des sorciers.... Vers 500 ans avant Jésus-Christ, les Grecs mentionnent le nombre *sept*, comme nombre sacré. Mais celui que les Pythagoriciens tenaient le plus en vénération était le nombre quatre, comme formant le carré et étant la base d'un système universel de numération : les quatre saisons, les quatre éléments, les quatre points cardinaux.... Chez les Juifs, quarante ou quatre dizaines, se montrent comme expression par excellence.... Chez les Chinois.... les nombres pairs participent du principe féminin, et les nombres impairs du principe masculin.... Ils appellent nombre terrestre la somme des cinq premiers nombres pairs, égale à trente, et nombre céleste la somme des cinq premiers nombres impairs, égale à vingt-cinq. De plus, ils comptent par cinq, les planètes, les viscères, les éléments, etc. Ils célèbrent entre autres le cinquième jour de la cinquième lune.... Ils ont aussi des jours fastes et néfastes.... Du nord au sud de l'Amérique du Nord, il n'y a chez les aborigènes aucun vestige de pratiques septenaires.... Dans la Polynésie.... il n'y a ni sabbat, ni semaines de sept jours. Ces institutions sont également inconnues dans la Nouvelle-Zélande et dans l'Australie. »

M. L'ABBÉ CORBLET. — (*Baptême des cloches. 1837.*)... « L'officiant fait ensuite, avec le saint chrême, sept onctions en forme de croix au dehors de la cloche, et quatre à l'intérieur, en disant, etc.... Il ne faut pas croire que le nombre des onctions a été fixé par des motifs purement naturels. Dans les usages de l'Eglise rien n'est laissé à l'arbitraire; les plus petits détails des cérémonies ont un sens profond et mystérieux, qui doit faire reporter nos pensées sur quelque haute vérité. Si le prêtre fait sept onctions sur l'extérieur de la cloche et quatre à l'intérieur, c'est que ces deux nombres appartiennent à la symbolique chrétienne. Sept est le nombre de la charité et de la grâce. C'est Dieu lui-même qui l'a consacré par le repos du septième jour. Aussi les Israélites sanctifiaient non-seulement le septième jour, mais la septième année.... Le Christianisme, en venant perfectionner la loi ancienne, imprima une nouvelle consécration au nombre sept.... Le nombre quatre est également sacré; c'est celui des grands Prophètes.... des Évangélistes..., des vertus cardinales, etc...., Aussi fait-on quatre onctions à l'intérieur de la cloche, parce qu'elle doit annoncer les louanges du Seigneur aux quatre points cardinaux.... Quatre est le nombre

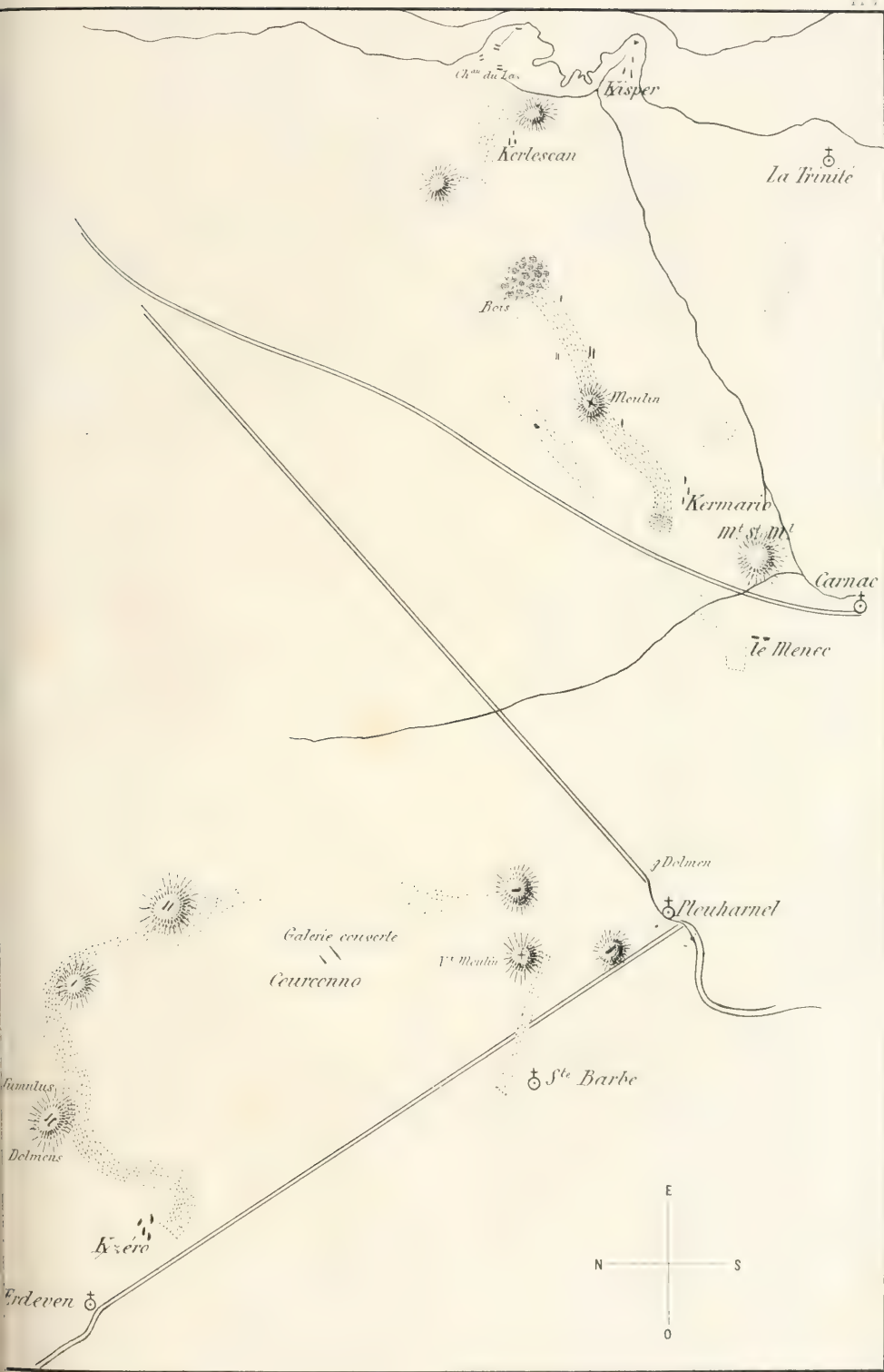
terrestre : il y a quatre points cardinaux , quatre éléments , quatre saisons , quatre vents principaux , etc. »

A. GARNIER. (*Comptes-Rendus de l'Académie des Sciences morales*. 1860)
« Dans les théories cosmogoniques , les Pythagoriciens , frappés du rapport numérique entre la longueur de la corde de la lyre et l'échelle des tons , en conclurent que le nombre produit le son , ou que le son est un nombre , et que la musique n'est pas un objet des sens , mais de l'entendement. Ils supposèrent des rapports merveilleux entre les sept voyelles , les sept pléiades , les sept couleurs de l'arc-en-ciel , etc..... Les nombres sont les seules réalités.... L'unité est la source d'où découle tout le reste ; elle donne le point géométrique ; ajoutée à elle-même , elle produit la ligne ; la ligne répétée trois fois engendre la surface ; quatre fois , le solide ; cinq fois , la plante , et six fois , l'animal... Telle combinaison de nombres fournit l'âme humaine ; telle autre combinaison , le temps.... Enfin le nombre est la raison des phénomènes moraux comme des phénomènes physiques , et la justice , consistant à rendre la pareille en bien comme en mal , peut se définir une égalité numérique.... Il faut accorder aux Pythagoriciens que le nombre est un élément important des forces de la nature... Aristote reconnaît lui-même que *la proportion , la symétrie , l'égalité , le pair et l'impair , l'unité et la variété* sont des éléments de la beauté ; que les heures et les saisons se soumettent à la loi des nombres , et que les diverses puissances arithmétiques se manifestent dans les théorèmes de la géométrie. Il y a donc un fond de vérité dans la doctrine des Pythagoriciens ; mais Aristote leur reproche avec raison de s'attacher à des rapports purement accidentels. »

NOTE 7.

A ma première inspection du dolmen , en 1840 , je n'avais constaté que la direction générale de la pierre principale du plafond ; mais , en 1846 , j'ai essayé d'en avoir l'inclinaison exacte vers le sud , malgré la difficulté d'opérer avec justesse sur une pierre non polie. Toutefois , après avoir posé le bord de mon carnet sur la partie la plus lisse que j'aie pu trouver au centre de la pierre verticale du fond , j'y ai tracé la ligne du nord au sud (avec une déclinaison à l'ouest de 22°, celle qui m'avait été donnée par M. Huet , à mon départ) ; puis , chez moi , en menant une perpendiculaire sur le même bord , j'ai eu définitivement l'inclinaison de la pierre vers le sud , qui s'est trouvée très-approximativement être celle de 52° , c'est-à-dire de 44°,30' environ en excès sur celle du point précis du solstice d'hiver. Erreur dont on pourrait me tenir compte , s'il n'était pas arrivé que , l'année suivante , 1847 , dans la percée qui a été faite à Angers pour le passage du chemin de fer , on a été obligé de détruire un tombeau gaulois — reconnaissable à la nature de sa construction , — et dont l'inclinaison vers le sud , mesurée par l'ingénieur , a été également de 52°. Cette coïncidence n'est-elle que fortuite ? c'est ce qu'il resterait à déterminer par de nouvelles observations.



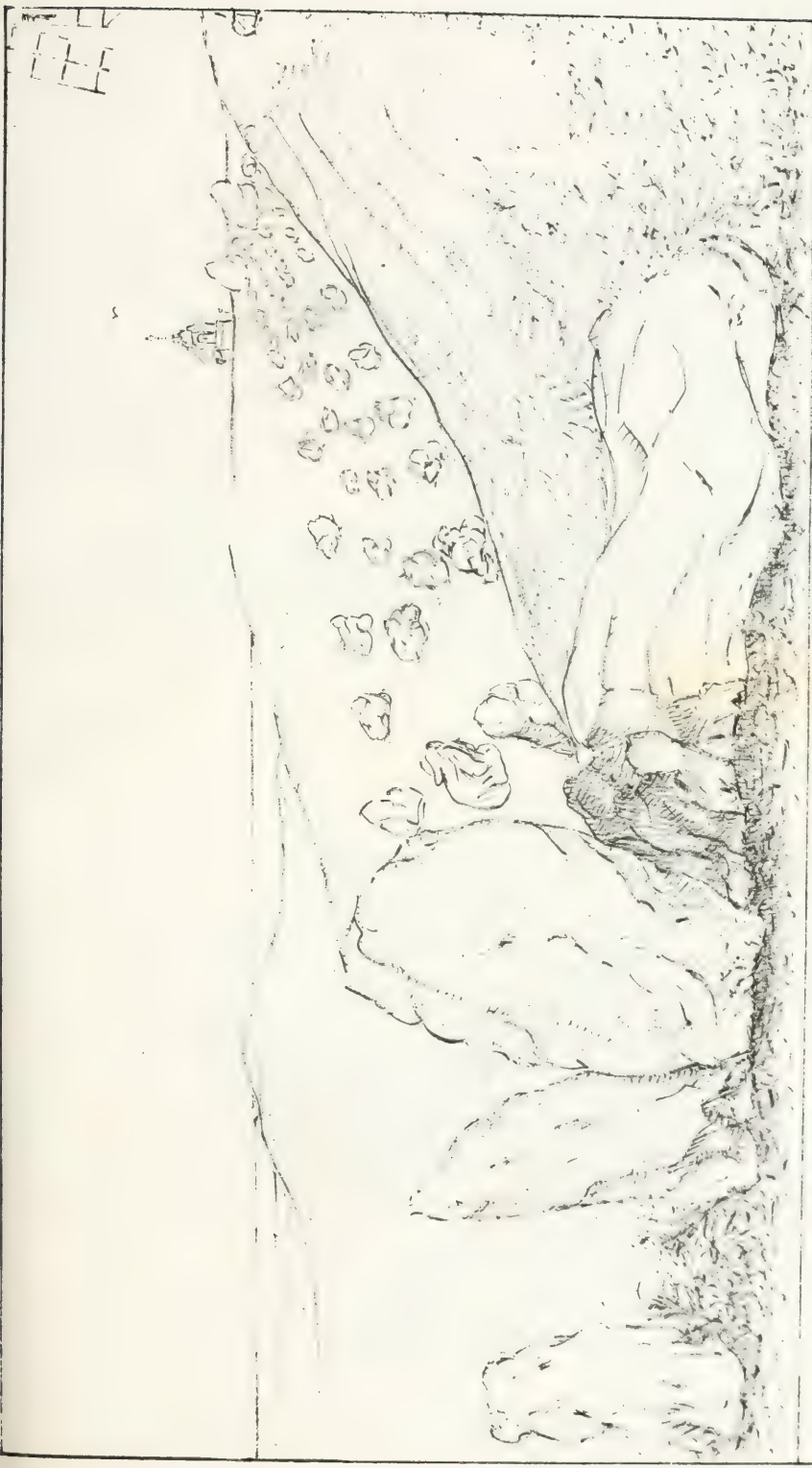




Plouharnel

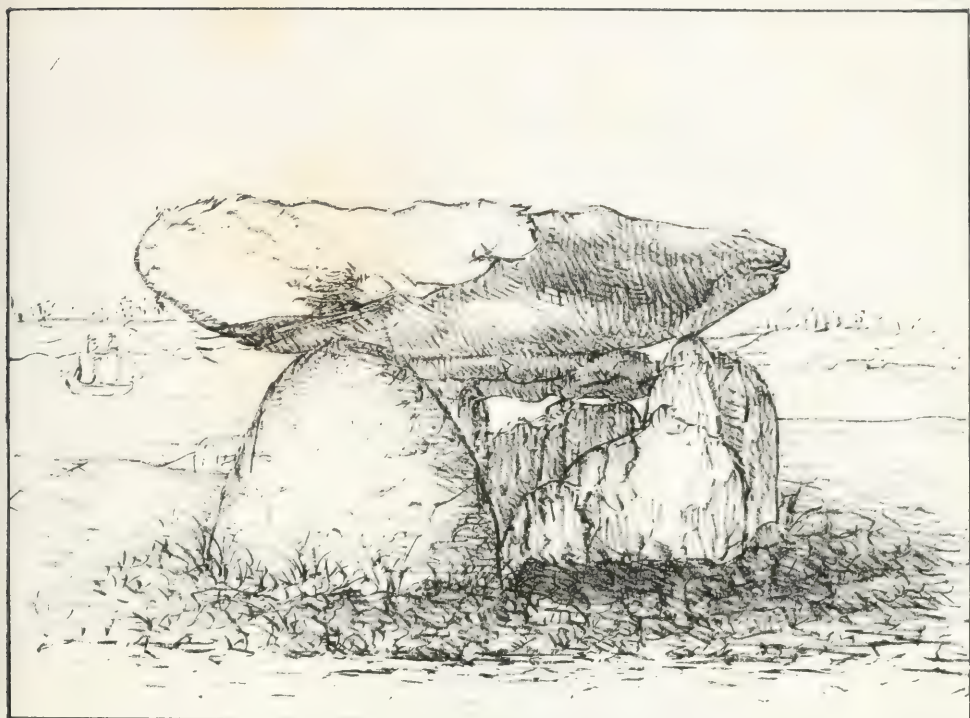
Carnac

S^{te} Barbe



Vieux-Moulin.

S^{te} Barbe.





Pierre du Plafond. — 6 mètres.

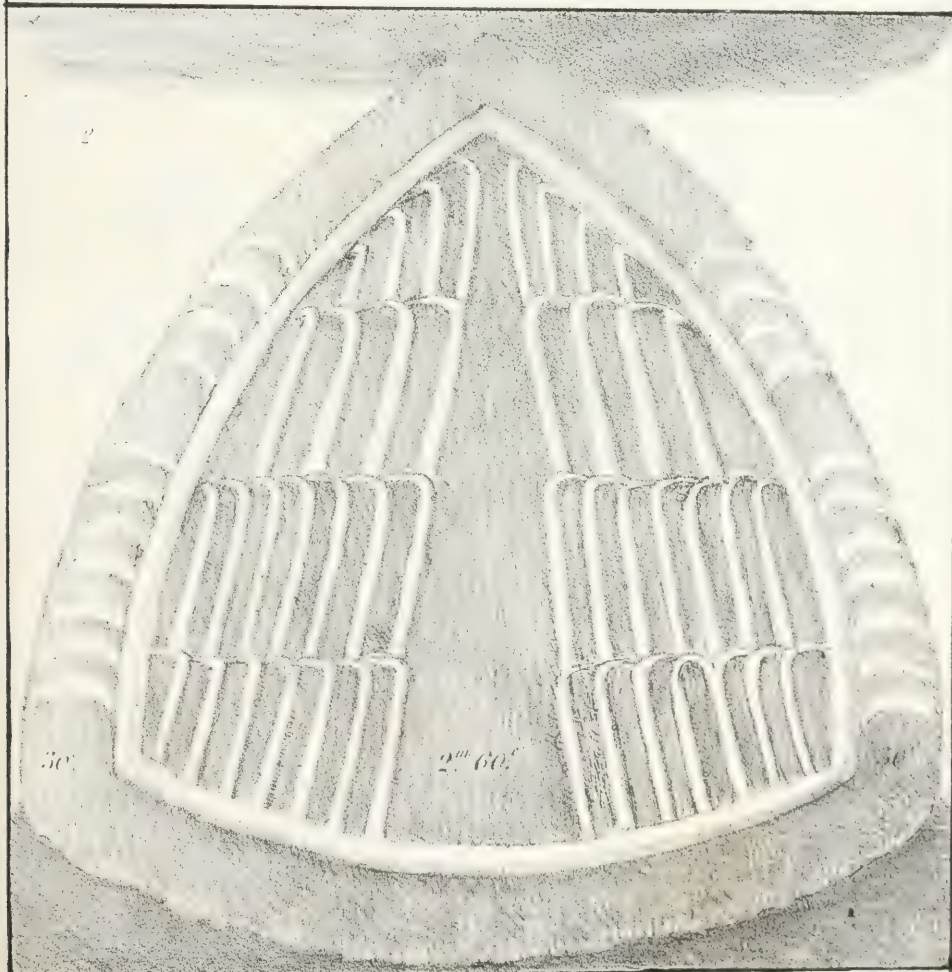


TABLE DES MATIÈRES

PAR NOMS D'AUTEURS.

MM.

BAUDRY (l'abbé Ferdinand), curé du Bernard. — Nouvelles Fosses gallo-romaines de Troussepoil (Vendée).....	191
DE BREHIER. — Chartes relatives au Prieuré de Pontchâteau (diocèse de Nantes), avec une planche lithographiée.....	17
DE KERSABIEC. — Lettre inédite de Charles, duc de Guyenne, frère de Louis XI, à la duchesse Françoise d'Amboise.....	207
— Notre-Dame des Dons, en Treillières	93
LE LIÈVRE DE LA MORINIÈRE. — Notice historique sur les Postes en France, depuis leur origine jusqu'en 1789	165
MARIONNEAU. — Souvenirs de la Roberdière, lieu de naissance du général Bedeau	234
DE LA NICOLLIÈRE (Stéphane). — Considérations sur les Origines religieuses du diocèse et de la cathédrale de Nantes.....	221
— Église royale et collégiale de Notre-Dame de Nantes.....	41
— Une charte de Conan III et le Prieuré de la Madeleine....	196
PARENTEAU. — Chronique.....	76
— Introduction à l'étude des Bijoux	73
LE RAY. — Considérations générales sur les Rangées de Pierres en lignes parallèles dans le département du Morbihan, et en particulier sur les Figures et les Caractères gravés sur les pierres du grand Dolmen de Locmariaquer (avec 5 planches lithographiées)	256
SOURDEVAL (MOURAIN DE). — Lettre de Duquesne à Colbert.....	210
TRAVERS (l'abbé). — Princes et Comtes seigneurs de Nantes, depuis les Romains jusqu'à l'an 1750, avec la date de l'entrée de plusieurs de ces princes dans ladite ville de Nantes.....	124

TABLE DES MATIÈRES

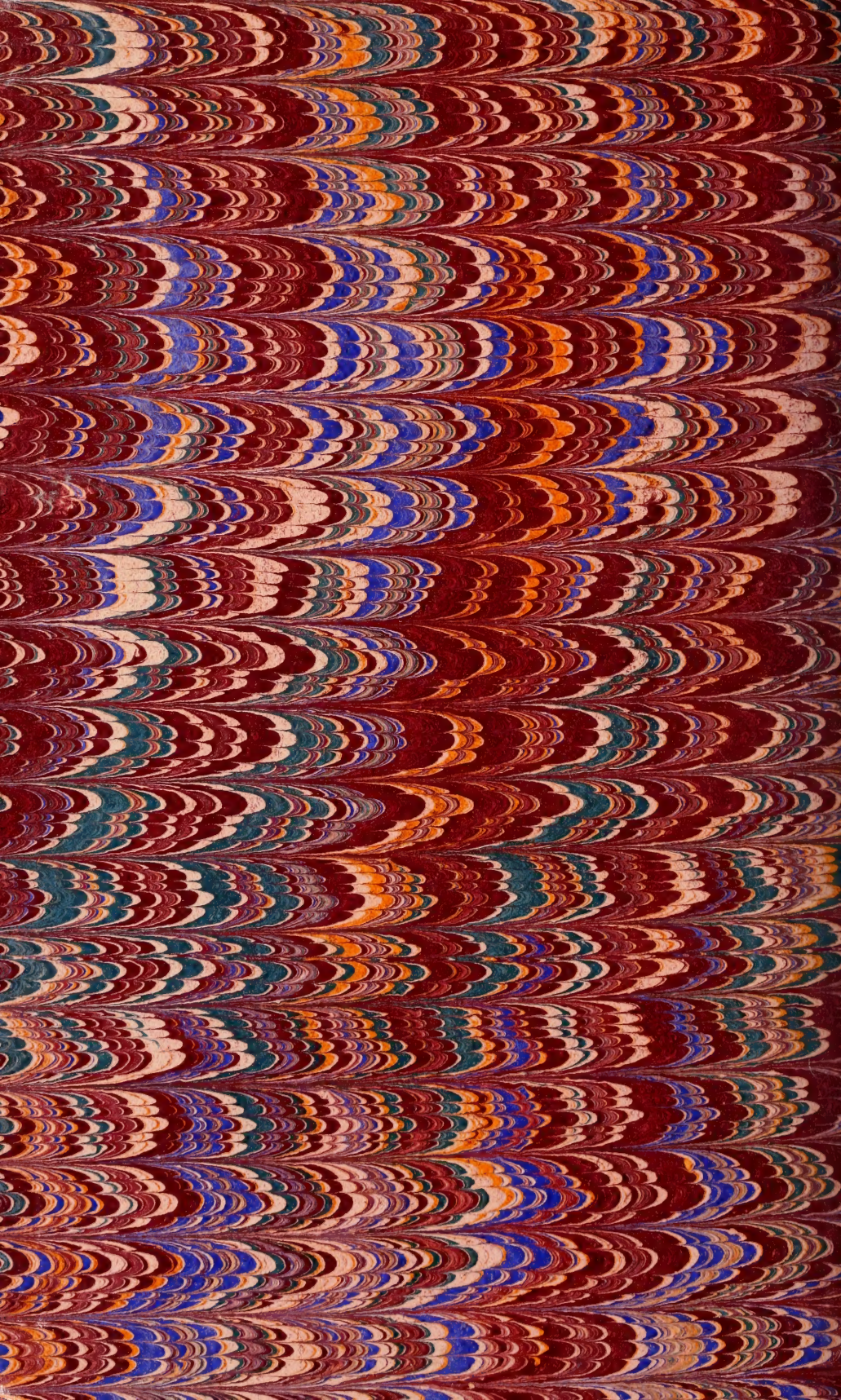
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

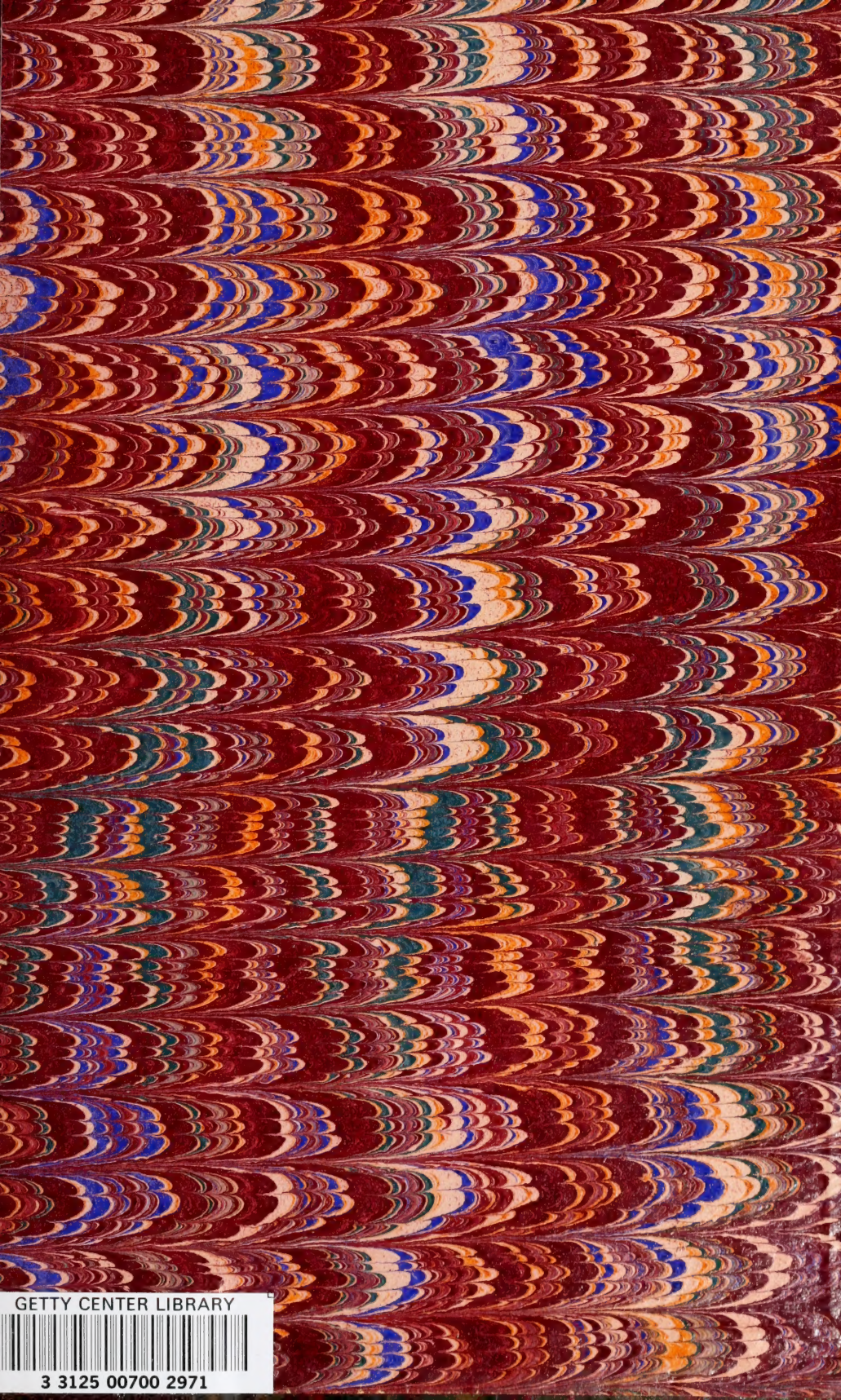
ANNÉE 1863.

Charles , duc de Guyenne, frère de Louis XI (lettre inédite).....	207
Conan III (charte de) et le Prieuré de la Madeleine des Ponts de de Nantes.....	196
Chronique.....	76
Considérations générales sur les Rangées de Pierres en lignes paral- lèles dans le département du Morbihan, et en particulier sur les Figures et les Caractères gravés sur les pierres du grand Dolmen de Locmariaquer (avec 5 planches lithographiées).....	256
Considérations sur les Origines religieuses du diocèse et de la cathé- drale de Nantes.....	221
Duquesne à Colbert (lettre inédite de)....	210
Introduction à l'étude des Bijoux.....	73
Notice historique sur les Postes en France, depuis leur origine jusqu'en 1789.....	165
Notre-Dame des Dons en , Treillières	93
Notre-Dame de Nantes , église royale et collégiale	41
Nouvelles Fosses gallo-romaines de Troussepoil (Vendée) — (avec une planche lithographiée).....	191
Pontchâteau (chartes relatives au Prieuré de), diocèse de Nantes.....	17
Princes et Comtes seigneurs de Nantes , depuis les Romains jusqu'à l'an 1750.....	124
Procès-verbaux (Analyse des):	
Séances du 7 juin 1854 au 3 avril 1855.....	12
— du 1 ^{er} mai 1855 au 3 mars 1857.....	81
— du 7 avril 1857 au 7 décembre 1858 (fin)	157

Procès-verbaux (Extrait des) :

Séances du 1 ^{er} trimestre 1863	5
— du 2 ^e — —	77
— du 3 ^e — —	157
— du 4 ^e — —	213
Souvenirs de la Roberdière, lieu de naissance du général BEDEAU...	234





GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00700 2971

